

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1908-1909.

Projet de loi sur la milice ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MÉLOT.

I.

INTRODUCTION.

L'ÉTAT MILITAIRE DE LA BELGIQUE APRÈS LA LOI DE 1902.

Obligations militaires de la Belgique. — Conclusions de la Commission mixte de 1900. — Loi de 1902. — L'armée de campagne. — L'armée de forteresse, — L'armée sur pied de paix. — Conclusion.

MESSIEURS,

Le projet de loi déposé par le Gouvernement ayant en partie pour but de réparer certains mécomptes que l'application de la loi de 1902 a révélés, il a paru intéressant au rapporteur de comparer, d'après des renseignements fournis par le Département de la Guerre et certaines constatations faites par la Commission d'enquête, l'état militaire de la Belgique, après cette loi, avec l'état militaire que préconisait la Commission mixte de 1900.

Il importe, si l'on veut apprécier la valeur des sacrifices que le pays s'impose pour assurer la défense nationale, de fixer certains points de comparaison, presque tout étant relatif en cette matière.

S'il est incontestable, en effet, que tout Belge valide doit être à la disposition de son pays pour le défendre en cas d'agression, il est non moins avéré que jamais aucun de ceux qui ont la responsabilité du pouvoir n'a songé à demander que l'État donnât à tous les citoyens valides l'éducation militaire qui les mettrait à même de combattre utilement.

Appeler chaque année au service tous les jeunes gens de vingt ans et les retenir dans les casernes le temps nécessaire pour en faire de vrais soldats, ce serait enlever à la nation une trop grande force de production éco-

(1) Projet de loi, n° 200.

(2) La section centrale, présidée par M. Cooreman, était composée de MM. Mélot, Versteylen, Mechelynck, Hoëyos, Delpote (Antoine), du Bus de Warnaffe.

nomique et intellectuelle, grever son budget de charges trop lourdes et imposer en outre à certaines familles indigentes des sacrifices trop pénibles.

Des grandes puissances, l'Allemagne par exemple, n'incorporent chaque année qu'un peu plus de la moitié de leurs jeunes hommes valides (1)! Bien moindre doit naturellement être l'effort d'une nation neutre à laquelle des traités garantissent la paix perpétuelle et qui ne s'arme qu'afin de n'être soupçonnée par aucun des belligérants de faciliter ni même de tolérer une agression de l'autre.

Pour atteindre ce but, quel effort militaire la Belgique doit-elle réaliser? Et, si l'on veut préciser, quel doit être l'effectif de notre armée sur pied de guerre et sur pied de paix? quel doit être l'âge de notre armée sur pied de guerre; en d'autres termes, combien doit-elle comprendre de classes de milice? quelle durée de service effectif est nécessaire pour former un bon soldat?

Il est impossible de donner à ces questions une réponse décisive ou définitive. La solution dépend d'éléments dont beaucoup sont inconnus ou essentiellement variables. Les réponses ne peuvent donc être qu'approximatives.

Quand ces problèmes se sont posés dans notre pays, le Gouvernement a accoutumé de former, pour les résoudre, des commissions mixtes composées d'hommes politiques et de militaires. C'est ainsi que l'on a procédé, par exemple, en 1865 et en 1900.

La commission de 1900 a fait aux trois questions que nous formulons plus haut les réponses suivantes :

1° L'effectif de l'armée sur pied de guerre est de 180,000 hommes (adopté par 19 voix et 7 abstentions).

L'effectif actuel de l'armée sur pied de paix sera maintenu (adopté par 25 voix et 3 abstentions).

2° La durée totale du service reste fixée à 13 ans, tant pour les volontaires que pour les miliciens (adopté par 25 voix et 3 abstentions).

3° La durée effective de la présence sous les drapeaux sera réduite à ce qui est nécessaire pour l'éducation du soldat. Le Gouvernement prendra les

(1) Voici, à ce sujet, des chiffres obligamment fournis par le Département de la Guerre.

ALLEMAGNE : 1907.

Total des inscrits, y compris les ajournés	1,189,845
<i>Répartition :</i>	
Incorporés	280,774
Impropres	35,802
Exclus	860
Ajournés, émigrés ou en excédent	684,195
Affectés à la réserve de recrutement et au 1 ^{er} ban de la landsturm.	188,216
	1,189,845
Total des inscrits, non compris les ajournés	532,092
Incorporés	280,774
Exemptés temporairement ou définitivement pour causes physiques	35,802

mesures propres à améliorer cette éducation en réduisant autant que possible le nombre des hommes soustraits au service de leur arme et en restreignant les honneurs à rendre en exécution du décret de messidor an XII (adopté par 24 voix et 2 abstentions).

Une augmentation éventuelle du contingent compensera la réduction de la durée effective du service (adopté par 24 voix et 2 abstentions) (1).

La loi de 1902 s'inspirait des délibérations de la Commission mixte de 1900 (2); elle avait pour but de nous rapprocher de l'état militaire préconisé par celle-ci. Conformément aux vœux émis, elle réduisit la durée du service dans de telles proportions que l'effectif de l'armée sur pied de paix en était diminué de 25 p. c. Mais une augmentation de la classe de milice et du nombre des rengagés devait compenser cette réduction. De la sorte, l'effectif de l'armée sur pied de guerre devait être accru et l'effectif du pied de paix maintenu.

Il est intéressant de rechercher dans quelle mesure les résultats de la loi de 1902 ont répondu aux intentions de ses auteurs quant à l'effectif de l'armée sur pied de paix et sur pied de guerre.

La Commission d'enquête, instituée par la Chambre le 10 mars 1909, s'est efforcée de le faire. Les documents réunis par cette commission et le très clair rapport de M. Pouillet permettent de se rendre un compte exact et précis de notre état militaire.

Depuis la clôture de l'enquête, des renseignements nouveaux ont été demandés au Département de la Guerre qui a répondu avec son habituelle obligeance.

Quant à l'effectif de l'armée sur pied de guerre, la question suivante a été posée par M. Mélot à M. le Ministre de la Guerre : « Comment l'effectif de l'armée de campagne serait-il constitué par arme et par classe de milice? » La réponse permet de comparer l'armée que le pays possède à celle que réclamait la commission de 1900 (3).

(1) Procès-verbaux des séances, p. 454.

(2) Exposé des motifs. Documents parlementaires de 1901-1902, p. 551.

(3) Voici cette réponse datée du 14 mai 1909 :

L'effectif actuel de l'armée de campagne peut être reconstitué comme suit, décrets de mobilisation non déduits.

		Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie de campagne.	Autres corps et services civils compris.	Total.
Effectifs sur les contrôles pour mobiliser les unités de l'armée de campagne.		71,296	7,148	7,677	8,511	94,632
Nombre de classes nécessaires.	du 1 ^{er} octobre au 15 avril.	2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e , 7 ^e , 8 ^e , 9 ^e classes et une partie de la 10 ^e (700 h.).	2 ^e à 6 ^e classe comprises.	2 ^e à 9 ^e classe comprises.	»	»
	du 15 avril au 30 septembre.	1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e , 7 ^e , 8 ^e et une partie de la 9 ^e (700 hommes.)	1 ^{re} à 5 ^e classe comprises.	1 ^{re} à 8 ^e classe comprises.	»	»

Pour l'infanterie, la sous-commission militaire de 1900 demandait 52 bataillons actifs et 16 bataillons de réserve avec un effectif total de 70,400 hommes.

D'après les contrôles, notre armée de campagne compterait 52 bataillons actifs et 16 bataillons de réserve avec un effectif total de 71,296 hommes, soit 896 hommes de plus que le nombre indiqué par la sous-commission.

Ces bataillons seraient formés des huit plus jeunes classes exercées, plus 700 hommes de la 9^e.

La sous-commission militaire de 1900 suggérait : « La sous-commission » est d'avis qu'il convient de ne faire entrer dans la composition de l'armée » de campagne que les sept ou huit plus jeunes classes de milice (1). »

Il y aurait donc dans l'infanterie de notre armée de campagne 700 hommes d'un an plus âgés que le prévoyait la sous-commission.

Pour la cavalerie, la sous-commission militaire de 1900 demandait 40 escadrons avec un effectif total de 6,400 hommes.

Notre armée de campagne compterait 40 escadrons avec un effectif total de 7,148 hommes, soit 748 hommes de plus que le nombre indiqué par la sous-commission.

Ces escadrons seraient formés des cinq plus jeunes classes exercées.

Pour l'artillerie, la sous-commission demandait 48 batteries montées et 4 batteries à cheval avec un effectif total de 9,900 hommes.

Notre armée de campagne ne compterait que 50 batteries montées et 4 batteries à cheval, avec un effectif total de 7,677 hommes, soit donc un déchet de 18 batteries montées et de 2,223 hommes.

Mais chacun sait que les Chambres ont voté les crédits nécessaires à la réorganisation de l'artillerie de campagne. Aussi longtemps que les nouveaux canons n'étaient pas livrés, il était inutile d'augmenter un effectif qui n'aurait même pas trouvé de cadres.

Les batteries d'artillerie seraient formées des huit plus jeunes classes exercées.

Enfin, notre armée de campagne comprendrait de quatre à cinq compagnies du train, un bataillon du génie, des compagnies spéciales de télégraphistes, du chemin de fer, etc., des services d'administration; le tout, d'un effectif total de 8,511 hommes.

La sous-commission demandait de quatre à cinq compagnies du train, un bataillon du génie, des compagnies spéciales, des services administratifs; le tout, d'un effectif total de 8,600 hommes.

Au total, notre armée de campagne compterait, déchets de mobilisation non déduits, 94,632 hommes; la commission de 1900 réclamait 95,300 hommes, déchets de mobilisation déduits.

Elle serait composée des huit plus jeunes classes exercées.

La mobilisation amènerait évidemment un déchet. C'est le seul dont il

(1) Rapport de la sous-commission militaire sur la question des effectifs, p. 6.

puisse être question, le déchet dit d'usure étant déduit des tableaux récapitulatifs aussitôt qu'il se produit.

Chaque année, en effet, tous les militaires en congé sont passés en revue par les commandants de district. Les morts, les impotents, les aveugles, les invalides sont signalés au chef de corps. Celui-ci cesse d'en tenir compte, de même qu'il cesse de compter les militaires en activité qui deviennent impropres au service.

C'est donc bien 94,632 hommes considérés comme valides qui sont inscrits sur les contrôles.

De ces quatre-vingt-quatorze mille hommes combien rejoindraient leur corps en cas de guerre? C'est ce que personne ne peut dire, même approximativement.

Mais il est clair que pour établir, en temps de paix, les effectifs du pied de guerre, on ne peut tabler que sur les chiffres qui figurent aux matricules.

On voit donc que notre armée de campagne est composée, à peu de chose près, comme le demandait la sous-commission (1).

(1) Cette conclusion ne cadre pas avec une réponse faite par le Département de la Guerre à l'une des questions posées par M. Hymans à la Commission d'enquête (Rapport, *Annexes*, p. 170).

Voici cette réponse :

« A la date du 1^{er} octobre 1908, les bataillons complétés à l'effectif de guerre (1,046 hommes) étaient composés comme suit (*déchets de mobilisation non déduits*) :

Bataillons actifs : Les sept premières classes de milice, dont les recrues de 1908.

En chiffres ronds, la classe de 1908 comportait, pour chacun des régiments de ligne, de chasseurs à pied et de grenadiers, environ 400 à 460 hommes, dont 57 à 70, ayant devancé l'appel de leur classe, avaient terminé leur première période d'instruction et auraient, au besoin, pu prendre place dans les unités mobilisées. Quant aux autres militaires de cette classe, en cas de mise sur pied de guerre de l'armée, survenant entre octobre et mai, ils auraient été versés aux dépôts pour y recevoir un complément d'instruction. De ce fait, les bataillons actifs auraient éprouvé un déchet correspondant, soit pour l'ensemble des bataillons actifs une perte de 7,182 hommes.

Bataillons de réserve : Les 8^e, 9^e et 10^e classes.

Bataillons de forteresse : Les 11^e, 12^e et 13^e classes.

Ainsi formés, ces bataillons n'eussent présenté qu'un effectif moyen de 680 hommes environ.

Dans ces conditions, pour rendre possible le fonctionnement régulier des dépôts en cas de guerre, il faudrait prélever sur les bataillons des trois catégories, un certain nombre d'hommes valides.»

Cet exposé nous paraît en contradiction avec le tableau intitulé : « Récapitulation générale des effectifs de l'armée sur pied de guerre ». Si on le consulte, on constate, en effet, que les dix plus jeunes classes de milice (classes de 1908 à 1899 inclusivement) donnent 85,000 fantassins environ, non compris le 13^e et le 14^e de ligne, qui ne font pas partie de l'armée de campagne. Comment 85,000 hommes ne formeraient-ils que 68 bataillons à 1,046 hommes par bataillon? Comment les bureaux de la mobilisation, qui ont pour mission de donner à l'autorité militaire les renseignements les plus exacts, pourraient-ils compter dans l'effectif des bataillons actifs 7,182 hommes qui devraient être versés aux dépôts en cas de mobilisation? La réponse du Département de la Guerre rapportée plus haut concorde, au contraire, avec les chiffres du tableau récapitulatif des effectifs.

Quand il s'est agi de fixer les effectifs de l'armée de forteresse, la sous-commission militaire de 1900 n'est plus entrée dans le même détail d'organisation minutieuse que pour l'armée de campagne.

Pour l'infanterie, elle a demandé six bataillons actifs, le 13^e et le 14^e de ligne fournissent ces six bataillons; 42 bataillons de réserve, le régiment des grenadiers et celui des carabiniers, les trois régiments de chasseurs et les quatorze régiments de ligne fournissent ces quarante-deux bataillons.

Pour la cavalerie, elle demandait 8 escadrons de réserve; il y a 8 escadrons de dépôt qui se dédoubleraient et formeraient 8 escadrons de réserve.

Pour l'artillerie de campagne, elle demandait 12 batteries de réserve; il n'y en a que 6.

Pour l'artillerie de forteresse, elle demandait 53 batteries actives et 23 de réserve, soit un total de 78 batteries. Notre armée de forteresse compte 31 batteries actives et 27 de réserve, soit un total de 58 batteries.

Bref, on a suivi à peu près, pour l'organisation des différentes armes, les indications de la sous-commission militaire de 1900.

Quant aux effectifs de l'armée de forteresse, la sous-commission s'est bornée à en indiquer le total et ce total a même varié. Mais puisqu'elle demande 180,000 hommes en tout, dont 93,500 pour l'armée de campagne, il semble en résulter qu'elle demande 84,700 hommes pour l'armée de forteresse.

Notre armée de forteresse ne compte pas 84,700 hommes. Pour combler les vides, il faudrait rappeler la 14^e et peut-être la 15^e classe de milice.

Elle compterait donc une quinzaine de mille hommes âgés d'un an ou deux de plus que ne le suggérait la sous-commission militaire.

Il n'y a pas lieu de s'étonner de cette constatation. Aussi longtemps que les nouveaux ouvrages d'Anvers ne seront pas achevés, la défense nationale n'aura pas besoin de l'effectif de forteresse prévu en 1900; on se plaçait, en effet, dans l'hypothèse de la réorganisation de la position d'Anvers.

D'autre part, l'effectif des classes de 1901, 1900, 1899, 1898 et 1897, qui forment la grande partie de l'armée de forteresse, n'a évidemment pu être accru par la loi de 1902 qui a augmenté l'effectif des classes suivantes. La classe de 1903, par exemple, compte 2200 hommes environ de plus que la classe de 1901.

Quand les classes de 1903, 1904, 1905, 1906 et 1907 constitueront l'armée de forteresse; en d'autres termes, si on laissait à la loi de 1902 le temps de produire tous ses effets, le déchet de l'effectif sur pied de guerre serait minime.

Le législateur de 1902 avait d'ailleurs prévu que l'armée de forteresse serait en partie composée d'hommes de la 14^e, de la 15^e, et même de la 16^e et de la 17^e classes, puisqu'il invitait les hommes de la 13^e à prolonger de deux ou quatre ans leur terme de milice; ce sont les volontaires de réserve.

On sait que dans les armées française et allemande, les troupes de dépôt et de forteresse comptent des soldats de la 23^e classe, la durée du service militaire étant de 25 ans.

De cet exposé, il est permis de conclure que si la loi de 1902 n'a pas complètement répondu aux vœux de la commission de 1900, tout au moins a-t-elle augmenté dans de sérieuses proportions l'effectif de l'armée sur pied de guerre.

Le chiffre de 180,000 hommes n'a jamais été considéré comme un chiffre fatidique. Dans la séance du 28 novembre 1901, le Ministre de la Guerre disait : « On nous parle des effectifs de guerre. On nous dit : Comment obtiendrez-vous les 180,000 hommes que vous avez indiqués ? Mais je ne sache pas que l'on ait jamais indiqué ce chiffre de 180,000 hommes. — *M. Lorand* : Ce sont les conclusions de la Commission. — *M. le Ministre de la Guerre* : Pardon, je parle de ce que le Gouvernement a dit. »

La loi de 1902 a-t-elle, comme on l'a affirmé, désorganisé l'armée sur pied de paix ?

La Commission de 1900 avait demandé que l'effectif de l'armée sur pied de paix fût maintenu.

Il résulte des documents produits au cours de la discussion de la loi de 1902 que l'effectif moyen de l'armée sur pied de paix était à cette époque de 42,800 hommes environ, y compris les permissionnaires; ce qui donnait chaque jour une moyenne de 39,329 soldats présents dans les casernes. En 1907-1908 (1), année de milice où les chiffres ont été le moins élevés, on compte 38,543 présences quotidiennes, soit une diminution de 3,786 présences relativement au chiffre d'avant la loi.

Une partie de ces déchets a été supprimée : ceux qui provenaient du volontariat avec prime; ceux qui proviennent de la catégorie des civils militarisés peuvent l'être aussi.

Tout compte fait, la loi de 1902 a diminué de 2,760 le nombre des présences quotidiennes (2).

C'est un mécompte très appréciable et qu'il fallait évidemment réparer.

Il ne justifie pas les accusations d'avoir désorganisé l'armée qu'on a adressées aux auteurs de la loi de 1902.

Quant aux plaintes que les chefs de corps ont portées devant la Commission d'enquête, elles ne sont pas neuves. Qu'on relise le discours prononcé à la Chambre le 27 février 1894, huit ans avant la loi de 1902, par le lieutenant-général Brialmont, et l'on y trouvera énumérés tous leurs griefs.

Bien mieux : qu'on lise le rapport fait au Sénat français sur la proposition de loi militaire qui devait devenir la loi de recrutement de 1905, on trouvera à l'adresse de l'armée française des critiques semblables à celles que les chefs de corps et le général Brialmont ont adressées à l'armée belge.

Voici ce passage du rapport (3) : « Un mal qui mine profondément la consti-

(1) Rapport de M. Poulet, p. 7.

(2) La différence entre ces chiffres et ceux qui figurent aux résolutions de la Commission d'enquête vient de ce que la Commission a compris, dans ses calculs, les permissionnaires et que nous ne parlons ici que des hommes présents à la caserne.

(3) Séance du 23 décembre 1901. Rapport de M. Rolland, p. 12.

» tution de l'armée porte un vilain nom dans le vocabulaire militaire : c'est la
» plaie des embusqués. Plaie qu'on devra cautériser au fer rouge, si l'on
» veut arrêter son développement qui atteint, d'après les rapporteurs divers
» du budget de la guerre, les deux tiers de nos effectifs.

» M. Cochery, dans son rapport de 1893, nous apprend que « les effectifs
» utiles de nos compagnies fondent à vue d'oeil : de 123 hommes présents
» sur les contrôles, ils descendent à 60, à 30, si l'on déduit les perruquiers,
» cuisiniers, bottiers, tailleurs, ordonnances, armuriers, couturiers, hommes
» de service, hommes en congé, hôpital, détention, détachés de toute
» sorte, etc. ».

» En 1897, M. Boudenoot, de même que ses prédécesseurs, ne manque
» pas, dans son rapport, d'attirer l'attention sur l'horrible plaie des embus-
» qués; et citant, à titre d'exemple, une brochure anonyme, mais approuvée
» par le général de Saint-Mars et intitulée *Ma Compagnie*, il prouve qu'à un
» jour donné et pris absolument au hasard, ladite compagnie, dont l'effectif
» était de 121 hommes, comptait 84 indisponibles et ne présentait à l'exer-
» cice que 37 soldats !

» Plus récemment encore, M. Camille Pelletan, dans son rapport, exercice
» 1900, ne nous parle-t-il pas d'un régiment où on a voulu, une fois,
» essayer de manœuvrer avec l'effectif de guerre. Qu'a-t-on fait pour cela ?
» On a réuni dans les cadres d'une seule compagnie les simples soldats des
» quatre compagnies d'un bataillon. On n'a pas obtenu l'effectif requis. »

On croirait entendre les chefs de corps qui sont venus déposer devant la Commission d'enquête.

En France, la loi de 1903 n'a pas mis fin à ces plaintes. On en retrouve l'écho dans la discussion du budget de la guerre, exercice 1909.

Le général Brassine, Ministre de la Guerre, répondant au général Brialmont, énumérait les causes de cet amaigrissement des effectifs du pied de paix (1).

C'étaient la création et l'extention de quantité de services ou établissements utiles à l'armée, de divisions nouvelles au Département de la Guerre.

Voici, par exemple, la liste des établissements d'instruction qui existent aujourd'hui; la plupart sont nécessaires, mais ils enlèvent nombre d'hommes aux exercices militaires :

École de guerre; école militaire; école des cadets à Namur; école des pupilles de l'armée à Alost; école d'application et de perfectionnement pour l'infanterie au camp de Beverloo; école d'équitation à Ypres; école de tir de l'artillerie à Brasschaet; compagnies universitaires à Anvers, Bruxelles, Gand, Liège, Louvain, Mons; école normale de gymnastique et d'escrime à Bruxelles (Etterbeck); cours d'agronomie, dans diverses garnisons; cours de sylviculture à Bouillon, Diest.

Une autre cause de diminution des effectifs utiles, c'est l'affectation aux divers états-majors, services et officiers, de plantons et d'ordonnances dont

(1) Séance du 27 février 1894.

le nombre dépasse parfois la moyenne des hommes qui assistent aux prises d'armes.

C'est encore la création, au sein même des régiments, de nouveaux services, etc. ; ce sont les corvées, le service de garde dont on vient toutefois par une récente décision de diminuer l'importance.

L'école de régiment que tous les chefs de corps déclarent impossible en dehors du camp est rendue impossible dans beaucoup de corps par le fractionnement voulu des régiments.

Ainsi en est-il pour le 1^{er}, le 3^e, le 10^e, le 11^e, le 12^e de ligne, le 3^e chasseurs, qui détachent des bataillons loin de la garnison où se trouve l'état-major.

Il faut laisser à la loi de 1902 la part qui lui revient dans la diminution des effectifs du temps de paix ; nous avons cherché à l'évaluer. Mais il ne faut pas l'exagérer.

Les chiffres que nous avons cités, tant pour l'effectif de guerre que pour l'effectif de paix, prouvent qu'en amendant la loi de 1902 ; en prenant des mesures pour incorporer annuellement la totalité des 13,300 hommes qui forment le contingent voté par les Chambres et pour diminuer les déchets après incorporation ; en assurant aux rengagés, bloqués par d'anciens gradés, des emplois dans l'administration civile, on aurait pu obtenir l'effectif de paix et l'effectif de guerre qui sont nécessaires à la défense du pays.

Mais le Gouvernement ne semble pas avoir désiré entrer dans cette voie.

Le 3 juin de cette année, la question suivante lui fut posée :

« Il résulte du tableau récapitulatif de l'effectif de guerre, publié par la Commission d'enquête, que des 13,300 hommes du contingent voté annuellement par les Chambres, il restait, au 30 septembre 1908 :

Pour la classe de 1907 : 11,805 hommes.

—	—	1906 : 11,313	—
—	—	1905 : 11,658	—
—	—	1904 : 11,779	—
—	—	1903 : 11,936	—

Je voudrais savoir quelles sont les causes de ces pertes.

Je désirerais un tableau fait à peu près comme suit :

Années.	1907	1906	1905	1904	1903
1. Déduits du contingent en vertu de l'article 5	—	—	—	—	—
2. Retardataires	—	—	—	—	—
3. Miliciens qui ont payé le prix du remplacement et qui n'ont pas été remplacés.	—	—	—	—	—
4. Réformés à l'entrée au service actif.	—	—	—	—	—
5. Réformés au cours de leur service actif ou après	—	—	—	—	—
6. Déserteurs	—	—	—	—	—
7. Morts, etc. (prière de préciser) .	—	—	—	—	—
Totaux. . .	1,495	1,987	1,642	1,521	1,364 »

A cette question, il fut répondu le 8 juin (1) de la manière suivante :

RÉPONSE.

« Pour répondre aux questions posées le 25 mai et le 3 juin derniers, le Département de la Guerre doit s'adresser aux chefs de corps, qui seuls connaissent les motifs des entrées et des sorties.

Le travail qui en résulte est laborieux et nécessite de nombreuses recherches; en conséquence, il ne pourra éventuellement être répondu qu'ultérieurement et à une date indéterminée, certains corps ou régiments étant actuellement au camp ou en période de manœuvres.

Je crois devoir signaler que des travaux de l'espèce absorbent un temps considérable dans le corps, au détriment de l'instruction et du service. »

N'est-il pas permis de croire que ces travaux auraient été ordonnés spontanément par M. le Ministre de la Guerre s'il avait cherché à améliorer la loi de 1902? Mais ses préoccupations étaient ailleurs; il avait manifesté ses préférences.

Comme il le répète dans l'exposé des motifs, il voulait un mode de recrutement basé, tout au moins pour partie, sur d'autres principes que ceux de la loi de 1902. Aussi, sans s'arrêter aux suggestions de la Commission d'enquête, le Gouvernement déposa le projet que la section centrale est chargée d'examiner.

Il pourra paraître superflu de répéter, en terminant cette introduction, que la section centrale n'a pas eu à discuter cet exposé. Elle s'est bornée à constater qu'il est l'œuvre du rapporteur; certains membres ont déclaré contester plusieurs des faits qui s'y trouvent relevés et les conclusions qui en sont déduites. Ce qui importe, d'ailleurs, c'est de savoir si l'exposé est exact. La Chambre peut s'en rendre compte en remontant aux sources indiquées.

II.

LE PROJET DU GOUVERNEMENT.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Résumé du projet. — Encouragements apportés au volontariat. — Le principe d'un fils par famille. — La réduction du temps de service. — L'augmentation du contingent. — La fixation annuelle du contingent de la levée. — Excédent éventuel.

On peut résumer en quelques mots les principales dispositions de ce projet.

Il maintient le volontariat à la base du recrutement. Comme aujourd'hui, le recrutement de l'armée aura lieu par des engagements volontaires.

Le nombre de ces engagements étant insuffisant pour assurer un effectif moyen de 42,800 hommes, le projet prévoit les appels; il en limite le nombre

(1) ANNALES PARLEMENTAIRES. Séance du 8 juin 1909.

à un fils par famille, au lieu de le limiter par tirage au sort; la famille est donc considérée comme une entité sociale.

De ce nouveau principe que l'on doit envisager au point de vue social plutôt qu'au point de vue militaire, découlent trois conséquences que l'on peut envisager aux deux points de vue.

La première est l'augmentation du contingent annuel; la deuxième, l'augmentation de l'effectif de l'armée sur pied de guerre; la troisième, la diminution du temps de service. L'effectif moyen en solde restant fixé à 42,800 hommes, il est évident qu'à une augmentation du contingent doit correspondre une diminution de la durée du service effectif.

*
* *

Le volontariat reste donc à la base du recrutement. Les engagements volontaires seront probablement même plus nombreux que par le passé. On peut supposer que ceux des jeunes gens, obligés à servir, et qui dorénavant le savent à l'avance, seront plus disposés à s'engager dès l'âge de 16 ans. Mais on ne peut évidemment considérer cette disposition comme un encouragement au volontariat. Ce n'est qu'une alternative entre le service forcé et le volontariat de carrière.

L'Exposé des motifs parle d'un encouragement au volontariat, lorsqu'il dit :

« Mais en ce qui concerne les exemptions dues au service volontaire, l'avantage du nouveau régime s'accuse dans une mesure que nul n'avait pu espérer.

Un volontaire, en effet, exempté à coup sûr tous ses frères, tandis qu'aujourd'hui un volontaire n'exempte — dans les circonstances les plus favorables — qu'un milicien inconnu de son canton.

Dans le régime actuel il faut, pour que cette exemption se produise, que le nombre de volontaires atteigne, ou plutôt dépasse un chiffre déterminé. Dans le régime nouveau, tout service volontaire produit normalement l'exemption.

Dans le régime actuel, l'exemption n'a lieu que si le volontaire est en âge de milice. Dans le régime nouveau, elle aura lieu à partir de 18 ans. »

Il s'agit, dans ce passage, des sursis d'incorporation et de la faculté laissée à un frère de se substituer à son frère, soit comme volontaire de carrière, soit comme volontaire de milice.

Pour « les inscrits qui ne peuvent, sans préjudice grave, interrompre leurs » études ou leur apprentissage, ou abandonner momentanément l'établissement agricole, industriel ou commercial qu'ils exploitent pour leur compte » ou pour celui de leurs parents », le projet prévoit un sursis d'incorporation de trois ans.

Un jeune homme qui se trouve dans ces conditions peut donc être exempté, à l'âge de milice, c'est-à-dire au cours de sa vingtième année. L'année suivante, au cours de sa vingt et unième année, il figure une première fois sur la liste des ajournés prévue à l'article 15; il peut être exempté de nouveau.

L'année suivante, au cours de sa vingt-deuxième année, il en est de même. L'année suivante, au cours de sa vingt-troisième année, il figure encore sur la liste des ajournés; mais l'exemption ne peut plus être prononcée en sa faveur. Comme l'appel a lieu en octobre, il entrera au service soit à la fin de sa vingt-troisième année, soit dans le cours de sa vingt-quatrième.

Pendant la durée du sursis, des puînés peuvent s'engager à sa place. Dès l'âge de seize ans, ils le peuvent en qualité de volontaires de carrière; à l'âge de dix-huit, ils le peuvent en qualité de volontaires de milice.

Dans le premier cas, ils seront astreints au nombre d'années de service indiqué à l'article 100 (F).

Dans le deuxième cas, ils seront assimilés aux miliciens.

Dans le premier cas, la substitution pourra se faire même s'il y a sept années pleines d'intervalle entre l'ainé et le puîné.

Dans le deuxième cas, l'intervalle ne pourra être de plus de cinq années pleines.

Un membre de la section a désiré demander au gouvernement si les facilités de substitution ne pourraient être augmentées encore.

La question suivante a été posée :

QUESTION.

Le projet permet dans certains cas à l'un des cadets de se substituer à l'ainé. N'y aurait-il pas moyen de faciliter davantage encore cette substitution?

RÉPONSE.

« Le Gouvernement ne voit pas le moyen de faciliter davantage encore la substitution de l'ainé par un des cadets. Il n'est pas possible, en effet, d'exempter un milicien, ayant atteint le développement normal pour devenir un bon soldat par un de ses frères qui n'offrirait pas l'endurance exigée par le métier des armes.

Mais il est à remarquer, et ce point ne doit pas échapper à l'attention de la section centrale, que le fils puîné âgé de 16 ans révolus peut être admis à l'armée en qualité de volontaire et qu'il exempte tous ses frères y compris l'ainé de toutes obligations de milice.

L'incorporation du volontaire de 16 ans aura donc les mêmes effets libératifs que le remplacement de l'ainé par un frère âgé de 18 ans. »

Cette réponse a donné lieu à une nouvelle question :

QUESTION.

D'une réponse que le Gouvernement vient de faire parvenir à la section centrale, il résulte qu'il estime que le service des volontaires de 16 ans dispensera leurs frères de toute obligation militaire.

Comment cette réponse du Gouvernement se concilie-t-elle avec l'ar-

ticle 2, B, 1°, de la loi actuelle de milice, aux termes duquel « la durée du terme de milice des volontaires qui s'engagent avant l'âge de 18 ans ne prend cours qu'à dater du 1^{er} octobre de l'année où ils ont 18 ans accomplis » ?

RÉPONSE.

« L'article 24, A, de la loi sur la milice dispose que le service du volontaire est assimilé, pour l'exemption des frères, à celui du milicien. D'autre part, en vertu de l'article 33, 3°, sont considérés comme s'ils étaient miliciens, les jeunes gens entrés au service avant l'âge de la milice.

Or, le terme *de service actif* du volontaire de carrière, qu'il ne faut pas confondre avec son *terme de milice*, prend cours dès le jour de l'engagement (art. 100, F.).

Le service actif fourni par un volontaire de carrière de moins de 18 ans a donc des effets libératifs pour la famille, bien que le terme de milice pour ce volontaire ne prenne cours qu'à la date du 1^{er} octobre de l'année où il a 18 ans accomplis.

Le projet de loi du 8 juillet 1909 ne change rien, sous ce rapport, à ce qui a été établi par la loi de 1870 et qu'aucune autre loi n'a modifié. (Voir arrêt C. C. du 27 septembre 1904.) »

A côté de cette innovation du projet, reste l'ancienne organisation telle que la loi de 1902 l'avait conçue.

La section centrale, qui attache une importance considérable à ce que le volontariat soit de plus en plus encouragé, a posé au Gouvernement la question suivante qui s'inspire d'une des résolutions de la Commission d'enquête :

QUESTION.

Comment le Gouvernement compte-t-il développer les avantages accordés aux anciens militaires ?

RÉPONSE.

» Le projet de loi maintient les dispositions contenues dans la loi actuelle, qui accordent un droit de préférence aux volontaires pour l'admission aux emplois publics et qui allouent une pension de retraite à partir de 40 ans aux sous-officiers comptant vingt années de service actif.

» Les prescriptions relatives à la rémunération des volontaires sont également maintenues.

» Le Gouvernement examinera s'il ne serait pas possible d'augmenter dans les diverses administrations, le nombre d'emplois accessibles aux anciens volontaires.

» Le Gouvernement prendra des mesures pour assurer toute l'efficacité désirable aux intentions que le législateur a exprimées dans la loi de 1902. »

Il ne suffit pas de rendre les emplois accessibles aux anciens volontaires ; il faut les leur assurer. La section voudrait voir annexer

à la loi la liste de ces emplois. Si elle ne l'a pas annexée, c'est qu'il lui paraît impossible de prendre cette initiative sans le concours du pouvoir exécutif. Seul, celui-ci est à même de déterminer en connaissance de cause les emplois que l'on peut, sans nuire à l'administration du pays, réserver aux anciens militaires.

On peut signaler au Gouvernement les tableaux annexés à la loi française de 1903 sur le recrutement de l'armée.

Le tableau E énumère les emplois réservés aux sous-officiers rengagés comptant au moins dix ans de service, dont quatre ans dans le grade de sous-officier.

Le tableau F énumère les emplois réservés aux sous-officiers, brigadiers et caporaux comptant au moins quatre ans de service.

Le tableau G énumère les emplois réservés aux militaires non gradés comptant au moins quatre ans de service.

Ces emplois sont nombreux ; ils sont divisés en catégories. Souvent la totalité des emplois compris dans une de ces catégories est réservée aux anciens militaires ; parfois, ce sont les $\frac{5}{6}$, les $\frac{4}{5}$ ou les $\frac{3}{4}$.

Ces indications suffisent à montrer qu'à certain point de vue, la loi française encourage le volontariat plus que la loi belge.

Si l'on réservait des emplois aux militaires non gradés qui comptent au moins quatre années de service, les autorités militaires ne seraient plus obligées comme aujourd'hui de prendre les ordonnances et les plantons parmi les miliciens, au grand dam de l'instruction militaire. Elles pourraient les prendre parmi les rengagés.

*
*
*

La substitution du système « d'un fils par famille » au système « de la loterie militaire » peut être envisagée dans son principe même.

Basé sur la famille, le projet consacre l'importance de la société domestique, antérieure à toute société civile et qui est à l'origine même de l'ordre social ; il proclame qu'elle a sa personnalité indépendante de tout autre groupement.

En pratique, l'un des avantages de ce système, l'une de ses supériorités sur le tirage au sort, c'est de faire connaître d'avance à la famille la charge qui pèsera sur elle et de lui permettre de s'y préparer et de prendre, en vue de cette éventualité, toutes les dispositions utiles.

Certes, il maintient des inégalités et des injustices. Mais, à part le volontariat, quel mode de recrutement n'en engendre pas ?

La loterie militaire ne crée-t-elle pas d'inégalité entre les familles lorsqu'elle enlève trois fils à l'une, en épargnant totalement l'autre ? Est-ce que dès aujourd'hui, l'aîné ne risque pas le premier d'être appelé au service ; et s'il est appelé, n'exempte-t-il pas son frère ? charge d'ainesse ! Et si les familles fécondes sont favorisées par le système d'un fils par famille, ne sont-elles pas au contraire placées aujourd'hui dans un état d'infériorité, puisque les chances de se voir enlever un ou plusieurs fils sont plus nombreuses pour elles que pour les autres !

Le service universel frapperait plus durement encore les nombreuses familles auxquelles il enlèverait tous leurs fils ! Certes, entre frères, il ne créerait pas d'inégalité, puisque tous serviraient ; mais pour beaucoup, ce serait l'égalité dans la misère. L'on ne voit pas très bien quel soulagement apporterait à l'ainé la perspective d'être suivi au régiment par ses cadets appelés après lui. L'on voit très bien le sacrifice qui serait imposé de ce chef à la famille tout entière. Plus les fils seraient nombreux, plus la famille serait frappée par le service général qui créerait ainsi — mais dans de bien plus fortes proportions — entre les deux parties du pays, l'inégalité que l'on reproche au projet du Gouvernement.

Les partisans de la suppression du remplacement peuvent même légitimement escompter que, des frères pouvant se substituer à leur frère, les demandes de remplacement à prix d'argent deviendront plus rares. Ces considérations ont été contestées. Un membre a rédigé la note suivante :

« Le projet du Gouvernement repose sur une fausse conception de l'obligation du service militaire ; celle-ci incombe aux citoyens individuellement et non au groupement que constitue la famille. Le système proposé établit l'inégalité entre les familles, chacune d'elles ne doit qu'un soldat, quelque soit le nombre de ses fils ; entre frères même, il conserve un injustifiable privilège en faveur des cadets, puisque seul l'ainé supporte toute la charge du service forcé et que cette charge pèse sur lui pendant 13 ans, alors même qu'il crée une famille nouvelle. La certitude pour les familles de ne devoir fournir qu'un seul fils à l'armée augmentera les demandes de remplaçants ; le prix du remplacement s'élèvera ; il deviendra de plus en plus un privilège de la richesse. Enfin, le projet ne donne même pas la certitude que les déchets des effectifs de paix et des effectifs de guerre, constatés par la Commission d'enquête, disparaîtront dans un bref délai. »

La section centrale s'est prononcée en faveur du système d'un fils par famille.

*
* * *

Nous avons signalé trois conséquences du projet : la diminution du temps de service et l'augmentation du contingent qui amènerait un accroissement de l'effectif de l'armée sur pied de guerre. Si la diminution de la durée du service est possible, personne ne peut manquer de s'en réjouir. Mais il faut évidemment s'entendre. Elle nous est présentée comme une compensation à l'augmentation du contingent ; on ne peut cependant pas dire qu'elle constitue une compensation adéquate. Le sacrifice le plus dur, le plus pénible pour la famille naît de la séparation même, du changement apporté dans les habitudes matérielles et morales de la vie familiale. Peu à peu, l'accoutumance se fera et si la seconde année de service militaire est encore pénible pour le milicien et pour ses proches, on doit reconnaître que généralement elle est moins dure que la première. Ajoutons que, même envoyé en congé illimité, le milicien peut être tenu à des rappels, à une revue annuelle, qu'il est sous le coup d'atteintes nombreuses portées à sa liberté.

D'ailleurs, au point de vue militaire, il ne semble pas que le service

puisse actuellement être considérablement abrégé. L'on ne doit toucher qu'avec précaution à cette partie de la loi. C'est la réduction consentie en 1902 qui a été la cause d'une partie des mécomptes exposés par les autorités militaires; nous en avons parlé plus haut. Avant de consentir à une nouvelle réduction, il faut s'assurer qu'elle n'ébranlera pas toute notre organisation.

Théoriquement, on peut discuter à perte de vue sur la durée du service nécessaire pour faire un bon soldat; — dernièrement encore, un officier distingué de notre armée prouvait scientifiquement que la durée du service ne peut guère être réduite — (1); mais il est un fait certain, c'est que l'Allemagne préfère un contingent annuel de 280,000 hommes environ servant deux ans, à un contingent de près de 500,000 hommes qu'elle pourrait avoir et qui servirait moins longtemps. Les autorités militaires allemandes — et les autorités militaires de la République française pensent de même — estiment donc que mieux vaut une armée numériquement moins forte mais dont les soldats auront été exercés plus longtemps.

En vain objecte-t-on l'exemple de la Suisse et de la Hollande. Si le malheur voulait que l'armée belge eût à faire la guerre, ce n'est pas avec les soldats hollandais ou suisses qu'elle se mesurerait; c'est avec les soldats allemands ou français. Notre pays ne peut songer à mettre en ligne une armée assez nombreuse pour lutter contre les armées françaises ou allemandes, mais il a tout au moins le droit d'exiger que le soldat belge ne soit pas individuellement inférieur au soldat contre lequel il aurait à combattre.

Le meilleur soldat est celui à qui l'éducation a le mieux inculqué l'idée du devoir, qui a eu le temps de connaître ses chefs et ses camarades, d'acquiescer la confiance en eux, qui a été discipliné et qui a la connaissance technique de son métier.

Pour cette formation, il faut le temps.

La section centrale a désiré connaître sur la durée du service le sentiment du Gouvernement.

La question suivante a été posée.

QUESTION.

Le 7^o de l'article premier du projet porte :

*« Un arrêté royal détermine annuellement la durée du service pour les
» diverses armes dans une mesure compatible avec les nécessités de
» l'instruction, de manière à ce que l'effectif moyen de 42,800 hommes ne
» soit pas dépassé. »*

A. — *Quelle doit être pour chaque arme la durée minima du service nécessaire à l'instruction des hommes?*

B. — *N'est-il pas possible que l'effectif de 42,800 hommes soit dépassé si la durée du service ne peut descendre en dessous de ce minimum?*

(1) FASTREZ. *Ce que l'armée peut être pour la nation*, publié par l'Institut Solvay.

RÉPONSE.

« A. — La fixation de la durée minima du service nécessaire à l'instruction des hommes dépend de facteurs divers, entre autres, notamment, des connaissances acquises avant l'entrée au service, du degré d'aptitude physique, du développement de l'esprit de devoir, de discipline et d'abnégation.

» Ce serait une erreur grave que de tabler uniquement sur le temps nécessaire pour parfaire l'instruction individuelle du soldat pour fixer la durée du service actif à attribuer à chaque arme.

» Le problème est bien plus complexe. Pour le résoudre, d'autres considérations ont à intervenir, parmi lesquelles surtout le plus ou moins d'étoffeement des unités du temps de paix qui permet à l'instruction intensive de produire tous ses résultats, et les exigences de l'éducation militaire d'où dépendent principalement la confiance réciproque entre chefs et soldats, ainsi que la force morale de la troupe.

» Avec un système de recrutement assurant l'égalité des individus ou des familles devant les devoirs militaires, c'est-à-dire de nature donc à faire accepter aisément par tous l'idée de l'impôt du sang; avec une préparation militaire sérieuse avant l'entrée au service; avec une organisation du pied de paix garantissant la présence d'effectifs suffisants aux différentes périodes d'instruction et de manœuvres; avec une organisation du pied de guerre comportant un minimum de classes de milice, c'est-à-dire à l'aide d'hommes ayant conservé les connaissances militaires, et surtout les qualités morales, qui font le soldat combattant, on pourrait arriver à descendre au minimum de la durée du temps de service.

» En attendant que ces conditions favorables soient toutes réalisées, la durée actuelle du service actif normal pourrait être progressivement abaissée, selon le contingent atteint, jusqu'à 12 1/2 mois de service pour le personnel administratif, et 18 à 27 mois, selon les armes, pour les troupes proprement dites.

» B. Cette éventualité n'est pas à prévoir, attendu que le Gouvernement pourra, le cas échéant, parer à l'excédent des effectifs, d'abord, par l'application des mesures prévues à l'article 1^{er}, « en renvoyant en congé illimité les volontaires de milice, les miliciens et les remplaçants de frère qui auront accompli les deux tiers de leur service et qui auront satisfait aux épreuves imposées pour l'obtention du grade de caporal ou de brigadier »; ensuite, par la fixation d'un temps de service *réduit*, notamment dans les services administratifs où l'instruction technique et morale doit être moins développée qu'ailleurs, à la condition de fournir annuellement à ces services une part du contingent suffisamment élevée pour assurer le service des établissements de manutention et hospitaliers. »

La longue énumération des conditions dont la totalité doit être réunie avant qu'on puisse songer à abaisser le temps de service en dessous de 18 et de

27 mois, la rédaction vague de cette réponse ne laissent pas entrevoir comme prochaines de larges réductions.

Un sentiment s'en dégage. Si le contingent de la levée annuelle est augmenté, on abaissera le temps de service de 20 à 18 mois pour l'infanterie ; de 36 à 27 mois pour la cavalerie et l'artillerie à cheval ; de 24 à 12 1/2 mois pour le bataillon d'administration, de manière à avoir toujours un effectif de 42,800 hommes en solde.

*
* *

Après avoir demandé au Gouvernement quelle était la limite de la réduction du service, la section centrale a désiré savoir jusqu'où pourrait aller l'augmentation du contingent annuel résultant de la loi.

Elle a posé les questions suivantes :

QUESTION.

I. — *L'exposé des motifs du projet porte :*

« Il résulte des recherches faites par le bureau de la statistique du Département de l'Intérieur que chaque année 26,500 familles environ inscrivent pour la première fois un fils à la milice.

» En appliquant à ce chiffre les coefficients ordinaires des déchets pour causes physiques et pour causes morales, on constate qu'un nombre de jeunes gens, voisin de 16,600, serait annuellement incorporé. Comme le nombre annuel des naissances est en baisse en Belgique depuis 1901, il semble, à première vue, que ce contingent ira en diminuant chaque année ; mais il faut observer que pendant quelques années encore, le nombre des miliciens inscrits ira en augmentant parce que, de 1889 à 1901, le nombre des naissances va en croissant et que, en 1896, il est encore supérieur à celui de 1908.

» Le mouvement du nombre des inscrits sera donc celui-ci :

» Le nombre ira en croissant jusqu'en 1921, puis il décroîtrait, pour atteindre jusqu'en 1927 celui de 1896. Après cette époque il croîtra ou décroîtra, selon que la décroissance constatée depuis 1901 dans le nombre des naissances continuera ou non à se faire sentir. »

En quoi ont consisté les recherches faites par le bureau de la statistique ? En d'autres termes, sur quelles bases a-t-on établi ce chiffre de 26,500 familles ? Ce chiffre ne pourrait-il être donné par province et par canton de milice ?

RÉPONSE.

« En vue de déterminer approximativement quel serait le nombre de miliciens compris dans la levée de milice, annuellement, si la formule « un fils par famille » était appliquée, le bureau de la statistique générale a cherché à établir quelle est, pour les miliciens inscrits annuellement pour le tirage au sort, la proportion de ceux qui n'ont pas eu de frère ayant subi le sort avant eux.

» Ce sont tous les miliciens dont la famille n'a pas présenté de fils avant eux ou qui n'ont pas de famille; en d'autres termes, les fils aînés, les fils uniques (ayant ou non des sœurs) et les fils naturels.

» L'examen a porté sur les miliciens de la levée de 1909 et a dû être restreint aux régions et localités où le travail pouvait se faire avec toutes les garanties possibles d'exactitude sans occasionner trop de besogne.

» Les relevés ont pu être établis et vérifiés successivement pour 28 arrondissements, comprenant 174 cantons de milice et 1,482 communes.

» La récapitulation de cette statistique par arrondissements administratifs a donné les résultats que voici :

RÉCAPITULATION.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre de cantons.	Nombre de communes.	Nombre des inscrits.	Nombre d'inscrits ap- partenant à des familles qui présentent pour la première fois un fils au tirage au sort.	Proportion pour cent des fils premiers inscrits de leur famille.
FLAMANDS :					
Courtrai.	12	46	2,082	858	41.24
Roulers	8	20	1,027	393	38.26
Thielt	6	19	710	283	39.86
Audenarde	6	60	1,401	426	38.69
Saint-Nicolas	6	30	1,622	591	36.44
Termonde	5	28	1,300	458	34.93
Hasselt	4	68	1,020	377	36.96
Maeseyck	4	36	518	197	38.03
Bruxelles (32 communes). . .	—	32	920	363	39.46
Anvers (sauf Anvers ville et Bor- gerhout).	7	58	2,083	879	42.20
Turnhout	8	52	1,396	485	34.74
Ensemble. . .	66	449	13,779	5,310	38.50
WALLONS :					
Ath	5	64	773	412	53.30
Charleroy	20	73	3,639	1,794	50.25
Mons.	7	81	2,418	1,253	51.82
Soignies	5	53	1,388	740	53.31
Tournay	7	89	1,352	667	49.33
Huy	8	81	946	440	46.51
Verviers	12	59	1,653	751	45.43
Arlon	3	21	301	148	49.17
Marche	4	54	383	157	41. »
Neufchâteau.	5	76	546	234	42.86
Virton	4	45	383	181	47.26
Dinant	10	141	774	370	47.80
Philippeville.	7	88	491	232	47.25
Nivelles	11	108	1,507	691	46.18
Ensemble. . .	108	1,033	16,554	8,075	48.78
Arrondissements flamands. . .	66	449	13,779	5,310	38.50
wallons . . .	108	1,033	16,554	8,075	48.78

» On constate à première vue que le nombre des miliciens qui sont les premiers de leur famille à tirer au sort est plus élevé en pays wallon qu'en pays flamand. La différence est sensible et générale. Elle n'est pas faite pour étonner quand on sait que la natalité est beaucoup plus forte dans la partie flamande du pays que dans la partie wallonne. Et là où les familles sont nombreuses, il y a, naturellement, parmi les miliciens, plus de deuxièmes, troisièmes et quatrièmes fils tirant au sort que là où le nombre d'enfants par famille est peu élevé.

» Pour calculer la proportion des premiers inscrits dans l'ensemble du royaume sur la base des observations faites, il est donc nécessaire d'appliquer une proportion différente pour les miliciens des arrondissements flamands et pour ceux des arrondissements wallons, d'autant plus que l'importance de chacun des deux groupes dans le total des miliciens n'est pas la même.

» Ainsi, en 1909, sur 65,110 miliciens inscrits, on en comptait 59,826 fournis par les arrondissements flamands (Anvers, Flandres, Limbourg et Brabant, sauf Nivelles) et 25,284 fournis par les arrondissements wallons. En moyenne, 61 à 63 p. c. des miliciens appartiennent au pays flamand et le reste au pays wallon.

» En appliquant à l'ensemble des miliciens flamands la proportion des premiers inscrits obtenue pour les arrondissements flamands sur lesquels a porté l'enquête, on obtient $\frac{59,826 \times 59}{100} = 15,552$.

» Pour les miliciens du pays wallon on peut appliquer la proportion de 49 p. c., obtenue pour les arrondissements wallons. On obtient

$$\frac{25,284 \times 49}{100} = 12,589.$$

» Au total : $15,552 + 12,589 = 27,821$ (1).

» Mais la proportion de 49 p. c. est trop forte. Elle n'est atteinte que dans le Hainaut, dont les arrondissements forment la grosse partie des arrondissements examinés. Il semble qu'on se rapproche de la réalité en appliquant deux proportions pour le pays wallon : 50 p. c. pour le Hainaut et 45 p. c. pour les autres régions. On obtient alors dans le Hainaut

$$\frac{10,775 \times 50}{100} = 5,387$$

et pour le reste de la wallonnie (Liège, Luxembourg, Namur, Nivelles), $\frac{14,500 \times 45}{100} = 6,525$; au total, $5,387 + 6,525 = 11,912$.

» Et pour l'ensemble du pays, $15,552 + 11,912 = 27,444$.

» On aboutit donc à un total de 27,444 premiers inscrits sur 65,110 miliciens en 1909, soit une proportion de 42 p. c.

» Il y a lieu de remarquer que le chiffre de 27,444 est obtenu en calculant sur 65,110 inscrits. Or, le nombre des miliciens inscrits a été, en moyenne, pour les trois dernières années, 64,500. Une proportion de 42 p. c. donnerait 27,000 premiers inscrits.

(1) Ce chiffre doit être rectifié; c'est 27,921 qu'il faut lire (note du rapporteur).

» Il se peut, d'autre part, que le nombre des inscrits, l'année prochaine ou l'une des années suivantes, soit inférieur à 64,500; car, s'il est vrai que le nombre des jeunes gens inscrits pour le tirage au sort soit en augmentation constante, il se produit des arrêts dans cette progression.

» Enfin, on ne peut pas perdre de vue que la proportion de 42 p.c., admise comme étant celle des premiers inscrits de leur famille, sera soumise à certaines fluctuations. Les éléments manquent pour apprécier l'amplitude de ces fluctuations. Elles correspondent aux modifications qui se produisent pour l'ensemble des naissances de chaque année, dans le rapport des premiers-nés aux enfants qui sont des deuxièmes, troisièmes, quatrièmes... naissances.

» Un des facteurs qui augmentent l'importance proportionnelle des premiers-nés, c'est la fréquence des mariages. Ce sont naturellement les jeunes ménages, dont le mariage remonte à un, deux, trois ou quatre ans, qui donnent en général les premiers-nés.

» Or, pour 1889 et les années précédentes, le nombre des mariages a été assez élevé. La nuptialité se trouvait à ce moment dans une période de croissance, et cette circonstance permet de croire que la proportion de 42 p. c., établie parmi les inscrits appartenant à la génération de 1889, est une proportion qui ne sera pas toujours atteinte et qu'on ne retrouverait pas pour une année se trouvant dans une période de ralentissement dans le mouvement de la nuptialité.

» Pour les raisons qui viennent d'être exposées, le bureau de la statistique générale a cru devoir indiquer, comme étant le nombre approximatif des premiers inscrits de leur famille parmi les inscrits de la levée, non pas 27,500, mais 26,500, chiffre qui sera certainement atteint.

» Ce chiffre peut être calculé par province en appliquant les taux de proportion qui résultent, pour chaque province, des observations recueillies sur le nombre des premiers inscrits dans les arrondissements de la province et qui ont été donnés plus haut. On obtiendra ainsi non la décomposition du chiffre de 26,500, mais celle de 27,500, obtenu sur les inscrits de 1909, sur lesquels les investigations ont porté.

» Cette répartition ne peut être qu'approximativement exacte, étant donné que les proportions des premiers inscrits varient d'une province à l'autre et qu'il faut tenir compte, dans chaque province, des différences d'un arrondissement à l'autre.

» En tenant compte de ces différences, on obtient les résultats que voici :

Provinces.	Nombre des premiers inscrits.
Anvers.	3,544
Brabant	5,113
Flandre occidentale.	3,090
Flandre orientale	5,930
Hainaut	5,387
Liège	3,438
Limbourg.	900
Luxembourg.	1,480 (1)
Namur.	880 (1)
Le Royaume.	27.562

(1) Voir note rectificative.

» Il serait difficile et sans grande utilité de faire le travail de répartition par canton de milice, étant donné que le taux des premiers inscrits y subira des variations d'une année à l'autre. Ces variations, très sensibles quand l'observation porte sur de petits nombres, seront peu considérables sur les chiffres globaux des provinces et du Royaume.

NOTE COMPLÉMENTAIRE.

» Le tableau de la page qui donne le nombre des premiers inscrits par province a été obtenu de la manière suivante :

» 1° Le nombre des inscrits de la levée de 1909 par province a été communiqué par les gouverneurs d'après les relevés qui en existent dans les commissariats d'arrondissement ;

» 2° le nombre des premiers inscrits a été obtenu en appliquant au total des inscrits les proportions que voici, résultant des proportions observées ou calculées dans les arrondissements :

Provinces.	Nombre des inscrits.	Proportion p. c. des premiers inscrits.
—	—	—
Anvers	8,239	40
Brabant	12,226	41.8
Flandre Occidentale .	8,132	38
Flandre Orientale . .	10,344	38
Hainaut	10,775	50
Liège.	7,916	43
Limbourg	2,400	57.5
Luxembourg	2,018	43.6
Namur	3,039	48.4

» La proportion de 40 p. c. pour la province d'Anvers est obtenue en admettant une proportion de 43 p. c. pour l'arrondissement d'Anvers (42 p. c. : chiffre observé pour l'arrondissement, sauf Anvers, augmenté de 1 p. c. à cause de la ville d'Anvers); 38 p. c. pour l'arrondissement de Malines : proportion commune au pays flamand; 35 p. c. pour Turnhout : proportion observée.

» La proportion de 41.8 p. c. pour le Brabant est le résultat de l'application des proportions que voici :

	Inscrits.	Prop. p. c. des premiers inscrits.	Premiers inscrits.
—	—	—	—
Agglomération bruxelloise. . .	4,706	44	2,070
Autres communes de l'arrondisse- ment de Bruxelles	3,426	40	1,370
Arrondissement de Louvain . .	2,578	38	979
Arrondissement de Nivelles . .	1,516	46	697

» La proportion de 43 p. c. pour la province de Liège résulte de l'application des proportions suivantes :

	Inscrits.	Prop. p. c. des premiers inscrits.	Premiers inscrits.
Ville de Liège.	1,344	44	591
Autres communes de l'arrondisse- ment de Liège	3,289	42	1,381
Arrondissement de Huy.	946	46	440
Arrondissement de Verviers	1,653	45	751
Arrondissement de Waremme	686	40	274

» Pour les autres provinces, la proportion adoptée est la moyenne de celles que l'on a obtenues dans les arrondissements observés : Flandre occidentale et Flandre orientale : 38 p. c. ; Hainaut : 50 p. c. ; Limbourg : 37.5 p. c. ; Luxembourg : 43.6 p. c. ; Namur : 48.4 p. c. (Dinant : 48, Philippeville : 47 ; proportions constatées ; Namur : 49 : proportion admise par analogie avec les autres arrondissements et augmentée à cause de la ville de Namur. Proportion générale : 48,4).

NOTE RECTIFICATIVE.

» Une erreur de transcription s'est glissée dans le tableau de la page 22 : les deux derniers chiffres du nombre des premiers inscrits doivent être intervertis : Luxembourg, 880 et Namur, 1,480.

» Cette erreur en a entraîné une autre à la page 27, tableau II, dont les trois dernières colonnes doivent être changées comme suit :

Luxembourg	880	232	648
Namur	1,480	547	933
Le Royaume	27,562	11,659	15,903

» En ajoutant les 2 p. c. d'exemptions nouvelles sur 27,562 on retrouve les 15,400 incorporables prévus à la page 26 pour l'ensemble du Royaume. »

QUESTION.

» *Par quels calculs a-t-on établi les coefficients ordinaires des déchets pour causes physiques et pour causes morales ?*

RÉPONSE.

« CALCUL DES EXEMPTIONS POUR CAUSES PHYSIQUES ET MORALES.

» Le taux des exemptions a été établi d'après la méthode adoptée depuis l'année dernière, conformément à l'avis de la Commission centrale de statistique, pour la publication des résultats de la levée de milice dans l'*Annuaire statistique*.

» Cette méthode consiste à rapprocher le nombre des hommes exemptés pour causes physiques ou morales du total des inscrits de la levée compris

dans le contingent de l'année, et des exemptés pour causes physiques ou morales.

» En d'autres termes, on se demande : Pour autant d'hommes examinés, combien d'exemptés ?

» Voici les chiffres de l'*Annuaire statistique* pour 1907 et 1908 (t. XXXIX, pp. 230 à 237) :

	» 1907.	1908.
» Exemptés	11,847	12,596
» Inscrits de la levée compris dans le contingent	12,063 (1)	12,153 (1)
» Total des hommes examinés . . .	23,910	24,529
» Proportion des exemptés	49,55 p. c.	50,54 p. c.

» Dans le système d'un fils par famille, les exemptions pour services de frère disparaissent.

» Les exemptions en 1907 et 1908 se réduisent comme suit :

	» 1907.	1908.
» Exemptions pour toutes causes . .	11,847	12,596
» Exemptions pour services de frère.	3,190	9,457 (2)
»	8,657	9,959 (2)

» Naturellement, le total des hommes examinés parmi lesquels on aurait rencontré les cas d'exemption serait diminué dans la même mesure.

» Le total des hommes examinés devient donc :

» En 1907 : $23,910 - 3,190 = 20,720$.

» En 1908 : $24,529 - 2,959 = 21,590$.

» Les exemptés en 1907 : 8,657 ; proportion : 41.78 p. c.

» Id. en 1908 : 9,457 ; id. 43.80 p. c.

» Moyenne d'exemptions des deux années : 42.79 p. c.

» D'autre part le projet prévoit l'exemption des dispensés sous le régime actuel (ministres des cultes, instituteurs, etc.) et l'exemption d'une nouvelle catégorie.

» En tenant compte que la proportion des exemptés de ce genre est actuellement de 1 p. c. environ, et en supposant qu'elle serait à peu près doublée dans le nouveau système, on peut admettre que la proportion totale des exemptés se rapprocherait de 44 p. c.

» En appliquant cette proportion de 44 p. c. au contingent de 26,500 admis

(1) Ces chiffres s'obtiennent en soustrayant des chiffres de l'avant-dernière colonne du tableau des pages 231 et 233 le total des hommes exemptés pour causes physiques ou morales.

(2) Ces chiffres sont évidemment inexacts ; ils doivent être rectifiés comme suit :
$$\begin{array}{r} 1908 \\ 12396 \\ 2939 \\ \hline 9457 \end{array}$$
 (note du rapporteur).

plus haut, on obtient $\frac{26,500 \times 44}{100} = 11,660$ exemptés ; sur 27,500 le nombre des exemptés serait de 12,100.

» Le nombre d'hommes incorporables s'établit donc comme suit :

» Calculé sur la moyenne des trois dernières années :

$$\begin{array}{r} 26,500 \\ - 11,660 \\ \hline 14,840 \end{array}$$

» Calculé sur l'année 1909 seulement :

$$\begin{array}{r} 27,500 \\ - 12,100 \\ \hline 15,400 \end{array}$$

» Si l'on veut établir la proportion des exemptés par province, on peut également prendre la moyenne des exemptions pour les deux dernières années. On obtient alors le tableau ci-après, dont les éléments sont empruntés à l'*Annuaire*.

Proportions des exemptés pour causes physiques et morales (non compris les frères au service), moyenne 1907-1908, sur cent hommes examinés, par province.

PROVINCES.	Miliciens appelés au service.	Exemptés pour causes physiques.	Exemptés pour causes morales (non compris les frères au service).	Total des exemptés.	Total des hommes examinés.	Proportion pour cent des exemptés.
Anvers	1,554	841	204	1,045	2,599	40.2
Brabant	2,040	1,914	637	2,551	4,591	55.6
Flandre occidentale .	1,539	736	84	820	2,359	34.8
Flandre orientale .	1,973	742	233	975	2,948	33.4
Hainaut	2,004	1,269	570	1,839	3,843	47.8
Liège	1,467	820	243	1,063	2,530	42.0
Limbourg	470	158	79	237	707	33.5
Luxembourg	432	118	37	155	587	26.4
Namur	621	238	127	365	986	37.0
Le Royaume . . .	12,100	6,836	2,214	9,050	21,150	42.8

En appliquant ces proportions aux chiffres donnés plus haut comme étant ceux des premiers inscrits par province (sur la base de 1909), on obtient les résultats ci-dessous :

PROVINCES.	Nombre des premiers inscrits.	Exemptés.	Nombre des incorporables.
Anvers	3,344	1,344	2,000
Brabant	5,113	2,842	2,271
Flandre occidentale	3,090	1,075	2,015
Flandre orientale	3,930	1,300	2,630
Hainaut	5,387	2,575	2,812
Liège	3,438	1,443	1,995
Limbourg	900	301	599
Luxembourg (1)	1,480	390	1,090
Namur (1)	880	325	555
Le Royaume (1) . .	27,562	11,595	15,967 »

(1) D'après la note rectificative ce tableau doit être rectifié comme suit :

Luxembourg	830	232	648
Namur	1,480	547	933
Le Royaume . . .	27,562	11,659	15,903

(Note du rapporteur.)

QUESTION.

Peut-on fixer, tout au moins approximativement, et d'après quelles règles, le nombre des inscrits de chacune des années 1910 à 1921? Le contingent de la levée de chacune de ces années? Quels seraient-ils?

RÉPONSE.

« Il n'est pas possible de fixer, même approximativement, le nombre des inscrits et le contingent de chacune des années 1910 à 1921.

» On pourrait, il est vrai, se lancer à ce propos dans des calculs hypothétiques, mais leurs résultats n'offriraient que peu de garantie, étant données l'incertitude et l'instabilité de certains facteurs qui entreraient en ligne de compte.

» Tout système de recrutement fondé sur un élément démographique, comme la population, les naissances, les premiers-nés, est naturellement lié aux fluctuations de cet élément et subit l'influence des causes qui agissent sur lui.

» Dans le système actuel, le nombre des inscrits pour la milice chaque année subit des variations sensibles. Il serait difficile de déterminer quel sera ce nombre pour les dix prochaines années.

» C'est ainsi qu'en 1908 il y a eu 63,454 miliciens inscrits; or, ce chiffre était dépassé depuis 1901 (voir *Annuaire statistique. Levée de milice. Résultat général. T. 39, p. 223*).

» Il se produit ainsi des irrégularités dans le mouvement du nombre des jeunes gens atteignant chaque année l'âge de milice. Ces irrégularités ne permettent pas de faire autre chose que des pronostics sans grande valeur et qui seraient probablement démentis par les faits sur les chiffres de chacune des levées futures.

» Quant aux chiffres du contingent annuel pour chacune des années 1910 à 1921, tout calcul à leur sujet serait plus aléatoire encore, le projet de loi présentant certaines dispositions dont l'effet ne peut être déterminé sans une expérience préalable. Les dispositions visées ici sont particulièrement celles de l'article 1^{er}, 3^o (exemptions pour un an) et 5^o. »

* * *

Ces calculs demanderaient évidemment à être examinés de près. La section centrale ne dispose pas des éléments nécessaires pour les vérifier; elle ne connaît même pas le nom des communes où le bureau de statistique a porté ses recherches.

Néanmoins une première remarque vient à l'esprit.

Le bureau de statistique a recensé les inscrits de 1,482 communes, c'est-à-dire d'un nombre supérieur de 168 unités à la moitié des communes belges.

Le nombre des inscrits ainsi recensés est de 30,333, inférieur de 2,222 unités à la moitié des inscrits de la levée de 1909. Beaucoup plus de la moi-

tié des communes ne donnent qu'un nombre inférieur à la moitié du total des inscrits.

On n'a donc pas recensé les inscrits des communes les plus peuplées.

Cette déduction est confirmée par ce que l'on sait des communes où les recherches ont porté.

Dans la province d'Anvers on a laissé de côté les quatre villes les plus peuplées : Anvers qui compte 310,903 habitants, Malines avec 59,107 habitants, Borgerhout avec 46,441 habitants, Lierre avec 25,146 habitants.

Pour le Brabant, les 32 communes recensées dans l'arrondissement de Bruxelles ne donnent que 920 inscrits. Elles ne doivent donc pas compter toutes ensemble beaucoup plus de 100,000 habitants. C'est assez dire que l'on a laissé de côté les communes de l'agglomération bruxelloise. On a laissé de côté aussi les deux villes les plus peuplées du Brabant, après celles de l'agglomération : Louvain avec 42,219 habitants et Tirlemont avec 18,701 habitants.

Dans la Flandre occidentale on a laissé de côté les deux villes les plus peuplées : Bruges avec 53,781 habitants et Ostende avec 42,419 habitants.

Dans la Flandre orientale on a laissé de côté les deux villes les plus peuplées : Gand avec 164,117 habitants et Alost avec 33,240 habitants.

Dans la province de Liège on a laissé de côté Liège avec 173,939 habitants et Seraing avec 41,208 habitants.

Dans la province de Namur on a laissé de côté Namur qui compte 31,920 habitants.

Des quatre communes les plus peuplées du royaume : Anvers, Bruxelles, Gand et Liège aucune n'a été recensée.

C'est généralement dans les centres les plus peuplés que le nombre des enfants est le moins élevé par famille ; c'est donc dans les grands centres qu'il y aura le moins de puînés, et le plus par conséquent, de fils premiers-nés proportionnellement au chiffre total des inscrits.

Si donc le bureau de statistique avait recensé les inscrits des communes les plus peuplées, la proportion des premiers-nés eût été supérieure à 48,78 pour cent en Wallonie et à 38,50 pour cent dans les Flandres. Le chiffre de 27,921 premiers inscrits qui sert de base aux calculs du bureau de statistique aurait donc été dépassé.

Supposons même établis les chiffres du bureau de statistique. Le nombre des familles inscrivait chaque année, pour la première fois, un fils à la milice serait de 26,500 environ (1). Les déchets ordinaires pour causes morales et physiques réduirait ce chiffre à 16,000 ; mais à ce nombre il faut, dès la première année, ajouter les volontaires de carrière quand ils ne remplacent pas un frère. Dès la deuxième année, les chiffres se présenteraient d'une autre manière. Aux 16,000 incorporables et aux volontaires, il faudrait ajouter :

1° Les fils puînés en âge de milice des familles dont l'aîné aurait été exempté la première année ;

(1) Exposé des motifs, p. 6.

2° Les ajournés à qui l'exemption serait retirée.

La quatrième année, le chiffre de ceux-ci serait considérable puisque le sursis d'incorporation n'est accordée que pour trois ans à ceux qui établissent que leurs études ou leur profession l'exigent.

Lorsqu'enfin, la loi produirait tous ses effets et que, seules, ne donneraient pas de fils à l'armée les familles dont le ou les fils seraient tous exemptés définitivement; lorsque l'accroissement des naissances aurait fait sentir toute son influence, on peut affirmer que le contingent dépasserait largement 20,000 hommes.

Certains vont même beaucoup plus haut.

Le gouvernement ne prévoit pas; bien plus, il ne désire pas cette énorme augmentation du contingent. Ses réponses à la section centrale sont probantes à cet égard.

Les voici :

QUESTION.

A la suite de la loi de milice de 1902, des arrêtés royaux ont été pris portant organisation de l'armée sur pied de paix et sur pied de guerre.

La section centrale désire savoir quelle serait, tout au moins dans les grandes lignes, l'organisation de l'armée sur pied de paix et sur pied de guerre si le projet était adopté.

RÉPONSE.

« Sauf en ce qui concerne l'artillerie de campagne, pour laquelle dix-huit batteries nouvelles sont en tout état de cause prévues, l'organisation de l'armée sur pied de paix et sur pied de guerre ne serait pas changée. »

QUESTION.

Le nombre des officiers et officiers de réserve correspond-il à celui prévu par la loi d'organisation de l'armée?

RÉPONSE.

« Oui, le projet de loi soumis à la Législature n'apportant aucune modification quant au nombre des unités des services de l'armée. »

QUESTION.

De l'adoption du projet de loi ne résultera-t-il pas nécessairement une augmentation de charges budgétaires sous une forme quelconque, au moins du chef de l'équipement, de l'armement, du casernement, de l'hospitalisation, etc., etc.,

a) *quelque puisse être la durée du service actif;*

b) *même dans le cas où celle-ci serait déterminée comme il est dit au 7° de l'article 1, à savoir « dans une mesure compatible avec les nécessités de l'instruction des hommes et de telle manière que l'effectif moyen prévu (de 42,800 hommes) ne soit pas dépassé »?*

A combien le Gouvernement chiffre-t-il cette augmentation des charges militaires, s'il estime qu'elle doit se reproduire?

RÉPONSE.

« De l'adoption du projet de loi et proportionnellement à un effectif moyen de paix de 42,800 hommes réellement atteint, effectif prévu dès 1902 et maintenu dans le projet actuel il ne résultera d'augmentation de charges, ni quant à l'armement, nos approvisionnements étant au complet, ni quant au casernement et à l'hospitalisation, nos installations étant prévues pour cet effectif.

» Il y aura lieu simplement de mettre les articles du budget qui ont pu rester insuffisants par suite des déchets annoncés au Parlement, à hauteur des nécessités résultant de cet effectif atteint.

» Il devrait en être ainsi d'ailleurs quel que soit le projet de loi prévoyant un effectif moyen de 42,800 hommes et une durée du temps de service actif se rapprochant de la durée actuelle.

» Si le projet nouveau, par application du 7° de l'article I, amenait une réduction de la durée du temps de service, celle-ci résulterait d'une augmentation du contingent annuel provenant de la formule « un homme par famille ». Cette augmentation aurait une certaine influence mais uniquement sur les dépenses de l'habillement et de l'équipement et dans une proportion que l'expérience pourrait seule fixer. Mais cette influence ne serait pas bien considérable, s'il fallait en effet plus de tenues et d'équipements, en revanche leur durée d'entretien serait moindre.

» La dépense une fois faite, qui en résulterait au moment d'une majoration du contingent annuel, peut être estimée à 140 francs par homme. Elle serait compensée *presque intégralement* par une diminution d'usure résultant de la diminution du temps de service actif. »

Un membre a désiré poser, dans le même ordre d'idées, les deux questions suivantes.

QUESTION.

Quel sera approximativement, en cas d'adoption du projet de loi tel qu'il est proposé, l'effectif de guerre durant les années 1910 à 1927 inclusivement?

Quel sera tout au moins l'effectif minimum de guerre calculé sur la base du contingent annuel de 16,000 hommes visé à l'Exposé des motifs :

- a) *En tenant compte des volontaires de réserve,*
- b) *En n'en tenant pas compte?*

RÉPONSE.

« Ainsi qu'il est dit dans la réponse à la 3^e question de la rubrique I (statistique) de la première série des questions posées par la section centrale, il n'est pas possible de fixer, même approximativement, les contingents de

chacune des années 1910 à 1921. Dans ces conditions, la détermination des effectifs de guerre est impossible.

» Dans l'hypothèse d'un contingent annuel de 16,000 hommes, les effectifs de guerre atteindraient approximativement les chiffres ci-après lorsque, après treize années d'application, la loi aura pu produire ses pleins effets, soit donc en 1923 :

182,369 hommes, en tenant compte de 10,000 volontaires de réserve ;

172,369 hommes, en n'en tenant pas compte. »

QUESTION.

Quel est le nombre d'hommes qui, sur la base du projet, devraient être incorporés chaque année pour que l'effectif de guerre fût, de 1910 à 1927 inclusivement, de 180,000 hommes,

a) *En tenant compte des 10,000 volontaires de réserve prévus lors de l'élaboration de la loi de 1902.*

b) *En tenant compte seulement des engagements de volontaires de réserve déjà recueillis ?*

RÉPONSE.

» Le projet de loi n'implique pas la condition d'assurer les effectifs de guerre dès 1910 et de les maintenir à leur hauteur d'année en année, c'est-à-dire de déterminer le nombre d'hommes à incorporer annuellement de manière à disposer constamment, avant qu'il n'ait pu s'appliquer à treize classes de milice, de l'effectif de guerre visé de 180,000 hommes.

» Si l'on voulait, par exemple, porter dès 1910 — ainsi que semble l'indiquer la question posée — les effectifs de guerre à 180,000 hommes, la classe de 1910 devrait comporter un contingent considérable, attendu qu'il devrait remédier à l'insuffisance des douze autres classes de milice du régime actuel.

» Le résultat ne peut être amené que progressivement. »

La conclusion qui se dégage de ces réponses est claire.

L'armée belge est organisée en vue d'un effectif de paix de 42,800 hommes (1) et d'un effectif de guerre de 180,000 hommes. Ses cadres d'officiers et ses cadres subalternes, son armement et en particulier son artillerie de campagne — qui est même, proportionnellement à l'effectif de l'armée, moins forte que l'artillerie de campagne de plusieurs autres armées européennes — la quantité de ses objets d'équipement sont calculés sur ces effectifs. Le Gouvernement manifeste son intention de n'y rien changer.

D'autre part, un contingent considérablement accru augmenterait l'effectif de guerre, qui continue à comprendre treize classes de milice. Il semble donc y avoir là une première contradiction.

(1) Exactement 43,050 (Voir les arrêtés royaux d'organisation de l'armée datés du 24 novembre 1902 et du 17 décembre 1902).

Quant au pied de paix, un contingent considérablement accru, joint aux 14,014 (1) volontaires en service normal, obligerait, si l'on veut maintenir le chiffre de 42,800 hommes en solde, à réduire le temps de service plus que ne le prévoit le gouvernement. Il semble que là encore il y ait contradiction.

La fixation annuelle du contingent permet au Parlement de se rendre compte et des sacrifices imposés au pays par l'importance de la levée et de l'augmentation de l'effectif de guerre.

Certains estiment, d'ailleurs, que l'article 119 de la Constitution impose le vote annuel du chiffre de la levée. Cet article porte : « Le contingent de l'armée est voté annuellement. La loi qui le fixe n'a de force que pour un an, si elle n'est renouvelée. »

Ce point de vue avait attiré l'attention de tous les partis dans les sections.

Les déclarations de la gauche libérale, de la gauche socialiste, de plusieurs membres de la droite dont l'un a même voulu faire acter textuellement ses paroles, portent toutes des réserves formelles quant à la constitutionnalité des mesures proposées à cet égard (2).

(1) Rapport de M. Pouillet, page 49.

(2) Voici ces déclarations :

Déclaration de la gauche libérale.

Pour la gauche libérale le service personnel doit être la base de la réorganisation de l'armée. La suppression du tirage au sort combinée avec le maintien du remplacement n'assure pas une répartition équitable de l'impôt militaire.

Si l'abolition du remplacement était acquise, la gauche libérale procéderait, dans un esprit de conciliation patriotique, à l'examen approfondi du projet de loi et s'efforcerait d'y introduire, conformément aux idées exprimées par le Ministre de la Guerre le 24 novembre dernier, le principe du service général tempéré par la réduction de sa durée.

La gauche libérale fait ses plus expresses réserves au sujet du rendement du système proposé, qui paraît une nouvelle expérience problématique et aléatoire, au sujet de l'indétermination du contingent et de la durée du temps de service *et de la constitutionnalité des mesures proposées à cet égard.*

Quant aux exemptions en faveur des ministres des cultes, il n'y a pas lieu d'innover.

En ce qui concerne les exemptions monacales, elles constitueraient, dans le système du projet qui maintient le remplacement, un injustifiable privilège.

Déclaration de la gauche socialiste.

Considérant que la formule « un fils par famille » n'est qu'un expédient, préférable peut-être au tirage au sort, mais qui substitua au hasard de la loterie le hasard de la naissance;

Considérant que le projet du Gouvernement implique la reconnaissance légale des congrégations; qu'il subordonne à la faveur et à l'arbitraire les exemptions que l'on propose d'accorder « pour motifs graves » à certains jeunes gens; que, *contrairement à l'article 119 de la Constitution, il enlève toute portée au vote annuel du contingent en laissant indéterminé le nombre de ceux qui sont appelés à en faire partie*; qu'il délègue au pouvoir exécutif le droit exorbitant de fixer par un simple arrêté royal la durée du temps

La section centrale a donc commencé par poser au Gouvernement la question suivante :

QUESTION.

Dans quelle forme serait présenté le projet de loi relatif au contingent, si le projet de loi relatif à la milice était adopté ?

RÉPONSE.

« Il ne serait rien changé au projet de loi sur le contingent ci-joint, établi pour 1909 (Annexe I), sauf que l'article 2 serait remplacé par la formule suivante :

« Le contingent de la levée de milice, pour 1910, est fixé à un homme par famille, prélevé d'après les prescriptions de la loi sur la milice. »
comme l'indique l'annexe 2.

« Il est à remarquer qu'il résulte manifestement des discussions parlementaires que la loi annuelle sur le contingent vise uniquement le nombre d'hommes qui peuvent être appelés sous les armes sans nouvelle intervention de la Législature. Ce nombre resterait fixé à 100,000 hommes. »

de service ; qu'il constitue une aggravation des charges militaires ;

Considérant que ce projet présente en outre le vice rédhibitoire de maintenir le remplacement et de n'instituer que le service personnel des pauvres,

La gauche socialiste décide de le repousser et de s'opposer énergiquement à son adoption.

Elle déclare toutefois que, si la majorité de la Chambre se prononçait pour l'abolition du remplacement, elle soumettrait le projet gouvernemental à un examen consciencieux et approfondi, s'efforcerait de l'amender et de faire prévaloir le principe du service général à court terme avec les exemptions qui ont été prévues par le Ministre de la Guerre, et notamment l'exemption des indigents.

Déclaration d'un membre de la majorité.

Je désire vivement arriver à un accord qui me permette de voter le projet de loi. Mais d'abord mon vote dépend du maintien du remplacement. Ensuite à divers points de vue le projet, dans sa forme actuelle, est inadmissible.

Il convient de remarquer en premier lieu qu'il est entièrement conjectural. Aucune statistique, aucun document, n'est produit pour en justifier les bases et les calculs.

Ensuite il repose sur cette double idée, que la première année le contingent serait de 16,000 hommes et que les années suivantes il augmenterait. A cet égard il importe d'observer que dans la réunion de la droite, M. Schollaert avait parlé d'un contingent de 15,400 hommes pour la première année ; qu'ensuite le projet repose sur un système de contingents variables ; qu'il serait impossible de fixer chaque année le chiffre de ces contingents, et qu'à ce point de vue, il est inconstitutionnel.

Enfin, l'augmentation du contingent serait compensée par des diminutions successives et progressives du temps de service. Ces diminutions pourraient compromettre la force et la stabilité de l'armée ; elles seraient du reste laissées à l'arbitraire du Ministre de la Guerre, ce qui n'est pas admissible.

J'ajoute encore que le projet fait à l'aîné des fils un sort difficilement justiciable. Le chef du cabinet avait déclaré qu'un frère cadet pourrait se substituer à l'aîné ; mais le projet subordonne cette substitution à des conditions fort rigoureuses et qui seront malaisément acceptées.

En conséquence, je m'abstiens en section.

ANNEXE I.

PROJET DE LOI

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Guerre et de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Guerre et Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le contingent de l'armée sur le pied de paix, pour 1909, est fixé à cent mille (100,000) hommes au maximum.

ART. 2.

Le contingent de la levée de milice, pour 1909, est fixé à treize mille trois cents (13,300) hommes.

Donné à Laeken, le 14 décembre 1908.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Guerre,

J. HELLEBAUT.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture,

F. SCHOLLAERT.

ANNEXE II.

PROJET DE LOI

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Guerre et de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Guerre et Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le contingent de l'armée sur le pied de paix, pour 1910, est fixé à cent mille (100,000) hommes au maximum.

ART. 2.

Le contingent de la levée de milice, pour 1910, est fixé à un homme par famille, prélevé d'après les prescriptions de la loi sur la milice.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Guerre,

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture, »

C'est la première fois depuis 1830, qu'on propose d'enlever aux Chambres le vote annuel du nombre des jeunes gens qui seront appelés à former le contingent de la levée. Le rapporteur a donc été chargé par la Section Centrale d'examiner si ce changement est conforme au prescrit constitutionnel. La Section n'a pas eu à se prononcer sur ses conclusions.

Depuis 1831, on croyait généralement que le pouvoir exécutif ne peut lever de soldats, qu'aucun Belge n'est tenu au service militaire si la loi annuelle du contingent n'a pas déterminé la quantité d'hommes qui doit être fournie par la levée.

Dès le vote de la première loi du contingent en 1831, cette opinion est proclamée et l'on comprend quelle force elle acquiert par le fait d'avoir été formulée par des Constituants, s'adressant à des Constituants.

Sous le régime hollandais, la milice était régie par les lois suivantes :

Loi organique du 8 janvier 1817;

Loi du 28 novembre 1818;

Loi du 27 avril 1820;

Loi du 21 décembre 1824.

Quant au contingent, ces lois organiques fixaient un maximum. L'article 13 de la loi du 28 novembre 1818 porte : « En aucun cas les contingents (1) réunis n'excéderont pas un homme sur trois cents âmes de population. »

Dans les limites de ce maximum, c'était le Roi qui déterminait le chiffre exact du contingent. L'article 11 de la loi du 8 janvier 1817 lui reconnaissait ce droit dans les termes suivants : « Les contingents de chaque province » dans ladite levée (annuelle) seront par nous fixés annuellement en proportion du montant de la population. » Ces contingents furent généralement inférieurs au maximum légal. C'est ainsi que, pendant les dernières années du régime hollandais, « les contingents n'avaient été portés qu'aux » trois quarts des limites fixées par la loi; et, chose étonnante, celui de 1831 » ne dépasse guère la moitié, ou 1 homme sur 600 » (2).

(1) Il s'agit des contingents dont il est parlé à l'article 12 de la même loi, qui porte : « S'il arrivait que le recrutement de volontaires, joint au contingent ordinaire, se trouvât » insuffisant pour tenir les bataillons au complet, et que le complément fût jugé nécessaire... il y serait pourvu par une levée extraordinaire. »

(2) Exposé des motifs du projet de loi relatif au contingent (séance du 23 novembre 1851).

Le contingent annuel fourni par nos provinces fut donc, pendant ces années, de 9,000 hommes environ. Il ne fut que de 7,427 en 1831 (1).

La Révolution ne touche pas aux lois relatives à la milice. Le Congrès se borne à inscrire dans la Constitution les articles que l'on connaît.

Et cependant dès l'année qui suit le vote de l'article 119, une modification importante est introduite dans la pratique gouvernementale.

Au lieu de fixer lui-même le contingent de la levée comme le faisait le roi Guillaume, le nouveau pouvoir exécutif demande au pouvoir législatif de le fixer.

Le Ministre de la Guerre, colonel de Brouckère, dépose le premier projet de contingent dont l'article 3 porte : « Le contingent de la levée de 1832 est fixé à un maximum de 12,000 hommes qui seront tenus en réserve ».

Les Chambres changent cet article de la manière suivante : « Le contingent de la levée de 1832 est fixé à un maximum de 12,000 hommes qui sont mis à la disposition du Gouvernement ».

Donc avant la Constitution, le Roi fixait le contingent de la levée. Après la Constitution, la loi de milice restant la même, c'est la loi qui fixe le contingent.

Pourquoi ?

Le Ministre de la Guerre le dit dans l'exposé des motifs du 23 novembre 1831.

« Le pouvoir législatif, porte cet exposé, est substitué par l'article 119 de la Constitution au pouvoir que le Roi exerçait en vertu de l'article 11 de la loi du 8 janvier 1817 ».

Nous venons de citer cet article 11. Le pouvoir que le Roi exerçait en vertu de cet article, c'est celui de fixer le contingent de la levée annuelle.

C'est donc bien là le pouvoir que l'article 119 attribue dorénavant au législateur.

La suite de l'exposé des motifs précise encore la pensée du Gouvernement et montre jusqu'où il poussait le scrupule quand il s'agissait de prescription constitutionnelle : « Les inconvénients de la fixation annuelle, ajoute-t-il, se sont fait sentir dans l'application de cet article depuis que nous sommes en état de guerre. Les contingents n'avaient été portés qu'aux trois quarts des limites fixées par la loi ; et, chose étonnante, celui de 1831 ne dépasse guère la moitié ou un homme sur six cents.

» Il eût fallu une interprétation judaïque pour revenir sur le passé, instituer des conseils de milice pour examiner tous les cas d'exemptions des hommes appelés complémentaires : la fixation des maxima remédie à cet inconvénient, sans entraîner l'obligation d'appeler plus d'hommes sous les armes. »

Voici donc quelle était la situation.

La loi de milice hollandaise fixait un maximum : un milicien sur trois cents habitants.

(1) Historique de l'établissement militaire de la Belgique, par le major d'état-major Bon de Ryckel ; II, p. 402.

Le projet de loi relatif à la milice que nous examinons fixe aussi un maximum, mais ce maximum est beaucoup plus vague : un fils par famille.

Malgré la fixation du maximum légal, le Gouvernement de 1831 demande au pouvoir législatif de voter le chiffre du contingent de la levée.

C'est la reconnaissance de l'obligation constitutionnelle.

Mais en 1831, pour le passé tout au moins, le Gouvernement belge n'aurait-il pu, afin de soutenir la guerre avec la Hollande, user du droit que le pouvoir exécutif avait avant la Constitution ?

C'était le Roi des Pays-Bas, le pouvoir exécutif qui avait fixé les contingents de 1831, 1830, 1829, 1828, 1827. Le Roi des Belges, le nouveau pouvoir exécutif ne pouvait-il revenir sur ces décisions, augmenter les contingents de 1831, 1830, 1829, 1828 et 1827 ?

Il eût fallu une interprétation judaïque, répond le Gouvernement de 1831, et il attend la loi du contingent.

Le Gouvernement de 1831 est donc bien convaincu que la Constitution impose le vote annuel du chiffre du contingent. Plutôt que de violer ce qu'il considérait comme une obligation, il a laissé l'armée belge dans un état d'infériorité. Cette conviction, il l'exprime devant des Chambres composées en grande partie de constituants qui viennent de discuter et de voter la Constitution. Pas un seul ne proteste contre cette interprétation dont « les inconvénients se sont fait sentir depuis que l'on est en état de guerre ». Peut-on dire qu'elle est erronée ?

Depuis 1831, pas une année ne se passe sans que le gouvernement propose aux Chambres, sans que les Chambres votent le chiffre du contingent de la levée (1).

Pas une fois en soixante-dix-huit ans, l'obligation constitutionnelle n'est contestée. Plus d'une fois, elle est proclamée.

En 1879, elle le fut dans des circonstances qu'il est intéressant de rappeler.

Le gouvernement de M. Frère-Orban voulait obtenir un effectif total de 100,000 hommes au moyen de huit classes de milice. Pour l'obtenir, il revient au système des levées à contingent variable, chaque contingent devant combler par une levée supplémentaire, les déchets des contingents antérieurs. C'est ainsi que le contingent de 1879 est de 12,173 hommes au lieu de 12,000; celui de 1880, de 12,186; celui de 1881, de 12,723; celui de 1882, de 12,969; celui de 1883, de 13,146; celui de 1884, de 13,500.

Ces augmentations successives ne furent admises qu'après de vives discussions, certains membres de la majorité ayant pris l'engagement de ne pas voter d'augmentation du contingent. Si l'interprétation que l'on veut donner aujourd'hui de l'article 119 avait été acceptée par le gouvernement de

(1) Une seule fois, en 1847, les Chambres ne votèrent pas le contingent de la levée annuelle pour une excellente raison, c'est qu'il n'y eut pas en 1848, de levée de milice. Les Chambres n'eurent donc pas d'autorisation à donner au gouvernement; la loi du 8 mai 1847 avait reculé d'un an l'âge de milice.

l'époque, il eût été très facile d'éviter toutes ces difficultés. Il eût suffi de formuler la loi du contingent comme suit : « Article premier : le contingent de l'armée pour est fixé à 100,000 hommes. — Article deuxième. Le contingent de la levée de milice est fixé au nombre d'hommes nécessaire pour obtenir un contingent total de 100,000 hommes au moyen de huit contingents annuels ».

Au lieu de recourir à cet expédient, le gouvernement libéral affirma explicitement l'obligation constitutionnelle du vote de deux chiffres (levée et pied de paix).

Voici l'exposé des motifs de la loi du contingent, déposée le 9 décembre 1879 :

« Nous avons l'honneur de vous présenter le projet de loi qui doit déterminer, conformément aux dispositions de l'article 119 de la Constitution, le contingent de l'armée pendant l'année 1880 et le contingent à lever sur la classe de milice de la même année. »

Pour changer une interprétation qui s'appuie sur une pratique gouvernementale et législative de 78 ans, sur des déclarations formelles, il faudrait prouver péremptoirement que depuis trois quarts de siècle, l'on s'est trompé. Où sont ces preuves ?

L'interprétation traditionnelle est conforme au sens même des mots de l'article 119.

Les dictionnaires de la langue française donnent, en des termes différents, des définitions semblables du mot *contingent*.

Le dictionnaire de l'Académie porte : *Contingent* : Il se dit particulièrement de la quantité de soldats qui doit être fournie par le pays. *Le corps législatif vote tous les ans le contingent*.

Le dictionnaire de Littré : *Contingent* : Quantité d'hommes qui doit être fournie.

Le dictionnaire de Larousse : *Contingent* : Part mise à la charge de chaque circonscription territoriale dans la répartition annuelle, soit des contributions directes, soit du recrutement.

Le dictionnaire militaire est plus précis encore.

Extrait du dictionnaire militaire. — Encyclopédie des sciences militaires rédigée par un comité d'officiers de toutes armes. — Paris, 5, rue des Beaux-Arts : Aux termes de l'article 42 de la loi du 15 juillet 1889, le contingent à incorporer est formé par les jeunes gens inscrits dans la première des listes de recrutement cantonal. Cette définition ne semble pas tout à fait exacte, puisque les dispensés compris dans la deuxième et troisième partie des listes doivent, en vertu de la législation actuelle, être incorporés comme ceux de la première, sauf à être renvoyés en congé après un an de service; il vaudrait mieux de dire que le contingent est constitué, chaque année, par la fraction de la classe appelée sous les drapeaux, à la suite des opérations du recrutement, ou, en d'autres termes, par l'ensemble des jeunes gens inscrits sur les tableaux de recensement, défalcation faite des exemptés, des ajournés, des hommes classés dans les services auxiliaires, des exclus, et enfin des jeunes

gens déjà liés au service par un engagement volontaire, brevet ou commission.

Le mot contingent suppose une contribution forcée, un droit de lever, une obligation de prester. Il ne peut être confondu avec les mots « effectif de l'armée ».

A ne prendre l'article 119 que dans son texte, le sens français est évidemment celui-ci : « La quantité de soldats qui doit être fournie chaque année par le pays est votée annuellement. »

Pour comprendre autrement l'article 119, il faut changer le sens des mots.

Dans les travaux préparatoires on ne trouve pas d'explication de cet article 119. Il a été voté sans discussion sur le rapport suivant de M. Fleussu :

« Plus d'un publiciste a fait ressortir les dangers de l'entretien d'armées nombreuses entretenues à grands frais en temps de paix ; trop souvent, au lieu de servir au salut de l'État, elles aident à favoriser les entreprises du despotisme : l'exemple de tous les gouvernements absolus fournit la preuve de cette vérité.

» Deux moyens ont été employés pour parer à cet inconvénient : c'est l'annualité des subsides, c'est l'annualité du vote du contingent de l'armée. Une loi déterminera chaque année ce contingent, de sorte qu'on aura la certitude que toujours il sera proportionné aux ressources et aux besoins du pays. »

Comme on le voit, le rapporteur ne précise pas le sens qu'il donne au mot « contingent ». Il faut supposer jusqu'à preuve contraire, que c'est le sens français.

Le rapport n'indique que le but visé par le constituant : permettre au Parlement de proportionner le contingent aux ressources et aux besoins du pays.

L'incontestable incertitude dans laquelle on se trouve quant aux résultats du projet qui nous est proposé, permet-elle de dire que les intentions du constituant seraient remplies si le Parlement cessait de voter le contingent de la levée ?

Sait-on dès maintenant si les sacrifices que la nouvelle loi imposerait au pays seraient proportionnés à ses ressources et à ses besoins ?

N'est-il pas au contraire impossible de déterminer l'étendue de ces sacrifices ?

Mais le vote du contingent de la levée annuelle suffit-il pour satisfaire au prescrit constitutionnel ? Le Parlement ne doit-il pas voter aussi la quantité de soldats que le Gouvernement peut appeler sous les drapeaux sans intervention de la Législature ?

La question est discutable.

Dès la première loi du contingent, on a ajouté au contingent de la levée, le nombre total des soldats que le Gouvernement peut appeler sous les drapeaux, et jusqu'en 1839, chaque année, la loi du contingent détermine ces deux chiffres.

Pour la première fois en 1839, un gouvernement composé de MM. de Theux,

Raikem, Desmaysière et J.-B. Nothomb, c'est-à-dire de constituants, déposa un projet où le premier chiffre, celui des hommes pouvant être appelés sous les drapeaux, n'était pas nettement déterminé.

Voici ce projet, déposé le 17 décembre 1839.

ARTICLE PREMIER. — Le contingent de la levée de 1840 est fixé au maximum à 10,000 hommes, qui sont mis à la disposition du Gouvernement.

ARTICLE 2. — Cette levée fournira, avec les volontaires des diverses catégories et suivant la proportion des besoins, avec les levées antérieures restant disponibles en vertu des lois de milice, à l'entretien de l'effectif qui résultera des allocations faites au budget de la guerre.

C'était une dérogation au système suivi depuis la révolution. Cette dérogation ne fut admise ni par la section centrale ni par la Chambre. Après un rapport de M. Brabant et des discours de MM. Brabant, Dumortier, de Brouckère, le général Wilmart et d'autres, il fut décidé d'ajouter au chiffre de la levée le chiffre de 50,000 hommes, effectif de l'armée que le Gouvernement pouvait appeler sous les armes sans l'intervention du Parlement.

Personne ne contesta que le vote du contingent annuel fût obligatoire.

En se basant sur cette discussion de 1839, on peut soutenir que le Parlement doit en outre voter annuellement la quantité d'hommes que le Gouvernement peut appeler sous les armes sans intervention de la législation.

Mais il est cependant à remarquer qu'à deux reprises, en 1868, sous un ministère libéral, et en 1901, sous un ministère catholique, il ne l'a pas votée.

Voici le texte de la loi du contingent de 1869 dont le projet fut déposé le 4 mars 1868 :

« Le contingent de la levée de milice de 1869 est fixé au maximum de » 12,000 hommes, qui sont mis à la disposition du Gouvernement. Ce » contingent est divisé en deux parties, l'une active, de 11,000 hommes, » l'autre de réserve, de 1000 hommes, assignée à l'infanterie. »

Cette loi fut examinée au point de vue constitutionnel. Les déclarations de certains orateurs le prouvent. Des hommes politiques qui avaient pris la parole en 1839, faisaient encore partie du Parlement en 1868. Personne ne soutint que la loi était entachée d'inconstitutionnalité parce qu'elle ne portait que le contingent de la levée.

Il en a été de même en 1901. La loi sur le contingent publiée au *Moniteur* du 1^{er} janvier 1902, ne porte pas la quantité d'hommes que le Gouvernement peut appeler sous les drapeaux en temps de paix.

En résumé, le vote du contingent de la levée est constitutionnellement obligatoire ; il a toujours eu lieu depuis 1831.

On peut discuter si le Parlement est, en outre, obligé de déterminer le nombre des hommes que le Gouvernement peut appeler sous les drapeaux sans intervention de la Législature.

L'éventuel projet de loi sur le contingent remis par le Gouvernement à la section centrale est manifestement inconstitutionnel, si ces considérations sont exactes.

La Constitution exige le vote du contingent de l'armée, c'est-à-dire le vote de la quantité de soldats que le Gouvernement est autorisé à lever chaque année, que le pays doit lui fournir.

Le projet propose de voter les moyens par lesquels on arrivera à recruter ces soldats. Ce n'est pas la même chose,

La section a voté la disposition suivante qu'elle propose d'insérer dans la loi :

« Le nombre des inscrits qui seront appelés à former le contingent de la levée suivante est fixé chaque année par une loi. »

La section prend du système gouvernemental, le principe excellent du fils par famille. Nous en avons dit les raisons. Mais elle reste dans la tradition constitutionnelle. La loi organique ne doit déterminer que le mode suivant lequel les hommes sont recrutés, laissant à la loi annuelle du contingent le soin de fixer la quantité d'hommes à lever.

La combinaison du système d'un fils par famille avec le système de la fixation annuelle du contingent soulève des difficultés d'application qui n'ont pas échappé à la section centrale.

Une première question se pose, qui ne se posait pas dans le système du Gouvernement. Les volontaires viendront-ils en déduction du chiffre arrêté pour le contingent ?

Dans le système du Gouvernement, quel que fût le nombre des volontaires, tous les fils premiers inscrits devaient servir. Le grand nombre de volontaires non substituants ne pouvait éventuellement amener qu'une réduction de la durée du service.

Une deuxième question se pose dans le système de la section centrale. Si le nombre des inscrits obligés de servir en vertu de la loi organique est supérieur au nombre des inscrits fixé par la loi du contingent, que fera-t-on du surplus ?

Il semble bien quant à la première question, que les volontaires doivent être comptés dans le contingent. C'est ainsi que la section centrale en a décidé.

Sur le second point, la section centrale eût voulu connaître les intentions du Gouvernement. Elle lui a donc posé la question suivante :

QUESTION.

En séance du 8 septembre la section centrale a voté la disposition suivante :

« La loi fixe chaque année le nombre (maximum) des inscrits qui formeront le contingent de la levée de l'année suivante. »

Le Gouvernement voudrait-il donner à la section centrale la formule nouvelle de la loi fixant le contingent de l'armée en l'adaptant au texte de la section centrale, avec inscription du chiffre dont ce texte prescrit l'indication ?

RÉPONSE.

» Cette question ne se rapporte pas au texte du projet de loi de milice déposé par le Gouvernement. Elle est la conséquence d'une disposition nouvelle introduite par la section centrale. Il ne saurait donc incomber au Gouvernement de chercher à concilier cette proposition avec son projet. »

De cette réponse, il résulte que le Gouvernement ne désire pas collaborer avec la section centrale pour l'élaboration d'un système basé sur le vote annuel du contingent. Le Gouvernement se réserve sans doute d'apprécier, dans son ensemble, le système que la section centrale formulera.

Celle-ci ne peut cependant renoncer à des idées qu'elle croit justes. Privée du concours des forces administratives dont le Gouvernement dispose, elle a élaboré un système qui est évidemment perfectible, mais qui exprime les tendances de la majorité de ses membres.

L'article 27 de la loi de milice énumère une série d'exemptions qui sont prononcées pour un an par les juridictions de milice.

Ce sont les exemptions qui ont pour base l'état physique ou la situation de famille de l'intéressé.

La section centrale, d'accord avec le Gouvernement, propose d'y ajouter des exemptions en faveur des membres de congrégations religieuses, des élèves en théologie ou en philosophie, des élèves des écoles normales, du personnel enseignant.

A ces exemptés, elle propose de joindre ceux qui servent l'État dans la colonie.

Tous ces exemptés figurent trois années de suite, conformément à l'article 13, en tête de la liste des inscrits.

Si les causes qui ont amené leur exemption subsistent, ils sont, après trois ans, définitivement exemptés.

A cette longue énumération d'exemptions, dont la plupart ont jusqu'ici été considérées comme indispensables, la section centrale en ajoute de nouvelles, qui ne seront prononcées que si le nombre des fils de famille obligés de servir dépasse le contingent fixé par la loi.

Dans ce cas, des exemptions sont accordées, à concurrence de l'excédent, aux salariés qui établissent que leur salaire contribue à soutenir : soit l'épouse avec ou sans enfant ; soit le père et la mère, ou l'un d'eux ; soit les aïeuls, ou l'un d'eux ; soit les frères et sœurs, ou l'un d'eux.

Il ne s'agit plus seulement de l'exemption accordée à l'indispensable soutien. Il suffit que le salarié établisse que son salaire contribue à soutenir les personnes de sa famille énumérées au projet.

D'autre part, il faut, naturellement, que ces personnes aient besoin de ce salaire pour continuer à vivre comme elles le font. Le salaire doit soutenir ; il ne peut pas être simplement un superflu.

La section détermine l'ordre suivant lequel ces exemptions seront accordées, suivant que l'excédent sera plus ou moins fort : d'abord, les soutiens de la femme et des enfants ; puis, des ascendants ; puis, des frères et des sœurs.

Ce sont les juridictions de milice qui décideront si l'inscrit réunit les conditions requises pour cette exemption.

L'exemption prononcée en faveur d'un inscrit, celui-ci figure trois années de suite sur la liste prévue à l'article 15 ; il doit justifier qu'il continue à réunir les conditions requises. La quatrième année, il est définitivement exempté.

Un tirage au sort détermine les bénéficiaires des exemptions de la catégorie à laquelle le chiffre de l'excédent permet d'arriver.

Si le nombre des exemptés prévus par cet article n'arrive pas à épuiser l'excédent, le législateur aura évidemment de nouvelles mesures à prendre. Cette éventualité ne semble pas devoir être prévue pour les premières années. L'année où elle se réaliserait, les plus jeunes inscrits de la levée seraient ajournés à l'année suivante, ce qui donnerait au pouvoir législatif le temps d'aviser.

Un arrêté royal déterminera les détails d'application de la loi : manière de procéder au tirage au sort, garanties dont il doit être entouré.

Ce tirage au sort sera d'ailleurs réduit à un nombre relativement minime, puisqu'il ne s'appliquera qu'à une seule des catégories énumérées.

La section centrale maintient les sursis d'incorporation proposés par le Gouvernement, mais elle leur donne leur vraie qualification.

Ce système a été adopté par la section centrale à 4 voix contre 1 et 2 abstentions.

En résumé, la section centrale accepte toutes les propositions ayant pour but de favoriser le volontariat ; elle suggère au Gouvernement l'idée de les multiplier.

Elle accepte la substitution du système d'un fils par famille au système du tirage au sort.

Elle impose la fixation légale du contingent de la levée et elle détermine l'emploi de l'excédent éventuel.

Elle estime que l'ensemble de ces propositions constitue une incontestable amélioration sur la situation actuelle, tant au point de vue social qu'au point de vue militaire.

Par 4 voix contre 2 et 1 abstention, elle convie la Chambre à les voter.

Elle exprime le vœu de voir joindre la discussion de la loi du contingent pour 1910 à la discussion de la présente loi organique.

III.

LE PROJET DU GOUVERNEMENT.

DISCUSSION ET VOTES DANS LES SECTIONS ET EN SECTION CENTRALE

Modifications de forme. — Base du recrutement. — Source de l'obligation de milice. — Exemptions. — Effectif moyen en solde. — Réduction du temps de service. — Engagements volontaires. — Autres modifications. — Votes dans les sections et en section centrale.

On trouvera en annexe le tableau des propositions de la section centrale, mises en regard des dispositions législatives correspondantes et des propositions du Gouvernement.

Il y a lieu de diviser ce tableau en deux parties.

L'une comprend les changements importants apportés à la loi de milice; l'autre est de forme; ce sont les propositions qui n'ont d'autre but que de mettre le texte actuel en harmonie avec les dispositions nouvelles.

Les changements importants portent principalement sur les articles 1^{er}, 26, 27, 83 et 100 de la loi.

Les changements de forme et ceux qui résultent incontestablement du régime nouveau ont été à peu près tous énumérés par le Gouvernement, en réponse à la section centrale.

QUESTION.

Le projet de loi porte :

« ART. 2. — Sont abrogées les dispositions de la loi sur la milice qui sont contraires à la présente loi. »

La section centrale désire avoir l'énumération complète des dispositions de la loi actuelle que le Gouvernement considère comme abrogées par le projet?

RÉPONSE.

1. — *Énumération complète des dispositions de la loi sur la milice actuelle que le Gouvernement considère comme abrogées par le projet :*

ART. 5. — Suppression.

ART. 6. Abrogation des mots : « à l'effet de concourir au tirage au sort du contingent. . . . »

ART. 9. — Abrogation des mots : « pour concourir au tirage au sort ».

ART. 10. — Abrogation des mots : « qui a été compris au tirage au sort et ».

ART. 12. — Abrogation des mots : « avant la clôture mentionnée à l'article 16 » et des mots : « dont il s'agit à l'article 22 » et des mots : « sans compter pour le contingent assigné à son canton ».

ART. 13. — Abrogation des mots : « et dont le numéro avait été appelé pour la formation du contingent de l'année où ils ont tiré au sort ».

ART. 16 à 22. — Abrogés.

ART. 27, 6°. — Abrogation des mots : « et dont les numéros sont atteints par la formation du contingent » et des mots : « et que la famille ne doit alors fournir qu'un fils à l'armée ».

ART. 27, 7°. — Abrogation des mots : « du tirage au sort ».

ART. 28. — Suppression.

ART. 31, A, B et C. — Suppression.

ART. 34 (B). — Abrogation des mots : « du tirage au sort » et des mots : « cette opération ».

ART. 38, 1°. — Abrogation de « de tirage ».

ART. 44. — Abrogation de « du tirage ».

ART. 46, A. — Abrogation des mots : « et qui doivent être suppléés dans le contingent par d'autres miliciens ».

ART. 46, B. — Suppression des mots : « le numéro du tirage ».

ART. 49, F. — Suppression des mots : « par l'article 31 ».

ART. 66, 1°. — Abrogation des mots : « s'il est admis, le frère qu'il a remplacé lui sera, lors du tirage au sort auquel son âge l'appellera à concourir, substitué sur la liste des inscrits ».

ART. 70. — Abrogé.

ART. 81. — Abrogation des mots : « un état séparé indique les inscrits de la levée courante appelés au service et dispensés de l'incorporation ».

ART. 83. — Abrogé.

ART. 84. — Abrogation des mots : « pour compléter le contingent ».

ART. 85. — Abrogation des mots : « à accomplir pendant les 24 mois qui suivent l'appel sous les armes

. à accomplir pendant les 39 mois qui suivent l'appel sous les armes.

. à accomplir pendant les 50 mois qui suivent l'appel sous les armes.

. à accomplir pendant les 24 mois qui suivent l'appel sous les armes.

. à accomplir pendant les 34 mois qui suivent l'appel sous les armes.

. à accomplir d'une façon continue. »

ART. 91. — Abrogation des mots : « le jour du tirage, immédiatement après cette opération » et des mots : « dans les dix jours ».

ART. 93, 2°. — Abrogation des mots : « appelés par leur numéro à faire partie du contingent de leur classe ».

ART. 98. — Abrogation des mots : « que le tirage au sort a ».

ART. 100, *g*, *h* et *i*. — « Volontaire du contingent »; abrogé et remplacé par la disposition de la nouvelle loi relative aux volontaires de milice.

*
* *

Ces modifications de forme ont été adoptées sans discussion (1). Les modifications importantes ont donné lieu aux échanges de vues et aux explications que nous allons résumer.

CHAP. I. — *De la composition de l'armée.*

La section centrale ayant décidé que la proposition de M. Bertrand, relative à la suppression du remplacement, ne serait examinée qu'après le projet du Gouvernement, un membre a proposé un amendement ainsi conçu à l'article 1^{er} de la loi : « Le recrutement de l'armée par des engagements » volontaires et des appels annuels; les hommes appelés doivent personnellement le service militaire. »

Cet amendement a été repoussé par 5 voix contre 2.

Des membres ont proposé de modifier le texte actuel de l'article 1^{er} de la loi. C'est, a-t-on dit, égarer l'opinion publique que de proclamer : « Le recrutement de l'armée a lieu par des engagements volontaires, des appels annuels suppléant, s'il y a lieu, à l'insuffisance du nombre de ces engagements. » Le contraire est vrai : ce sont les appels qui forment la base du recrutement; les engagements volontaires ne sont qu'un complément.

C'est exact si l'on se place au point de vue de l'importance numérique. Il est incontestable qu'il y a dans l'armée belge plus de soldats malgré eux que de soldats volontaires.

Mais cet article énonce très clairement le but que le législateur désire atteindre; l'idéal du législateur est le recrutement par engagements volontaires. Cet idéal n'est pas réalisé; il faut donc suppléer à l'insuffisance des engagements volontaires.

La Commission mixte de 1900 ne s'exprimait d'ailleurs pas autrement.

« Le recrutement de l'armée a lieu par des engagements volontaires et, pour le surplus, par des appels annuels. » Cette résolution avait été votée à l'unanimité des membres tant catholiques que libéraux, de la Commission.

Un changement apporté au texte légal impliquerait que la section centrale renonce à faire du volontariat la base principale du recrutement. Nous avons dit qu'il n'en est rien, au contraire et qu'elle attache la plus grande importance au développement de ce mode de recrutement.

Le texte actuel de la loi a donc été maintenu par 5 voix contre 2.

(1) La section centrale a ajouté l'une ou l'autre modification à celles ainsi proposées par le Gouvernement. C'est ainsi que le nombre des intéressés ayant beaucoup diminué, elle a supprimé à l'article 46 la publicité de l'état des comptes. Cette publicité était parfois inutilement humiliante pour ceux-ci et donnait lieu à des commentaires regrettables. Dorénavant, cet état sera simplement tenu à la disposition des intéressés.

On a fait plusieurs objections au texte proposé par le Gouvernement pour compléter l'article 1^{er}.

Indépendamment du principe même de la loi dont nous avons parlé et que la section centrale a approuvé, on a exprimé des critiques quant à la forme dans laquelle ce principe était énoncé.

Le projet du Gouvernement vient se juxtaposer à une loi qui formait un tout ordonné et qui était basée sur d'autres principes. Il ne suffit pas de placer des dispositions nouvelles à côté de dispositions anciennes, il faut encore les fondre ensemble. La loi de milice impose, au chapitre II, l'obligation d'inscription pour la levée du contingent. A côté de cette obligation, elle met la sanction. Celui qui n'est pas inscrit est réputé réfractaire. Au chapitre III, la loi indique le procédé suivant lequel les inscrits seront désignés pour le service : c'est le tirage au sort. Font partie du contingent, d'après l'article 19, les inscrits qui ont les numéros les plus bas. Dans cet article 19 git d'une part, la source du droit qu'a l'État d'appeler le jeune homme; d'autre part, la source de l'obligation qui incombe au jeune homme de répondre à l'appel de l'État. Il suffit pour qu'un inscrit soit présumé devoir le service, de prouver que cet inscrit a pris un des numéros les plus bas jusqu'au nombre requis des miliciens à incorporer. Si cet inscrit réclame une exemption, c'est à lui de prouver son droit.

Tout ce chapitre III, qui est la source de l'obligation de milice, disparaît par suite du projet. Il faut donc formuler une autre cause d'obligation pour le jeune homme, de droit pour l'État. Cette nouvelle source d'obligation et de droit est à l'article premier du projet : « Ces appels s'étendent à tous les » jeunes gens dont un frère n'accomplit pas ou n'a pas accompli un terme de » milice. »

Dorénavant, le Gouvernement qui réclame une prestation aurait donc à prouver que le jeune homme dont il demande l'incorporation n'a aucun frère accomplissant ou ayant accompli un terme de milice.

Ce texte semble d'ailleurs ne tenir compte d'aucun autre motif d'exemption. Il a paru insuffisant et inexact.

Théoriquement, la vraie place du nouvel article serait à la suite du Chapitre de l'Inscription, D'abord, obligation de l'inscription; ensuite, indication du procédé suivant lequel on choisit parmi les inscrits.

Mais il a paru qu'il y avait utilité à donner dès l'article premier, à la loi son titre, son étiquette, quitte à préciser les causes de l'obligation dans un autre article.

La section s'est donc arrêtée à une double résolution. Le principe même de la loi est formulé à l'article premier. La loi n'appelle au service qu'un fils par famille.

L'application du principe et la source de l'obligation sont placées en tête du chapitre IV : Tout inscrit est appelé au service, à moins qu'il n'ait encouru l'exclusion, s'il n'établisse qu'il a droit à la libération provisoire ou définitive en vertu des dispositions de la présente loi.

Suit l'énumération des causes d'exemption.

Est, entre autres, exempté définitivement celui dont un frère a accompli un terme de huit années de service, est décédé au service ou n'a cessé de

faire partie de l'armée que par suite de faits indépendants de sa volonté ou de sa faute.

Est, entre autres, exempté provisoirement et pour une année celui dont un frère remplit un terme de huit années de service.

Tel est, développé et précisé le principe du fils par famille.

Le paragraphe suivant de l'article 1^{er} impose l'obligation de déterminer chaque année le contingent de la levée suivante. Il décide que ce n'est pas le pouvoir exécutif mais le pouvoir législatif qui le déterminera.

C'est, en définitive, le maintien de ce qui s'est toujours fait jusqu'ici. Cette disposition a été votée par 4 voix contre 2.

Un membre de la section centrale a désiré qu'il fût bien précisé que le contingent ainsi fixé est un maximum. *Quod abundat non vitiat.*

CHAP. IV. — Des exemptions.

Les chapitres du projet relatifs aux exemptions et aux dispenses ont donné lieu à des questions.

Tout d'abord, une question d'ordre général :

QUESTION.

Quelles sont les dispositions qui règlent en Allemagne, en France, dans les Pays-Bas et en Suisse, les dispenses et les exemptions temporaires ou définitives?

RÉPONSE.

ALLEMAGNE. (Loi de 1888)

Obligations militaires.

» Le service est imposé personnellement à tout citoyen allemand.

Durée des obligations militaires : 25 ans, savoir :

<i>Armée active</i>	2 ans.
Cavalerie, artillerie à cheval	3 —
Train : 4/7 de l'effectif	1 —
<i>Réserve de l'armée active</i>	5 —
Cavalerie, artillerie à cheval	4 —
Train : 4/7 de l'effectif	6 —
<i>Landwehr, 1^{er} ban</i>	5 —
Cavalerie, artillerie à cheval	3 —
<i>Landwehr, II^e ban</i>	7 —
Cavalerie, artillerie à cheval	9 —
<i>Landsturm, II^e ban</i>	6 —

Exemption définitive.

» Les jeunes gens déclarés inaptes à tout service en raison de leurs infirmités physiques ou intellectuelles.

Ajournements.

» L'ajournement peut être prononcé :

» 1^o POUR MOTIF D'EXCLUSION TEMPORAIRE.

» Les jeunes gens condamnés, soit à la perte de leurs droits civiques, soit à

une peine impliquant la privation de la liberté pour plus de six semaines, soit à une amende correspondante, ne sont pas admis au service avant l'expiration de leur peine.

» Les individus appartenant à cette catégorie peuvent être ajournés successivement pendant 3 ans ; à ce moment, il doit être statué définitivement sur leur sort. Toutefois, les hommes privés de leurs droits civiques, qui les recouvrent dans la 5^e année, peuvent être incorporés dès la 4^e année ; ils sont alors versés provisoirement dans les sections de travailleurs, sortes de compagnies de discipline, constituées dans certaines forteresses.

» 2^o POUR INAPTITUDE PHYSIQUE.

» Celle-ci peut provenir de faiblesse de constitution, d'insuffisance de taille, de maladie de longue durée, etc.

» La taille minimum pour le service en armes est de 1^m.54 ; aucun minimum n'est fixé pour le service sans armes (brancardiers militaires, ouvriers hors rang).

» L'ajournement pour inaptitude physique ne peut être prononcé au delà de 3 ans.

» 3^o SUR LA DEMANDE DES INTÉRESSÉS OU DE LEUR FAMILLE POUR MOTIFS RÉSULTANT DE CERTAINES SITUATIONS CIVILES, TELLES QUE :

» a) Soutiens indispensables de famille (parents, grands-parents ou sœurs incapables de gagner leur vie) ;

» b) Fils de propriétaires fonciers, fermiers ou industriels incapables de travailler ou de surveiller par eux-mêmes, si le fils constitue l'aide unique et indispensable pour la gestion de la propriété, de la ferme ou de l'industrie ;

» c) Frère puîné d'un soldat tué à l'ennemi ou mort de ses blessures, ou incapable de gagner sa vie pour cause de blessures, si l'ajournement doit procurer un soulagement effectif à la famille de ce soldat ;

» d) Homme devenu, par héritage ou par legs, propriétaire ou fermier de biens-fonds, s'il vit de l'exploitation de ces biens-fonds ou si la gestion n'en peut être assurée d'une autre manière.

» e) Propriétaires de fabriques, établissements industriels, maisons de commerce importantes occupant plusieurs ouvriers, pourvu que l'exploitation leur en soit échue l'année précédant celle où commencent leurs obligations militaires, et qu'elle ne puisse être assurée d'une autre manière.

» Il doit être statué définitivement sur le sort des jeunes gens compris dans les cinq catégories précédentes, dans leur troisième année d'obligations militaires, si le motif d'ajournement est encore invoqué à ce moment.

» f) Jeunes gens se destinant à certaines carrières ou s'adonnant à l'étude d'un art ou à l'apprentissage d'un métier et pour lesquels une interruption entraînerait un préjudice sérieux, ainsi que les jeunes gens de la religion catholique romaine qui se vouent à l'étude de la théologie.

» L'ajournement peut être prononcé jusqu'à la cinquième année d'obligations militaires pour les premiers, jusqu'au 1^{er} avril de la septième année pour les seconds.

» g) Jeunes gens en résidence à l'étranger ; ils peuvent être ajournés jusqu'au 25 septembre de leur troisième année de leurs obligations militaires.

» *h)* Jeunes gens exerçant la profession de batelier et ceux appartenant aux populations maritimes; ils peuvent être ajournés jusqu'à la quatrième année de leurs obligations militaires.

» *i)* Jeunes gens fréquentant les cours des écoles de navigation; ils peuvent être ajournés jusqu'à la fin des cours.

» 4° POUR EXCÉDENT DU NOMBRE DES JEUNES GENS BONS POUR LE SERVICE.

» Les jeunes gens reconnus bons pour le service, restant en surnombre lorsque le chiffre d'hommes fixé par le contingent est atteint, sont ajournés jusqu'à l'année suivante; toutefois, en cas de besoin, les hommes de cette catégorie peuvent être appelés à toute époque de l'année.

» L'ajournement ne peut être prononcé que jusqu'au 1^{er} février qui suit la troisième année d'obligations militaires; à cette époque, il est statué définitivement.

» A l'expiration de leur délai d'ajournement, les jeunes gens sont désignés, soit pour l'armée active, soit pour la réserve de recrutement, soit pour la landsturm II^e ban.

SONT AFFECTÉS A LA RÉSERVE DE RECRUTEMENT (*Ersatzreserve*) (1) :

» 1° Tout d'abord les hommes ajournés pour excédent du nombre des jeunes gens aptes au service, et qui n'ont pas été incorporés avant le 1^{er} février qui suit l'expiration de leur troisième année d'obligations militaires.

» 2° Les différentes catégories d'ajournés à l'expiration de leur délai d'ajournement, en commençant par les ajournés en raison de situations de famille ou sociales, et terminant par les ajournés pour inaptitude physique;

» 3° Les jeunes gens affligés de vices légers de conformation et jugés médiocrement aptes au service militaire.

» 4° Les sous-diacres de la religion catholique romaine; ces jeunes gens sont dispensés de toute période d'exercices.

» Un millier d'hommes environ de la réserve de recrutement reçoivent l'instruction d'infirmier pendant 3 périodes de 10, 6 et 4 semaines, échelonnées sur les trois premières années. Ces hommes sont ensuite versés, après 12 1/2 ans, dans le 2^e ban de la landwehr. Ceux qui n'ont pas reçu cette instruction passent, après avoir séjourné pendant 12 1/2 ans dans la réserve de recrutement, dans le landsturm 1^{er} ban, et ne sont soumis à aucune obligation militaire en temps de paix.

Dispense.

» Service actif des volontaires d'un an.

» Les jeunes gens possédant une certaine instruction, qui ont les moyens de s'habiller, de s'équiper et de se nourrir pendant leur service militaire,

(1) On affecte chaque année à l'*Ersatzreserve* un nombre de jeunes gens tel qu'avec sept classes on puisse parer aux premières exigences de la mobilisation, soit environ 88,000 par an.

n'accomplissent qu'une année de service actif, puis sont affectés à la réserve de l'armée active.

» Ces jeunes gens doivent être porteurs d'un certificat d'instruction générale, délivré par certains établissements désignés par le Gouvernement, ou subir avec succès l'examen correspondant, devant une commission militaire instituée à cet effet.

» Les jeunes gens qui se distinguent dans une branche de la science ou de l'art ou de la mécanique peuvent exceptionnellement être dispensés de fournir le certificat d'instruction. Ils n'ont à passer qu'un examen sur les connaissances des programmes de l'école primaire.

» Les instituteurs et candidats instituteurs ne servent également que pendant un an, sans être obligés de se nourrir et de s'équiper à leurs frais.

FRANCE. (Loi de 1905.)

Obligations militaires.

» Aux termes des articles 1 et 2 de la loi du 21 mars 1905, tout Français doit le service militaire personnel. Le service est égal pour tous. Hors le cas d'incapacité physique, il ne comporte aucune dispense.

Durée des obligations militaires : 25 ans, savoir :

Armée active	2 ans,
Réserve de l'armée active	11 ans,
Armée territoriale	6 ans,
Réserve de l'armée territoriale.	6 ans.

Exemption définitive.

» D'après l'article 18, sont exemptés de tout service militaire, soit armé, soit auxiliaire, ceux chez qui une constitution générale mauvaise ou certaines infirmités déterminent une impotence partielle ou totale.

» Les jeunes gens atteints d'une infirmité relative sans que leur constitution générale soit douteuse sont assignés au service auxiliaire (S. A.).

Ajournements.

» Les jeunes gens d'une constitution physique trop faible sont ajournés à l'année suivante. Ils sont alors, soit exemptés définitivement, soit astreints à 2 ans de service dans l'armée active ou dans le service auxiliaire. Ceux classés dans le service auxiliaire peuvent être ajournés jusqu'à 25 ans s'ils demandent à être, en cas d'aptitude physique, admis ultérieurement dans le service armé.

» Les hommes du service auxiliaire ne reçoivent qu'une instruction militaire sommaire. Ils sont ensuite répartis entre les corps de troupe et les établissements, et employés comme secrétaires, ouvriers, gardes-magasins, ordon-

nances des officiers non montés ne faisant pas partie des formations de campagne, etc.

Sursis.

» Des sursis renouvelables d'année en année jusqu'à l'âge de 25 ans peuvent être accordés sur leur demande aux jeunes gens qui, soit en raison de leur situation de soutien de famille, soit dans l'intérêt de leurs études, soit pour leur apprentissage, soit pour le besoin de l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale à laquelle ils se livrent pour leur compte ou pour celui de leurs parents, soit pour résidence à l'étranger, ne peuvent être enlevés immédiatement à leurs travaux.

» Les réservistes pères de quatre enfants vivants passent de droit dans l'armée territoriale, et les pères de six enfants vivants, dans la réserve de l'armée territoriale.

» Les militaires ayant accompli au moins 3 ans de service actif sont dispensés d'une des deux périodes d'exercices dans la réserve, ceux ayant accompli au moins 4 ans de service actif sont dispensés des deux périodes.

PAYS-BAS.

Obligations militaires.

» Le service militaire est personnel.

» Le contingent annuel de 17,500 hommes est obtenu par voie de tirage au sort.

» *La durée des obligations militaires* est de 15 ans, savoir :

Milice	8 ans.
Landweer	7 —

» La durée du service actif est de 8 1/2 mois (4 mois pour 5,200 jeunes gens qui ont obtenu le certificat d'instruction militaire préparatoire, ou, à défaut, qui ont tiré les numéros les plus élevés au tirage au sort) dans les troupes à pied et de 18 mois dans les troupes montées.

» Une partie du contingent des troupes à pied est ensuite maintenue ou rappelée pendant 2 ou 4 mois, et tout le contingent des troupes montées est maintenu pendant 6 mois dans la portion restante (*blijvengedeelte*).

Exemption définitive.

» Sont exemptés définitivement du service :

» 1^o Les jeunes gens inaptes pour infirmités ou défaut de taille (moins de 1^m.55).

» 2^o La moitié des enfants mâles ; la plus petite moitié, s'ils sont en nombre impair.

Dispenses.

» Aux termes de l'article 113 de la loi sur la milice de 1901, sont, sur leur demande, *dispensés du service en temps de paix* :

» A) « L'ecclésiastique, le desservant du culte, le missionnaire, le frère-diacre d'une communauté religieuse, ainsi que l'étudiant en théologie et le pupille missionnaire qui se préparent, dans un établissement d'instruction, à l'exercice des fonctions d'ecclésiastique, de desservant du culte ou de missionnaire; le frère novice qui se prépare à la dignité de frère-diacre d'une communauté religieuse; le frère de la religion catholique romaine qui appartient à un établissement religieux établi dans le pays. »

» Les instructions prises en exécution de l'article 113 susdit étendent le bénéfice de la dispense : aux ecclésiastiques, desservants et élèves en théologie pour les différentes sectes du culte réformé, des cultes catholique et israélite; aux frères-diacres des communautés religieuses jouissant de la personnification civile, qui ont prononcé des vœux et s'occupent des soins à donner à certains malades; aux missionnaires des communautés similaires qui se consacrent exclusivement à leur mission, ainsi qu'aux pupilles missionnaires des mêmes établissements; et enfin aux frères d'un ordre, congrégation ou association du culte catholique romain, qui, après un noviciat, prononcent des vœux.

» B. Les jeunes gens qui se trouvent dans des situations particulières, et notamment les soutiens de famille ou des personnes assimilées que l'absence de soutien mettrait à charge de la bienfaisance publique. Chacune de ces dispenses doit faire l'objet d'un arrêté royal motivé inséré au journal officiel.

» La dispense pour les catégories A et B, renouvelée d'année en année, jusqu'à la 8^e année incluse, est retirée aux miliciens qui ne réunissent plus les conditions requises.

» Dans ce cas, ils sont astreints à accomplir la période de service actif comme les miliciens de leur classe.

» C) Les étudiants en médecine et les étudiants vétérinaires appelés au service dans la milice qui souscrivent : 1^o un engagement volontaire de 10 ans; 2^o l'obligation de rester à la disposition du Ministre de la Guerre pendant 8 ans, à partir du jour de leur nomination d'officier de santé ou d'officier vétérinaire de réserve (cette durée peut être prolongée éventuellement de 5 ans pour les vétérinaires et, jusqu'au moment où ils ont rempli leurs obligations dans la landweer, pour les médecins).

» Ceux qui n'obtiennent pas le diplôme professionnel, qui sont renvoyés de l'Université ou jugés indignes d'occuper le rang d'officier de réserve, de même que ceux qui abandonnent leurs études sans motif légitime, sont, à moins de dispositions contraires, à fixer par arrêté royal, rappelés pour 8 mois ou pour un an au plus, suivant qu'ils suivaient les cours vétérinaires ou les cours de médecine.

» Sont dispensés en temps de paix et en temps de guerre du service dans la landweer :

» Les chefs des départements ministériels, les membres du Parlement, des conseils provinciaux, les fonctionnaires et employés de certaines administrations.

» Sont dispensés en temps de guerre du service dans la landweer :

» Les fonctionnaires et employés de certains établissements et de divers services publics.

Sursis.

» Trois sursis d'appel de 1 an sont accordés aux miliciens pour raisons d'étude, de profession ou de situation de famille.

SUISSE.*Obligations militaires.*

» Aux termes de la loi du 12 avril 1907, tout Suisse doit le service militaire.

» La durée des obligations militaires est de 28 ans. savoir :

Élite	12 ans (10 dans la cavalerie).
Landwehr . . .	8 ans (10 dans la cavalerie).
Landsturm . . .	8 ans.

Durée du service actif.

» Elite	{	Infanterie et génie	65 jours.
		Cavalerie.	90 jours.
		Artillerie et troupes de forteresses. . . .	75 jours.
		Train, service de santé et des subsistances.	60 jours.
a) 1 ^{re} instruction . .	{	Cavalerie, 8 cours de	11 jours.
		Artillerie et troupes de forteresses, 7	
		cours de	14 jours.
b) cours de répétition annuels. .	{	Autres troupes, 7 cours de	11 jours.
» Landwehr. . . .	{	Toutes les troupes, sauf la cavalerie, 1	
		cours de répétition de	11 jours.

Exemption définitive.

» Les jeunes gens inaptes pour incapacité physique.

Dispense.

» Les jeunes gens impropres au service armé, mais qui peuvent être employés en temps de guerre dans les services de transports, de santé, etc., sont affectés aux *services complémentaires* et ne sont astreints à aucune période d'instruction en temps de paix.

Exemptions partielles.

» Pour sauvegarder les intérêts d'ordre public et assurer le fonctionnement des administrations de la Confédération, la loi d'organisation militaire accorde des exemptions temporaires de service aux fonctionnaires et employés de ces services et administrations, *ainsi qu'aux ecclésiastiques qui ne servent pas comme aumôniers dans l'armée.*

» Tous doivent cependant assister à une école de recrues et sont incorporés dans un corps de troupe où ils figurent sur les contrôles.

Taxe militaire.

» Ceux qui pour un motif quelconque n'accomplissent pas le service personnel sont assujettis, jusqu'à l'âge de 40 ans, à une taxe militaire.

*
*
*

La section centrale décida en outre de poser des questions relatives aux exemptions nouvelles que le gouvernement proposait.

Les voici :

PREMIÈRE QUESTION.

L'article premier, § 2, B, porte : « Les missionnaires se consacrant de façon continue à une œuvre de mission à l'exclusion de toute autre fonction ecclésiastique, conformément aux règles d'un ordre religieux, fixé à l'intérieur du pays et reconnu par les autorités officielles religieuses de la confession intéressée. »

La section centrale désire savoir ce que le Gouvernement entend :

a) *Par les mots : « les missionnaires se consacrant d'une façon continue à une œuvre de mission » et notamment si les prêtres se consacrant à des œuvres de mission à l'intérieur du pays sont définitivement exemptés ;*

b) *Par les mots : « à l'exclusion de toute autre fonction non ecclésiastique » ;*

c) *Par les mots : « ordre religieux » ;*

d) *Par les mots : « autorités officielles religieuses de la confession intéressée ».*

RÉPONSE.

« Le texte proposé est la reproduction du texte de la loi hollandaise art. 113) ; mais développé en tenant compte des commentaires donnés de ce texte par les instructions administratives. En donnant ainsi plus de précision au texte proposé à la Chambre, l'initiative du Gouvernement exécutif est limité en cette matière ; ce qui semble conforme à nos traditions politiques.

» a) Cet article ne concerne pas la religion catholique, où tous les missionnaires sont prêtres, et sont donc exemptés en tant que ministres des cultes. Le terme ministre des cultes comprend, en effet, dans le projet de loi, comme sous l'empire de la loi sur la milice de 1870, tous ceux qui ont été ordonnés sous-diacres, sans distinction entre l'ordre séculier et l'ordre régulier.

» Il a fallu tenir compte des missions protestantes, où des membres non liés par des vœux se consacrent aux missions. Les missions à l'intérieur du pays exemptent au même titre que celles à l'extérieur.

» b) Il faut entendre par fonction non ecclésiastique, une fonction n'ayant aucune relation avec l'œuvre du missionnaire, le commerce dans le seul but de lucre personnel, par exemple.

» L'enseignement, l'hospitalisation, l'agriculture, en tant qu'œuvres secondaires, de l'évangélisation, ne peuvent faire obstacle à l'exemption des missionnaires qui s'y consacrent.

» c) Il s'agit de toute association d'hommes se soumettant à des règles

religieuses communes pour poursuivre, sous l'autorité officielle de la confession à laquelle elle appartient, un but ecclésiastique ou humanitaire.

» d) Pratiquement, il y a trois cultes en Belgique : catholique, protestant et israélite, dont les autorités officielles religieuses sont respectivement :

- » Les évêques ;
- » (Le Saint-Siège pour certains ordres) ;
- » Le directeur du synode évangélique ;
- » Le président du comité central anglican ;
- » Le président du conseil d'administration de l'église protestante libérale ;
- » Le grand rabbin.

2^e QUESTION.

La section centrale désire savoir comment le Gouvernement pourra connaître les règles des ordres religieux ?

RÉPONSE.

» Le Gouvernement s'adressera, pour connaître les règles des ordres religieux, pour autant que cela lui soit nécessaire, aux autorités officielles religieuses de la confession intéressée. »

3^e QUESTION.

La section centrale désire savoir quelles sont les confessions dont les missionnaires pourront être exemptés ?

RÉPONSE.

» Conformément à la Constitution, toutes les confessions seront mises sur le même pied. »

4^e QUESTION.

Le projet de loi porte à l'article 1, § 3, A :

« Les personnes qui font partie d'un ordre religieux, congrégation, association, fixée dans le pays dont les membres, après noviciat, se lient par des vœux. »

La section centrale désire savoir comment le Gouvernement pourra connaître les ordres religieux dont les membres remplissent les conditions requises par l'article.

RÉPONSE.

» Le Gouvernement s'adressera aux autorités religieuses désignées plus haut. »

5^e QUESTION.

Comment, à la suite des exemptions prévues par l'article premier, organisera-t-on, en temps de guerre, le service des ambulances et du transport des blessés ?

RÉPONSE.

» Actuellement, le service des ambulances et de transport des blessés est organisé comme suit :

» 1° *Sur la ligne de combat*, le service est assuré par les *brancardiers des corps*. Ces militaires reçoivent, à cet effet, pendant le terme d'activité, une instruction supplémentaire donnée par les médecins du régiment; ils ne sont pas couverts par la convention de Genève; ils portent un brassard jauné orangé pendant l'exécution de leur service de brancardier;

» 2° *Dans les ambulances, aux places de pansement organisées par les colonnes d'ambulance sur le champ de bataille, et dans les hôpitaux des places fortes*, par des soldats du bataillon d'administration (infirmiers) et des dispensés du service en temps de paix (2,000 environ) rattachés administrative-ment au bataillon d'administration.

» Ces dispensés reçoivent, à cet effet, une instruction spéciale de brancardier et d'ambulancier, soit dans les écoles normales, soit dans les établissements d'instruction religieux. Ils portent le brassard de la convention de Genève (croix rouge sur fond blanc) et sont couverts par la convention de Genève.

» Sous l'empire de la nouvelle loi, les dispensés du service en temps de paix disparaîtront; d'autre part, le contingent sera plus élevé qu'actuellement. Dans ces conditions, tous les postes de brancardiers et d'ambulanciers devront et pourront être fournis par des militaires astreints au service en temps de paix, notamment des hommes du bataillon d'administration. Dans les places fortes, la Croix Rouge pourra intervenir dans une certaine mesure pour fournir des infirmiers aux hôpitaux à l'intérieur et aux dépôts de convalescents. »

*
* *

A la suite de ces réponses, un membre de la section proposa de donner au paragraphe 2° de l'article 26 et au paragraphe 1° de l'article 27 relatifs aux exemptions des missionnaires et des religieux, une rédaction plus précise, plus serrée et répondant mieux aux intentions des auteurs mêmes du projet.

La section centrale a adopté ce nouveau texte.

Un membre a fait observer que « l'exposé des motifs ne donne aucune justification des modifications proposées à la législation actuelle, quant aux immunités ecclésiastiques et monacales; il estime qu'en présence du maintien du remplacement il n'y a pas lieu d'innover. »

On sait que, contrairement à ce qui a été dit, les exemptions ecclésiastiques ne privent le pays, dans le système du projet, que d'un petit nombre de soldats, puisque les familles dont l'ainé est exempté à raison de sa vocation sacerdotale donnent un autre fils à l'armée.

Quelques soldats, il est vrai, pourraient être enlevés à l'armée; ce sont les exemptés qui n'ont pas de frère pour les remplacer, qu'ils soient fils uniques ou que leurs frères soient tous inaptes au service.

Convaincue que les prêtres catholiques et les ministres des cultes revendiqueraient comme un honneur d'exercer leur ministère sur les champs de bataille, sachant même qu'elle va au devant de leurs vœux, la section centrale a décidé que les bénéficiaires des immunités ecclésiastiques ne seront exemptés que si un frère sert à leur place. Pour les autres, ils ne seront que dispensés en temps de paix, comme aujourd'hui.

Mais imposer le service, fût-ce en temps de guerre, au prêtre, au ministre d'un culte, même lorsqu'un de ses frères a été incorporé à sa place, ce serait violer le principe inscrit en tête de la loi : un fils par famille. La section ne l'a pas admis.

Le texte proposé par le Gouvernement au 5° de l'article 27 a été modifié dans la forme : la section centrale a cru préférable d'adopter purement et simplement la rédaction de l'article 21 paragraphe 2 de la loi française de 1905. Le sens n'a pas changé. Des membres de la section voudraient voir élargir ces sursis de manière à permettre aux jeunes gens de ne pas interrompre leurs études après trois ans. Toutefois aucun texte n'a été proposé.

La section centrale a décidé d'exempter ceux qui sont de façon continue au service de l'État dans la colonie.

Une réponse faite par le Gouvernement indique une des conséquences de certaines exemptions temporaires.

QUESTION.

Dans le cas où le projet serait adopté, le régime dont bénéficient actuellement les jeunes gens faisant des études supérieures sera-t-il maintenu et, éventuellement, au profit de quelles catégories de militaires ?

RÉPONSE.

« Sous le régime de la loi projetée, le milicien pourrait différer son entrée au service jusqu'à sa 24^e année. De plus, de larges exemptions temporaires seraient accordées aux jeunes gens qui subiraient un préjudice grave en interrompant leurs études.

Dans ces conditions nouvelles, les compagnies universitaires, maintenues d'ailleurs à titre précaire depuis 1902, pourraient être supprimées, conformément à l'article 85 B de la loi de milice. »

Toujours à propos des exemptions une question a été posée au gouvernement.

QUESTION.

Y aurait-il inconvénient à abaisser la taille que les jeunes gens doivent atteindre pour être admis au service actif ?

RÉPONSE.

» La réduction du minimum de la taille dans certains pays a eu pour but primordial l'augmentation du nombre des incorporations qui tendait à décroître.

» Cette situation n'existe pas chez nous; et, dès lors, puisque les circonstances le permettent, il y a lieu de choisir parmi les inscrits les plus aptes à former des soldats d'élite.

» La stature est l'un des éléments à considérer à ce point de vue, et l'expérience prouve que, dans notre pays, loin d'abaisser le minimum, l'armée ne pourrait que gagner à son relèvement. »

Le libellé de l'article 27 a été modifié par la section centrale comme il a été exposé plus haut, en vue de l'emploi de l'excédent.

CHAP. X. — Des Congés.

Avant toute discussion de l'article 83 auquel la section a joint le 6° de l'article 1^{er} du projet, un membre a désiré que les questions suivantes fussent posées au gouvernement.

QUESTION.

Le 6° de l'article premier porte :

« *L'organisation de l'armée est basée sur un effectif moyen en solde de 42,800 hommes.* »

a) *Que faut-il entendre par les mots « effectif moyen en solde » ?*

b) *Sur quelles bases cet effectif sera-t-il calculé ?*

c) *Plus spécialement, comprendra-t-on dans cet effectif les volontaires de toutes les catégories, les pupilles, les civils militarisés, les hommes en permission, les hommes en congé limité, les hommes en jugement, les hommes dans les hôpitaux ?*

d) *L'effectif moyen en solde sera-t-il calculé sur les bases de l'instruction du 10 septembre 1902 ?*

RÉPONSE.

« a) Par « effectif moyen en solde » il faut entendre la moyenne journalière des hommes « présents à leur unité, en petite permission n'excédant pas un mois, à l'hôpital, détachés, à la discipline, à la correction ».

» Ne sont pas compris dans cet effectif : les hommes manquants, en jugement, détenus dans les prisons civiles, en permission de plus d'un mois, en congé de convalescence. (Voir déclaration du Ministre de la Guerre dans la séance du 24 novembre 1908, *Ann. Parlem.*, page 87; annexes I et II au rapport de la Commission d'enquête, page 79, question de M. Segers, et page 96, question de M. Hymans.)

» b) Cet effectif moyen résultera, comme précédemment, des éléments produits par les situations d'effectifs établies journallement d'après les rapports journaliers des unités, puis mensuellement dans les corps et centralisées au Département de la Guerre.

» Il s'obtient mensuellement ou annuellement en divisant le total des relevés journaliers par le nombre de jours du mois ou de l'année. (Voir déclara-

tion du Ministre de la Guerre à la Chambre dans la séance du 24 novembre 1908, *Ann. Parlem.*, page 87 ; annexes I et II au rapport de la Commission d'enquête, page 72, Exposé général des bases de calcul adoptées pour établir les situations d'effectifs, et page 79, question de M. Segers. Voir également le rapport fait, au nom de la Commission d'enquête, par M. Pouillet, pages 2 et 13.)

» c) Oui, on comprendra dans cet effectif les volontaires de toutes catégories, les pupilles, les civils militarisés, les hommes en permission n'excédant pas un mois et les hommes dans les hôpitaux ; mais on n'y comprendra pas les hommes en congé excédant un mois ni les hommes en jugement. (Leur total ne s'est élevé qu'à 33 pendant l'exercice 1907-1908.)

» d) La commission d'enquête a d'ailleurs reconnu que ce mode de calcul donne vraiment la moyenne mathématiquement exacte des présences pendant l'année, car cette moyenne est déduite de la totalisation des présences constatées à chacun des trois cent soixante-cinq jours de l'année.

» (Exposé général des bases de calcul adoptées pour établir la situation des effectifs : annexes I et II au rapport, page 74 ; rapport de M. Pouillet, page 13.)

QUESTION.

Le 7^o de l'article premier porte :

« En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée. »

A. *Quelles seront les conditions et la durée des congés accordés aux miliciens et aux volontaires de toutes catégories ?*

B. *A quelles époques les congés seront-ils accordés ?*

C. *Les bénéficiaires des congés pourront-ils en choisir la date, y renoncer ?*

RÉPONSE.

» A. Les miliciens et volontaires de toutes catégories pourront continuer à obtenir les congés prévus par les articles 85 et 100 de la loi de 1902 sur la milice.

» B. Afin de ne pas porter préjudice à l'instruction et de ne pas entraver la marche des services, l'octroi des congés est réglé par les chefs de corps.

» Ces congés, en dehors de ceux donnés à la Noël, à la nouvelle année et à Pâques, ne sont délivrés aux hommes de la *nouvelle levée* qu'après l'achèvement de leur première période d'instruction.

» (Page 83 des annexes I et II du rapport de la commission d'enquête, et paragraphe 54 de l'instruction générale du 2 avril 1903, annexée au règlement pour les militaires en congé.)

» C. En principe, les congés sont accordés aux militaires qui ont terminé leur première instruction, aux époques les plus spécialement favorables à l'exercice de leur profession, pour autant que les exigences du service et de l'instruction des troupes le permettent.

» D'autre part, tout militaire peut toujours, si tel est son désir, renoncer aux congés.

» (Page 84 des annexes I et II au rapport de la commission d'enquête parlementaire.)

QUESTION.

Dans le cas où l'effectif moyen en solde dépasserait 42,800 hommes, suivant quelles règles seraient déterminés : a) les hommes qui, ayant accompli les deux tiers de leur service et ayant satisfait aux épreuves imposées pour l'obtention du grade de caporal ou de brigadier, seraient renvoyés en congé illimité, et b) le moment où ils le seraient ?

RÉPONSE.

» a) Suivant le rendement du contingent et du volontariat, les chefs de corps appliqueraient la mesure en totalité ou en partie, et, dans ce dernier cas, en tenant compte des résultats des épreuves subies et de la conduite ;

» b) l'envoi en congé se ferait au moment où ce serait nécessaire, pour ne pas dépasser l'effectif de paix fixé. »

Le paragraphe du projet conçu comme suit : « L'organisation de l'armée est basée sur un effectif moyen en solde de 42,800 », a donné lieu à une courte discussion. Un membre a demandé qu'on invitât le Gouvernement à fournir la justification actuelle du chiffre de 42,800 hommes. Par six voix contre une, la section centrale a refusé de poser cette question, les raisons qui ont déterminé le Gouvernement à s'arrêter à ce chiffre et à le maintenir étant connues depuis la discussion de la loi de 1902.

Mais la section centrale estime que ce chiffre de 42,800 hommes ne doit pas être inséré dans la loi organique, mais éventuellement dans la loi du contingent. Il représente la quantité d'hommes que le Gouvernement peut maintenir en solde sans l'intervention de la Législature.

Personne ne prétend que l'insertion de ce chiffre dans la loi du contingent soit obligatoire. Mais la section estime que si on l'introduit dans une loi, c'est dans la loi du contingent qu'il trouve sa place.

La section centrale a pensé qu'il ne pouvait appartenir au pouvoir exécutif d'augmenter la durée du service effectif. Quoique l'exposé des motifs n'en dit rien et que la chose ne semblât pas être dans les vues du gouvernement, le projet de loi donnait à un arrêté royal le pouvoir non pas seulement de diminuer la durée, mais aussi de l'augmenter.

La nouvelle rédaction proposée a pour but de ne laisser au Gouvernement que le pouvoir de réduire la durée du service. Comme d'autre part, personne ne peut enlever ce droit au pouvoir législatif, il en résulte que la réduction pourra désormais être décrétée de deux manières : par la loi et par un arrêté royal.

Certains membres de la section centrale auraient voulu que la loi décrêtât dès à présent une réduction.

Un amendement fixait le temps de service actif à six mois en maintenant le rappel d'un mois pour l'infanterie, l'artillerie de forteresse, les compagnies spéciales d'artillerie, le génie, le bataillon d'administration et à un an, sans rappel, pour la cavalerie, l'artillerie montée et à cheval et le train. Cet amendement fut repoussé par 6 voix contre 4.

La section centrale estime qu'il est impossible de faire un bon soldat pendant ce court laps de temps.

Un membre, tout en se réservant de se rallier à une diminution plus forte, a proposé de réduire la durée du service à quinze mois, chiffre de la section centrale de 1901, et subsidiairement à dix-huit mois, chiffre indiqué dans la réponse du Gouvernement à la section centrale. Ces amendements furent repoussés, par 3 voix contre 2, et 1 abstention comme prématurés. Puisque la durée du temps de service est en corrélation intime avec le chiffre du contingent et que ce chiffre est inconnu, il paraît illogique de décider dès à présent que le temps de service sera réduit.

Le vote de la section sur ces deux derniers amendements n'a donc plus le même caractère que son vote sur le premier. La section repousse à priori le service de six mois; elle n'écarte pas en principe le service de quinze ou de dix-huit mois.

CHAP. XIII. — *Des engagements volontaires.*

Le paragraphe de l'article 100, qui est relatif aux volontaires du contingent, doit être abrogé, puisque cette espèce de volontariat supposait des jeunes gens tenus de participer au tirage au sort et que celui-ci est supprimé.

Par contre le projet prévoit deux nouvelles catégories de volontaires qu'il appelle volontaires de milice. Ce sont les frères qui veulent servir à la place de leurs frères et ce sont les jeunes gens qui établissent que, pour les raisons énumérés dans la loi, il est indispensable qu'ils soient incorporés avant l'époque de leur inscription.

La section a décidé que tous les volontaires seront numériquement comptés dans le contingent de l'armée à laquelle leur terme de milice prend cours.

Un membre a désiré poser la question suivante relativement aux volontaires de réserve.

QUESTION.

Le volontariat de réserve sera-t-il maintenu dans ses formes actuelles ?

RÉPONSE.

» Le projet de loi maintient le volontariat de réserve dans ses formes actuelles, mais cette catégorie de volontaires deviendra inutile le jour où grâce aux dispositions proposées, l'armée aura ses effectifs de guerre complets. »

Disposition transitoire.

Cette disposition a provoqué la question suivante :

L'Exposé des motifs porte :

« Toute famille dont un fils a été inscrit pour la milice avant 1910, c'est-à-dire jusques et y compris 1909, sera libéré de toute obligation militaire. La loi n'aura aucun effet rétroactif quelconque. L'exemption s'applique même aux familles dont aucun fils n'a servi. Il y aura de ce chef 39,500 familles environ qui seront désormais libérées de tout souci de l'avenir. »

1^{re} QUESTION.

Sur quelles bases a-t-on établi ce chiffre de 39,500 familles ?

RÉPONSE.

» Ce chiffre de 39,500 familles ou miliciens inscrits sur les listes de milice n'est évidemment qu'approximatif puisqu'on ne sait pas quel sera le nombre des inscrits en 1910.

» Voici comment ce chiffre a été établi :

» Il y a eu en moyenne, pendant les trois dernières années, 64,500 inscrits.

» En admettant que le chiffre des inscrits se rapproche de cette moyenne l'année prochaine et que sur ce nombre, on ne retienne pour la levée de milice que les premiers inscrits de leur famille au nombre de 26,500 environ, les autres, soit $64,500 - 26,500 = 38,000$, seraient libérés.

» On peut ajouter au bas mot 1,500 unités pour les ajournés des trois levées antérieures qui sont exposés à être incorporés : ce qui fait 39,500 miliciens libérés immédiatement de toute obligation militaire. »

2^{me} QUESTION.

Combien de ces familles bénéficieront de l'article 3 sans qu'un seul des frères accomplisse ou ait accompli un terme de milice ?

RÉPONSE.

» Il est difficile d'établir combien, parmi les familles des 39,500 libérés, il y en aurait qui ont déjà fourni un fils à l'armée.

» On peut évaluer très approximativement leur nombre comme suit :

» Il y a environ, actuellement, 3,000 exemptions pour service de frère sur 24,000 miliciens examinés, soit une proportion de 12.50 p. c.

» S'il suffisait, pour pouvoir invoquer l'exemption, qu'un frère eût servi, quel que soit le nombre des frères, le nombre des exemptés pour service de frère serait plus considérable que maintenant où l'on incorpore 2 frères sur 4, etc.

» Supposons que les exemptions s'élèveraient alors à 15 p. c., au lieu de 12.50 p. c., et que cette proportion se retrouve dans l'ensemble des miliciens inscrits pour la levée, on aurait : $\frac{63.000 \times 15}{100} = 9.750$ miliciens ayant eu un frère au service.

» Sur les 39,500 familles libérées — dont 38,000 de la levée de 1910 —, il y en aurait donc $38,000 - 9,750 = 28,250$ qui bénéficieraient en 1910 de l'article 3, sans qu'un seul des frères accomplît ou eût accompli un terme de milice.

» Remarquons que, les années postérieures à 1910, il y aura encore un grand nombre de familles qui seront libérées sans avoir fourni un fils à l'armée. Leur nombre ira en décroissant au fur et à mesure que le système nouveau aura eu son application à un plus grand nombre de familles. »

3^e QUESTION.

Ces chiffres pourraient-ils être donnés par province ou par canton de milice ?

RÉPONSE.

» Les chiffres ci-dessus étant basés sur des évaluations, et n'étant dès lors que très approximatifs, il ne semble pas fort utile de les établir par province et par canton de milice, le nombre des inscrits de 1910 étant inconnu.

» La moyenne des inscrits varie peu dans l'ensemble du pays, mais les fluctuations d'une année à l'autre sont beaucoup plus sensibles, du moment qu'on n'envisage qu'une partie du territoire. »

*
* *

Cette disposition transitoire a été vivement critiquée; l'opposition y a vu une manœuvre électorale; elle a fait remarquer que « cette disposition libère de toute charge militaire certaines familles à raison d'une simple formalité : l'inscription, alors que le projet impose aux autres l'obligation de fournir le service effectif d'un de ses membres; cette mesure établit une inégalité injustifiable ».

Il a paru à la majorité qu'en théorie, elle se justifie parfaitement puisque les 39,500 familles libérées de ce chef ont rempli ce qui était jusqu'ici l'obligation de milice : faire inscrire leurs fils et les laisser participer au tirage au sort.

En fait, si 39,500 familles sont dorénavant délivrées de toute charge sans que d'autre part, la défense nationale en soit atteinte, on ne peut que s'en réjouir.

La disposition a été votée par cinq voix contre deux.

*
* *

La section centrale ne s'est pas dissimulé qu'il y aurait encore à modifier d'autres parties de la loi de milice.

Dans le chapitre II de l'inscription, l'application des principes votés amènera fatalement des modifications. Les conseils de milice n'examinent en fait aujourd'hui qu'une très petite partie des inscrits convoqués. Il en est un grand nombre que leur numéro dispense de toute comparution. D'après le projet, il n'en sera plus de même. Le conseil de milice aura à examiner le dossier des 65,000 inscrits pour déterminer ceux qui bénéficient d'une exemption. Il faudra donc plus de temps. Et comme l'on se propose de procéder à l'incorporation le 1^{er} mai, la date de la session des conseils devra être avancée et par suite aussi, les opérations d'inscription.

Si, d'autre part, le Gouvernement veut ne présenter la loi du contingent qu'après renseignements pris sur le nombre des inscrits, il doit avancer la date d'inscription aux environs du 1^{er} octobre.

Après la suppression de l'article 16 littéra B, aucune disposition ne prévoit la clôture définitive des listes alphabétiques ni l'annonce aux intéressés que certaines demandes de libération provisoire ou définitive doivent être

adressées dans un délai déterminé à l'administration communale. C'est une lacune.

Au chapitre V relatif au conseil de milice, des membres auraient désiré proposer des modifications. La Commission d'enquête avait par exemple demandé que la faculté qui appartient au conseil de revision, de mettre les miliciens en observation fût étendue aux conseils de milice.

L'on a fait observer que si l'on remettait en question toute une matière étrangère en définitive aux deux propositions déposées, il n'y avait aucune raison de ne pas examiner les 114 articles de la loi de milice, article par article.

La section centrale a donc décidé d'écarter toute proposition qui ne serait pas un amendement aux propositions déposées ou qui n'en seraient pas la conséquence logique.

*
* *

Le rapport a suffisamment exposé les observations échangées dans les sections.

Les déclarations des gauches et celles de membres de la majorité ont d'ailleurs été textuellement insérées.

Mais il est intéressant de rappeler les votes émis.

Le projet du Gouvernement a été :

Admis.	Rejeté.	Par.	Voix pour.	Voix contre.	Abstentions.
	En 1 ^{re} section .	—	9 —	12 —	4 —
En 2 ^e section . .		—	14 —	11 —	
	En 2 ^e section .	—	8 —	15 —	
En 4 ^e section . .		—	14 —	11 —	
	En 5 ^e section .	—	6 —	20 —	1
	En 6 ^e section .	—	12 —	12 —	
			63 voix pour.	81 voix contre.	5 abstentions.

En section centrale, le projet du Gouvernement a été admis par 4 voix contre 2 et 1 abstention.

Voici l'explication de cette apparente anomalie.

Le projet du Gouvernement a été repoussé dans les sections par certains membres qui ne voulaient pas émettre de vote favorable avant d'être assurés que certaines dispositions du projet seraient modifiées et que le remplacement serait maintenu. D'autres membres se sont abstenus pour les mêmes motifs. Ils ont envoyé à la section centrale des rapporteurs chargés d'apporter au projet du Gouvernement des modifications qu'il n'est pas de tradition de présenter dans les sections.

La section centrale a fait subir ces modifications au projet. Elle espère donc qu'il réunira une majorité.

Le Rapporteur,
A. MÉLOT.

Le Président,
COOREMAN,

**Tableau de concordance de la loi avec les modifications
proposées.**

LOI DE MILICE

ARTICLES A MODIFIER.

Article 1^{er}. — Le recrutement de l'armée a lieu par des engagements volontaires.

Des appels annuels suppléent, s'il y a lieu, à l'insuffisance du nombre de ces engagements.

Art. 5. — *a)* Le contingent est réparti par le Roi entre les provinces et par le Gouverneur de la province entre les cantons de milice composés soit d'une commune, soit de plusieurs communes voisines appartenant à un même arrondissement administratif.

b) La répartition est faite proportionnellement au nombre d'inscrits de la levée.

Il est tenu compte, à chaque province et à chaque circonscription de tirage, des fractions favorables ou défavorables de la répartition de l'année précédente.

c) Les volontaires de carrière fournis par le canton sont portés en tête de la liste de tirage quand la loi les astreint à l'inscription pour la milice.

d) Si leur nombre dépasse la part à fournir par le canton dans un total de dix-huit cents volontaires, l'excédent est compté numériquement dans le contingent.

e) Si, dans un canton de milice, le nombre des volontaires à compter numériquement dans le contingent égale ou dépasse le contingent à fournir par le canton, le tirage au sort n'y a pas lieu.

f) L'excédent éventuel est attribué aux cantons limitrophes, en commençant par celui de ces cantons auquel il manque le moins de volontaires pour parfaire le contingent du canton.

Cet excédent réduit d'autant le nombre de miliciens à fournir par les cantons auxquels il est attribué.

Art 6. — *a)* Tout Belge est tenu, dans l'année où il a 19 ans accomplis, de se faire inscrire à l'effet de concourir au tirage au sort pour la levée du contingent de l'année suivante.

LOI DE MILICE.

MODIFICATIONS PROPOSÉES PAR LE GOUVERNEMENT.

I. — L'alinéa 2 de l'article 1^{er} est complété de la manière suivante :

Ces appels s'étendent à tous les jeunes gens dont un frère n'accomplit pas ou n'a pas accompli un terme de milice.

Art. 5. — Abrogé.

Art. 6. — L'article 6 est modifié de la manière suivante :

Tout Belge est tenu, dans l'année où il a 19 ans accomplis, de se faire

MODIFICATIONS PROPOSÉES PAR LA SECTION CENTRALE.

L'article 1 est complété de la manière suivante :

Le service militaire ne peut être imposé à plus d'un fils par famille.

Le nombre des inscrits qui seront appelés à former le contingent de la levée suivante est fixé chaque année par la loi.

Il ne peut être dépassé.

Art. 5. — Abrogé.

Art. 6. — Comme au projet du Gouvernement.

Art. 9. — L'inscription peut toujours être faite d'office par le bourgmestre.

Elle a lieu pour ceux dont l'âge ne peut être constaté, à l'époque où, d'après la notoriété publique, ils sont censés avoir l'âge requis *pour concourir au tirage au sort.*

Art. 10. — Celui *qui a été compris au tirage et qui prétend ne pas avoir dû être inscrit*, peut réclamer devant le conseil de milice, qui statue comme en matière d'exemption. Si sa réclamation est admise, il sera ou ajourné à un an ou déclaré définitivement exempt, selon qu'il peut encore ou ne peut plus être soumis à l'inscription.

Art. 12. — a) L'inscription se fait à la réquisition du père, de la mère, du tuteur ou de l'inscrit lui-même, suivant les distinctions établies à l'article précédent.

b) Aucun motif ne dispense de l'inscription.

c) Est réputé réfractaire celui qui n'est pas inscrit sur la liste alphabétique *avant la clôture mentionnée à l'article 16.*

d) Le gouverneur constate l'obligation de l'inscription et fait connaître au non-inscrit qu'il l'a porté au registre des réfractaires.

e) Dans les huit jours de cette notification, l'intéressé, son père, sa mère ou son tuteur, selon les distinctions établies à l'article 11, peuvent recourir à la Cour d'appel qui, si elle accueille le recours, peut ordonner la radiation de l'intéressé, ou son assimilation au milicien *dont il s'agit à l'article 22.*

f) Si le recours n'est pas formé en temps utile ou s'il est rejeté, il est procédé, conformément à l'article 82, à l'examen physique du réfractaire. S'il est déclaré propre au service, il est incorporé dans les deux mois, pour un terme de huit ans, *sans compter pour le contingent assigné à son canton.* Toutefois, le Roi peut l'assimiler aux miliciens sous le rapport des congés et du remplacement.

g) Les réfractaires ne peuvent être recherchés que jusqu'à l'âge de 36 ans accomplis.

Art. 15. — Il est dressé une liste des inscrits des trois années précédentes qui ont été ajournés *et dont le numéro avait été appelé pour la formation du contingent de l'année où ils ont tiré au sort.*

CHAPITRE III.

Du tirage au sort.

Articles 16. 17. 18. 18^{bis}. 19. 20. 21. 22.

inscrire pour la levée de l'année suivante.

Art. 9. — *In fine* supprimer les mots « pour concourir au tirage au sort ».

Art. 10. — Supprimer les mots « qui a été compris au tirage ».

Art. 12. — Comme ci-contre.

c) Supprimer les mots « avant la clôture mentionnée à l'article 16 ».

e) Supprimer les mots « dont il s'agit à l'article 22 ».

f) Supprimer les mots « sans compter pour le contingent assigné à son canton ».

Art. 15. — Supprimer les mots « et dont le numéro ... » jusqu'à la fin de l'article (mots imprimés en italique).

CHAPITRE III.

Abrogé.

Art. 9. — Comme au projet du Gouvernement.

Art. 10. — Le commencement de l'article 10 est modifié comme suit :

Celui qui prétend avoir été indument inscrit peut réclamer ... (le reste, comme dans la loi).

Art. 12. — Comme ci-contre.

c) Comme au projet du Gouvernement.

e) Comme au projet du Gouvernement.

f) Comme au projet du Gouvernement.

Art. 15. — Comme au projet du Gouvernement.

CHAPITRE III.

Abrogé.

CHAPITRE IV.

Des exemptions, des dispenses (*d'incorporation*) et des exclusions.

Art. 26. — Sont exemptés définitivement :

1° Celui dont la taille ne dépasse pas un mètre quatre cents millimètres et celui dont les vingt-trois ans seront accomplis au 31 décembre de l'année courante et qui n'a pas la taille d'un mètre cinq cent cinquante millimètres;

2° Celui qui est atteint d'infirmités incurables qui le rendent impropre au service militaire;

3° Celui dont le frère a accompli un terme de huit années de service, est décédé au service ou n'a cessé de faire partie de l'armée que par suite de faits indépendants de sa volonté ou de sa faute.

Art. 27. — Sont exemptés pour une année .

CHAPITRE IV.

L'article suivant est inséré en tête du chapitre IV :

Tout inscrit est appelé au service, à moins qu'il n'ait encouru l'exclusion, s'il n'établisse qu'il a droit à la libération provisoire ou définitive en vertu des dispositions de la présente loi.

A l'article 26 sont ajoutés les alinéas suivants, qui en formeront les numéros 1° et 2° :

1° Les ministres des cultes ;

2° Les missionnaires se consacrant de façon continue à une œuvre de mission, à l'exclusion de toutes autres fonctions non ecclésiastiques, conformément aux règles d'un ordre religieux fixé à l'intérieur du pays et reconnu par les autorités officielles religieuses de la confession intéressée ;

Art. 26. — A cet article sont ajoutés les alinéas suivants qui en formeront les n° 1° et 2° :

1° Les ministres des cultes ;

2° Ceux qui se consacrent exclusivement et de façon continue aux travaux d'une œuvre de mission approuvée par les autorités attitrées d'un des cultes visés à l'article 117 de la Constitution.

Les premiers mots de l'alinéa 3° de la loi sont modifiés de la manière suivante : « Celui dont un frère ... » (le reste comme dans la loi).

A l'article 27 sont ajoutés les alinéas suivants, qui en formeront les numéros 1° à 5° :

1° Les personnes qui font partie d'un ordre religieux, congrégation, association fixée dans le pays, dont les membres, après noviciat, se lient par des vœux, à condition que cet ordre soit reconnu par les autorités officielles religieuses de la confession intéressée ;

2° Ceux qui, après leurs études moyennes, se destinent au ministère ecclésiastique ou aux missions et sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par la loi,

Art. 27. — L'article 27 de la loi est modifié comme suit :

I. Sont exemptés pour un an :

1° Ceux qui font partie d'une communauté religieuse fixée dans le pays et dont les statuts et la composition sont approuvés par les autorités attitrées d'un des cultes visés à l'article 117 de la Constitution ;

2° Comme au projet du Gouvernement ;

1° Celui dont la taille n'atteint pas un mètre cinq cent cinquante millimètres;

2° Celui qui, atteint d'infirmités curables, n'est pas jugé capable de servir avant le 1^{er} octobre de l'année courante; ^{tu}

3° Celui qui est, soit l'unique enfant, soit l'unique descendant légitime d'une personne encore vivante, à moins qu'il n'appartienne à une famille qui soit dans l'aisance;

4° Celui qui est l'indispensable soutien : a) de ses père et mère ou de l'un d'eux ; b) si ces derniers sont décédés, de ses aïeuls ou de l'un d'eux ; c) d'un ou de plusieurs frères ou sœurs ;

5° Le père resté veuf avec un ou plusieurs enfants ;

6° Celui dont le frère remplit un terme de huit années de service.

L'aîné des frères appelés ensemble à faire partie d'une levée, *et dont les numéros sont atteints par la formation du contingent*, exempte son frère

s'il en existe pour leur culte.

Sont assimilés aux élèves en théologie, les étudiants en philosophie qui se vouent à l'état ecclésiastique, tant qu'ils n'ont pas accompli leur vingt-deuxième année;

5° Ceux qui se préparent à l'enseignement primaire ou à l'enseignement moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou dans les établissements normaux soumis à l'inspection de l'État;

4° Les élèves sortis de ces institutions munis d'un diplôme de capacité, lorsqu'ils sont attachés à un établissement soumis à la direction ou à l'inspection de l'État. A partir de la délivrance de ce diplôme, un délai de deux ans est accordé pour remplir cette condition;

5° Comme au projet du Gouvernement.

4° Comme au projet du Gouvernement.

5° Ceux qui sont de façon continue au service de l'État dans la colonie;

6° Celui dont la taille n'atteint pas un mètre cinq cent cinquante millimètres;

7° Celui qui, atteint d'infirmités curables, n'est pas jugé capable de servir avant le 1^{er} octobre de l'année courante;

8° Celui qui est, soit l'unique enfant, soit l'unique descendant légitime d'une personne encore vivante, à moins qu'il n'appartienne à une famille qui soit dans l'aisance;

9° Celui qui est l'indispensable soutien : a) de ses père et mère ou de l'un d'eux; b) si ces derniers sont décédés, de ses aïeuls ou de l'un d'eux; c) d'un ou de plusieurs frères ou sœurs;

10° Le père resté veuf avec un ou plusieurs enfants;

11° Celui dont un frère remplit un terme de huit années de service.

L'ainé des frères appelés ensemble à faire partie d'une levée,

Au 6° de la loi, supprimer les mots
« et dont les numéros sont atteints »

comme s'il était au service, lorsqu'il est définitivement désigné et que la famille ne doit alors fournir qu'un fils à l'armée.

Lorsque la priorité d'âge entre des frères jumeaux ne résulte pas des actes de naissance, elle est déterminée par la priorité d'inscription aux registres de l'état civil ;

7° L'enfant naturel unique, légalement reconnu, qui est le soutien indispensable de sa mère n'ayant pas d'enfant légitime, pourvu que la femme de qui la reconnaissance est émanée soit désignée dans l'acte de naissance comme étant la mère, et que la reconnaissance ait été faite devant l'officier de l'état civil, un an au moins avant la publication de la liste *du tirage au sort* de la classe à laquelle appartient le milicien intéressé.

« par la formation du contingent ».

Au 7° de la loi, supprimer les mots
« du tirage au sort ».

exempte son frère comme s'il était au service, lorsqu'il est définitivement désigné et que la famille ne doit alors fournir qu'un fils à l'armée.

Lorsque la priorité d'âge entre des frères jumeaux ne résulte pas des actes de naissance, elle est déterminée par la priorité d'inscription aux registres de l'état civil ;

12° L'enfant naturel unique, légalement reconnu, qui est le soutien indispensable de sa mère n'ayant pas d'enfant légitime, pourvu que la femme de qui la reconnaissance est émanée soit désignée dans l'acte de naissance comme étant la mère, et que la reconnaissance ait été faite devant l'officier de l'état civil, un an au moins avant la publication de la liste de la classe à laquelle appartient le milicien intéressé.

II. Peuvent être exemptés pour une année :

Ceux qui établissent que leur salaire contribue à soutenir : soit 1° leur épouse avec ou sans enfant ; soit 2° leur père et mère, ou l'un d'eux ; soit 3° leurs aïeuls ou l'un d'eux ; soit 4° leurs frères et sœurs, ou l'un d'eux.

Les juridictions de milice déterminent les inscrits qui réunissent ces conditions.

L'exemption n'est prononcée de ce chef que si le nombre d'hommes désignés pour le service et effectivement entrés au service actif dépasse le contingent fixé par la loi.

Le nombre des exemptés de cette catégorie ne peut être supérieur à cet excédent.

L'exemption est prononcée en suivant l'ordre d'énumération de la loi, d'abord en faveur de l'épouse avec ou sans enfant, ensuite en faveur du fils, et ainsi de suite.

Art. 28. — a) Les ministres des cultes sont dispensés du service en temps de paix.

5° Les inscrits qui ne peuvent, sans préjudice grave, interrompre leurs études ou leur apprentissage, ou abandonner momentanément l'établissement agricole, industriel ou commercial qu'ils exploitent pour leur compte ou pour celui de leurs parents. L'exemption de ce chef ne peut être prononcée en faveur de l'inscrit de la plus ancienne année porté sur la liste prévue par l'article 15.

Art. 28. — Abrogé.

Si le nombre de ceux qui réunissent les conditions requises pour bénéficier de la présente disposition est supérieur à l'excédent, un tirage au sort détermine, parmi les soutiens de famille de la catégorie à laquelle on sera ainsi arrivé, les bénéficiaires de l'exemption.

Si le nombre de ceux qui réunissent les conditions requises pour bénéficier de la présente disposition est inférieur à l'excédent, les plus jeunes inscrits de la levée sont ajournés à l'année suivante jusqu'à concurrence du dit excédent.

Les dispositions de l'article 30 de la loi ne sont pas applicables à ces catégories d'exemptés.

Le maintien de l'exemption, une fois prononcé, n'est subordonné qu'à la continuation des conditions requises pour pouvoir en être bénéficiaire.

Un arrêté royal règle l'application de ces dispositions.

III. Des sursis d'incorporation d'une durée totale de trois ans et renouvelables d'année en année sont accordés par les juridictions de milice à ceux qui établissent que, soit dans l'intérêt de leurs études, soit pour leur apprentissage, soit pour les besoins de l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale à laquelle ils se livrent pour leur compte ou pour celui de leurs parents, soit à raison de leur résidence à l'étranger, il est indispensable qu'ils ne soient pas enlevés à leurs travaux ;

Art. 28. — Par dérogation à l'article 26 paragraphe 1°; à l'article 26,

b) Sont également dispensés, à moins qu'ils n'appartiennent à une famille qui soit dans l'aisance :

1° Ceux qui, après leurs études moyennes, se destinent au ministère ecclésiastique et sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par la loi, s'il en existe pour leur culte. Sont assimilés aux élèves en théologie, les étudiants en philosophie qui se vouent à l'état ecclésiastique, tant qu'ils n'ont pas accompli leur vingt-deuxième année;

2° Ceux qui se préparent à l'enseignement primaire ou à l'enseignement moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou dans les établissements normaux soumis à l'inspection de l'État;

3° Les élèves sortis de ces institutions munis d'un diplôme de capacité, lorsqu'ils sont attachés à un établissement soumis à la direction ou à l'inspection de l'État. A partir de la délivrance d'un diplôme, un délai de deux ans est accordé pour remplir cette condition.

c) Pendant les huit premières années de leur terme, les miliciens de ces trois dernières catégories doivent prouver annuellement, devant les conseils de milice, qu'ils continuent de réunir les conditions exigées pour jouir du bénéfice du présent article. Celui qui ne se trouve pas dans ces conditions est, dès lors, assujetti au service actif normal et traité, sous les autres rapports, comme les miliciens de sa classe.

d) Lorsque celui qui se trouve dans un des cas prévus par les deux premiers paragraphes du présent article peut également faire valoir une cause d'exemption fondée sur la composition de la famille ou sur une inaptitude physique dont la constatation n'exige pas la visite corporelle, l'exemption est prononcée, même d'office, afin que l'intéressé ne puisse jamais être compté en déduction du contingent.

e) En cas de mobilisation, les miliciens de ces diverses catégories sont appelés au service et employés à des offices utiles à l'armée (états-majors, établissements, hôpitaux, ambulances, etc.). Ils ne reçoivent pas d'équipement militaire.

f) Leur service ne procure à leur frère aucun droit d'exemption.

Art. 31 — a) Les exemptions du chef de service de frères sont déterminées d'après les règles suivantes :

b) Le service procure les exemptions nécessaires pour que le nombre des services demandés d'une famille ne dépasse pas la moitié du nombre total des fils et ne dépasse jamais trois services. Ainsi, dans les familles où les fils sont en nombre pair, il ne peut être appelé au service que la moitié; lorsque le nombre des fils est impair, la moitié plus un a droit à l'exemption.

c) Les désignations alternent avec les exemptions, à moins que, par suite d'exemptions de dispenses ou de numéros non compris dans le contingent, la famille n'ait point fourni à l'État le nombre d'hommes qui lui est dû.

d) Le renouvellement annuel de l'exemption n'est subordonné qu'à la continuation du service qui y a donné lieu.

paragraphe 2°, en ce qu'il concerne les missionnaires qui se consacrent à une œuvre de mission à l'intérieur du pays; à l'art. 27, paragraphe 1°, 2°, 3° et 4°, sont appelés au service, en cas de mobilisation, et employés à des offices utiles à l'armée, les exemptés visés dans ces paragraphes dont aucun frère n'accomplit ou n'a accompli un terme de milice.

Ils ne reçoivent pas d'équipement militaire.

Art 31. — Supprimer les paragraphes *a*, *b* et *c*.

Art. 31. — Supprimer les paragraphes *a*, *b*, *c*.

Modifier le paragraphe *d* de la manière suivante :

Le renouvellement annuel de l'exemption prononcée en vertu du

Art. 34. — a) Sont exclus du service :

1° Les individus qui ont subi devant un tribunal militaire.

b) Si l'individu a été maintenu par erreur sur la liste *du tirage au sort* ou s'il n'a encouru l'exclusion qu'après *cette opération*, il est déclaré inhabile au service par le conseil de milice.

Art. 38. — Sont appelés devant le conseil de milice :

1° Les inscrits de l'année et les ajournés portés en tête de la liste *de tirage* ;

2° Ceux qui ont obtenu une dispense provisoire de service.

Art. 44. — Les décisions du conseil sont proclamées en séance publique, consignées sur le registre *du tirage* et paraphées par le président.

Art. 46. — a) Après chaque session, le commissaire d'arrondissement envoie sans retard aux administrations communales un état des hommes du canton que le conseil a exemptés ou exclus, *et qui doivent être suppléés dans le contingent par d'autres miliciens*.

b) Cet état contient un numéro d'ordre général, *le numéro du tirage*, les noms et prénoms des inscrits sur le sort desquels il a été statué, la commune de la résidence et la cause de leur ajournement ou de leur libération définitive du service.

c) Cet état est publié et affiché dans chaque commune du canton les deux dimanches qui suivent sa réception.

d) Les actes de publication sont inscrits dans un registre à ce destiné.

Art. 49. — f) En cas d'erreur constatée par l'autorité administrative dans l'application des règles établies *par l'article 31* pour les exemptions du chef de service de frère, un recours auprès de la Cour d'appel est ouvert au Ministre de l'Intérieur jusqu'au jour de l'appel à l'activité. Ce recours est formé par écrit et adressé au procureur général près la Cour d'appel : il est dispensé de toutes autres formalités.

Art. 66. — Par exception aux articles 64^{bis}, 64⁴, 64⁷ et au numéro 1° de l'article précédent :

1° Un frère a la faculté de servir pour son frère non encore incorporé, dès qu'il a atteint sa dix-neuvième année. *S'il est admis, le frère qu'il a remplacé lui sera, lors du tirage au sort auquel son âge l'appellera à concourir, substitué sur la liste des inscrits* ;

2° Les hommes qui ont fait partie de l'armée peuvent se présenter comme remplaçants, lorsqu'ils n'ont pas trente-six ans révolus au 31 décembre précédent.

Art. 34. — a. Comme ci-contre.

b. Supprimer les mots « du tirage au sort » et « cette opération ».

Art. 38. — 1° Supprimer les mots « de tirage ».

Art. 41. — A supprimer les mots « du tirage ».

Art. 46. — a) Supprimer les mots « et qui doivent être suppléés dans le contingent par d'autres militaires ».

b) Supprimer les mots « le numéro du tirage ».

Art. 49. — f) Supprimer les mots « par l'article 31 ».

Art. 66. — Sont supprimés au 1° les mots « s'il est admis... » jusqu'aux mots « liste des inscrits ».

service d'un frère n'est subordonné... (le reste comme dans la loi).

Art. 34. — a. Comme ci-contre.

b. Comme au projet du Gouvernement.

Art. 38. — 1° Comme au projet du Gouvernement.

Art. 41. — Comme au projet du Gouvernement.

Art. 46. — a) Comme au projet du Gouvernement,

b) Comme au projet du Gouvernement.

Remplacer les litt. c et d de la loi par la disposition suivante :

Cet état est tenu dans chaque commune, à la disposition des intéressés.

Art. 49. — f) Comme au projet du Gouvernement.

Art. 66. — Le 1° de l'article 66 est abrogé (voir article 100, la disposition qui le remplace.)

Art. 70. — L'admission d'un remplaçant appartenant à la levée courante est considérée comme non avenue, si son numéro de tirage l'appelle au service.

CHAPITRE IX.

De l'incorporation.

Art. 81. — *a) Le Gouvernement fixe l'époque à laquelle les hommes désignés pour le service sont remis à l'autorité militaire.*

b) Cette remise se fait au chef-lieu de la province par le gouverneur, qui en dresse l'état en signalant spécialement les miliciens, compris dans les contingents antérieurs, dont la dispense ou le détachement sur les contrôles n'a pas été maintenu. Un état séparé indique les inscrits de la levée courante appelés au service et dispensés de l'incorporation. Chacun des intéressés reçoit préalablement du gouverneur un ordre de départ.

c) Dès que les miliciens quittent leur commune pour être dirigés vers le chef-lieu, ils sont nourris et logés aux frais de l'Etat.

Art. 83. — *a) Lorsqu'une décision de la cour d'appel ou du conseil de revision annule une désignation pour le service, le canton, sur la réquisition du gouverneur, fournit immédiatement, dans l'ordre des numéros, un autre homme pour parfaire son contingent.*

b) Il en est de même si un milicien désigné pour le service meurt avant le jour fixé pour la remise du contingent à l'autorité militaire.

c) Lorsqu'une exemption est annulée par la cour d'appel ou le conseil de revision, le dernier appelé du canton dans l'ordre des numéros, s'il sert ne sus du contingent, est remplacé par celui dont l'exemption n'a pas été maintenue.

LOI DU 21 MARS 1902.

Art. 84. — *Aucun appel pour compléter le contingent ne peut avoir lieu après le 30 septembre.*

Il est néanmoins dérogé à cette règle, lorsque des décisions sur des questions d'état, d'âge ou de droits civils, ou des décisions prises en suite d'appels exercés, conformément à l'article 49 (LITT. F), par le Ministre de l'Intérieur ou d'arrêts de la Cour de cassation modifient l'ordre primitif des appels sous les armes.

CHAPITRE X.

Des congés.

Art. 85. — *a) Les miliciens, les volontaires avec prime et les remplaçants sont envoyés en congé illimité lorsqu'ils ont passé effectivement au service actif, à partir du jour de l'appel sous les armes de leur contingent, le temps ci-après déterminé :*

Art. 70. — Abrogé.

Art. 70. — Abrogé.

Art. 81. — Le *littera a* de l'article 81 est rédigé comme suit :

Le Gouvernement détermine chaque année la répartition des effectifs dans les diverses armes, et fixe l'époque à laquelle les hommes désignés pour le service sont remis à l'autorité militaire.

Au *littera b* sont supprimés les mots imprimés en italique.

Art. 81. — Comme au projet du Gouvernement.

Art. 83. — Abrogé.

Art. 83 — Abrogé.

Art. 84. — Supprimer les mots qui sont imprimés en italique.

Art. 84. — Comme au projet du Gouvernement.

A l'alinéa 2, remplacer les mots : « modifient l'ordre primitif des appels sous les armes » par les mots : « Sont rendus après cette date ».

CHAPITRE X.

Des congés.

Art. 85. — 1. Les alinéas suivants sont intercalés dans l'article 85 :

L'organisation de l'armée est

CHAPITRE X.

Des congés.

Art. 85. — L'article 85 sera rédigé de la manière suivante :

Infanterie : vingt mois, à accomplir pendant les vingt-quatre mois qui suivent l'appel sous les armes ;

Cavalerie et artillerie à cheval : trente-six mois, à accomplir pendant les trente-neuf mois qui suivent l'appel sous les armes ;

Artillerie montée et train : vingt-huit mois, à accomplir pendant les trente mois qui suivent l'appel sous les armes ;

Artillerie de forteresse et compagnies spéciales d'artillerie : vingt-deux mois à accomplir pendant les vingt-quatre mois qui suivent l'appel sous les armes ;

Génie : vingt-deux mois, à accomplir pendant les trente-quatre mois qui suivent l'appel sous les armes ;

Bataillon d'administration : vingt-quatre mois, à accomplir d'une façon continue.

b) Nul ne peut être distrait de cette obligation et employé hors des rangs des compagnies, escadrons ou batteries, pendant les mois de service actif auxquels il est astreint par le présent article.

c) Toutefois, les miliciens, les volontaires avec prime et les remplaçants ont droit chacun à quinze jours de congé en moyenne par année de service actif normal.

d) Ce terme sera porté à un mois lorsque le total des volontaires et des rengagés des différentes catégories aura atteint 18,300 hommes.

e) Les hommes dont le service actif est de vingt mois sont tenus à un rappel d'un mois dans le courant de la troisième ou de la quatrième année de leur terme de milice.

basée sur un effectif moyen en solde de 42,800 hommes.

En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée. Un arrêté royal en détermine annuellement la durée pour les diverses armes dans une mesure compatible avec les nécessités de l'instruction, de manière que l'effectif moyen prévu ne soit pas dépassé.

Éventuellement, pourront en outre être renvoyés en congé illimité les volontaires de milice, les miliciens et les remplaçants de frère qui auront accompli les deux tiers de leur service et qui auront satisfait aux épreuves imposées pour l'obtention du grade de caporal ou de brigadier.

2. Supprimer les mots qui sont italique.

En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée. Un arrêté royal en détermine annuellement la durée pour les diverses armes dans une mesure compatible avec les nécessités de l'instruction, de manière à ce que l'effectif moyen prévu par la loi du contingent ne soit pas dépassé.

Toutefois, les miliciens, les volontaires de milice, les volontaires avec prime et les remplaçants sont envoyés en congé illimité lorsqu'ils ont passé effectivement au service actif, à partir du jour de l'appel sous les armes de leur contingent, le temps ci-après déterminé :

Infanterie : vingt mois;

Cavalerie et artillerie à cheval : trente-six mois;

Artillerie montée et train : vingt-huit mois;

Artillerie de forteresse et compagnies spéciales d'artillerie : vingt-deux mois;

Génie : vingt-deux mois;

Bataillon d'administration : vingt-quatre mois.

Nul ne peut être distrait de cette obligation et employé hors des rangs des compagnies, escadrons ou batteries, pendant les mois de service actif auxquels il est astreint par le présent article.

Toutefois, les miliciens, les volontaires de milice, les volontaires avec prime et les remplaçants ont droit chacun à quinze jours de congé en moyenne par année de service actif normal.

Ce terme sera porté à un mois lorsque le total des volontaires et des rengagés des différentes catégories aura atteint 48,300 hommes.

Art. 91. — Dans tous les cantons, les demandes de certificats motivées sur l'état de fortune de la famille doivent être adressées, verbalement ou par écrit, soit au commissaire d'arrondissement, *le jour du tirage au sort, immédiatement après cette opération*, soit à l'administration communale, *dans les dix jours*. Il est donné acte de sa déclaration à l'intéressé.

Art. 95. — Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à deux ans :

1°.

2° Ceux qui, *appelés par leur numéro à faire partie du contingent de leur classe*, ont employé des moyens propres à faire naître ou à développer des maladies ou infirmités pour se faire exempter du service, ou qui se sont mutilés ou laissés mutiler dans ce but, soit que leur exemption ait été admise, soit qu'elle ait été rejetée. Ils sont, à l'expiration de leur peine, mis à la disposition du Ministre de la Guerre pour un terme de huit ans.

Art. 98. — Est considéré comme déserteur, le Belge *que le tirage au sort a désigné pour le service* et qui s'expatrie postérieurement pour se soustraire à l'incorporation.

CHAPITRE XIII.

Des engagements volontaires.

Art. 100. — a) I. — Un arrêté royal détermine les conditions d'admission des volontaires.

Il détermine aussi les avantages autres que ceux prévus par la loi qui peuvent leur être accordés.

b) Le mineur d'âge, n'appartenant pas encore à l'armée, doit justifier préalablement du consentement de son père ou de sa mère veuve ou, s'il est orphelin, de son tuteur. Ce dernier devra être autorisé par délibération du conseil de famille.

c) Les volontaires de toutes catégories, de même que les miliciens, acquièrent la qualité de militaires par le fait de leur incorporation et de la lecture, qui leur est donnée, des lois militaires.

Éventuellement, pourront, en outre, être renvoyés en congé illimité les volontaires de milice, les miliciens et les remplaçants de frère, qui auront accompli les deux tiers de leur service et qui auront satisfait aux épreuves imposées pour l'obtention du grade de caporal ou de brigadier.

Les hommes dont le service actif est de vingt mois sont tenus à un rappel d'un mois dans le courant de la troisième ou de la quatrième année de leur terme de milice.

Art. 91. — Supprimer les mots qui sont imprimés en italique.

Art. 91. — Comme au projet du Gouvernement.

Art. 95 — 2°, supprimer les mots qui sont imprimés en italique.

Art. 95. — 2°, comme au projet du Gouvernement.

Art. 98. — Supprimer les mots qui sont imprimés en italique.

Art. 98. — Comme au projet du Gouvernement.

Art. 100. — Les dispositions suivantes sont intercalées dans l'article 100 :

Art. 100. — Le paragraphe suivant est intercalé après le littéra C.

Volontaires de carrière.

d) Des engagements peuvent être contractés pour une durée d'au moins un terme de milice par tout Belge âgé de 16 ans au moins et de 35 ans au plus s'il n'a pas encore servi, de 40 au plus s'il a déjà servi.

e) Des engagements peuvent aussi être contractés par les étrangers tenus de concourir au service de la milice et par ceux qui ont le droit d'opter pour la nationalité belge.

f) A partir de l'âge de 18 ans, les volontaires de carrière sont assimilés aux miliciens au point de vue des rappels et des congés. Toutefois, ils ne sont envoyés en congé illimité qu'après avoir passé au service actif cinq années s'ils se sont engagés avant l'âge de 17 ans, quatre années s'ils se sont engagés avant l'âge de 18 ans et trois années s'ils se sont engagés après l'âge de 18 ans.

Volontaires du contingent.

g) *Les jeunes gens tenus de participer au tirage au sort de la prochaine levée qui désirent être appelés à en former le contingent peuvent s'engager pour un terme de milice.*

h) *Ces volontaires du contingent sont portés sur les listes de tirage avant les ajournés des levées antérieures.*

i) *Ils sont assimilés aux miliciens au point de vue du service actif, des rappels et des congés.*

Les volontaires de toutes catégories sont comptés numériquement dans le contingent de l'année à laquelle leur terme de milice prend cours.

VOLONTAIRES DE MILICE.

Sont autorisés à servir comme volontaires de milice à partir de 18 ans, les jeunes gens qui pourraient subir un grave préjudice en attendant l'époque de leur inscription. Ils sont assimilés aux miliciens de la levée à laquelle ils se rattachent par leur engagement.

Un frère a la faculté de servir pour son frère non encore incorporé, s'il est âgé de 18 ans au moins et de 30 ans au plus.

Sont autorisés à servir comme volontaires de milice, à partir de 18 ans : 1° les jeunes gens qui établissent que, pour les raisons énoncées à l'article 27 de la présente loi, il est indispensable qu'ils soient incorporés avant l'époque de leur inscription ;

2° le frère qui sert pour son frère non encore incorporé. Le frère qui use de cette faculté peut s'engager jusqu'à l'âge de 30 ans.

Les volontaires de milice sont assimilés aux miliciens de la levée à laquelle ils se rattachent par leur engagement.

Volontaires du contingent.

Les paragraphes *g*, *h* et *i* sont supprimés.

Volontaires du contingent.

Comme au projet du Gouvernement.

Volontaires de réserve.

j) Les volontaires de toutes les catégories, les miliciens et les remplaçants peuvent être autorisés, au moment de leur envoi en congé illimité, à proroger de deux ou de quatre années, la date de leur licenciement de la réserve ; une rémunération à fixer par arrêté royal peut leur être accordée.

Volontaires avec prime et remplaçants.

k) Les volontaires avec prime et les remplaçants sont assimilés aux miliciens pour la durée du service actif, les rappels et les congés.

La rémunération visée à l'article 75^{bis}, alinéa 2, varie d'après l'arme dans laquelle sert le volontaire avec prime.

Dispositions spéciales.

Sont abrogées les dispositions de la loi sur la milice qui sont contraires à la présente loi, notamment l'article 5, le chapitre II, l'article 28, l'article 31 (a) (b) (c), et l'article 83.

Le Gouvernement est autorisé à coordonner les dispositions de la présente loi avec celles de la loi sur la milice qui restent en vigueur.

Disposition transitoire.

Sont exonérés de tout service militaire les jeunes gens non incorporés ayant eu, à l'exclusion du réfractaire, un frère inscrit à la milice avant la mise en vigueur de la présente loi.

Dispositions spéciales.**Deviennent inutiles.****Disposition transitoire.**

Comme au projet du Gouvernement.

(94)

(95)
(N^o 253.)

Chambre des Représentants.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

SESSION DE 1908-1909.

Projet de loi sur la milice.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE,
PAR M. MÉLOT.

ERRATUM.

Note de la page 5. Lire « y compris le 13^e
et le 14^e de ligne » au lieu de « non compris
le 13^e et le 14^e de ligne ». Lire « 77 batail-
lons » au lieu de « 68 bataillons ».

ZITTINGSJAAR 1908-1909.

Ontwerp van wet op de militie.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING UITGE-
BRACHT DOOR DEN HEER MÉLOT.

DRUKFOUTEN.

Bl. 5 en 6, nota. a) In plaats van : « niet
inbegrepen het 13^{de} en het 14^{de} linie », leze
men : « met inbegrip van het 13^{de} en het
14^{de} linie ».

b) In plaats van : « 68 bataljons », leze
men : « 77 bataljons ».

Projet du Gouvernement.

Amendements de la section centrale.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Les modifications ci-après sont apportées à la loi sur la milice :

De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet op de militie :

1° Il est ajouté un article 1^{bis} disposant : Ces appels s'étendent à tous les jeunes gens dont un frère n'accomplit pas ou n'a pas accompli un terme de milice.

1° Er wordt een artikel 1^{bis} bijgevoegd, beschikkende : Deze oproepingen strekken zich uit tot alle jongelingen waarvan geen militie-termijn door een broeder wordt of werd vervuld.

2° Sont exemptés définitivement :

- a) Les ministres des cultes ;
- b) Les missionnaires se consacrant de façon continue à une œuvre de mission, à l'exclusion de toutes autres fonctions non ecclésiastiques, conformément aux règles d'un ordre religieux fixé à l'intérieur du pays et reconnu par les autorités

2° Zijn voorgoed vrijgesteld :

- a) De ministers der eerediensten ;
- b) De zendelingen, die zich op voortdurende wijze aan een zendingswerk wijden, met uitsluiting van alle andere niet geestelijke ambten, overeenkomstig de regels van eene kloosterorde, in het binnenland gevestigd en erkend door

Propositions de la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Les modifications ci-après sont apportées à la loi sur la milice :

ART. 1^{er}. — *L'article 1^{er} est complété de la manière suivante :*

Le service militaire ne peut être imposé à plus d'un fils par famille.

Le nombre des inscrits qui seront appelés à former le contingent de la levée suivante est fixé chaque année par la loi.

Il ne peut être dépassé.

ART. 22^{bis}. — *Tout inscrit est appelé au service, à moins qu'il n'ait encouru l'exclusion, s'il n'établit qu'il a droit à la libération provisoire ou définitive en vertu des dispositions de la présente loi.*

ART. 26. — *Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 26 dont elles formeront les numéros 1^o et 2^o :*

Sont exemptés définitivement :

1^o Les ministres des cultes ;

2^o *Ceux qui se consacrent exclusivement et de façon continue aux travaux d'une œuvre de mission approuvée par les autorités attitrées d'un des cultes visés à l'article 117 de la Constitution.*

Voorstellen van de Middelenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet op de milicie :

ART. 1. — *Artikel 1 wordt aangevuld als volgt :*

De militaire dienst mag niet aan meer dan één zoon per gezin worden opgelegd.

Het getal ingeschrevenen die worden opgeroepen om het contingent der volgende lichting uit te maken, wordt elk jaar door de wet vastgesteld.

Het mag niet overschreden worden.

ART. 22^{bis}. — *Elke ingeschrevene wordt tot den dienst geroepen, tenzij hij werd uitgesloten, indien hij niet bewijst dat hij recht heeft op voorloopige of bepaalde vrijstelling uit krachte van de bepalingen dezer wet.*

ART. 26. — *De volgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 26, waarvan zij nummers 1^o en 2^o zullen uitmaken :*

Worden voorgoed vrijgesteld :

1^o De bedienaars der eerediensten ;

2^o *Zij, die zich uitsluitend en op voortdurende wijze wijden aan de werkzaamheden van een zendingswerk, goedgekeurd door de aangestelde overheden van een der eerediensten bedoeld in artikel 117 der Grondwet.*

Projet de loi.

officielles religieuses de la confession intéressée.

3° Sont exemptés pour une année:

a) Les personnes qui font partie d'un ordre religieux, congrégation, association fixée dans le pays, dont les membres, après noviciat, se lient par des vœux, à condition que cet ordre soit reconnu par les autorités officielles religieuses de la confession intéressée;

b) Ceux qui, après leurs études moyennes, se destinent au ministère ecclésiastique ou aux missions et sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par la loi, s'il en existe pour leur culte.

Sont assimilés aux élèves en théologie, les étudiants en philosophie qui se vouent à l'état ecclésiastique, tant qu'ils n'ont pas accompli leur vingt-deuxième année;

c) Ceux qui se préparent à l'enseignement primaire ou à l'enseignement moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou dans les établissements normaux soumis à l'inspection de l'État;

d) Les élèves sortis de ces institutions munis d'un diplôme de capacité, lorsqu'ils sont attachés à un établissement soumis à la direction ou à l'inspection de l'État. A partir de la délivrance de ce diplôme, un délai de deux ans est accordé pour remplir cette condition.

Wetsontwerp.

de officieele geestelijke overheid van den betrokken eeredienst.

5° Zijn vrijgesteld voor één jaar :

a) De personen die deel uitmaken van eene kloosterorde, congregatie, vereeniging, gevestigd in het land, waarvan de leden, na proeftijd, zich door geloften verbinden, op voorwaarde dat deze orde erkend weze door de officieele geestelijke overheden van den betrokken eeredienst;

b) Zij die, na hunne middelbare studiën, zich bestemmen tot den geestelijken stand of tot de zendingen en leerlingen in de godgeleerdheid zijn in een door de wet erkende inrichting, zoo deze voor hunnen eeredienst bestaan.

Worden gelijkgesteld met de leerlingen in de godgeleerdheid, de studenten in de wijsbegeerte, die zich aan den geestelijken staat wijden, zoolang zij hun twee en twintigste jaar niet bereikt hebben;

c) Zij die zich voorbereiden tot het lager onderwijs of tot het middelbaar onderwijs van den lagere graad, in de Staatsnormaalscholen of in de normale inrichtingen, aan het toezicht van den Staat onderworpen;

d) De uit deze inrichtingen komende leerlingen, voorzien van een bekwaamheidsdiploma, wanneer zij gehecht zijn aan eene inrichting onderworpen aan het bestuur of aan het toezicht van den Staat. Te rekenen van de aflevering van het diploma, wordt een tijd van twee

Propositions de la section centrale.

Voorstellen van de Middenafdeeling.

Art. 27. — *L'article 27 de la loi est modifié comme suit :*

I. Sont exemptés pour une année :

1^o *Ceux qui font partie d'une communauté religieuse fixée dans le pays et dont les statuts et la composition sont approuvés par les autorités attitrées d'un des cultes visés à l'article 117 de la Constitution;*

2^o *Ceux qui, après leurs études moyennes, se destinent au ministère ecclésiastique ou aux missions et sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par la loi, s'il en existe pour leur culte.*

Sont assimilés aux élèves en théologie, les étudiants en philosophie qui se vouent à l'état ecclésiastique, tant qu'ils n'ont pas accompli leur vingt-deuxième année ;

3^o *Ceux qui se préparent à l'enseignement primaire ou à l'enseignement moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou dans les établissements normaux soumis à l'inspection de l'État ;*

4^o *Les élèves sortis de ces institutions munis d'un diplôme de capacité, lorsqu'ils sont attachés à un établissement soumis à la direction ou à l'inspection de l'État. A partir de la délivrance de ce diplôme, un délai de deux ans est accordé pour remplir cette condition ;*

Art. 27. — *Artikel 27 der wet wordt gewijzigd als volgt :*

I. Worden vrijgesteld voor één jaar :

1^o *Zij, die deel uitmaken van eene geestelijke gemeente, in het land gevestigd en welker statuten en samenstelling zijn goedgekeurd door de aangestelde overheden van een der eerediensten bedoeld in artikel 117 der Grondwet ;*

2^o *Zij die, na hunne middelbare studiën, zich bestemmen tot den geestelijken stand of tot de zendingen, en leerlingen in de godgeleerdheid zijn in eene door de wet erkende inrichting, zoo deze voor hunnen eeredienst bestaan.*

Worden gelijkgesteld met de leerlingen in de godgeleerdheid, de studenten in de wijsbegeerte die zich aan den geestelijken staat wijden, zoolang zij hun twee en twintigste jaar niet bereikt hebben ;

3^o *Zij, die zich voorbereiden tot het lager onderwijs of tot het middelbaar onderwijs van den lagere graad, in de Staatsnormaalscholen of in de normale inrichtingen, aan het toezicht van den Staat onderworpen ;*

4^o *De uit deze inrichtingen komende leerlingen, voorzien van een diploma van bekwaamheid, wanneer zij gehecht zijn aan eene inrichting onderworpen aan het bestuur of aan het toezicht van den Staat. Te rekenen van de afgifte van het diploma, wordt een tijd van twee jaar*

Projet de loi.

Wetsontwerp.

jaar vergund om deze voorwaarde
te vervullen.

Propositions de la section centrale.

5° *Ceux qui sont de façon continue au service de l'État dans la colonie.*

6° Celui dont la taille n'atteint pas un mètre cent cinquante millimètres;

7° Celui qui, atteint d'infirmités curables, n'est pas jugé capable de servir avant le 1^{er} octobre de l'année courante;

8° Celui qui est, soit l'unique enfant, soit l'unique descendant légitime d'une personne encore vivante, à moins qu'il n'appartienne à une famille qui soit dans l'aisance;

9° Celui qui est l'indispensable soutien : a) de ses père et mère ou de l'un d'eux; b) si ces derniers sont décédés, de ses aïeuls ou de l'un d'eux; c) d'un ou de plusieurs frères ou sœurs;

10° Le père resté veuf avec un ou plusieurs enfants;

11° Celui dont un frère remplit un terme de huit années de service.

L'aîné des frères appelés ensemble à faire partie d'une levée exempte son frère comme s'il était au service, lorsqu'il est définitivement désigné et que la famille ne doit alors fournir qu'un fils à l'armée.

Lorsque la priorité d'âge entre des frères jumeaux ne résulte pas des actes de naissance, elle est dé-

Voorstellen van de Middenafdeeling.

vergund om deze voorwaarde te vervullen;

5° Zij, die op onafgebroken wijze in dienst van den Staat zijn in de Kolonie.

6° Degene wiens lichaamsgestalte niet één meter vijf honderd vijftig milimeter bereikt;

7° Degene die, door geneesbare lichaamsgebreken aangedaan, niet bekwaam wordt geacht te dienen vóór den 1^{en} October van het loopende jaar;

8° Degene, die het eenig wettig kind of de eenige wettige afstamming is van eenen nog levenden persoon, tenzij hij tot eene bemiddelde familie behoort;

9° Degene die de onmisbare steun is : a) van zijnen vader en van zijne moeder of van een dezer; b) indien deze laatsten overleden zijn, van zijne grootouders of van een dezer; c) van één of van verscheidene broeders of zusters;

10° De vader die weduwnaar is gebleven met één of verscheidene kinderen;

11° Degene van wien een broeder een termijn van acht jaren dienst vervult.

De oudste der broeders, die gezamenlijk geroepen zijn om deel van eene lichting uit te maken, stelt zijn broeder vrij alsof hij onder dienst was, wanneer hij voorgoed aangewezen is en de familie alsdan maar één zoon aan het leger moet leveren.

Wanneer de voorrang van ouderdom tusschen tweelingbroeders niet blijkt uit de geboortekten, wordt

Projet de loi.

—

Wetsontwerp.

—

—

Propositions de la section centrale.

terminée par la priorité d'inscription aux registres de l'état civil;

12° L'enfant naturel unique, légalement reconnu, qui est le soutien indispensable de sa mère n'ayant pas d'enfant légitime, pourvu que la femme de qui la reconnaissance est émanée soit désignée dans l'acte de naissance comme étant la mère, et que la reconnaissance ait été faite devant l'officier de l'état civil, un an au moins avant la publication de la liste de la classe à laquelle appartient le milicien intéressé.

II. — Peuvent être exemptés pour une année :

Ceux qui établissent que leur salaire contribue à soutenir : soit 1° leur épouse avec ou sans enfant; soit 2° leur père et mère ou l'un d'eux; soit 3° leurs aïeuls ou l'un d'eux; soit 4° leurs frères et sœurs ou l'un d'eux.

Les juridictions de milice déterminent les inscrits qui réunissent ces conditions.

L'exemption n'est prononcée de ce chef que si le nombre d'hommes désignés pour le service et effectivement entrés au service actif, dépasse le contingent fixé par la loi.

Le nombre des exemptés de cette catégorie ne peut être supérieur à cet excédent.

L'exemption est prononcée en suivant l'ordre d'énumération de la loi, d'abord en faveur de l'époux avec ou sans enfant, ensuite en faveur du fils et ainsi de suite.

Voorstellen van de Middenafdeeling.

hij vastgesteld door den voorrang van inschrijving op de registers van den burgerlijken stand;

12° Het eenig onechte, wettelijk erkende kind, dat de onmisbare steun is van zijne moeder, die geen wettig kind heeft, mits de vrouw, van welke de erkenning is uitgegaan, in de geboorteakte als de moeder is aangegeven, en de erkenning werd gedaan voor den ambtenaar van den burgerlijken stand, ten minste één jaar vóór de bekendmaking van de lijst der klasse tot welke de belanghebbende milicien behoort.

II. — Kunnen vrijgesteld worden voor één jaar :

Zij, die bewijzen dat hun loon bijdraagt tot het onderhoud: hetzij 1° van hunne echtgenoot, met of zonder kind; hetzij 2° van hun vader en moeder of van één dezer; hetzij 3° van hunne grootouders of van één dezer; hetzij 4° van hunne broeders en zusters of van een dezer.

De militierechtsmachten bepalen welke ingeschrevenen aan die vereischten voldoen.

Vrijstelling wordt uit dien hoofde slechts verleend, wanneer het getal voor den dienst aangewezen en bepaald in werkelijken dienst getreden manschappen het bij de wet vastgesteld contingent overschrijdt.

Het getal vrijgestelden van dit soort mag dat teveel niet te boven gaan.

De vrijstelling wordt uitgesproken naar volgorde van de opsomming voorkomende in de wet, eerstelijk ten voordeele van den echtgenoot met of zonder kinderen, vervolgens ten voordeele van den zoon en zoo voorts.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

e) Les inscrits qui ne peuvent, sans subir un préjudice grave, interrompre leurs études ou leur apprentissage, ou abandonner momentanément l'établissement agricole, industriel ou commercial qu'ils exploitent pour leur compte ou pour celui de leurs parents. L'exemption de ce chef ne peut être prononcée en faveur de l'inscrit de la plus ancienne année porté sur la liste prévue par l'article 15.

e) De ingeschrevenen die, zonder een ernstig nadeel te ondergaan, hunne studiën of hun leertijd niet kunnen onderbreken, of tijdelijk de landbouw-, nijverheids- of handelsinrichting verlaten welke zij voor eigen rekening of voor die hunner ouders exploiteeren. De vrijstelling uit dien hoofde kan niet worden uitgesproken ten bate van den ingeschrevene van het langstverloopen jaar, gebracht op de bij artikel 15 voorziene lijst.

Propositions de la section centrale.

Si le nombre de ceux qui réunissent les conditions requises pour bénéficier de la présente disposition est supérieur à l'excédent, un tirage au sort détermine parmi les soutiens de famille de la catégorie à laquelle on sera ainsi arrivé, les bénéficiaires de l'exemption.

Si le nombre de ceux qui réunissent les conditions requises pour bénéficier de la présente disposition est inférieur à l'excédent, les plus jeunes inscrits de la levée sont ajournés à l'année suivante jusqu'à concurrence dudit excédent.

Les dispositions de l'article 30 de la loi ne sont pas applicables à ces catégories d'exemptés.

Le maintien de l'exemption une fois prononcée n'est subordonné qu'à la continuation des conditions requises pour pouvoir en être bénéficiaire.

Un arrêté royal règle l'application de ces dispositions.

III. — *Des sursis d'incorporation d'une durée totale de trois ans et renouvelables d'année en année, sont accordés par les juridictions de milice à ceux qui établissent que soit dans l'intérêt de leurs études, soit pour leur apprentissage, soit pour les besoins de l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale à laquelle ils se livrent pour leur compte ou pour celui de leurs parents, soit à raison de leur résidence à l'étranger, il est indispensable qu'ils ne soient pas enlevés à leurs travaux.*

Voorstellen van de Middondeeling.

Indien het getal van hen, die aan de vereischte voorwaarden voldoen om de weldaad van deze bepaling te genieten, hooger is dan het teveel, worden bij loting aangewezen, onder hen die de steun van hunne familie zijn in de reeks waartoe men aldus is gekomen, degenen waarop de vrijstelling van toepassing is.

Indien het getal van hen, die aan de vereischte voorwaarden voldoen om onder de toepassing van deze bepaling te vallen, minder hoog is dan het teveel, worden de jongsten van de ingeschrevenen der lichte tot het volgende jaar uitgesteld ten bedrage van gezegd teveel.

De bepalingen van artikel 30 der wet zijn niet van toepassing op die soorten vrijgesteld.

Het behoud van de eenmaal uitgesproken vrijstelling hangt enkel af van het voortduren der voorwaarden vereischt om daarvan te kunnen genieten.

Een koninklijk besluit regelt de toepassing van deze bepalingen.

III. — *Uitstel van intijding, voor een geheel duur van drie jaren en vatbaar voor vernieuwing van jaar tot jaar, wordt door de militierechtmachten verleend aan hen die bewijzen dat, hetzij in het belang van hunne studiën, hetzij voor hun leertijd, hetzij voor de behoeften der landbouw-, nijverheids- of handelsonderneming waarop ze zich toeleggen voor eigen rekening of voor die hunner ouders, hetzij wegens hun verblijf in den vreemde, het volstrekt noodzakelijk is dat ze niet aan hunne werkzaamheden worden onttrokken.*

Projet de loi.

4° Un frère a la faculté de servir pour son frère non encore incorporé, s'il est âgé de 18 ans au moins et de 30 ans au plus.

5° Sont autorisés à servir comme volontaires de milice à partir de 18 ans, les jeunes gens qui pourraient subir un grave préjudice en attendant l'époque de leur inscription. Ils sont assimilés aux miliciens de la levée à laquelle ils se rattachent par leur engagement.

6° L'organisation de l'armée est basée sur un effectif moyen en solde de 42,800 hommes.

Un arrêté royal détermine chaque année la répartition des effectifs dans les diverses armes.

Wetsontwerp.

4° Een broeder mag dienst doen voor zijn nog niet ingelijfd broeder, indien hij ten minste 18 jaar en ten hoogste 30 jaar oud is.

5° Worden gemachtigd om als militievrijwilligers dienst te doen van af hunne 18 jaar, de jongelingen die een ernstig nadeel zouden kunnen ondergaan door te wachten tot op het tijdstip hunner inschrijving. Zij worden gelijkgesteld met de miliciens der lichting waarbij zij zich door hunne dienstneming aansluiten.

6° De inrichting van het leger is gegrond op eene gemiddelde getalsterkte van 42,800 man met soldij.

Een koninklijk besluit bepaalt elk jaar de indeeling der manschappen over de verschillende wapens.

Propositions de la section centrale.

Voorstellen van de Middenafdeeling.

(Voir à l'art. 100 les modifications proposées par la section centrale aux 4° et 5° du projet du Gouvernement).

(Zie, in artikel 100, de wijzigingen door de Middenafdeeling voorgesteld in de n° 4° en 5° van het ontwerp der Regeering.)

ART. 28. — *Par dérogation à l'article 26, paragraphe 1°; à l'article 26, paragraphe 2° en ce qui concerne les missionnaires qui se consacrent à une œuvre de mission à l'intérieur du pays; à l'article 27, paragraphes 1°, 2°, 3° et 4°, sont appelés au service, en cas de mobilisation, et employés à des offices utiles à l'armée, les exemptés visés dans ces paragraphes dont aucun frère n'accomplit ou n'a accompli un terme de milice.*

Ils ne reçoivent pas d'équipement militaire.

ART. 28. — *In afwijking van artikel 26, § 1°; artikel 26, § 2°, voor zooveel het betreft de zendelingen die zich wijden aan een zendingswerk binnen het land; artikel 27, §§ 1°, 2°, 3° en 4°, worden de in deze paragrafen bedoelde vrijgestelden, van wien geen broeder een militietermijn vervult of heeft vervuld, opgeroepen tot den dienst ingeval van mobielverklaring en gebruikt bij voor het leger nuttige verrichtingen.*

Zij ontvangen geene militaire uitrusting.

Projet de loi.

7° En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée. Un arrêté royal en détermine annuellement la durée pour les diverses armes, dans une mesure compatible avec les nécessités de l'instruction, de manière à ce que l'effectif moyen prévu ne soit pas dépassé.

Wetsontwerp.

7° Buiten de terugroepingen, wordt de werkelijke dienst achtereen uitgedaan. Een koninklijk besluit bepaalt jaarlijks den duur ervan voor de verschillende wapens, in de mate overeenstemmend met de vereischten van het onderricht, derwijze dat de voorziene gemiddelde getalsterkte niet overschreden wordt.

Propositions de la section centrale.

ART. 85. — En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée. Un arrêté royal en détermine annuellement la durée pour les diverses armes dans une mesure compatible avec les nécessités de l'instruction, de manière que l'effectif moyen prévu par la loi du contingent ne soit pas dépassé.

Toutefois, les miliciens, les volontaires de milice, les volontaires avec prime et les remplaçants sont envoyés en congé illimité lorsqu'ils ont passé effectivement au service actif, à partir du jour de l'appel sous les armes de leur contingent, le temps ci-après déterminé :

Infanterie : vingt mois ;

Cavalerie et artillerie à cheval : trente-six mois ;

Artillerie montée et train : vingt-huit mois ;

Artillerie de forteresse et compagnies spéciales d'artillerie : vingt-deux mois ;

Génie : vingt-deux mois ;

Bataillon d'administration : vingt-quatre mois.

Nul ne peut être distrait de cette obligation et employé hors des rangs des compagnies, escadrons ou batteries, pendant les mois de service actif auxquels il est astreint par le présent article.

Toutefois, les miliciens, les volontaires de milice, les volontaires avec prime et les remplaçants ont droit chacun à quinze jours de congé en moyenne par année de service actif normal.

Ce terme sera porté à un mois lorsque le total des volontaires et des

Voorstellen van de Middenafdeeling.

ART. 85. — Buiten de terugroepingen, wordt de werkelijke dienst achtereen uitgedaan. Een koninklijk besluit bepaalt jaarlijks den duur ervan voor de verschillende wapens, in de mate overeenstemmend met de vereischten van het ondericht, derwijze dat de gemiddelde getalsterkte, *voorzien bij de wet op het contingent*, niet overschreden wordt.

Echter worden de miliciens, de militievrijwilligers, de vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers met onbepaald verlof naar huis gezonden, wanneer zij, te rekenen van den dag der oproeping onder de wapens van hun contingent, werkelijk dienst hebben gedaan gedurende den hierna bepaalden tijd :

Infanterie : twintig maanden ;

Cavalerie en rijdende artillerie : zes en dertig maanden ;

Bereden artillerie en trein : acht en twintig maanden ;

Vestingartillerie en bijzondere compagnieën artillerie : twee en twintig maanden ;

Genie : twee en twintig maanden ;

Bataljon van administratie : vier en twintig maanden.

Niemand mag van deze verplichting afgetrokken en buiten de gelederen der compagnieën, eskadrons of batterijen worden gebruikt gedurende de maanden werkelijken dienst tot welke hij door dit artikel verplicht is.

Echter hebben de miliciens, de militievrijwilligers, de vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers recht elk op gemiddeld vijftien dagen verlof per jaar gewonen werkelijken dienst.

Deze termijn zal tot op ééne maand worden gebracht wanneer het gezamen-

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Éventuellement, pourront en outre être renvoyés en congé illimité : les volontaires de milice, les miliciens et les remplaçants de frère qui auront accompli les deux tiers de leur service et qui auront satisfait aux épreuves imposées pour l'obtention du grade de caporal ou de brigadier.

Bij voorkomend geval, kunnen bovendien met onbepaald verlof gezonden worden : de militievrijwilligers, de miliciens en de plaatsvervangers van broeders, die twee derden van hun dienst hebben uitgedaan en voldeden aan de proeven opgelegd tot het bekomen van den graad van korporaal of van brigadier.

Propositions de la section centrale.

rengagés des différentes catégories aura atteint 18,300 hommes.

Eventuellement, pourront, en outre, être renvoyés en congé illimité les volontaires de milice, les miliciens et les remplaçants de frère, qui auront accompli les deux tiers de leur service et qui auront satisfait aux épreuves imposées pour l'obtention du grade de caporal ou de brigadier.

Les hommes dont le service actif est de vingt mois sont tenus à un rappel d'un mois dans le courant de la troisième ou quatrième année de leur terme de milice.

ART. 100. — *Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 100 de la loi :*

I. Après le litt. c :

Les volontaires de toutes catégories sont comptés numériquement dans le contingent de l'année à laquelle leur terme de milice prend cours.

II. Après le litt. f :

VOLONTAIRES DE MILICE.

Sont autorisés à servir comme volontaire de milice, à partir de 18 ans : 1° les jeunes gens qui établissent que, pour les raisons énoncées à l'article 27, III, de la présente loi, il est indispensable qu'ils soient incorporés avant l'époque de leur inscription ;

2° le frère qui sert pour son frère non encore incorporé. Le frère qui

Voorstellen van de Middenafdeeling.

lijk getal vrijwilligers en militairen van allen aard, die opnieuw dienst namen, het cijfer van 18,300 bereikt heeft.

Bij voorkomend geval, kunnen bovendien met onbepaald verlof gezonden worden, de militievrijwilligers, de miliciens en de plaatsvervangers van broeders die twee derden van hun dienst hebben uitgedaan en voldeden aan de proeven opgelegd tot het bekomen van den graad van korporaal of van brigadier.

De manschappen, wier werkelijke dienst twintig maanden duurt, zijn gehouden tot eene terugroeping voor ééne maand in den loop van het derde of van het vierde jaar van hunnen militietijd.

ART 100. — *De navolgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 100 van de wet :*

I. Achter litt. c.

De vrijwilligers van alle soorten worden naar 't getal berekend in het contingent van het jaar waarin hun militietijd een aanvang neemt.

II. Achter litt. f :

MILITIEVRIJWILLIGERS.

Worden gemachtigd om als militievrijwilligers dienst te doen van af hun 18^{de} jaar : 1° de jongelingen die bewijzen dat, om de redenen vermeld in artikel 27, III, van deze wet, het volstrekt noodzakelijk is dat zij worden ingelijfd vóór het tijdstip hunner inschrijving;

2° De broeder die dient voor zijn nog niet ingelijfden broeder. De

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 2.

Sont abrogées les dispositions de la loi sur la milice qui sont contraires à la présente loi, notamment l'article 5, le chapitre III, l'article 28, l'article 31 (a) (b) et (c) et l'article 83.

ART. 2.

Worden ingetrokken de bepalingen van de wet op de militie, welke strijdig zijn met deze wet, met name artikel 5, hoofdstuk III, artikel 28, artikel 31 (a) (b) en (c) en artikel 83.

Propositions de la section centrale.

use de cette faculté peut s'engager jusqu'à l'âge de 30 ans.

Ils sont assimilés aux miliciens de la levée à laquelle ils se rattachent par leur engagement.

ART. 2.

I. Les articles suivants de la loi sur la milice sont ainsi modifiés pour être coordonnés avec les dispositions de la présente loi :

ART. 6, *litt. a.* — Tout Belge est tenu, dans l'année où il a 19 ans accomplis, de se faire inscrire pour la levée de l'année suivante.

ART. 9. — Les mots « pour concourir au tirage au sort » sont supprimés.

ART. 10. — Celui qui prétend avoir été indûment inscrit peut réclamer devant le conseil de milice, qui statue comme en matière d'exemption. Si sa réclamation est admise, il sera ou ajourné à un an ou déclaré définitivement exempt, selon qu'il peut encore ou ne peut plus être soumis à l'inscription.

ART. 12, *litt. c.* — Les mots « avant la clôture mentionnée à l'article 16 » sont supprimés.

Litt. e). Les mots « dont il s'agit à l'article 22 » sont supprimés.

Litt. f). Les mots « sans compter pour le contingent assigné à son canton » sont supprimés.

Voorstellen van de Middenafdeeling.

broeder, die van dat recht gebruik maakt, mag dienst nemen tot den leeftijd van 30 jaren.

Zij worden gelijkgesteld met de miliciens der lichting waarbij zij zich door hunne dienstdiening aansluiten.

ART. 2.

I. De navolgende artikelen van de wet op de militie worden gewijzigd, zooals is aangeduid, ten einde ze in verband te brengen met de bepalingen dezer wet :

ART. 6, *litt. a.* — Elke Belg is verplicht, in het jaar waarin hij zijn 19^{de} jaar heeft volbracht, zich te doen inschrijven voor de lichting des volgenden jaars.

ART. 9. — De woorden « om aan de loting deel te nemen » vervallen.

ART. 10. — Hij, die beweert wederrechtelijk te zijn ingeschreven, kan een bezwaarschrift indienen bij den militieraad, die beslist zooals in zake van vrijstelling. Indien zijn bezwaar ingewilligd wordt, zal hij of voor een jaar uitgesteld of voorgoed vrijgesteld verklaard worden, naar gelang hij al of niet nog aan de inschrijving kan onderworpen worden.

ART. 12, *litt. c.* — De woorden : « vóór de in artikel 16 vermelde sluiting » vervallen.

Litt. e). De woorden : « waarvan spraak is in artikel 22 » vervallen.

Litt. f.) De woorden : « zonder mede te tellen in het door zijn kanton te verstrekken contingent » vervallen.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Propositions de la section centrale.

ART. 15. — Les mots « et dont le numéro avait été appelé pour la formation du contingent de l'année où ils ont tiré au sort » sont supprimés.

ART. 26. — 5° Celui dont un frère a accompli un terme de huit années de service, est décédé au service ou n'a cessé de faire partie de l'armée que par suite de faits indépendants de sa volonté ou de sa faute.

ART. 51, *litt. d.* — Le renouvellement annuel de l'exemption prononcée en vertu du service d'un frère n'est subordonné qu'à la continuation du service qui y a donné lieu.

ART. 34 *litt. b.* — Les mots « du tirage au sort » et « cette opération » sont supprimés.

ART. 58. — 1° Les mots « de tirage » sont supprimés.

ART. 44. — Les mots « du tirage » sont supprimés.

ART. 46 *litt. a.* — Les mots « et qui doivent être suppléés dans le contingent par d'autres miliciens » sont supprimés.

Litt. b. — Les mots « le numéro du tirage » sont supprimés.

Litt. c et d. — Ces littéras sont remplacés par la disposition suivante :

« Cet état est tenu dans chaque commune à la disposition des intéressés. »

ART. 49, *litt. f.* — Les mots « par l'article 51 » sont supprimés.

ART. 81, *litt. a.* — Le Gouvernement détermine chaque année la répartition des effectifs dans les

Voorstellen van de Middenafdeeling.

ART. 15. — De woorden : « en wier nummer was begrepen in het contingent van het jaar waarin zij geloot hebben » vervallen.

ART. 26. — 5° Hij, van wien een broeder gedurende achtjaargediend heeft, bij den dienst overleden is of slechts uit den dienst ontslagen werd ten gevolge van feiten, onafhankelijk van zijnen wil of buiten zijne schuld.

ART. 51, *litt. d.* — De jaarlijksche vernieuwing der vrijstelling, uitgesproken wegens dienst van een broeder, is alleen ondergeschikt aan de voortzetting van den dienst, die er aanleiding toe heeft gegeven.

ART. 34, *litt. b.* — De woorden : « lotings » (lijst) en « na de loting » vervallen.

ART. 58. — 1° Het woord : « lotings » (lijst) vervalt.

ART. 44. — Het woord : « lotings » (lijst) vervalt.

ART. 46, *litt. a.* — De woorden : « die in het contingent door andere miliciens dienen vervangen » vervallen.

Litt. b. — De woorden : « het nummer der loting » vervallen.

Litt. c en d. — Deze litteras worden vervangen door de navolgende bepaling :

« Deze staat wordt in elke gemeente ter beschikking van de belanghebbenden gehouden. »

ART. 49, *litt. f.* — De woorden : « door artikel 51 » vervallen.

ART. 81, *litt. a.* — De Regeering bepaalt elk jaar de indeeling der manschappen over de verschillende

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Propositions de la section centrale.

diverses armes, et fixe l'époque à laquelle les hommes désignés pour le service sont remis à l'autorité militaire.

Litt. b. Cette remise se fait au chef-lieu de la province par le gouverneur, qui en dresse l'état en signalant spécialement les miliciens, compris dans les contingents antérieurs, dont la dispense n'a pas été maintenue. Chacun des intéressés reçoit préalablement du gouverneur un ordre de départ.

ART. 84, 1^{er} alinéa. — Les mots « pour compléter le contingent » sont supprimés.

2^e alinéa. — Les mots « modifient l'ordre primitif des appels sont les armes » par les mots « sont rendus après cette date ».

ART. 91. — Les mots « le jour du tirage au sort, immédiatement après cette opération » et les mots « dans les dix jours » sont supprimés.

ART. 95, 2^e. — Les mots « appelés par leur numéro à faire partie du contingent de leur classe » sont supprimés.

ART. 98. — Les mots « que le tirage au sort a » sont supprimés.

II. Sont abrogés : l'article 5, le chapitre III, l'article 31 a, b, c, l'article 66, 1^o, l'article 70, l'article 83, l'article 100 g, h, i, de la loi sur la milice.

Voorstellen van de Middenafdeeling.

wapens, alsmede het tijdstip waarop de voor den dienst aangewezen manschappen worden afgeleverd aan de militaire overheid.

Litt. b. — Deze aflevering geschiedt ter provinciehoofdplaats door den gouverneur, die een staat der afgeleverden opmaakt, hierbij inzonderheid wijzende op de in de vorige contingenten begrepen miliciens, wier ontheffing niet werd gehandhaafd. Ieder belanghebbende ontvangt vooraf een bevel van vertrek vanwege den gouverneur.

ART. 84, 1^{ste} lid. — De woorden : « tot aanvulling van het contingent » vervallen.

2^{de} lid. — De woorden : « de oorspronkelijke orde der oproepingen onder de wapens wijzigen » te vervangen door de woorden : « na dien datum worden verleend ».

ART. 91. — De woorden : « den dag der loting, onmiddellijk na deze verrichting » en de woorden : « binnen de tien dagen » vervallen.

ART. 95, 2^o. — De woorden : « wegens zijn nummer in het contingent zijner klasse begrepen » vervallen.

ART. 98. — De woorden : « door de loting » vervallen.

II. Artikel 5, hoofdstuk III, artikel 31, a, b, c, artikel 66, 1^o, artikel 70, artikel 83, artikel 100 g, h, i, van de wet op de militie worden ingetrokken.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 3.

ART. 3.

Disposition transitoire.

Overgangsbepaling.

Sont exonérés de tout service militaire les jeunes gens non incorporés ayant ou ayant eu, à l'exclusion du réfractaire, un frère inscrit à la milice avant la mise en vigueur de la présente loi.

Worden vrijgesteld van allen militairen dienst, de niet ingelijfde jongelingen, die een broeder hebben of gehad hebben, ingeschreven bij de militie vóór het in werking treden van deze wet, met uitsluiting van den weerspanning.

ART. 4.

ART. 4.

Le Gouvernement est autorisé à coordonner les dispositions de la présente loi avec celles de la loi sur la milice qui restent en vigueur.

De Regeering wordt gemachtigd de bepalingen van deze wet in verband te brengen met die van de wet op de militie, welke van kracht blijven.

Voorstellen van de Middenafdeeling.

ART. 3.

Disposition transitoire.

Sont exonérés de tout service militaire les jeunes gens non incorporés ayant eu, à l'exclusion du réfractaire, un frère inscrit à la milice avant la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 4.

(Cet article vient à disparaître.)

Proposition de la section centrale

ART. 3.

Overgangsbepaling.

Worden vrijgesteld van allen militairen dienst, de niet ingelijfde jongelingen, die een broeder gehad hebben, ingeschreven bij de militie vóór het in werking treden van deze wet, met uitsluiting van den weerspanning.

ART. 4.

(Dit artikel vervalt)



(1)

(ANNEXE AU N^o 253.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1908-1909.

Projet de loi sur la milice.

ANNEXE AU RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE, PAR M. MÉLOT.

Nombre des miliciens inscrits et des premiers fils de famille. — Levée de 1909.

	Nombre de cantons.	Nombre de communes.	Miliciens inscrits.	Miliciens appartenant à des familles présentant pour la <i>première fois</i> un fils.	
				Nombre.	Proportion p. c.
Arrond. de Namur.	16	135	1,751	859	49 p. c.
Commune de Bruges	1	1	450	177	38 p. c.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1908-1909.

Ontwerp van wet op de militie (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MÉLOT.

I.

INLEIDING.

DE MILITAIRE TOESTAND VAN BELGIË NA DE WET VAN 1902.

Militaire verplichtingen van België. — Besluiten der gemengde Commissie van 1900. — Wet van 1902. — Het veldleger. — Het vestingleger. — Het leger op voet van vrede. — Besluit.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, ingediend door de Regeering, heeft gedeeltelijk ten doel sommige misrekeningen te herstellen waarvan de toepassing der wet van 1902 deed blijken; de verslaggever achtte het dus van belang, volgens inlichtingen verschaft door het Departement van Oorlog en sommige feiten vastgesteld door de Commissie van onderzoek, den militairen toestand van België, na die wet, te vergelijken met den militairen toestand door de gemengde Commissie van 1900 aangeprezen.

Wil men de opofferingen waardeeren, welke het land zich oplegt tot verzekering van 's lands verdediging, dan behoort men sommige punten van vergelijking te stellen; immers, in deze zaak is bijna alles betrekkelijk.

Is het inderdaad onbetwistbaar dat elke gezonde Belg ter beschikking van zijn land moet zijn om het te verdedigen ingeval van aanranding, dan is het niet minder waar dat onder diegenen, welke de verantwoordelijkheid dragen van het bewind, nooit iemand er aan dacht te vragen dat de Staat aan al de gezonde burgers de militaire opleiding zou geven, die hen in staat zou stellen doelmatic te strijden.

Moest men telken jare al de jongelingen van twintig jaar tot den dienst oproepen en ze in de kazernen ophouden zoolang het noodig is om ze tot

(1) Wetsontwerp, nr 200.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Cooreman, bestond uit de heeren Mélot, Versteylen, Mechelynck, Hoijois, A. Delporte en du Bus de Warnaffe.

echte soldaten op te leiden, men zou aan het land eene te groote kracht tot economische en verstandelijke voortbrenging ontnemen, zijne begroting al te zware lasten doen dragen en daarenboven sommige behoeftige gezinnen al te pijnlijke offers opleggen.

Groote mogendheden, bijvoorbeeld Duitschland, lijven ieder jaar slechts iets meer dan de helft hunner gezonde jongelingen in (1)! Veel geringer moet de inspanning zijn van een onzijdig land, waaraan verdragen een alijdurenden vrede waarborgen en dat zich maar wapent om door geene enkele oorlogvoerende mogendheid te worden verdacht een aanval van de andere te vergemakkelijken en zelfs te dulden.

Welke inspanning op militair gebied behoeft België zich te getroosten om dat doel te bereiken? En om duidelijker te spreken, wat moet de getalsterkte van ons leger zijn op voet van oorlog en op voet van vrede? Wat moet de ouderdom zijn van ons leger op oorlogsvoet; anders gezegd, hoeveel militie-klassen moet het tellen? Welke duur van werkelijken dienst is noodig om een goeden soldaat te vormen?

Onmogelijk kunnen deze vragen beslist of voorgoed worden beantwoord. De oplossing hangt af van oorzaken waaronder vele ongekend of uit haren aard veranderlijk zijn. Het antwoord kan dus enkel nabijkomend wezen.

Toen deze vraagstukken in ons land oprezen, heeft de Regecring, ten einde ze op te lossen, gemengde commissiën aangesteld, bestaande uit politieke mannen en uit militairen. Zoo werd, bijvoorbeeld, in 1863 en 1900 gehandeld.

De Commissie van 1900 gaf op de drie hierboven gestelde vragen het volgend antwoord :

1^o De getalsterkte van het leger op oorlogsvoet bedraagt 180,000 man (aangenomen met 19 stemmen en 7 onthoudingen).

De tegenwoordige getalsterkte op vredesvoet wordt gehandhaafd (aangenomen met 23 stemmen en 3 onthoudingen).

2^o De gansche duur van den dienst blijft bepaald op 13 jaar, zoo voor de vrijwilligers als voor de militieplichtigen (aangenomen met 23 stemmen en 3 onthoudingen).

3^o De werkelijke duur der aanwezigheid onder de wapens wordt vermin-

(1) Ziehier daarover de cijfers, welwillend medegedeeld door het Departement van Oorlog:

DUITSCHLAND : 1907.

Totaal der ingeschrevenen, met inbegrip van de verdaagden 1,189,843

Indeeling :

Ingelijfd	280,774
Ongeschikt	33,802
Uitgesloten	860
Verdaagd, uitgewoken of te veel	684,193
Bij de wervingsreserve of in den 1 ^{en} ban van den landsturm.	188,216
	1,189,843

Totaal der ingeschrevenen, zonder de verdaagden 532,092

Ingelijfd 280,774

Tijdelijk of voorgoed vrijgesteld wegens lichamelijke oorzaken 53,802

derd tot wat noodig is voor de opleiding van den soldaat. De Regeering zal de geschikte maatregelen nemen om deze opleiding te verbeteren door het getal manschappen, onttrokken aan den dienst van hun wapen, zoo- veel mogelijk te verminderen en door de eerbewijzen te beperken, die dienen te worden verleend ter uitvoering van het decreet van Messidor jaar XII (aangenomen met 24 stemmen en 2 onthoudingen).

Eene verhooging van het contingent vergoedt, bij voorkomend geval, de verkorting van den werkelijken dienst (aangenomen met 24 stemmen en 2 onthoudingen) (1).

De wet van 1902 ging uit van de beraadslagingen der gemengde Commissie van 1902 (2); zij strekte om ons nader te brengen bij den militairen toestand, door deze aangeprezen. Ingevolge de uitgebrachte wenschen, verkortte zij den duur van den dienst in zulke mate, dat daardoor de getalsterkte van het leger op vredesvoet met 23 t. h. moest worden vermindert. Doch eene vermeerdering van de militieklas en van het getal opnieuw dienstnemenden moest opwegen tegen deze vermindering. Derwijze moest de getalsterkte van het leger op oorlogsvoet worden vermeerderd en de getalsterkte op vredesvoet gehandhaafd.

Het is belangwekkend na te gaan in welke mate de uitkomsten der wet van 1902 beantwoordden aan de inzichten harer vervaardigers betreffende de getalsterkte op voet van vrede en op voet van oorlog.

De Commissie van onderzoek, door de Kamer op 10 Maart 1909 ingesteld, heeft getracht dit te doen. Dank zij de stukken, verzameld door deze Commissie, en het zeer helder verslag van den heer Poulet, kan men onzen militairen toestand duidelijk en nauwkeurig nagaan.

Sedert het sluiten van het onderzoek werden nieuwe inlichtingen gevraagd aan het Departement van Oorlog, dat antwoordde met zijne gewone welwillendheid.

Over de getalsterkte van het leger op voet van oorlog werd de volgende vraag gericht tot den Minister van Oorlog: « Hoe zou de getalsterkte van het veldleger zijn samengesteld per wapen en per militieklas? » Dank zij het antwoord kan men het leger, dat het land bezit, vergelijken met dit welk de Commissie van 1900 vroeg (3).

Voor de infanterie vroeg de militaire sub-commissie van 1900, 52 actieve bataljons en 16 reservebataljons met een gezamenlijke sterkte van 70,400 man.

Volgens de contrôles zou ons veldleger 52 actieve bataljons en 16 reservebataljons tellen met een gezamenlijke sterkte van 71,296 man, hetzij 896 man meer dan het door de sub-commissie opgegeven getal.

Deze bataljons zouden samengesteld zijn uit de acht jongste geoefende klassen en daarenboven uit 700 man van de 9^e.

(1) Processen-verbaal der vergaderingen, blz. 434.

(2) Memorie van Toelichting. Kamerstukken 1901-1902, blz. 551.

(3) Dit antwoord, gedagteekend 14 Mei 1909, luidt (zie bladzijde 4) :

De militaire sub-commissie van 1900 oordeelde : « De sub-commissie is van » gevoelen dat men slechts de zeven of acht jongste militieklussen moet » doen optreden om het leger te velde samen te stellen (1). »

Dus zouden er bij de infanterie van ons leger te velde 700 een jaar oudere manschappen zijn dan de sub-commissie voorzag.

Voor de cavalerie vroeg de militaire sub-commissie van 1900 40 eskadrons met eene gezamenlijke sterkte van 6,400 man.

Ons leger te velde zou 40 eskadrons tellen met eene gezamenlijke sterkte van 7,148 man, hetzij 748 man meer dan het door de sub-commissie opgegeven getal.

Deze eskadrons zouden bestaan uit de vijf jongste geoefendeklassen.

Voor de artillerie vroeg de sub-commissie 48 bereden batterijen en 4 batterijen te paard met eene gezamenlijke sterkte van 9,900 man.

Ons leger te velde zou maar 30 bereden batterijen en 4 batterijen te paard tellen, met eene gezamenlijke sterkte van 7,677 man, hetzij 18 bereden batterijen en 2,223 manschappen minder.

Iedereen weet echter dat de Kamers de noodige kredieten toestonden voor de herinrichting der veldartillerie. Zoolang de nieuwe kanonnen niet waren geleverd, was het onnoodig een effectief te vermeerderen, dat zelfs geene kaders hadde gevonden.

De batterijen artillerie zouden bestaan uit de acht jongste geoefende klassen.

Eindelijk, ons leger te velde zou vier tot vijf treincompagnieën bevatten, een bataljon genie, bijzondere compagnieën telegrafisten, voor den spoorweg, enz., administratiediensten; dit alles met eene gezamenlijk sterkte van 8,511 man.

De sub-commissie vroeg vier tot vijf treincompagnieën, een bataljon genie, bijzondere compagnieën, administratiediensten; te zamen, een effectief van 8,600 man.

De tegenwoordige getalsterkte van het veldleger kan worden opgemaakt als volgt, met inbegrip van de manschappen die bij de mobilisatie ontbreken.

	Infanterie.	Cavalerie.	Veld-artillerie.	Andere korpsen en burgerlijke diensten inbegrepen.	Totaal.
Getalsterkte in de registers tot mobilisatie der eenheden van het veldleger.	71,296	7,148	7,677	8,511	94,632
Getal noodige klassen.	van 1 October tot 15 april.	2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e , 7 ^e , 8 ^e , 9 ^e klas en een deel van de 10 ^e (700 man).	2 ^e tot 6 ^e klas inbegrepen.	2 ^e tot 9 ^e klas inbegrepen.	»
	van 15 april tot 30 September.	1 ^e , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e , 7 ^e , 8 ^e en een deel van de 9 ^e (700 man).	1 ^e tot 5 ^e klas inbegrepen.	1 ^e tot 8 ^e klas inbegrepen.	»

(1) Verslag der militaire sub-commissie over het vraagstuk der getalsterkte, blz. 6.

In 't geheel zou ons veldleger, onverminderd het tekort der mobilisatie, 94,652 manschappen tellen; de commissie van 1900 vroeg 98,300 manschappen, onverminderd het tekort der mobilisatie.

Het zou bestaan uit de acht jongste geoefende klassen.

Bij de mobilisatie zou er natuurlijk een tekort zijn. 't Is het eenige waarvan sprake kan zijn, daar het zoogezegd tekort door sleet is afgetrokken van de samenvattende tabellen, zoodra het ontstaat.

Trouwens, ieder jaar worden de militairen met verlof in oogenschouw genomen door de districtcommandanten. Aan den korpsoverste wordt medegedeeld welke manschappen overleden, gebrekkelijk, blind of ongeschikt zijn. De korpsoverste rekent niet meer op deze manschappen, evenmin als op de militairen in werkelijken dienst, die daartoe ongeschikt worden.

Er zijn dus wel degelijk 94,652 als gezond beschouwde manschappen ingeschreven op de contrôles.

Hoeveel van deze vier en negentig duizend man zouden in oorlogstijd hun korps vervoegen? Dat kan niemand, zelfs op nabijkomende wijze, bepalen.

Doch stellig mag men, om de getalsterkte op voet van oorlog te bepalen in vreedestijd, slechts rekenen op de cijfers die voorkomen in de registers.

Daaruit volgt dat ons leger nagenoeg is samengesteld zooals de subcommissie vroeg (1).

(1) Deze gevolgtrekking komt niet overeen met het antwoord, door het Departement van Oorlog gegeven op eene van de vragen, aan de Commissie van onderzoek gesteld door den heer Hymans. (Verslag, *Bijlagen*, blz. 170.)

Ziehier dit antwoord :

« Op 1 October 1908 waren de voltallig gemaakte bataljons van het oorlogseffectief (1,046 man) aldus samengesteld (*tekort bij de mobilisatie niet afgetrokken*) :

Actieve bataljons : De eerste zeven militieklassen, waarbij de lotelingen van 1908.

In ronde cijfers bedroeg de klas van 1908, voor elk regiment linie, jagers te voet en grenadiers, ongeveer 400 tot 460 man, waarvan 57 tot 70, opgekomen vóór de oproeping van hunne klas, hun eerste tijdperk van onderricht hadden uitgedaan en, desnoods, hadden kunnen plaats nemen in de gemobiliseerde eenheden. Wat de andere militairen van deze klas betreft, ingeval het leger op voet van oorlog gesteld werd tusschen October en Mei, zouden zij in de depots worden geplaatst om daar nader onderricht te ontvangen. Daardoor zouden de actieve bataljons een tekort hebben geleden, bedragende voor al de actieve bataljons te zamen een verlies van 7,182 man.

Reservebataljons : De 8^e, 9^e en 10^e klassen.

Vestingbataljons : De 11^e, 12^e en 13^e klassen.

Zoo gevormd, zouden deze bataljons slechts een gemiddeld effectief van ongeveer 680 man hebben bereikt.

Onder die omstandigheden zou men, ten einde de regelmatige werking der depots ingeval van oorlog mogelijk te maken, van de bataljons der drie soorten een zeker getal bruikbare manschappen moeten afnemen. »

Dit betoog schijnt in strijd te zijn met de tabel getiteld : « Algemeene samenvatting der effectieven van het leger op voet van vrede ». Raadpleegt men deze tabel, dan bevindt men inderdaad dat de tien jongste militieklassen (klassen van 1908 tot en met 1899), nagenoeg 85,000 voetgangers opleveren, niet inbegrepen het 13^e en het 14^e linie, die geen

Toen de getalsterkte van het vestingleger moest vastgesteld worden, hield de militaire sub-commissie van 1900 zich niet meer bezig met dezelfde omstandige en nauwgezette inrichting als voor het leger te velde.

Voor de infanterie vroeg zij zes actieve bataljons : het 13° en het 14° linie leveren deze zes bataljons ; 42 reservebataljons : het regiment der grenadiers en dit der carabinieri, de drie regimenten jagers en de 14 linieregimenten leveren die twee en veertig bataljons.

Voor de cavalerie vroeg zij 8 reserve-eskadrons; er zijn 8 depot-eskadrons, die zouden worden gesplitst en 8 reserve-eskadrons zouden leveren.

Voor de veldartillerie vroeg zij 12 reservebataljons; er zijn er slechts 6.

Voor de vestingartillerie vroeg zij 53 actieve batterijen en 23 reservebatterijen, hetzij te zamen 78. Ons vestingleger telt 51 actieve batterijen en 27 reservebatterijen, hetzij te zamen 78.

Kortom, voor de inrichting der verschillende wapens volgde men nagenoeg de aanwijzingen der militaire sub-commissie van 1900.

Van de effectieven van het vestingleger gaf de sub-commissie enkel het totaal op, en dit totaal veranderde zelfs. Zij vraagt in 't geheel 180,000 manschappen, waaronder 93,300 voor het leger te velde; daaruit schijnt dus te volgen dat zij 84,700 man vraagt voor het vestingleger.

Ons vestingleger telt niet 84,700 manschappen. Om de leemten aan te vullen, zou men de 14° en wellicht de 13° militieklass moeten binnenroepen.

Het zou dus een vijftiental duizend manschappen van een of twee jaar meer tellen dan de militaire sub-commissie voorstelde.

Men hoeft hierover niet ongerust te zijn. Zoolang de nieuwe werken te Antwerpen niet voltrokken zijn, heeft 's lands verdediging geen behoefte aan het vestingeffectief dat in 1900 was voorzien; trouwens, toen ging men uit van de onderstelling dat de stelling Antwerpen heringericht zou zijn.

Anderzijds, kan de getalsterkte der klassen 1901, 1900, 1899, 1898 en 1897, die het grootst gedeelte van het vestingleger uitmaken, blijkbaar niet worden verhoogd door de wet van 1902, die de getalsterkte der volgende klassen vermeerderde. De klas van 1905, bijvoorbeeld, telt nagenoeg 2,200 man meer dan de klas van 1901.

Wanneer de klassen van 1905, 1904, 1903, 1906 en 1907 het vestingleger zullen uitmaken, met andere woorden, indien men wacht totdat de wet van 1902 volledig heeft uitgewerkt, zal het tekort der getalsterkte op voet van oorlog gering zijn.

De wetgever van 1902 had overigens voorzien dat het vestingleger gedeeltelijk zou bestaan uit manschappen van de 14°, de 15° en zelfs van de 16° en de 17° klas, vermits hij de manschappen van de 13° verzocht hun

deel uitmaken van het leger te velde. Hoe zouden 85,000 man slechts 68 bataljons uitmaken, tegen 1,046 man per bataljon? Hoe zouden de bureelen der mobilisatie, gelast aan de militaire overheid de nauwkeurigste inlichtingen te geven, in het effectief der actieve bataljons mederekenen 7,182 man die, ingeval van mobilisatie, dienen gestort te worden in de depots? Het hierboven aangehaald antwoord van het Departement van Oorlog komt integendeel overeen met de cijfers van de samenvattende tabel der effectieven.

militietermijn twee of vier jaar te verlengen; dat zijn de vrijwilligers der reserve.

Men weet dat in het Fransche en in het Duitsche leger de depot- en vestingtroepen soldaten van de 25^e klas bevatten, daar de militaire dienst er 25 jaar duurt.

Uit dit overzicht mag men besluiten dat, zoo de wet van 1902 niet volkomen beantwoordde aan de wenschen der Commissie van 1900, zij ten minste de getalsterkte van het leger op voet van oorlog in ruime mate vermeerderde.

Het cijfer van 180,000 man werd nooit beschouwd als een onveranderlijk getal. Ter vergadering van 28 November 1901 zegde de Minister van Oorlog: « Sprekende van de effectieven op voet van oorlog, zegt men: » Hoe zult gij de 180,000 manschappen verkrijgen, die gij hebt opgegeven? » Ik weet echter niet dat men ooit dit cijfer van 180,000 manschappen » heeft vooruitgezet. — *De heer Lorand*: Daartoe besluit de Commissie. — » *De heer Minister van Oorlog*: Verschooning, ik bedoel enkel wat de » Regeering zegde. »

Heeft de wet van 1902, zooals werd bevestigd, het leger op voet van vrede ontreddeerd?

De Commissie van 1900 had gevraagd dat de getalsterkte des legers op voet van vrede werd gehandhaafd.

Uit de stukken, voorgelegd bij de behandeling der wet van 1902, blijkt dat de gemiddelde getalsterkte des legers op voet van vrede toen nagenoeg 42,800 man bedroeg, met inbegrip van de verlofgangers; er waren bijgevolg iederen dag gemiddeld 39,329 soldaten in de kazernen aanwezig. In 1907-1908 (1), militiejaar gedurende hetwelk de cijfers het kleinst waren, waren er dagelijks 33,543 manschappen aanwezig, hetzij 3,786 minder aanwezigen in vergelijking met het cijfer van vóór de wet.

Een gedeelte van dat tekort werd aangevuld: ditgene wat voortkwam van de vrijwilligers met premie; het tekort uit hoofde van de categorie der burgerlijke gemilitariseerden kan insgelijks aangevuld worden.

Alles goed ingezien, werd, ten gevolge van de wet van 1902, het getal dagelijks aanwezigen verminderd met 2,760 (2).

Dat is eene hoogst gevoelige misrekening, waartegen blijkbaar moest worden ingegaan.

Zij billijkt niet de tegen de wetgevers van 1902 uitgebrachte beschuldiging, als zouden zij het leger hebben ontreddeerd.

De klachten, door de korpsoversten geuit in de Commissie van onderzoek, bevatten niets nieuws. Men herleze de redevoering, ter Kamer uitgesproken op 27 Februari 1894, hetzij acht jaar vóór de wet van 1902, door luitenant-generaal Brialmont: daarin zijn al de grieven opgesomd.

(1) Verslag van den heer Pouillet, bl. 7.

(2) Het verschil tusschen deze cijfers en die welke voorkomen in de besluiten van de Commissie van onderzoek, komt hieruit voort dat de Commissie de verlofgangers heeft begrepen in hare berekeningen en dat wij hier slechts spreken van de manschappen aanwezig in de kazerne.

Veel meer : men leze het verslag, in den Franschen Senaat uitgebracht over het voorstel van militaire wet, dat de wervingswet van 1903 werd; daarin komen, ten opzichte van het Fransche leger, dezelfde klachten voor als die welke tegen het Belgische leger werden uitgebracht door de korps-oversten en door generaal Brialmont.

Ziehier een uittreksel uit dat verslag (1) : « Eene kwaal, die de samenstelling des legers grondig ondermijnt, heeft in de militaire taal een leelijk naam : 't is de plaag van de zoogenaamde « embusqués ». Deze plaag moet worden gebrand met een gloeiend ijzer, wil men hare uitbreiding beletten, die, volgens de verschillende verslaggevers over de begrooting van oorlog, twee derden van onze effectieven treft.

» In zijn verslag van 1893 leert ons de heer Cochery dat « de nuttige effectieven van onze compagnieën zichtbaar wegsmelten : van 123 aanwezige manschappen, volgens de registers, dalen zij tot 60, tot 50, na aftrek van de kappers, koks, laarzenmakers, kleermakers, ordonnansen, wapenmakers, naaiers, dienstlieden, manschappen met verlof, in het hospitaal, opgesloten, gedetacheerden van alle slag, enz. »

» In 1897 vestigt de heer Boudenoot, evenals zijne voorgangers, in zijn verslag de aandacht op de ijselijke plaag der « embusqués » ; en als voorbeeld aanhalend een ongeteekend vlugschrift, *Ma Compagnie*, dat evenwel was goedgekeurd door generaal de Saint-Mars, bewijst hij dat op een gegeven en gansch in 't wild genomen dag, gemelde compagnie, waarvan de getalsterkte 121 manschappen bedroeg, 84 onbeschikbaren telde en slechts 37 soldaten op de oefening leverde !

» Nog korter geleden spreekt de heer Camille Pelletan, in zijn verslag over het dienstjaar 1900, ons van een regiment waarin men eens wilde beproeven oefening te nemen met het oorlogseffectief. Wat deed men daartoe ? Men vereenigde in de kaders van eene enkele compagnie de simpele soldaten der vier compagnieën van een bataljon. Men bereikte niet het vereischte effectief. »

Men zou wanen de korps-oversten te hooren, die getuigenis aflegden voor de Commissie van onderzoek.

In Frankrijk deed de wet van 1903 die klachten niet ophouden. Daarvan vindt men den naklank bij de behandeling der begrooting van oorlog, dienstjaar 1909.

Generaal Brassine, Minister van Oorlog, antwoordend aan generaal Brialmont, somde de oorzaken op van deze slinking der effectieven op voet van vrede (2).

Het waren de oprichting en de uitbreiding van talrijke diensten of instellingen nuttig voor het leger, van nieuwe afdeelingen bij het Departement van Oorlog.

(1) Vergadering van 23 December 1901. Verslag van den heer Rolland, bl. 12.

(2) Vergadering van 27 Februari 1894.

Ziehier, bijvoorbeeld, de lijst der thans bestaande onderwijsinstellingen ; het meerendeel zijn noodzakelijk, doch onttrekken tal van manschappen aan de militaire oefeningen :

Krijgsschool ; Militaire school ; Kadettenschool, Namen ; Pupillenschool, Aalst ; School tot oefening en verbetering voor de infanterie, Kamp van Beverloo ; Rijsschool, Ieperen ; Schietschool voor de artillerie, Brasschaat ; Hoogeschool-compagnieën, Antwerpen, Brussel, Gent, Luik, Leuven, Bergen ; Normaalschool voor lichaamsoefening en schermkunst, Brussel (Etterbeek) ; Landbouwleergangen, in verscheidene garnizoenen ; Leergangen van boschteelt, Bouillon, Diest.

Eene andere oorzaak van vermindering der werkelijke effectieven is het toekennen, aan de verschillende staven, diensten en officieren, van plantons en ordonnansen, wier aantal het gemiddeld cijfer van de manschappen, die deelnemen aan de wapenoefeningen, soms overschrijdt.

't Is ook het instellen, in de regimenten zelve, van nieuwe diensten, enz. ; het zijn de corveeën, de wachtdiensten, die evenwel door eene onlangs genomen beslissing werden verminderd.

De regimentsschool, die door alle korpsoversten wordt verklaard onmogelijk te zijn buiten het kamp, is in vele korpsen onmogelijk gemaakt door de opzettelijke splitsing van de regimenten.

Zoo is het gesteld met het 1^e, 3^e, 10^e, 11^e, 12^e linie, het 3^e jagers, die bataljons afzonderen verre van het garnizoen waar zich de staf bevindt.

Men moet de wet van 1902 haar aandeel laten in de vermindering der effectieven in vreedetijd ; wij hebben getracht ze te ramen. Doch men behoeft ze niet te overdrijven.

Uit de door ons aangehaalde cijfers, zoo voor de getalsterkte op voet van oorlog als voor die op voet van vrede, blijkt dat men, door het wijzigen van de wet van 1902, door het nemen van maatregelen om jaarlijks al de 13,300 manschappen in te lijven, die het door de Kamers bepaald contingent uitmaken, en om het tekort na inlijving te verminderen, door het verzekeren, aan opnieuw dienstnemenden afgesloten door oude gegradeerden, van betrekkingen in het burgerlijk bestuur, het vredes- en het oorlogseffectief had kunnen bekomen, die noodig zijn voor 's lands verdediging.

Doch, naar het schijnt, wenschte de Regeering dien weg niet op te gaan.

Den 3^{en} Juni van dit jaar werd haar eene vraag gesteld in de volgende bewoordingen :

« Het blijkt uit de samenvattende tabel van de getalsterkte op oorlogsvoet, opgemaakt door de Commissie van onderzoek, dat van de 13,300 manschappen van het jaarlijks door de Kamer bepaald contingent, er overbleven op 30 September 1908 :

» Voor de klas van 1907 : 11,805 manschappen.			
—	—	1906 : 11,513	—
—	—	1903 : 11,658	—
—	—	1904 : 11,779	—
—	—	1903 : 11,936	—

» Graag zou ik de oorzaken van dit verlies kennen.

» Ik verlang eene tabel, nagenoeg opgesteld als volgt :

» Jaren.	1907	1906	1905	1904	1903
» 1. Afgetrokken van het contingent krachtens art. 5	—	—	—	—	—
» 2. Achterblijvers	—	—	—	—	—
» 3. Militieplichtigen die den prijs der plaatsvervanging betaalden en niet vervangen werden . . .	—	—	—	—	—
» 4. Afgekeurden bij de indiensttreding	—	—	—	—	—
» 5. Afgekeurden tijdens hun werkelijken dienst of daarna . . .	—	—	—	—	—
» 6. Deserteurs	—	—	—	—	—
» 7. Overleden, enz., enz. (gelief nauwkeurig te bepalen) . . .	—	—	—	—	—
» Totaal . . .	1,495	1,987	1,642	1,521	1,364 »

Op deze vraag werd den 8ⁿ Juni (1) geantwoord als volgt :

ANTWOORD.

« Om te antwoorden op de vragen gesteld den 25ⁿ Mei en 3ⁿ Juni laatstleden, moet het Ministerie van Oorlog zich wenden tot de korpsoversten die alleen de redenen kennen van het indiensttreden of het aftreden.

» Dat werk is lastig en vergt talrijke opzoekingen; derhalve zal er, bij voorkomend geval, maar later en op een nog niet te bepalen tijd kunnen geantwoord worden, daar sommige korpsen of regimenten thans in het kamp zijn of overgaan tot groote legeroefeningen.

» Ik meen te moeten doen opmerken dat soortgelijke opzoekingen veel tijd innemen in de korpsen, ten nadeele van het onderricht en van den dienst. »

Mag men niet terecht meenen dat deze werken vanzelf zouden bevolen geweest zijn door den Minister van Oorlog, indien hij hadde getracht de wet van 1902 te verbeteren? Doch hij had andere bezorgdheid; hij had blijk gegeven van zijne voorkeur.

Hij herhaalt het in de Memorie van Toelichting : hij wilde eene wijze van werving, ten minste gedeeltelijk gegrond op andere beginselen dan die der wet van 1902. Zonder stil te blijven bij de ingevingen der Commissie van onderzoek, werd dan ook door de Regeering overgelegd het ontwerp dat door de Middenafdeeling moet onderzocht worden.

Het zal onnoodig schijnen, bij het sluiten van deze inleiding te herhalen

dat de Middenafdeeling deze inleiding niet bespreken moest. Zij bepaalde er zich bij, vast te stellen dat zij het werk is van den verslaggever. Sommige leden verklaarden het niet eens te zijn over verscheidene feiten, waarop daarin wordt gewezen, evenals over de daaruit afgeleide besluiten. Trouwens, alleen de vraag of de feiten getrouw zijn uiteengezet is van belang. De Kamer kan er zich rekenschap van geven door de aangewezen stukken zelf te raadplegen.

II.

HET ONTWERP DER REGEERING.

Algemeene beschouwingen.

Samenvatting van het ontwerp. — Bevordering van het voluntariaat. — Het beginsel : één zoon per gezin. — De verkorting van den dienstdtijd. — De verhooging van het contingent. — De jaarlijksche bepaling van het contingent der lichte. — Mogelijk teveel.

De voornaamste bepalingen van dit ontwerp kunnen worden samengevat in weinige woorden.

Het handhaaft het voluntariaat of de vrijwillige dienstneming als grondslag der werving. Evenals thans, geschiedt de werving des legers door vrijwillige dienstneming.

Daar het aantal dienstneming van dien aard ontoereikend is om eene gemiddelde getalsterkte van 42,800 manschappen te verzekeren, voorziet het ontwerp de oproeping; het beperkt het aantal daarvan tot één zoon per gezin, in stede van het te beperken door loting; het gezin wordt dus beschouwd als eene sociale wezenlijkheid.

Uit dit nieuw beginsel, dat veeleer dient te worden beschouwd van een sociaal dan wel van een militair standpunt, spruiten drie gevolgen voort, die kunnen worden beschouwd in tweeërlei opzicht.

Het eerste is de verhooging van het jaarlijksch contingent, het tweede de vermeerdering van de getalsterkte op voet van oorlog, het derde is de verkorting van den dienstdtijd. Daar het gemiddeld soldijtrekkend effectief bepaald blijft op 42,800 manschappen, is het blijkbaar dat tegen eene verhooging van het contingent moet opwegen eene verkorting van den duur van den werkelijken dienst.

*
* *

Het voluntariaat blijft dus de grondslag der werving. Waarschijnlijk zullen de vrijwillige dienstneming zelfs talrijker zijn dan vroeger. De jongelingen, door de wet verplicht tot den dienst en het voortaan vooraf wetend, zullen meer geneigd zijn om dienst te nemen van af den leeftijd van 16 jaar. Doch deze bepaling kan voorwaar niet worden beschouwd als eene bevordering van het voluntariaat. 't Is enkel een alternatief tusschen den gedwongen dienst en het voluntariaat van beroep.

In de Memorie van Toelichting is er sprake van eene bevordering van het voluntariaat, wanneer zij zegt :

« Maar wat de aan vrijwilligen dienst verbonden vrijstellingen betreft, blijkt de nieuwe regeling onverhoopt voordeelig te zijn.

» Inderdaad, een vrijwilliger stelt, ja, al zijne broeders vrij, terwijl thans een vrijwilliger in de gunstigste omstandigheden slechts een onbekend milicien uit zijn kanton vrijstelt.

» Met de bestaande regeling moet het getal vrijwilligers een bepaald cijfer bereiken of liever overschrijden, om tot deze vrijstelling te geraken. Met de nieuwe regeling brengt elke vrijwillige dienstdiening natuurlijkerwijze de vrijstelling mede.

» Met de bestaande regeling wordt slechts vrijstelling verleend waar de vrijwilliger de militiejaren bereikt heeft. Met de nieuwe regeling wordt zij verleend te rekenen van 18-jarigen leeftijd. »

Het geldt, in dit gedeelte, de uitstellen tot inlijving en de bevoegdheid toegekend aan een broeder om zich in de plaats van zijnen broeder te stellen, hetzij als beroepsvrijwilliger, hetzij als militievrijwilliger.

Voor « de ingeschrevenen die, zonder een ernstig nadeel te ondergaan, » hunne studiën of hun leertijd niet kunnen onderbreken, of tijdelijk de » landbouw-, nijverheids- of handelsinrichting verlaten, welke zij voor » eigen rekening of voor die hunner ouders exploiteeren », voorziet het ontwerp een uitstel tot inlijving van drie jaar.

Een jongeling, die aan deze vereischten voldoet, kan dus vrijgesteld worden als hij den leeftijd voor de militie bereikt heeft, met name in den loop van zijn twintigste jaar. Het volgende jaar, in den loop van zijn een-en-twintigste jaar, komt hij eene eerste maal voor op de lijst der uitgestelden, voorzien bij artikel 15; hij kan opnieuw vrijgesteld worden. Evenzoo het volgende jaar, in den loop van zijn twee-en-twintigste jaar. Het volgende jaar, in den loop van zijn drie-en-twintigste jaar, komt hij nog voor op de lijst der uitgestelden, doch de vrijstelling kan hem niet meer verleend worden. Daar de oproeping tot den dienst plaats heeft in October, zal hij bijgevolg in dienst treden hetzij op het einde van zijn drie-en-twintigste jaar, hetzij in den loop van het vier-en-twintigste.

Zoolang de uitstel duurt, kunnen vrijwilligers met premie in zijne plaats dienst nemen. Van af den leeftijd van zestien jaar, kunnen zij dit doen als beroepsvrijwilligers; op den leeftijd van achttien jaar kunnen zij dienst nemen als militievrijwilligers.

In het eerste geval, moeten zij in dienst blijven gedurende het getal jaren voorzien bij artikel 100 (F).

In het tweede geval, zijn zij gelijkgesteld met de militieplichtigen.

In het eerste geval wordt de verwisseling toegelaten, zelfs zoo er een verschil is van zeven volle jaren tusschen den oudsten en den jongsten.

In het tweede geval, mag het verschil geen vijf volle jaren overschrijden.

Een lid der Middenafdeeling verlangde aan de Regeering te vragen of het gemak van verwisseling nog vermeerderd kon worden.

De volgende vraag werd gesteld :

VRAAG.

Het ontwerp laat in zekere gevallen toe dat een jongere broeder zijnen

ouderen broeder vervangt. Is het niet mogelijk deze vervanging nog te vergemakkelijken ?

ANTWOORD.

« De Regeering acht het niet mogelijk, de vervanging van den ouderen broeder door een der jongere nog te vergemakkelijken. Het is trouwens niet mogelijk, een militieplichtige, die de normale lichaamskracht bezit om een goed soldaat te worden, te vervangen door een zijner broeders die de voor den wapenhandel vereischte lichaamskracht niet zou bezitten.

» Er dient echter te worden opgemerkt — dit mag niet ontsnappen aan de aandacht der Middenafdeeling — dat de jongste zoon, die den leeftijd van 16 jaar heeft bereikt, in het leger kan opgenomen worden als vrijwilliger en dat hij al zijne broeders, zelfs zijn oudsten broeder, vrijstelt van elke verplichting in zake van militie.

» De inlijving van den vrijwilliger van 16 jaar zal dus, wat de vrijstelling aangaat, dezelfde uitwerking hebben als de vervanging van den oudsten broeder door een broeder van 18 jaar. »

Dit antwoord gaf aanleiding tot eene nieuwe vraag :

VRAAG.

Uit een antwoord, zooeven aan de Middenafdeeling ingezonden door de Regeering, blijkt dat deze van meening is dat de dienst van de vrijwilligers, die 16 jaar oud zijn, hunne broeders van elke militaire verplichting zal vrijstellen.

Hoe komt dit antwoord van de Regeering overeen met artikel 2, B, 1^o, van de tegenwoordige wet op de militie, volgens hetwelk « de duur van den termijn van militie der vrijwilligers die vóór den leeftijd van achttien jaar dienst nemen, alleen ingang neemt van af den 1^{sten} October van het jaar waarin zij ten volle 18 jaar oud zullen geworden zijn ? »

ANTWOORD.

» Artikel 24, A, van de wet op de militie bepaalt dat, wat de vrijstelling der broeders betreft, de dienst van den vrijwilliger op gelijken voet wordt gesteld met dien van den milicien. Aan de andere zijde worden, krachtens artikel 53, 3^o, als miliciens beschouwd de jongelingen die in dienst getreden zijn vóór den ouderdom voor de militie bepaald.

» Welnu, de termijn van *actieven dienst* van den vrijwilliger van beroep, dien men niet moet verwarren met zijn *militietermijn*, begint reeds op den dag zijner dienstneming. (Art. 100, F.)

» De actieve dienst, welke door een vrijwilliger van beroep van min dan 18 jaar oud gedaan wordt, heeft dus vrijstellende gevolgen voor het gezin, al begint dan ook de militietermijn voor dezen vrijwilliger slechts te loopen van af den 1^{sten} October van het jaar waarin hij ten volle 18 jaar oud is geworden.

» Het wetsontwerp van 8 Juli 1909 verandert in dit opzicht niets aan wat

door de wet van 1870 werd vastgesteld en sinds door geene andere wet gewijzigd. (Zie Arrest Hof van Cassatie, 27 September 1904.) »

Benevens deze nieuwigheid van het ontwerp, blijft de vroegere instelling, zooals zij was opgevat door de wet van 1902, van kracht.

De Middenafdeeling, die er aanzienlijk veel belang aan hecht, dat het volontariaat steeds meer wordt aangemoedigd, stelde de Regeering de volgende vraag, ingegeven door een der besluiten van de Commissie van onderzoek :

VRAAG.

Hoe zal de Regeering de aan oud-militairen verleende voordeelen uitbreiden?

ANTWOORD.

« Het wetsontwerp handhaaft de bepalingen der huidige wet, die de voorkeur geven aan vrijwilligers bij het benoemen tot openbare ambten en eene lijfrente toekennen, op veertigjarigen leeftijd, aan de onderofficieren die twintig jaar werkelijken dienst tellen.

» De bepalingen betreffende de vergelding der vrijwilligers blijven ook van kracht.

» De Regeering zal nagaan of het niet mogelijk zijn zou, in de verschillende besturen het aantal ambten, waartoe oud-vrijwilligers kunnen benoemd worden, te vermeerderen.

» De Regeering zal maatregelen nemen om de inzichten van den wetgever van 1902 naar wensch te verwezenlijken. »

Het volstaat niet, dat de betrekkingen toegankelijk worden gemaakt voor gewezen vrijwilligers; men moet ze hun toezeggen. De afdeeling wenscht dat de lijst dezer betrekkingen worde toegevoegd aan de wet. Zij deed dit niet, omdat het haar onmogelijk schijnt dit initiatief te nemen zonder de medewerking van de uitvoerende macht. Deze alleen is bij machte om met kennis van zaken te bepalen welke betrekkingen men aan gewezen militairen kan voorbehouden zonder 's lands bestuur te schaden.

Men kan de aandacht der Regeering vestigen op de tabellen, gehecht aan de Fransche wet van 1903 op de werving van het leger.

Tabel E vermeldt de betrekkingen die zijn voorbehouden aan opnieuw dienstnemende onderofficieren met ten minste tien jaren dienst, waaronder vier in den graad van onderofficier.

Tabel F duidt de betrekkingen aan, die zijn voorbehouden aan onderofficieren, brigadiers en korporaa's met ten minste vier jaren dienst.

In tabel G vindt men de betrekkingen, voorbehouden aan militairen zonder graad, met ten minste vier jaren dienst.

Deze betrekkingen zijn talrijk; ze zijn ingedeeld in reeksen. Vaak worden al de betrekkingen, begrepen in eene van die reeksen, voorbehouden aan oud-militairen; soms $\frac{5}{6}$, $\frac{4}{5}$ of $\frac{3}{4}$.

Deze aanwijzingen volstaan om te bewijzen dat, in sommige opzichten, de Fransche wet het volontariaat meer bevordert dan de Belgische wet.

Werden betrekkingen voorbehouden aan militairen zonder graad, met ten minste vier jaren dienst, dan zouden de militaire overheden niet langer, zooals thans, verplicht zijn de ordonnansen en plantons te nemen onder de militieplichtigen, tot groot nadeel voor de militaire opleiding. Zij zouden ze kunnen aanstellen onder de opnieuw dienstmennenden.

*
*
*

Het beginsel zelf der vervanging van het stelsel der « militaire loterij » door het stelsel « één zoon per gezin » kan worden besproken.

Het ontwerp, gegrond op het gezin, huldigt de gewichtigheid van de huiselijke samenleving, die voorafging aan elke burgerlijke samenleving en zelfs de oorsprong is van de sociale orde : het verkondigt dat zij een eigen persoonlijkheid heeft, onafhankelijk van elke andere groepeerings.

Werkelijk levert dit stelsel het voordeel op, dat het vooraf aan het gezin doet kennen welken last het zal te dragen hebben ; op die wijze kan het gezin zich daartoe voorbereiden en met het oog daarop alle nuttige schikkingen nemen.

Ongetwijfeld worden daardoor sommige ongelijke en onrechtvaardige toestanden behouden. Is er echter, buiten het volontariaat, eene wijze van werving die daartoe geen aanleiding geeft?

Vestigt de militaire loting geene ongelijkheid onder de gezinnen, wanneer zij aan het eene drie zonen ontnemt en het andere volkomen spaart? Is van nu af de oudste niet blootgesteld om opgeroepen te worden tot den dienst ; en, wordt hij opgeroepen, ontslaat hij dan niet zijn broeder? Last van eerstgeboorte ! En indien talrijke gezinnen worden bevoordeeld door het stelsel « één zoon per gezin », verkeeren zij niet thans in een ondergeschikten toestand, vermits de kansen, dat hun één of meer zonen worden ontnomen, voor hen talrijker zijn dan voor de andere ?

De algemeene dienstplicht zou nog erger drukken op de talrijke gezinnen, waaraan hij al hunne zonen zou ontnemen ! Voorzeker zou hij geene ongelijkheid onder broeders verwekken, vermits zij allen zouden dienen, doch voor velen ware dit gelijkheid in de ellende. Men vat niet gemakkelijk welke verlichting den oudsten zoon zou worden aangebracht door het vooruitzicht dat hij in het regiment zal worden gevolgd door zijne jongere broeders, na hem opgeroepen. Zeer goed ziet men welk offer uit dien hoofde aan het gansche gezin zou worden opgelegd. Hoe talrijker de zonen, hoe meer het gezin zou worden getroffen door den algemeenen dienstplicht, die aldus — doch in veel ruimere mate — tusschen de beide deelen des lands de ongelijkheid zou verwekken, welke men tegen het ontwerp der Regeering aanvoert.

De aanhangers van de afschaffing der plaatsvervanging mogen zelfs terecht hopen dat, zoo broeders in de plaats van hun broeder kunnen optreden, de aanvragen om plaatsvervanging voor geld meer zeldzaam zullen worden. Over deze beschouwingen was men het niet eens. Een lid stelde de volgende nota op :

« Het ontwerp der Regeering berust op eene valsche opvatting van

» den militairen dienstplicht; deze is opgelegd aan de ingezetenen in per-
 » soon, niet aan de groep die het gezin uitmaakt. Het aangeprezen stelsel
 » voert de gelijkheid in tusschen de gezinnen : elk gezin moet slechts één
 » soldaat leveren, welk ook het getal zijner zonen zij; zelfs tusschen broeders
 » behoudt het een niet te rechtvaardigen voorrecht ten bate van de jongere,
 » daar alleen de oudste zoon geheel den last van den gedwongen dienst
 » draagt en deze last op hem drukt gedurende dertien jaar, zelfs wanneer
 » hij een nieuw gezin tot stand brengt. De zekerheid voor de gezinnen, dat
 » zij slechts één zoon aan het leger moeten leveren, zal de aanvragen om
 » plaatsvervangers doen toenemen; de prijs der plaatsvervangings zal ver-
 » hoogen; de plaatsvervangings zal steeds meer een voorrecht worden voor
 » de rijke lieden. Ten slotte, geeft het ontwerp zelfs niet de zekerheid dat
 » het tekort van het vredeseffectief en van het oorlogseffectief, door de
 » Commissie van onderzoek vastgesteld, binnenkort zal aangevuld
 » zijn. »

De Middenafdeeling verklaarde zich voor het stelsel van één zoon per gezin.

* * *

Wij hebben gewezen op drie gevolgen van het ontwerp : de verkorting van den dienstdienst en de verhooging van het contingent, waardoor de getalsterkte van het leger op voet van oorlog zou toenemen. Is de verkorting van den dienstdienst mogelijk, dan zal ongetwijfeld eenieder zich daarover verheugen. Laat ons echter elkander goed verstaan. De verkorting van den dienstdienst wordt voorgesteld als eene vergoeding voor de verhooging van het contingent; men kan nochtans niet zeggen dat zij eene daarbij passende vergoeding is. Het zwaarste, pijnlijkste offer voor het gezin is de scheiding zelve, de verandering in de stoffelijke en zedelijke gewoonten van het familieleven. Van lieverlede zal men daaraan gewennen; en zoo het tweede jaar dienst nog pijnlijk is voor den militieplichtige en zijne naastbestaanden, moet men bekennen dat het over 't algemeen minder hard is dan het eerste. Voegen wij hierbij, dat de militieplichtige, al is hij met onbepaald verlof ontslagen, kan verplicht zijn te voldoen aan terugroepingen, aan eene jaarlijksche schouwing; dat hij blootstaat aan talrijke inbreuken op zijne vrijheid.

Overigens, in militair opzicht kan thans, naar het schijnt, de dienst niet merkkelijk worden verkort. Dit gedeelte der wet dient men slechts met omzichtigheid aan te raken. 't Is de vermindering, in 1902 toegestaan, die aanleiding gaf tot een deel der misrekeningen, waarop werd gewezen door de militaire overheden; daarover handelden wij hierboven. Alvorens toe te stemmen in eene nieuwe vermindering, moet men zeker zijn dat ze niet onze gansche inrichting zal schokken.

Theoretisch kan in 't oneindige worden getwist over den tijd noodig om een goed soldaat te vormen; — nog onlangs werd door een uitstekend officier van ons leger wetenschappelijk bewezen dat de dienstdienst weinig kan

worden verkort (1) —; doch stellig verkiest Duitschland een jaarlijksch contingent van 280,000 manschappen, die nagenoeg twee jaren dienen, boven een contingent van ongeveer 500,000 manschappen die het kan hebben en die niet zoo lang zouden dienen. De Deutsche militaire overheden — die van de Fransche Republiek zijn van hetzelfde gevoelen — zijn dus van oordeel dat een minder talrijk leger, doch met langer geoefende soldaten, beter is.

Te vergeefs stelt men daartegen het voorbeeld van Zwitserland en Nederland. Mocht bij ongeluk het Belgische leger tot oorlogvoeren zijn verplicht, het zou niet te doen hebben met Nederlandsche of Zwitsersche, maar wel met Deutsche of Fransche soldaten. Ons land kan er niet aan denken, een leger te been te brengen, talrijk genoeg om tegen de Fransche of Deutsche legers te strijden; toch heeft het in elk geval het recht om te eischen dat de Belgische soldaat persoonlijk niet beneden den soldaat zij, dien hij zou moeten bevechten.

De beste soldaat is hij, die door opleiding zich het best heeft doordrongen van het begrip van plicht, die den tijd had om zijne overheden en zijne krijgsmakkers te kennen en vertrouwen in hen te verwerven; de aan tucht gewende, die de technische kennis van zijn vak heeft.

Voor zulke opleiding is er tijd noodig.

De Middenafdeeling wilde over den dienstdtijd het gevoelen der Regeering kennen.

De volgende vraag werd gesteld :

VRAAG.

N^o 7^o van het eerste artikel luidt : « Een koninklijk besluit bepaalt jaarlijks den duur van den dienst voor de verschillende wapens, in de mate overeenstemmend met de vereischten van het onderricht, derwijze dat de gemiddelde getalsterkte van 42,800 manschappen niet overschreden wordt. »

A. Wat is de kortst mogelijke duur, bij elk wapen, van het vereischte onderricht der manschappen ?

B. Kan het niet gebeuren dat de getalsterkte van 42,800 manschappen overschreden wordt, zoo de dienstdtijd niet beneden dit minimum mag gaan ?

ANTWOORD.

« A. — De minimum-duur van het onderricht der manschappen hangt af van tal van omstandigheden : graad van geleerdheid vóór het in dienst treden, lichamelijke geschiktheid, ontwikkeling van het plichtbesef, van den geest van tucht en zelfopoffering.

» Men zou zich leelijk misrekenen, moest men den duurtijd van den werkelijken dienst bij elk wapen bepalen naar den tijd die noodig is om het onderricht van elken soldaat in het bijzonder te volmaken.

» Het vraagstuk is veel meer ingewikkeld. Om het op te lossen, moet men andere zaken in overweging nemen, inzonderheid het getal aanwezige manschappen in vredetijd bij elke eenheid, waardoor het mogelijk wordt het intensieve onderricht den besten uitslag te doen geven, en de ver-

(1) FASTREZ, *Ce que l'armée peut être pour la nation*, uitgegeven door het « Institut Solvay ».

eischen der militaire opleiding waarop vooral steunt het onderling vertrouwen tusschen overste en soldaat, alsmede de zedelijke kracht van het leger.

» Met een stelsel van legerwerving, waarbij personen en gezinnen gelijkstaan voor den dienstplicht, zoodat door eenieder het denkbeeld van de bloedbelasting zou kunnen aangenomen worden; met eene ernstige militaire voorbereiding vóór de dienstneming; met eene inrichting op voet van vrede, waarbij de getalsterkte toereikend is voor het onderricht en de legeroefeningen; met eene inrichting op voet van oorlog, begrijpende een minimum van militieklassen, dat is met manschappen die het militaire onderricht niet hebben vergeten en vooral de zedelijke hoedanigheden hebben behouden, welke den strijdenden soldaat kenmerken, zou men er kunnen toe komen het minimum van dienstdij zooveel mogelijk te vermindern.

» In afwachting dat al deze gunstige voorwaarden verwezenlijkt worden, zou de huidige regelmatige dienstdij trapsgewijze kunnen verkort worden, naarmate het contingent 12 1/2 maanden dienst bereikt voor het bestuurspersoneel en 18 tot 27 maanden, naar gelang van de wapens, voor de eigenlijke troepen.

» B. — Die gebeurlijkheid moet niet voorzien worden, want de Regeering kan, bij voorkomend geval, het overtollige effectief vermijden, voorcerst met toepassing van de bij het eerste artikel voorgeschreven maatregelen, « door » het verleenen van onbepaald verlof aan de militievrijwilligers, de militie- » plichtigen en de plaatsvervangers van broeders, die twee derden van hun » dienst hebben uitgedaan en voldeden aan de proeven opgelegd tot het » bekomen van den graad van korporaal of van brigadier »; ten tweede, door het bepalen van eenen *verkorten* dienstdij, namelijk in de bestuursdiensten, waar het technisch en zedelijk onderricht minder dan elders ontwikkeld moet zijn, mits men jaarlijks deze diensten het vereischte aantal manschappen verschaft om den dienst van voeding en verpleging te verzekeren. »

De lange opsomming van al de noodige vereischten voordat de dienstdij kan worden verkort tot minder dan 18 en 27 maanden, het onduidelijk opstel van dit antwoord laten voor de naaste toekomst geene groote verkorting voorzien.

Dat geeft aanleiding tot deze overweging : Wordt het contingent der jaarlijksche lichting vermeerderd, dan verlaagt men den dienstdij van 20 tot 18 maanden voor de infanterie; van 36 tot 27 maanden voor de cavalerie en de artillerie te paard; van 24 tot 12 1/2 maanden voor het bataljon van administratie, op zulke wijze dat er steeds een effectief van 42,800 soldijtrekkende manschappen voorhanden is.

*
* *

Na aan de Regeering te hebben gevraagd wat de grens van dienstvermindering was, verlangde de Middenafdeeling te weten in welke mate men het jaarlijksch contingent, dat uit de wet voortspruit, zou kunnen verhoogen.

Zij stelde de volgende vragen :

VRAAG.

I. — *In de Memorie van Toelichting van het ontwerp leest men :*

« *Uit de opzoekingen van het bureel voor de statistiek bij het Departement van Binnenlandsche Zaken blijkt, dat elk jaar ongeveer 26,500 gezinnen voor de eerste maal een zoon voor de militie laten inschrijven.*

» *Waar men van dit cijfer het gewoon getal afrekt van de om lichamelijke en zedelijke oorzaken afgekeurden, bevindt men dat ongeveer 16,600 jongelieden jaarlijks zonden ingelijfd worden. Aangezien het jaarlijksch geboortecijfer sedert 1901 in België afneemt, zou men op het eerste gezicht meenen dat dit contingent telken jare zal verminderen; doch er dient aangemerkt, dat nog gedurende enkele jaren het getal ingeschreven miliciens zal toenemen, omdat van 1889 tot 1901 het geboortecijfer stijgt en het in 1896 nog dit van 1908 overschrijdt.*

» *De schommelingen van het getal ingeschrevenen zullen zich dus voordoen als volgt :*

» *Het cijfer zal klimmen tot in 1921, daarna zal het dalen totdat het, in 1927, gelijk zal staan met dat van 1896. Na dit tijdstip zal het klimmen of dalen naarmate de sedert 1901 vastgestelde afneming van het geboortecijfer al of niet blijft voortduren. »*

Welke opzoekingen deed het bureel voor de statistiek? Kortom, op welken grond steunt dat cijfer van 26,500 gezinnen? Kan dat cijfer niet worden opgegeven per provincie en per militiekanton?

ANTWOORD.

« Ten einde op nabijkomende wijze te bepalen welk getal miliciens jaarlijks zou zijn begrepen in de militielichting, indien het stelsel « één zoon per gezin » werd toegepast, trachtte het bureel voor de algemeene statistiek uit te maken hoeveel onder de miliciens, jaarlijks ingeschreven voor de loting, er zijn die geen broeder gehad hebben welke vóór hen heeft geloot.

» Dit zijn al de miliciens wier gezin geen zoon vóór hen heeft aangeboden, of die geen familie hebben; anders gezegd, de oudste zonen, de eenige zonen (met of zonder zusters) en de onechte zonen.

» Het onderzoek gold de miliciens der lichting van 1909, en men moest het beperken tot de streken en plaatsen waar het werk kon geschieden met alle mogelijke waarborgen van nauwkeurigheid, zonder al te veel moeite te vergen.

» De opgaven konden worden opgemaakt en nagegaan voor 25 arrondisseminten, bevattende 174 militiekantons en 1,482 gemeenten.

» De samenvatting van deze statistiek per bestuursarrondissement leverde de volgende uitkomsten op :

Beknopte samenvatting.

ARRONDISSEMENTEN.	Getal kantons.	Getal gemeenten.	Getal ingeschrevenen.	Getal ingeschrevenen behoorende tot gezinnen die voor de eerste maal een zoon doen deelne- men aan de loting.	Percent van de eerst ingeschreven zonen van het gezin.
VLAAMSCHE :					
Kortrijk	12	46	2,082	858	41.24
Roeselare	8	20	1,027	393	38.26
Thielt	6	19	710	283	39.86
Oudenaarde.	6	60	1,401	426	38.69
Sint-Niklaas.	6	30	1,622	591	36.44
Dendermonde	5	28	1,300	458	34.93
Hasselt	4	68	1,020	377	36.96
Maaseik	4	36	518	197	38.03
Brussel (32 gemeenten) . . .	—	32	920	363	39.46
Antwerpen (behalve de stad en Borgerhout).	7	58	2,083	879	42.20
Turnhout	8	52	1,396	485	34.74
Te zamen. . .	66	449	13,779	5,310	38.50
WAALSCHE :					
Ath	5	64	773	412	53.30
Charleroi	20	73	3,639	1,794	50.25
Bergen	7	31	2,418	1,253	51.82
Zinik.	5	53	1,388	740	53.31
Doornik	7	89	1,352	667	49.33
Hoei	8	81	946	440	46.51
Verviers.	12	59	1,653	751	45.43
Aarlen	3	21	301	148	49.17
Marche	4	54	383	157	41. »
Neufchâteau.	5	76	546	234	42.86
Virton	4	45	383	181	47.26
Dinant	10	141	774	370	47.80
Philippeville.	7	88	491	232	47.25
Nijvel	11	108	1,507	691	46.18
Te zamen. . .	108	1,033	16,554	8,075	48.78
Vlaamsche arrondissementen . .	66	449	13,779	5,310	38.50
Waalische — . .	108	1,033	16,554	8,075	48.78

» Op 't eerste gezicht bevindt men dat de miliciens, die de eersten van hun gezin deelnemen aan de loting, talrijker zijn in het Waalsche dan in het Vlaamsche land. Het verschil is merkelyk en algemeen. Het kan geene verwondering baren, wanneer men nagaat dat het geboortecijfer aanzienlijker is in het Vlaamsche gedeelte des lands dan in het Waalsche. En daar waar de gezinnen het talrijkst zijn, treft men natuurlijk onder de miliciens meer tweede, derde en vierde zonen aan, die loten, dan daar waar het gezin weinig kinderen telt.

» Om op grond van de gedane waarnemingen de verhouding van de eerst ingeschrevenen voor gansch het Rijk te berekenen, moet men dus eene verschillende verhouding toepassen voor de miliciens uit de Vlaamsche arrondissementen en die uit de Waalsche, te meer daar het aandeel van elke der beide groepen in het gezamenlijk getal miliciens verschilt.

» Zoo werden, in 1909, op 65,110 ingeschreven miliciens, 59,826 geleverd door de Vlaamsche arrondissementen (Antwerpen, beide Vlaanderen, Limburg en Brabant, behalve Nijvel), en 25,284 door de Waalsche arrondissementen. Gemiddeld 61 tot 63 t. h. der miliciens behooren tot het Vlaamsche land en het overige tot het Waalsche.

» Wordt de verhouding van de eerst ingeschrevenen uit de Vlaamsche arrondissementen, waarover het onderzoek zich uitstreckte, toegepast op de gezamenlijke Vlaamsche miliciens, dan verkrijgt men $\frac{59,826 \times 39}{100} = 15,532$.

» Voor de miliciens uit het Walenland kan men toepassen de verhouding van 49 t. h., verworven voor de Waalsche arrondissementen. Zoo bekomt men :

$$\frac{25,284 \times 49}{100} = 12,589.$$

» Te zamen $15,532 + 12,589 = 27,821$ (1).

» Doch de verhouding van 49 t. h. is te sterk. Ze wordt maar bereikt in Henegouw, welks arrondissementen het grootst aandeel hebben in de onderzochte arrondissementen. Het schijnt dat men de werkelijkheid nabijkomt, wanneer men twee verhoudingen neemt voor het Walenland : 50 t. h. voor Henegouw en 45 t. h. voor de overige streken.

» Dan verkrijgt men voor Henegouw.

$$\frac{10,775 \times 50}{100} = 5,387$$

en voor het overige van het Waalsche land (Luik, Luxemburg, Namen, Nijvel), $\frac{14,500 \times 45}{100} = 6,525$; te zamen, $5,387 + 6,525 = 11,912$.

» En voor gansch het land, $15,532 + 11,912 = 27,444$.

» Dus komt men tot een gezamenlijk getal van 27,444 eerst ingeschrevenen op 65,110 miliciens in 1909, hetzij eene verhouding van 42 t. h.

(1) Dit cijfer moet gewijzigd worden; het moet zijn : 27,921 (aanmerking van den verslaggever).

» Er valt op te merken dat het cijfer 27,444 wordt verkregen door te rekenen op 65,110 ingeschrevenen. Doch het getal ingeschrevenen miliciens bedroeg gemiddeld 64,500 in de jongste drie jaren. Eene verhouding van 42 t. h. zou 27,000 eerst ingeschrevenen opleveren.

» Anderdeels kan het getal ingeschrevenen toekomend jaar of een der volgende jaren wellicht lager zijn dan 64,500; want, zoo het waar is dat het getal jongelingen, ingeschreven voor de loting, gestadig toeneemt, is er ook stilstand in die toeneming.

» Eindelijk, mag niet uit het oog worden verloren, dat de verhouding van 42 t. h., aangenomen als zijnde die van de eerst ingeschrevenen van hun gezin, zekere veranderingen zal ondergaan. De gegevens ontbreken om den omvang van deze veranderingen te ramen. Zij komen overeen met de wijzigingen die telken jare ontstaan in het gezamenlijk geboortecijfer, in de verhouding van de eerstgeborenen tot de tweede, derde, vierde geboorten.

» Een bestanddeel dat den omvang van de verhouding der eerstgeborenen vergroot, zijn de talrijke huwelijken. Natuurlijk leveren de jonge gezinnen, sedert één jaar, twee, drie of vier jaren gehuwd, doorgaans de eerstgeborenen op.

» Welnu, in 1889 en de voorgaande jaren was het getal huwelijken tamelijk groot. Op dat oogenblik namen de huwelijken toe en uit deze omstandigheid mag men afleiden dat de verhouding van 42 t. h., onder de ingeschrevenen behorende tot het geslacht van 1889, niet steeds bereikt zal worden en niet zou voorkomen tijdens een jaar behorend tot een tijdvak van vertraging in de huwelijksbeweging.

» Om de hier aangeduide redenen, dacht het bureel voor de algemeene statistiek te moeten opgeven als zijnde het nabijkomend getal der eerst ingeschrevenen van hun gezin onder de ingeschrevenen voor de lichting, niet 27,500, maar wel 26,500, een cijfer dat voorzeker zal worden bereikt.

» Dit cijfer kan worden berekend per provincie, met toepassing van de verhoudingstabellen, voor elke provincie voortspruitende uit de waarnemingen over het getal eerst ingeschrevenen, ingewonnen in de arrondissementen der provincie en hierboven opgegeven. Zoo verkrijgt men, niet de ontleding van het cijfer 26,500, maar van het cijfer 27,500, verkregen op de ingeschrevenen in 1909, waarover het onderzoek zich uitstreckte.

» Deze indeeling kan slechts nabijkomend juist zijn, aangezien de verhoudingen van de eerst ingeschrevenen verschillen van provincie tot provincie en er in elke provincie moet worden gelet op de verschillen tusschen het eene arrondissement en het andere.

» Rekening houdende met die verschillen, verkrijgt men de volgende uitkomsten :

Provinciën.	Getal eerst ingeschrevenen.
Antwerpen	3,544
Brabant	5,115
Henegouw	5,387
Limburg	900
Luik	3,438
Luxemburg	1,480 (1)
Namen	880 (1)
Oost-Vlaanderen	3,930
West-Vlaanderen	3,090
Het Rijk.	27,562

» Het ware moeilijk en niet heel nuttig de indeeling te doen per militiekanton, vermits het getal eerst ingeschrevenen er van jaar tot jaar zal veranderen. Die zeer merkelijke verschillen, wanneer het onderzoek kleine getallen betreft, zullen weinig aanzienlijk zijn voor de gezamenlijke cijfers der provinciën en des Rijks.

Aanvullende nota.

» De tabel voorkomende op de bladzijde die het aantal eerste ingeschrevenen opgeeft per provincie, werd op de volgende wijze verkregen :

» 1° Het aantal ingeschrevenen der lichting van 1909 per provincie werd door de gouverneurs medegedeeld volgens de opgaven berustende in de arrondissements-commissariaten ;

» 2° Het aantal eerste ingeschrevenen werd bekomen door toepassing, op het gezamenlijk getal ingeschrevenen, van de hiernavolgende verhoudingen voortspuitende uit de verhoudingen, bevonden of berekend in de arrondissementsen :

Provinciën.	Aantal ingeschrevenen.	Verhouding t. h. van de eerste ingeschrevenen.
Antwerpen	8,239	40
Brabant	12,226	41.8
West-Vlaanderen	8,132	38
Oost-Vlaanderen	10,344	38
Henegouw	10,775	50
Luik	7,916	43
Limburg	2,400	37.5
Luxemburg	2,018	43.6
Namen	3,059	48.4

» De verhouding 40 t. h. voor de provincie Antwerpen wordt verkregen door de aanueming van de verhouding 43 t. h. voor het arrondissement Antwerpen (42 t. h. : cijfer bevonden voor het arrondissement Antwerpen,

(1) Zie nota tot terechtwijzing.

met uitsluiting der stad Antwerpen, verhoogd met 1 t. h., uit hoofde van de stad Antwerpen); 58 t. h. voor het arrondissement Mechelen; deze verhouding is ook die voor het gansche Vlaamsche land; 35 t. h. voor Turnhout: bevonden verhouding.

» Tot de verhouding 41.8 t. h. voor Brabant komt men door de toepassing der volgende verhoudingen:

	Ingeschrevenen	Verhouding t. h. van de eerste ingeschrevenen.	Eerste inge- schrevenen.
Brussel en voorsteden.	4,706	44	2,070
Andere gemeenten van het ar- rondissement Brussel	5,426	40	1,370
Arrondissement Leuven	2,378	58	979
Arrondissement Nijvel	1,516	46	697

» De verhouding 43 t. h., voor de provincie Luik, spruit voort uit de toepassing der volgende verhoudingen:

	Ingeschrevenen.	Verhoudingen t. h. van de eerste ingeschrevenen.	Eerste ingeschrevenen.
Stad Luik	1,344	44	591
Andere gemeenten van het arron- dissement Luik	3,289	42	1,381
Arrondissement Hoei	946	46	440
— Verviers	1,653	45	751
— Borgworm	686	40	274

» Voor de andere provinciën is de aangenomen verhouding het gemiddeld getal van de bekomen verhoudingen in de berekende arrondissementen: West- en Oost-Vlaanderen: 38 t. h.; Henegouw: 50 t. h.; Limburg: 37.5 t. h.; Luxemburg: 45.6 t. h.; Namen: 48.4 t. h. (Dinant: 48, Philippeville: 47; berekende verhoudingen; Namen: 49: deze verhouding werd aangenomen na vergelijking met de andere arrondissementen en verhoogd wegens de stad Namen. Algemeene verhouding: 48.4).

TERECHTWIJZENDE NOTA.

» In de tabel voorkomende op bladzijde 23 is eene feil geslopen bij de overschrijving: de laatste twee cijfers van het aantal eerste ingeschrevenen moeten in de volgende orde staan: Luxemburg, 880 en Namen, 1,480.

» Deze feil gaf aanleiding tot eene andere feil op bladzijde 29, tabel II, waarin de laatste drie kolommen gewijzigd moeten worden als volgt:

Luxemburg	880	232	648
Namen	1,480	547	933
Het Rijk	27,562	11,659	15,903

» Voegt men er de 2 t. h. van nieuwe vrijstellingen op 27,562 bij, dan hervindt men de 15,400 inlijfbaren, voorzien op bladzijde 28, voor geheel het Rijk ».

VRAAG.

Door middel van welke berekeningen bepaalde men het gewoon aandeel van het tekort wegens lichamelijke en wegens zedelijke oorzaken?

ANTWOORD.

« BEREKENING VAN DE VRIJSTELLINGEN WEGENS LICHAMELIJKE EN ZEDELIJKE OORZAKEN.

» Het cijfer der vrijstellingen werd berekend volgens het stelsel dat sedert verleden jaar is aangenomen, volgens het advies van de centrale Commissie voor statistiek, voor de afkondiging van de uitslagen der militielichting in het *Annuaire statistique*.

» Volgens dat stelsel wordt het getal manschappen, vrijgesteld wegens lichamelijke of zedelijke oorzaken, vergeleken met het gezamenlijk getal ingeschrevenen van de lichting begrepen in het contingent des jaars en met de vrijgestelden wegens lichamelijke of zedelijke oorzaken.

» Met andere woorden, men vraagt zich af : Hoeveel vrijgestelden zijn er op een bepaald getal onderzochte manschappen?

» Ziehier de cijfers van het *Annuaire statistique* voor 1907 en 1908 (deel XXXIX, blz. 230 tot 237) :

	1907	1908
» Vrijgestelden	11,847	12,396
» Ingeschrevenen der lichting, begrepen in het contingent . .	12,063 (1)	12,133 (1)
» Totaal der onderzochte mannen.	25,910	24,529
» Verhouding der vrijgestelden .	49.55 t. h.	50.44 t. h.

» Met het stelsel « één zoon per gezin » is er geene vrijstelling meer wegens dienst van een broeder.

» De vrijstellingen in 1907 en 1908 verminderen als volgt :

	1907	1908
» Vrijstellingen wegens allerhande oorzaken .	11,847	12,396
» Vrijstellingen wegens dienst van een broeder .	3,190	9,457 (2)
	8,657	9,939 (2)

(1) Deze cijfers verkrijgt men wanneer men het totaal der manschappen, vrijgesteld wegens lichamelijke of zedelijke oorzaken, afrekt van de cijfers der vóórlaatste kolom van de tabel op blz. 231 en 233.

(2) Deze cijfers zijn blijkbaar onnauwkeurig; zij moeten gewijzigd worden als volgt : 1908 (Nota van den verslaggever.)

12,396
2,939
9,457.

» Natuurlijk zou het gezamenlijk getal onderzochte manschappen, onder dewelke de gevallen van vrijstelling werden aangetroffen, in dezelfde mate verminderen.

» In 1907 : 23,910 — 3,190 = 20,720.

» In 1908 : 24,529 — 2,939 = 21,590.

» De vrijgestelden in 1907 : 8,657; verhouding : 41.78 t. h.

» — 1908 : 9,437; — 43.80 t. h.

» Gemiddeld getal vrijstellingen in de twee jaren : 42.79 t. h.

» Anderdeels voorziet het ontwerp de vrijstelling van hen die ontheven zijn onder het tegenwoordige stelsel (bedienaars van de eerediensten, onderwijzers, enz.) en de vrijstelling van eene nieuwe groep.

» Wanneer men in aanmerking neemt dat de verhouding der vrijgestelden van dien aard thans nagenoeg 1 t. h. bedraagt, en onderstellende dat zij nagenoeg verdubbeld zou zijn met het nieuw stelsel, mag men aannemen dat de totale verhouding der vrijgestelden 44 t. h. zou nabijkomen.

» Wordt deze verhouding van 44 t. h. toegepast op het contingent van 26,500, hierboven aangenomen, dan verkrijgt men $\frac{26,500 \times 44}{100} = 11,660$ vrijgestelden; op 27,500 zou het getal vrijgestelden 12,100 bedragen.

» Het getal inlijfbare manschappen wordt dus bepaald als volgt :

» Berekend naar het gemiddeld cijfer der laatste drie jaren :

$$\begin{array}{r} 26,500 \\ - 11,660 \\ \hline 14,840 \end{array}$$

» Berekend naar het jaar 1909 alleen :

$$\begin{array}{r} 27,500 \\ - 12,100 \\ \hline 15,400 \end{array}$$

» Wil men de verhouding der vrijgestelden per provincie bepalen, dan kan men insgelijks nemen het gemiddeld cijfer der vrijgestelden voor de laatste twee jaren. Dan verkrijgt men de volgende tabel, waarvan de gegevens zijn ontleend aan het *Annuaire* :

Verhoudingen van de vrijgestelden wegens lichamelijke of zedelijke oorzaken (niet inbegrepen de broeders onder dienst), gemiddeld cijfer 1907-1908, op honderd onderzochte manschappen, per provincie.

PROVINCIEËN.	Miliciens tot den dienst opgeroepen.	Vrijgesteld wegens lichamelijke oorzaken.	Vrijgesteld wegens zedelijke oorzaken (niet inbegrepen de broeders onder dienst).	Totaal der vrijgestelden.	Totaal der onderzochte mannen.	Verhouding ten honderd der vrijgestelden.
Antwerpen	1,554	841	204	1,045	2,599	40.2
Brabant	2,040	1,914	637	2,551	4,591	55.6
West-Vlaanderen	1,539	736	84	820	2,359	34.8
Oost-Vlaanderen	1,973	742	233	975	2,948	33.1
Henegouw	2,004	1,269	570	1,839	3,843	47.8
Luik	1,467	820	243	1,063	2,530	42.0
Limburg	470	458	79	237	707	33.5
Luxemburg	432	418	37	155	587	26.4
Namen	621	238	127	365	986	37.0
Het Rijk	12,100	6,836	2,214	9,050	21,150	42.8

Past men deze verhoudingen toe op bovenstaande cijfers, als zijnde die van de eerst ingeschrevenen per provincie (op den grondslag van 1909), dan krijgt men onderstaande uitslagen :

PROVINCIEËN.	Getal der eerst ingeschrevenen.	Vrijgesteld.	Getal der inlijfbaren.
Antwerpen	3,344	1,344	2,000
Brabant	5,113	2,842	2,271
West-Vlaanderen	3,090	1,075	2,015
Oost-Vlaanderen	3,930	1,300	2,630
Henegouw	5,387	2,575	2,812
Luik	3,438	1,443	1,995
Limburg	900	301	599
Luxemburg (1)	1,480	390	1,090
Namen (1)	880	325	555
Het Rijk (1)	27,562	11,595	15,967

(1) Volgens de terechtwijzende nota moet deze tabel gewijzigd worden als volgt :

Luxemburg	880	232	648
Namen	1,480	547	953
Het Rijk	27,562	11,659	15,903

(Nota van den verslaggever).

VRAAG.

Kan men, ten minste op nabijkomende wijze, en volgens welke regelen, bepalen het getal ingeschrevenen voor elk der jaren 1910 tot 1921? Het contingent der lichting in elk van die jaren? Wat zouden ze zijn?

ANTWOORD.

« Het is niet mogelijk, zelfs op nabijkomende wijze, te bepalen het getal der ingeschrevenen en het contingent voor elk der jaren 1910 tot 1921.

» Men kan, weliswaar, daaromtrent onderstelde berekeningen maken, doch hare uitslagen zouden slechts weinig waarborg opleveren, gezien de onzekerheid en de onvastheid van sommige gegevens waarop dient te worden gerekend.

» Elk stelsel van werving, steunende op een demographisch gegeven, zooals de bevolking, de geboorten, de eerstgeborenen, is natuurlijk verbonden aan de veranderingen van dit gegeven en ondergaat den invloed van de oorzaken die daarop werken.

» Met het thans bestaande stelsel verschilt het getal ingeschrevenen voor de militie telken jare merkelyk. 't Ware moeilijk te bepalen wat het getal zal zijn voor de aanstaande tien jaren.

» Zoo werden, in 1908, 63,454 miliciens ingeschreven; welnu, dit cijfer werd overschreden sedert 1901 (zie *Annuaire statistique. Militielichting. Algemeene uitslag. D. 59, blz. 223*).

» Zoo ontstaan er onregelmatigheden in het cijfer van het getal jongelingen die ieder jaar den militieouderdom bereiken. Deze onregelmatigheden veroorloven slechts voorspellingen zonder groote waarde en die hoogstwaarschijnlijk zouden tegengesproken worden door de feiten bij de cijfers van elke toekomende lichting.

» De cijfers berekenen van het jaarlijksch contingent voor elk der jaren 1910 tot 1921 ware nog veel onzekerder, dewijl het wetsontwerp zekere bepalingen bevat, waarvan de uitwerking eerst na eene voorafgaande proefneming kan worden bepaald. De hier bedoelde bepalingen zijn inzonderheid die van artikel 1, 3 (vrijstellingen voor één jaar) en 5^o. »

*
* * *

Die berekeningen zouden voorzeker van naderbij onderzocht moeten worden. De Middenafdeeling beschikt niet over de noodige gegevens om ze na te gaan; zij kent zelfs den naam niet van de gemeenten waar het bureel voor de statistiek zijne opzoekingen deed.

Eene eerste opmerking dient echter te worden gemaakt.

Het bureel voor de statistiek nam de ingeschrevenen van 1,482 gemeenten op, dat is van 168 gemeenten meer dan de helft der gemeenten van België.

Het getal ingeschrevenen, aldus opgenomen, bedraagt 50,333, zijnde 2,222 minder dan de helft van de ingeschrevenen der lichting van 1909. Veel meer dan de helft der gemeenten geven slechts een getal beneden de helft van het gezamenlijk getal ingeschrevenen.

Daaruit volgt dus dat men de ingeschrevenen van de volkrijkste gemeenten niet heeft opgenomen.

Dit wordt bevestigd door hetgeen men weet van de gemeenten waar de opsporingen werden gedaan.

In de provincie Antwerpen liet men de vier volkrijkste steden ter zijde : Antwerpen met 310,903, Mechelen met 59,107, Borgerhout met 46,441, Lier met 25,146 inwoners.

Voor Brabant geven de 32 gemeenten, die in het arrondissement Brussel werden opgenomen, slechts 920 ingeschrevenen. Zij moeten dus te zamen niet veel meer dan een honderdduizendtal inwoners tellen. Dit bewijst genoeg dat men de voorsteden van Brussel onverlet heeft gelaten. Ook de twee volkrijkste steden van Brabant, na de voorsteden van Brussel, werden ter zijde gelaten : Leuven met 42,219 en Thienen met 18,701 inwoners.

In West-Vlaanderen verzuimde men de twee volkrijkste steden : Brugge met 53,781 en Oostende met 42,419 inwoners.

In Oost-Vlaanderen verzuimde men de twee volkrijkste steden : Gent met 164,117 en Aalst met 33,240 inwoners.

In de provincie Luik verzuimde men Luik met 173,939 en Seraing met 41,208 inwoners.

In de provincie Namen verzuimde men Namen met 31,920 inwoners.

Voor de vier volkrijkste gemeenten van het land : Antwerpen, Brussel, Gent en Luik, werd tot geene opneming overgegaan.

Over het algemeen komt het geringste getal kinderen per gezin voor in de volkrijkste centrum; in de groote centrum zal men dus het minst getal jongere broeders, en bijgevolg het grootst getal eerstgeboren zonen naar evenredigheid van het geheel getal ingeschrevenen aantreffen.

Had dus het bureel voor de statistiek de ingeschrevenen van de volkrijkste gemeenten opgenomen, dan zou de verhouding der eerstgeborenen hooger geweest zijn dan 48.78 t. h. in het Walenland en 38.50 t. h. in het Vlaamsche land. Het cijfer 27,921 eerst ingeschrevenen, dat tot grondslag dient aan al de berekeningen van het bureel voor statistiek, zou dus overschreden geworden zijn.

Onderstellen wij zelfs dat de cijfers van het bureel voor de statistiek juist zijn. Het getal gezinnen die elk jaar, voor de eerste maal, een zoon bij de militie laten inschrijven, zou dus ongeveer 26,500 bedragen (1). Door het gewoon verlies om redenen van zedelijken en lichamelijken aard, zou dit cijfer verminderen tot 16,000; doch bij dit getal moet men, van het eerste jaar af, voegen de beroepsvrijwilligers, wanneer zij niet een broeder vervangen. Reeds het tweede jaar zouden deze getallen zich gansch anders voordoen. Bij de 16,000 inlijfbaren en vrijwilligers zou men moeten voegen :

1^o De jongste zonen die den militieleeftijd hebben bereikt en behooren tot gezinnen, waarvan de oudste zoon zou vrijgesteld zijn het eerste jaar ;

2^o de uitgestelden die niet meer zouden vrijgesteld worden.

(1) Toelichting, bl. G.

Het vierde jaar zou het getal dezer aanzienlijk zijn, daar het uitstel tot inlijving slechts voor drie jaren wordt toegestaan aan diegenen welke bewijzen dat het door hunne studiën of hun beroep wordt vereischt.

Wanneer eindelijk de wet volledig zou werken en die gezinnen alleen, wier zoon of zonen allen voorgoed zouden vrijgesteld zijn, geen zoon voor het leger zouden leveren; wanneer het toenemen der geboorten al zijn invloed zou doen gelden, dan zou men kunnen staande houden dat het contingent 200,000 manschappen in ruime mate zou overschrijden.

Sommigen gaan zelfs veel verder.

De Regeering voorziet deze ontzaglijke verhooging van het contingent niet; ja, zij wenscht die niet. Dat blijkt op afdoende wijze uit hare antwoorden aan de Middenafdeeling.

Deze antwoorden luiden :

VRAAG.

Ingevolge de militiewet van 1902 werden koninklijke besluiten uitgevaardigd, waarbij het leger op oorlogs- en op vredesvoet werd ingericht.

De Middenafdeeling wenscht te vernemen hoe, althans in breede trekken, het leger zal ingericht worden op oorlogs- en op vredesvoet, indien het ontwerp aangenomen wordt.

ANTWOORD.

« Behoudens de veldartillerie, waarvoor achttien nieuwe batterijen in elk geval voorzien worden, zal de legerinrichting op vredes- en op oorlogsvoet onveranderd blijven. »

VRAAG.

Komt het getal officieren en reserve-officieren overeen met het getal, door de wet tot inrichting van het leger voorzien?

ANTWOORD.

» Ja, daar het wetsontwerp, aan de Wetgevende Kamers onderworpen, geene verandering brengt in het getal diensteenheden van het leger. »

VRAAG.

Zou het aannemen van het wetsontwerp niet noodzakelijk onder dezen of genen vorm eene verhooging medebrengen van begrootingslasten, ten minste uit hoofde van uitrusting, wapening, huisvesting, verpleging, enz. :

a) *Welke ook de duur van den actieven dienst moge zijn;*

b) *Zelfs ingeval deze zou bepaald worden als onder 7° van artikel 1, dit is « in eene mate overeenstemmend met de vereischten van het onderricht der manschappen en op zulke wijze dat de voorziene gemiddelde getalsterkte (42,800 manschappen) niet wordt overschreden » ?*

Op hoeveel raamt de Regeering deze verhooging der militaire lasten, indien zij denkt dat zij zal voorkomen?

ANTWOORD.

» Uit het aannemen van het wetsontwerp, en naar evenredigheid van een gemiddeld werkelijk bereikt vredeseffectief van 42,800 manschappen, reeds sedert 1902 voorzien en door het tegenwoordig voorstel behouden, zal geene verhooging van lasten voortspruiten, noch voor de wapening, daar onze voorraad volledig is, noch voor de huisvesting of de verpleging, daar onze inrichtingen voor dit effectief voorzien werden.

» Het zal enkel noodig zijn, de artikelen van de begroting, welke onvoldoende mochten gebleven zijn wegens verlies, ter kennis van het Parlement gebracht, op de hoogte te stellen van de noodzakelijkheden, voortspuitende uit dit bereikt effectief.

» Dit zou overigens het geval zijn met elk wetsontwerp dat een gemiddeld effectief van 42,800 manschappen en een duur van actieven diensttijd zou voorzien, dat den tegenwoordigen duur zou nabijkomen.

» Indien het nieuw ontwerp, door toepassing van artikel I, 7°, eene verkorting van den duur van den dienst zou medebrengen, zou deze voortkomen uit eene verhooging van het jaarlijksch contingent, veroorzaakt door het toepassen van het stelsel « één man per gezin ». Deze verhooging zou eenen zekeren invloed uitoefenen, doch slechts op de kleedings- en uitrustingskosten, en dan nog maar in eene verhouding welke alleen door ondervinding kan bepaald worden. Maar deze invloed zou niet heel aanzienlijk zijn, daar, indien men meer uniformen en uitrustingen zou noodig hebben, deze niet zoo lang in gebruik zouden blijven.

» De uitgave, éénmaal gedaan, welke zou voortspruiten uit eene verhooging van het jaarlijksch contingent, mag men ramen op 140 frank per man. Deze zou *bijna geheel* vergoed worden door eene vermindering van slijtage, voortkomende uit de vermindering van den duur van den actieven dienst. »

Een lid wenschte in denzelfden gedachtengang de twee volgende vragen te stellen :

VRAAG.

Welk zal, ingeval het wetsontwerp aangenomen wordt, zooals het is voorgesteld, het vermoedelijk oorlogseffectief zijn gedurende de jaren 1910 tot en met 1927?

Welk zal, in elk geval, het laagste oorlogseffectief zijn, berekend op den grond van het jaarlijksch contingent van 16,000 manschappen, waarvan sprake is in de Toelichting :

- a) *Rekenschap houdende met de reserve-vrijwilligers;*
- b) *Zonder daarmede rekenschap te houden?*

ANTWOORD.

« Zooals werd gezegd in het antwoord op de 3^{de} vraag van n° I (statistiek) van de eerste reeks vragen door de Middenafdeeling gesteld, is het niet mogelijk, zelfs vermoedelijk de contingenten van elk der jaren 1910

tot 1921 te bepalen. Onder deze omstandigheden is het bepalen der oorlogseffectieven niet mogelijk.

» In de veronderstelling van een jaarlijksch contingent van 16,000 manschappen, zouden de oorlogseffectieven vermoedelijk de volgende cijfers bereiken, wanneer, na dertien jaren toepassing, de wet volledig zal hebben gewerkt, dus in 1923 :

» 182,369 man, wanneer men rekenschap houdt met 10,000 reserve-vrijwilligers ;

» 172,369, wanneer men daarmede geen rekenschap houdt. »

VRAAG.

Welk is het getal mannen, die, naar den grondslag van het ontwerp, ieder jaar zouden moeten ingelijfd worden, opdat het oorlogseffectief van 1910 tot en met 1927, 180,000 man zou bedragen,

a) *Rekenschap houdende met de 10,000 reserve-vrijwilligers voorzien toen de wet van 1902 werd gemaakt ;*

b) *Alleen rekenschap houdende met de reeds bekomen dienstnemingen van vrijwilligers ?*

ANTWOORD.

« Het wetsontwerp behelst niet de voorwaarde, de oorlogseffectieven te verzekeren van 1910 af en ze op hunne hoogte te behouden van jaar tot jaar, dat wil zeggen het jaarlijks in te lijven getal mannen te bepalen zoodat men voortdurend kan beschikken over het bedoeld oorlogseffectief van 180,000 man, voordat het toegepast werd op dertien militieklassen.

» Wilde men, bijvoorbeeld, de oorlogseffectieven brengen tot op 180,000 manschappen van 1910 af — zooals de gestelde vraag het schijnt te bedoelen —, dan zou de klas van 1910 een aanzienlijk contingent moeten bedragen, aangezien het tekort van de twaalf andere militieklassen onder het bestaande stelsel daardoor zou moeten aangevuld worden.

» De uitkomst kan slechts geleidelijk bereikt worden. »

Uit deze antwoorden vloeit een duidelijk besluit voort.

Het Belgische leger is ingericht met het oog op een vredeseffectief van 42,800 manschappen (1) en een oorlogseffectief van 180,000 manschappen. Zijne kaders van officieren en zijne lagere kaders, zijne bewapening en inzonderheid zijne veldartillerie — die zelfs, naar evenredigheid van het legereffectief, minder sterk is dan de veldartillerie van verschillende andere Europeesche legers —, de hoeveelheid dezer uitrustingen zijn naar deze effectieven berekend. De Regeering doet haar inzicht kennen, daarin geene wijziging te brengen.

Anderdeels, zou een aanzienlijk vermeerderd contingent het oorlogseffectief, bestaande uit dertien militieklassen, verhoogen. Hier schijnt dus eene eerste tegenstrijdigheid te bestaan.

(1) Juist 43,050. (Zie de Koninklijke Besluiten tot inrichting van het leger, van 24 November 1902 en 17 December 1902.)

Wat het leger op voet van vrede betreft, een aanzienlijk verhoogd contingent, gevoegd bij de 14,014 (1) vrijwilligers in gewonen dienst, zou de verplichting opleggen, den dienstdag nog meer te verkorten dan door de Regeering is voorzien, indien met het getal van 42,800 manschappen met soldij wil behouden. Ook hier schijnt er eene tegenstrijdigheid te bestaan.

Door de jaarlijksche bepaling van het contingent kan het Parlement nagaan en welke opofferingen aan het land worden opgelegd door het cijfer der lichting en door de vermeerdering van het oorlogseffectief.

Overigens, sommigen zijn van meening dat artikel 119 van de Grondwet verplicht, het bedrag van de lichting jaarlijks te bepalen. Dit artikel luidt : « Het contingent van het leger wordt jaarlijks bepaald. De wet, die het bepaalt, is slechts van kracht voor één jaar, indien zij niet hernieuwd wordt. »

Op die zijde van het militaire vraagstuk vestigde zich de aandacht van al de partijen in de afdeelingen.

De verklaringen van de liberale linkerzijde, van de socialistische linkerzijde, van verscheidene leden der rechterzijde, waarvan één zelfs vergde dat zijn gezegde woordelijk werd opgenomen, behelzen alle uitdrukkelijke voorbehoudingen omtrent de grondwettelijkheid der op dat gebied voorgestelde bepalingen (2).

De Middenafdeeling richtte dus tot de Regeering de volgende vraag :

(1) Verslag van den heer Pouillet, blz. 49.

(2) Hier volgen deze verklaringen :

Verklaring der liberale linkerzijde.

De liberale linkerzijde is van gevoelen dat de persoonlijke dienstplicht tot grondslag dienen moet bij de herinrichting van het leger. De afschaffing van de loting en tevens het behouden van de plaatsvervanging zijn niet geschikt om eene rechtvaardige verdeeling der militaire lasten te verzekeren.

Werd de plaatsvervanging afgeschaft, dan zou de liberale linkerzijde met vaderland-schen verzoeningsgeest het wetsontwerp grondig onderzoeken en zou zij er naar streven om er, overeenkomstig de denkbeelden uitgedrukt door den Minister van Oorlog op 24 November laatstleden, het beginsel van den algemeenen dienstplicht, verzacht door verkorting van dienstdag, in op te nemen.

De liberale linkerzijde maakt de meest uitdrukkelijke voorbehouding omtrent de uitkomsten van het aangeprezen stelsel dat eene nieuwe, lang niet zekere en wisselvallige proef schijnt, omtrent de onbepaaldheid van het contingent en van den dienstdag, evenals omtrent *de grondwettelijkheid van de daartoe voorgestelde maatregelen*.

Voor de vrijstellingen van de bedienaars der eerediensten moet niets nieuws ingevoerd worden.

De vrijstelling van kloosterlingen zou, bij het stelsel van het ontwerp dat de plaatsvervanging handhaaft, een niet te rechtvaardigen voorrecht zijn.

Verklaring van de socialistische linkerzijde.

Overwegende, dat het stelsel « één zoon per gezin » slechts een uitvlucht is, die wellicht de voorkeur verdient boven de loting, doch dat het toeval der loting vervangt door het toeval der geboorte;

Overwegende, dat het ontwerp der Regeering de wettelijke erkenning van de geeste-

VRAAG.

Indien de nieuwe militiewet aangenomen wordt, welken vorm zal men dan geven aan het wetsontwerp betreffende het contingent?

ANTWOORD.

« Niets zou veranderd worden in het hierbijgevoegd wetsontwerp op het contingent vastgesteld voor 1909 (Bijlage I), behalve dat artikel 2 zou vervangen worden door den volgende tekst :

lijke gemeenschappen meebrengt; dat het de vrijstellingen, die men voorstelt « om gewichtige redenen » toe te staan aan zekere jongelingen, aan gunst en willekeur overlaat; dat *het, in strijd met artikel 119 der Grondwet, alle kracht ontneeft aan de jaarlijksche stemming van het contingent, daar het 't getal van de jongelingen die er toe geroepen zijn niet vaststelt*; dat het aan de uitvoerende macht het buitensporig recht overlaat, den diensttijd vast te stellen bij een enkel koninklijk besluit; dat het eene verzwaring is van de militaire lasten;

Overwegende, dat het ontwerp bovendien met een vernietigend gebrek behept is, namelijk het handhaven van de plaatsvervangende en het invoeren van den persoonlijken dienstplicht van de armen alleen,

Beslist de socialistische linkerzijde, het te verwerpen en zich krachtig te verzetten tegen zijne aanneming.

Zij verklaart echter dat, zoo de meerderheid der Kamer tot de afschaffing van de plaatsvervangende besloot, zij het ontwerp der Regeering ernstig en grondig zou onderzoeken, dat zij het zou trachten te wijzigen en binnenkort het beginsel van den algemeenen verkorten dienstplicht zou trachten te doen zegeviereren met de vrijstellingen voorzien door den Minister van Oorlog, namelijk de vrijstelling der behoeftigen.

Verklaring van een lid der meerderheid.

Mijn vurig verlangen is tot eene overeenkomst te geraken, die mij toelaten zal voor het wetsontwerp te stemmen. Doch in de eerste plaats hangt mijne stem af van het behoud der plaatsvervangende, en in de tweede plaats acht ik het ontwerp in zijn huidigen vorm onaannemelijk in verschillende opzichten.

Vooreerst dient te worden aangemerkt dat het ontwerp volstrekt op vermoedens steunt. Geene statistiek, geene oorkonde wordt voorgelegd om de grondslagen en de berekeningen daarvan te rechtvaardigen.

Daarbij steunt het op dit tweevoudig denkbeeld, dat, het eerste jaar, het contingent 16,000 man zou bedragen, en dat de volgende jaren het contingent zou toenemen. Daarentrent dient te worden aangemerkt dat, in de vergadering der rechterzijde, de heer Schollaert gesproken had van een contingent van 15,400 manschappen voor het eerste jaar; dat verder het ontwerp berust op een stelsel van veranderlijke contingenten; dat het onmogelijk zijn zou, jaarlijks het cijfer der contingenten vast te stellen *en dat in dit opzicht het ontwerp strijdig is met de Grondwet*.

Ten slotte, zou de verhooging van het contingent vergoed worden door achtereenvolgende en geleidelijke verkorting van den diensttijd. Deze verkorting zou de kracht en de bestendigheid van het leger kunnen in gevaar brengen; zij zou overigens overgelaten worden aan de willekeur van den Minister van Oorlog, wat niet aannemelijk is.

Ik voeg er nog bij dat het ontwerp den oudsten zoon van een gezin een bezwaarlijk te rechtvaardigen lot oplegt. Het hoofd van het kabinet had verklaard dat een jongere zoon de plaats van zijn ouderen broeder zou kunnen innemen; doch het ontwerp stelt tot deze plaatsvervangende zeer strenge vereischen, die bezwaarlijk zullen aangenomen worden.

Om deze redenen onthoud ik mij bij de stemming in de afdeeling.

« Het contingent der militielichting, voor 1910, wordt vastgesteld op één » man per gezin, opgeroepen naar de voorschriften der wet op de militie », zooals is aangeduid in Bijlage II.

« Er dient te worden aangemerkt dat het uit de beraadslagingen der Kamer duidelijk blijkt, dat de jaarlijksche wet op het contingent enkel het aantal manschappen beoogt die onder de wapens kunnen geroepen worden, zonder nieuwe tusschenkomst van de Wetgeving. Dit aantal zou bepaald blijven op 100,000 manschappen. »

BIJLAGE I.

ONTWERP VAN WET.

LEOPOLD II, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op voorstel van Onzen Minister van Oorlog en van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Landbouw,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Oorlog en Onze Minister van Binnenlandsche Zaken en Landbouw zijn belast, in Onzen naam, het ontwerp van wet, waarvan de inhoud volgt, aan de Wetgevende Kamers aan te bieden :

ARTIKEL 1.

Het contingent van het leger op voet van vrede, voor 1909, wordt vastgesteld op ten hoogste honderd duizend (100,000) man.

ART. 2.

Het contingent der militielichting, voor 1909, wordt vastgesteld op dertien duizend drie honderd (13,300) man.

Gegeven te Laken, den 14ⁿ December 1908.

LEOPOLD.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Landbouw,

F. SCHOLLART.

ONTWERP VAN WET.

LEOPOLD II, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL!

Op voorstel van Onzen Minister van Oorlog en van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Landbouw,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Oorlog en Onze Minister van Binnenlandsche Zaken en Landbouw zijn belast, in Onzen naam, het ontwerp van wet, waarvan de inhoud volgt, aan de Wetgevende Kamers aan te bieden :

EERSTE ARTIKEL.

Het contingent van het leger op voet van vrede, voor 1910, wordt vastgesteld op ten hoogste honderd duizend (100,000) man.

ART. 2.

Het contingent der militielichting, voor 1910, wordt vastgesteld op één man per gezin, opgeroepen naar de voorschriften der wet op de militie.

Gegeven te , den

LEOPOLD.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Oorlog,

.

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Landbouw,

.

Het is de eerste maal, sedert 1830, dat men voorstelt, aan de Kamers de jaarlijksche stemming te onttrekken over het aantal jongelingen die geroepen worden om het contingent der lichting uit te maken. De verslaggever werd dus door de Middenafdeeling gelast te onderzoeken of dergelijke wijziging overeenstemt met de voorschriften der Grondwet. De afdeeling moest daarover geen uitspraak doen.

Sedert 1831 was men algemeen van gevoelen dat de uitvoerende macht geen soldaten werven kan, dat geen enkele Belg tot den militairen dienst verplicht kan worden, indien de jaarlijksche wet op het contingent het aantal manschappen niet vastgesteld heeft, dat door elke lichting geleverd moet worden.

Van af de stemming over de eerste wet van het contingent in 1831, wordt deze meening gehuldigd en men begrijpt welke kracht zij ontleent aan het feit, dat zij door Grondwetgevers werd uitgedrukt tegenover Grondwetgevers.

Onder het Nederlandsch bewind werd de militie door de volgende drie wetten beheerscht :

Organieke wet van 8 Januari 1817;

Wet van 28 November 1818;

Wet van 27 April 1820;

Wet van 21 December 1824.

Voor het contingent stelden deze organieke wetten een maximum vast. Artikel 13 der wet van 28 November 1818 luidt : « In geen geval mogen de » contingenten (1) te zamen meer manschappen bedragen dan één op drie » honderd inwoners. »

Binnen de grenzen van dit maximum bepaalde de Koning het juiste cijfer van het contingent. Artikel 11 der wet van 8 Januari 1817 erkende hem dit recht in de volgende bewoordingen : « De contingenten van elke provincie » tot bedoelde (jaarlijksche) lichting worden door Ons jaarlijks vastgesteld » naar verhouding van het bevolkingscijfer. » Deze contingenten waren over 't algemeen lager dan het wettelijk maximum. Aldus werden, gedurende de laatste jaren van het Hollandsch Bewind, « de contingenten slechts gebracht » op drie vierden van het door de wet vastgestelde cijfer ; en het baart verwondering dat het contingent van 1831 nauwelijks de helft overschrijdt, » of 1 man op 600 inwoners » (2).

Het jaarlijksch contingent, door onze provinciën geleverd, bedroeg dus gedurende deze jaren ongeveer 9,000 manschappen. In 1831 bedroeg het slechts 7,427 man (3).

De Omwenteling laat de militiewetten onveranderd. Het Congres neemt enkel in de Grondwet de artikelen op, die men kent.

En nochtans wordt, het jaar na de stemming van artikel 119, eene belangrijke wijziging gebracht in de handelwijze van de Regeering.

Insteede van zelf het contingent der lichting vast te stellen, zooals Koning Willem deed, wordt de Wetgeving door de uitvoerende macht verzocht het contingent te bepalen.

De Minister van Oorlog, kolonel de Brouckère, legt het eerste ontwerp van contingent neer, waarvan artikel 3 luidt : « Het contingent der lichting » van 1832 is vastgesteld op een minimum van 12,000 manschappen, die in » reserve zullen gehouden worden. »

De Kamers wijzigen dit artikel volgenderwijze : « Het contingent van de » lichting van 1832 is bepaald op een maximum van 12,000 manschappen » die tot beschikking der Regeering gesteld worden. »

(1) Het geldt de contingenten waarvan sprake is in artikel 12 van dezelfde wet, luidende : « Moest het gebeuren dat de aanwerving van vrijwilligers, gevoegd bij het gewone » contingent, ontoereikend zou blijken om de bataljons voltallig te houden, en dat de » aanvulling noodig zou geoordeeld worden ... dan zou hierin voorzien worden door eene » buitengewone lichting. »

(2) Memorie van Toelichting van het ontwerp van wet op het contingent. (Vergadering van 23 November 1831.)

(3) *Historique de l'établissement militaire de la Belgique*, door B^{on} DE RYCKEL, majoor van den staf ; II, bl. 402.

Dus vóór de Grondwet, bepaalt de Koning het contingent der lichting. Na de Grondwet, en onder dezelfde militiewet, bepaalt de wet het contingent.

Waarom?

De Minister van Oorlog zegt het in de Memorie van Toelichting van 23 November 1831.

« De uitvoerende macht, zegt deze Toelichting, neemt, krachtens artikel » 119 van de Grondwet, de plaats in van de macht die de Koning uitoefende krachtens artikel 11 der wet van 8 Januari 1817. »

Zooeven haalden wij dit artikel 11 aan. De macht, die de Koning krachtens dit artikel uitoefende, bestond hierin, dat hij het contingent der jaarlijksche lichting vaststelde.

Dat is dus wel de macht, die artikel 119 voortaan aan den wetgever toekent.

Het vervolg van de Memorie van Toelichting bepaalt nader nog de gedachte der Regeering en bewijst hoever zij de nauwgezetheid dreef waar het eene Grondwetsbepaling gold : « De bezwaren tegen de jaarlijksche vaststelling, voegt zij erbij, deden zich gevoelen bij de toepassing van dit » artikel sedert wij in staat van oorlog verkeerden. De contingenten werden » slechts gebracht op drie vierden van het door de wet bepaalde cijfer, » en het baart verwondering dat het contingent van 1831 nauwelijks de » helft overschrijdt, of 1 man op 600 inwoners. »

» Er ou eene verdraaide wetsverklaring noodig geweest zijn om op het » verleden terug te komen, militieraden in te richten om al de gevallen van » vrijstelling der tot aanvulling geroepen manschappen te onderzoeken. » De vaststelling van een maximum neemt dit bezwaar weg, zonder de verplichting mee te brengen meer manschappen onder de wapens te roepen. »

De toestand is dus de volgende :

De Hollandsche militiewet bepaalde een maximum : één militieplichtige op 300 inwoners.

Het wetsontwerp op de militie, dat wij thans onderzoeken, bepaalt ook een maximum, doch dit maximum is veel meer onbepaald : één zoon per gezin.

Ondanks de bepaling van het wettelijke maximum, verzoekt de Regeering van 1831 de Wetgeving, over het cijfer van het contingent te stemmen.

Dit is wel de erkenning van de grondwettelijke verplichting.

Doch kon in 1831 de Belgische Regeering althans voor het verleden, en om den oorlog tegen Nederland voort te zetten, niet gebruik maken van het recht dat de uitvoerende macht vóór de Grondwet bezat?

De Koning der Nederlanden, de uitvoerende macht, had de contingenten van 1831, 1830, 1829, 1828, 1827 vasgesteld. Kon de Koning der Belgen, de nieuwe uitvoerende macht, niet terugkomen op deze besluiten en de contingenten van 1831, 1830, 1829, 1828 en 1827 verhoogen?

Daartoe, antwoordt de Regeering van 1831, zou eene verdraaide wetsverklaring noodig geweest zijn en zij wacht de wet op het contingent af.

De Regeering van 1831 is dus wel overtuigd dat de Grondwet de jaar-

lijksche stemming van het cijfer van het contingent oplegt. Eerder dan te schenden wat zij voor eene verplichting houdt, liet zij het Belgische leger in eenen staat van minderheid. Deze overtuiging drukt zij uit in de Kamers, grootendeels samengesteld uit leden van het Congres, die kort te voren de Grondwet behandeld en aangenomen hadden. Geen enkel onder hen verzette zich tegen deze verklaring, « waarvan de bezwaren zich deden gevoelen sedert men oorlog voerde ». Kan men beweren dat zij verkeerd is?

Sedert 1831 gaat geen jaar voorbij zonder dat de Regeering het cijfer van het contingent der lichting aan de Kamers voorstelde en zonder dat de Kamers er over stemden (1).

Niet eenmaal gedurende 78 jaar werd de grondwettelijke verplichting betwist. Herhaaldelijk werd zij gehuldigd.

In 1879 gebeurde dit onder meldenswaardige omstandigheden.

De regeering van Frère-Orban verlangde een gezamenlijk effectief te bekomen van 100,000 manschappen met acht militieklassen. Om dit te verkrijgen komt zij terug tot het stelsel der lichtingen met wisselend contingent, elk contingent moetende het verlies van de vorige contingenten vergoeden door eene aanvullende lichting. Zoo bedroeg het contingent van 1879 12,173 manschappen in stede van 12,000; dit van 1880, 12,186 manschappen; dit van 1881, 12,723; dit van 1882, 12,969; dit van 1883, 13,146; dit van 1884, 13,500.

Deze achtereenvolgende verhoogingen werden slechts aangenomen na rumoerige beraadslagingen, daar zekere leden van de meerderheid zich verbonden hadden geene verhooging van contingent toe te staan. Indien de verklaring, die men thans geven wil van artikel 119, aangenomen was geworden door de toenmalige Regeering, zou men licht elke moeilijkheid vermeden hebben. Het ware voldoende geweest, de wet van het contingent te doen luiden als volgt : « Eerste artikel : Het contingent van het leger voor... is bepaald op 100,000 manschappen.—Artikel 2 : Het contingent van de militielighting is bepaald op het aantal manschappen dat noodig is om een volledig contingent van 100,000 manschappen te bekomen met acht jaarlijksche militieklassen. »

In stede van tot dit middel haar toevlucht te nemen, bevestigde de liberale Regeering uitdrukkelijk de grondwettelijke verplichting van de stemming over beide cijfers (lichting en contingent op vredesvoet).

De Memorie van Toelichting van de contingentwet, ingediend op 9 December 1879, luidt :

« Wij hebben de eer, U het wetsontwerp over te leggen waarbij, *overeenkomstig de bepalingen van artikel 119 der Grondwet*, bepaald moet worden het contingent van het leger gedurende het jaar 1880 en het contingent, te lichten op de militieklass van hetzelfde jaar. »

(1) Een enkele maal, in 1847, stemden de Kamers het jaarlijksch contingent van de lichting niet, om de goede reden dat in 1848 geene militielighting plaats had. De Kamers behoefden dus geene machtiging te verleenen aan de Regeering; de wet van 8 Mei 1847 had den militieouderdom een jaar verschoven.

Om eene wetsverklaring te wijzigen, die steunt op eene 78jarige praktijk van Regeering en Wetgeving, op uitdrukkelijke verklaringen, zou men onwederlegbaar moeten bewijzen dat men zich sedert drie kwart eener eeuw vergist heeft. Waar zijn deze bewijzen ?

De verklaring, steunende op de overlevering, strookt met den zin zelf van de bewoordingen van artikel 119.

De woordenboeken der Fransche taal behelzen in verschillende bewoordingen soortgelijke verklaringen van het woord *contingent*.

Het *Dictionnaire de l'Académie* luidt : « *Contingent* : beduidt gewoonlijk het aantal soldaten dat door het land geleverd moet worden. *Het wetgevend korps stemt jaarlijks het contingent.* »

Het woordenboek van Littré : « *Contingent* : aantal manschappen dat geleverd moet worden. »

Het woordenboek van Larousse : « *Contingent* : aandeel dat ten laste gelegd wordt van elke landsomschrijving bij de jaarlijksche verdeeling van de rechtstreeksche belastingen of van de legeraanwerving. »

Het militaire woordenboek is nog duidelijker.

Uit het militaire woordenboek. — *Encyclopédie des sciences militaires*, door een comiteit van officieren van alle wapens. — Parijs, 5, rue des Beaux-Arts : Luidens artikel 42 der wet van 15 Juli 1889, wordt het in te lijven contingent samengesteld uit de jongelingen, ingeschreven op de eerste der lijsten van de kantonnale aanwerving. Deze verklaring schijnt niet geheel juist, aangezien de vrijgestelden, voorkomende op het tweede en derde gedeelte der lijsten, krachtens de huidige wetgeving ingelijfd moeten worden evenals die van het eerste gedeelte, behalve dat zij na een jaar dienst met verlof het leger verlaten ; beter zou men dus zeggen dat *het contingent elk jaar bestaat uit het gedeelte van de klasse dat onder de wapens geroepen wordt, na de aanwervingsverrichtingen, of met andere woorden, uit al de jongelingen, ingeschreven op de opnemingsstabellen, na afstrek der vrijgestelden, der uitgestelden, der manschappen opgenomen in de hulpdiensten, der uitgesloten en, ten slotte, uit de jongelingen die reeds aan den dienst gehecht zijn door vrijwillige dienstneming, brevet of commissie.*

Het woord : « *contingent* » onderstelt eene gedwongene bijdrage, een recht tot lichting, eene verplichting tot dienen. Het mag niet verward worden met de woorden : « *getalsterkte van het leger* ».

Neemt men alleen den tekst van artikel 119 in aanmerking, dan heeft het klaarblijkelijk in 't Fransch deze beteekenis : « Het aantal manschappen, dat ieder jaar door het land moet geleverd worden, wordt ieder jaar bij stemming bepaald. »

Om artikel 119 anders te begrijpen, moet men den zin der woorden veranderen.

Bij de voorbereidende werkzaamheden wordt bedoeld artikel 119 niet verklaard. Het werd zonder bespreking aangenomen op het volgend verslag van den heer Fleussu :

« Menige schrijver heeft doen uitschijnen welke gevaren zijn verbonden aan het in stand houden van talrijke legers, wier onderhoud groote kosten vergt

in vreedetijd; al te dikwijls, in stede van tot heil van den Staat te dienen, dragen zij er toe bij, de ondernemingen der dwingelandij in de hand te werken : deze waarheid wordt gestaafd door de handelwijs van elke alleenheerschappij.

» Twee middelen werden aangewend om dat bezwaar uit den weg te ruimen : het jaarlijksch toestaan van de noodige gelden, het jaarlijksch bepalen van het legercontingent. Eene wet zal ieder jaar dat contingent bepalen, derwijze dat men zeker zijn zal dat het altijd geëvenredigd zijn zal aan 's lands geldmiddelen en behoeften. »

Men ziet het, de verslaggever bepaalt de beteekenis niet welke hij aan het woord : « contingent » geeft. Zoolang het tegendeel niet is bewezen, is het te onderstellen dat het de Fransche beteekenis is.

Het verslag wijst enkel op het doel, door de Grondwetgevers beoogd : het Parlement in staat te stellen, het contingent evenredig te maken aan 's lands geldmiddelen en behoeften.

Het kan niet worden betwist dat men in onzekerheid verkeert betreffende de uitkomsten van het ons onderworpen ontwerp; mag men bijgevolg staande houden dat de inzichten der Grondwetgevers zouden vervuld zijn, indien het Parlement ophield het te lichten contingent te stemmen?

Weet men van stonden aan of de lasten, welke de nieuwe wet het land zou opleggen, geëvenredigd zouden zijn aan zijne geldmiddelen en behoeften?

Is het integendeel niet blijkbaar onmogelijk, den omvang dier lasten te bepalen?

Is echter het stemmen van het contingent der jaarlijksche lichting voldoende om gevolg te geven aan de Grondwetsbepaling? Moet het Parlement niet ook het aantal soldaten bepalen, die de Regeering onder de wapens mag roepen zonder tusschenkomst der Wetgeving?

Dat punt kan worden betwist.

Van af de eerste wet op het contingent werd het gezamenlijk getal soldaten, die de Regeering op die wijze onder de wapens mag roepen, gevoegd bij het contingent der lichting, en tot in 1839 bepaalt de wet op het contingent ieder jaar beide cijfers.

Voor de eerste maal in 1839 werd door eene Regeering, bestaande uit de heeren de Theux, Raikem, Desmaysière en J.-B. Nothomb, allen Grondwetgevers, een ontwerp voorgelegd, waarin het eerste getal, dit der manschappen die onder de wapens mochten geroepen worden, niet duidelijk was bepaald.

Dat ontwerp, ingediend den 17ⁿ December 1839, luidt :

« ARTIKEL 1. — Het contingent der lichting voor 1840 is bepaald op ten » hoogste 10,000 manschappen, die ter beschikking van de Regeering wor- » den gesteld.

» ART. 2. — Deze lichting zal, met de vrijwilligers der verschillende » soorten en, naar gelang der behoeften, met de vroegere lichtingen die » beschikbaar blijven krachtens de militiewetten, dienen tot het in stand » houden van de getalsterkte welke zal voortvloeien uit de kredieten uitge- » trokken op de begrooting van oorlog. »

Dat was eene afwijking van het stelsel toegepast sedert de omwenteling. Deze afwijking werd aangenomen noch door de Middenafdeeling, noch door de Kamer. Na een verslag door den heer Brabant en redevoeringen van de heeren Brabant, Dumortier, de Bronckère, generaal Wilmart en anderen, werd er besloten bij het getal der lichting te voegen het getal van 50,000 manschappen, zijnde het getal dat de Regeering onder de wapens mocht roepen zonder tusschenkomst van het Parlement.

Niemand betwistte dat het contingent jaarlijks moest gestemd worden.

Steunende op die bespreking van 1839, kan men staande houden dat het Parlement het aantal manschappen, welke de Regeering onder de wapens mag roepen zonder tusschenkomst van de Wetgevende Kamers, ook jaarlijks moet bepalen.

Er dient nochtans te worden opgemerkt dat op twee tijdstippen, in 1868, onder een liberaal ministerie, en in 1901, onder een katholiek ministerie, het Parlement dat aantal manschappen niet bepaalde.

De tekst der wet op het contingent voor 1869, waarvan het ontwerp werd ingediend den 4ⁿ Maart 1868, luidt als volgt :

« Het contingent der militielichting van 1869 wordt bepaald op ten »
» hoogste 12,000 manschappen die ter beschikking van de Regeering zijn »
» gesteld. Dat contingent is gesplitst in twee gedeelten, een werkelijk »
» gedeelte van 11,000 manschappen en een reserve-gedeelte van 1,000 man- »
» schappen, toegewezen aan de infanterie. »

Deze wet werd besproken van een grondwettelijk standpunt. Dat blijkt uit de verklaringen van sommige redenaars. Politieke mannen, die in 1839 het woord hadden gevoerd, waren nog lid van het Parlement in 1868. Niemand hield staande dat de wet strijdig was met de Grondwet, omdat zij enkel het contingent der lichting bepaalde.

Evenzoo in 1901. De wet op het contingent, den 1ⁿ Januari 1902 in het *Staatsblad* bekendgemaakt, bepaalt niet het aantal manschappen welke de Regeering onder de wapens mag roepen.

Kortom, de stemming van het contingent der lichting is verplichtend volgens de Grondwet; daartoe werd overgegaan ieder jaar sedert 1831.

Over de vraag of het Parlement daarenboven verplicht is het aantal manschappen te bepalen, welke de Regeering onder de wapens mag roepen zonder tusschenkomst der Wetgeving, kan worden getwist.

Het eventueel ontwerp van wet op het contingent, door de Regeering aan de Middenafdeeling gezonden, is ongrondwettelijk indien deze overwegingen gegrond zijn.

De Grondwet eischt de stemming van het contingent van het leger, met andere woorden de stemming van het aantal soldaten die de Regeering ieder jaar gemachtigd is te lichten, die het land moet opleveren.

Het ontwerp stelt voor, de middelen te stemmen waardoor men er toe zal komen die soldaten te werven. Dat is hetzelfde niet.

De Middenafdeeling heeft de volgende bepaling aangenomen, welke zij voorstelt in de wet op te nemen :

« Het getal ingeschrevenen, die worden opgeroepen om het contingent

» der volgende lichting uit te maken, wordt elk jaar vastgesteld door eene wet. »

De Middenafdeeling ontleent aan het stelsel der Regeering het uitnemend beginsel van één zoon per gezin. Wij gaven de redenen daarvan op. Maar zij blijft de grondwettelijke overlevering getrouw. De organieke wet behoeft slechts de wijze te bepalen, waarop de manschappen worden geworven, en laat tevens aan de jaarlijksche wet op het contingent de zorg over om het getal te lichten manschappen te bepalen.

Het gelijktijdig toepassen van het stelsel « één zoon per gezin » en van het stelsel der jaarlijksche bepaling van het contingent geeft aanleiding tot bezwaren die aan de Middenafdeeling niet ontsnapten.

Er rijst een eerste vraag op, die zich met het stelsel der Regeering niet voordeed. Zullen de vrijwilligers afgetrokken worden van het getal bepaald voor het contingent?

Volgens het stelsel der Regeering, moesten al de eerst ingeschrevene zonen optrekken, onaangezien het getal vrijwilligers. Het groot getal vrijwilligers niet plaatsvervangers kon, bij voorkomend geval, enkel tot eene vermindering van den dienstdadigheid aanleiding geven.

Het stelsel der Middenafdeeling doet eene tweede vraag oprijzen. Indien het getal ingeschrevenen, die moeten optrekken krachtens de organieke wet, grooter is dan het getal ingeschrevenen bepaald door de wet op het contingent, wat zal er geworden van het teveel?

Het blijkt wel dat, wat de eerste vraag betreft, de vrijwilligers moeten medegerekend worden in het contingent. Zóó werd door de Middenafdeeling beslist.

Wat de tweede vraag aangaat, had de Middenafdeeling gaarne de inzichten der Regeering gekend. Zij stelde haar dus de volgende vraag :

VRAAG.

In zitting van 8 September nam de Middenafdeeling de volgende bepaling aan :

« De wet bepaalt elk jaar het getal (maximum) der ingeschrevenen die het contingent van de lichting van het volgende jaar zullen uitmaken. »

Zou de Regeering aan de Middenafdeeling de nieuwe wetsformule willen mededeelen tot bepaling van het contingent van het leger, het overeenbrengende met haren tekst en het cijfer, waarvan die tekst de aanduiding voorschrijft, inschrijvende?

ANTWOORD.

» Deze vraag heeft geen betrekking op den tekst van het ontwerp van militiewet, door de Regeering neergelegd. Zij is het gevolg van eene nieuwe bepaling, door de Middenafdeeling ingevoerd. Het behoort dus niet aan de Regeering dit voorstel met zijn ontwerp overeen te brengen. »

Uit dit antwoord blijkt dat de Regeering niet verlangt met de Middenafdeeling mede te werken om een stelsel tot stand te brengen steunende op de jaarlijksche stemming van het contingent. Ongetwijfeld behoudt de

Regeering zich voor, het door de Middenafdeeling voor te dragen stelsel in zijn geheel te onderzoeken.

De Middenafdeeling kan nochtans niet afzien van denkbeelden die zij voor de ware houdt. Beroofd van de bestuurskrachten waarover de Regeering beschikt, heeft zij een stelsel voorbereid, dat voorwaar vatbaar is voor verbetering, doch dat de strekkingen weerspiegelt van het meerendeel harer leden.

Artikel 27 der militiewet somt eene reeks vrijstellingen op, voor één jaar uitgesproken door de militieraden.

Het zijn de vrijstellingen, gegrond op den lichamelijken staat of op den familietoestand van den betrokkene.

De Middenafdeeling stelt voor, in overeenstemming met de Regeering, daaraan toe te voegen vrijstellingen ten voordeele der leden van geestelijke genootschappen, leerlingen in de godgeleerdheid of in de wijsbegeerte, leerlingen uit normaalscholen, het onderwijzend personeel.

Zij stelt verder vrijstelling voor ten behoeve van hen die den Staat dienen in de kolonie.

Al die vrijgestelden staan, ingevolge artikel 15, drie achtereenvolgende jaren aan het hoofd van de lijst der ingeschrevenen.

Blijven de redenen tot hunne vrijstelling voortduren, dan worden zij na drie jaren voorgoed vrijgesteld.

Bij deze lange opsomming van vrijstellingen, die voor het meerendeel tot nog toe als onontbeerlijk werden beschouwd, voegt de Middenafdeeling er nieuwe, welke slechts worden uitgesproken indien het getal dienstplichtige familiezones het bij de wet bepaald contingent te boven gaat.

In dat geval, wordt, tot beloop van het teveel, vrijstelling verleend aan de loontrekkenden die bewijzen dat hun loon bijdraagt tot ondersteuning van : hetzij de echtgenoot met of zonder kind ; hetzij den vader en de moeder of een van beiden ; hetzij de grootouders of een hunner ; hetzij de broeders en zusters of een hunner.

Het geldt niet meer enkel de vrijstelling, toegestaan aan den onmisbaren steun. Het volstaat dat de loontrekkende bewijst dat zijn loon bijdraagt tot ondersteuning van de in het ontwerp vermelde personen van zijne familie.

Anderdeels moeten natuurlijk deze personen dat loon noodig hebben om te kunnen voortleven zooals vroeger. Het loon moet ondersteunen ; het mag niet eenvoudig het overtollige zijn.

De afdeeling bepaalt de volgorde van deze vrijstellingen, naar gelang het teveel min of meer aanzienlijk zijn zal : eerst de steun van vrouw en kinderen ; dan die der ouders ; vervolgens die van broeders en zusters.

De militieraden beslissen of de betrokkene beantwoordt aan de vereischten van deze vrijstelling.

Is de vrijstelling eenmaal uitgesproken ten bate van een ingeschrevene, dan staat deze drie jaren achtereen op de lijst, voorzien bij artikel 15 ; hij moet bewijzen of hij nog de vereischte voorwaarden vervult. Het vierde jaar wordt hij voorgoed vrijgesteld.

Eene loting duidt diegenen aan welke worden vrijgesteld in de reeks waartoe men door het bedrag van het teveel geraakt.

Wordt door het getal bij dit artikel voorziene vrijgesteld den het te veel niet uitgeput, dan moet de wetgever blijkbaar nieuwe maatregelen nemen. Deze mogelijkheid schijnt niet te moeten voorzien worden voor de eerste jaren. Het jaar dat zij zich voordoet, zouden de jongste ingeschrevenen van de lichting worden uitgesteld tot het volgende jaar, wat de wetgevende macht tijd zou gunnen om maatregelen te beramen.

Een koninklijk besluit bepaalt de bijzonderheden voor de toepassing der wet : wijze van loting, waarborgen waarmede zij moet omkleed zijn.

Deze loting zal overigens beperkt zijn tot een betrekkelijk gering getal, vermits zij slechts van toepassing is op eene enkele van de opgesomde groepen.

De Middenafdeeling handhaaft de uitstellen tot inlijving door de Regeering voorgesteld, doch geeft daaraan hunne echte benaming.

Dit stelsel werd door de Middenafdeeling aangenomen met 4 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen.

* * *

Kortom, de Middenafdeeling neemt al de voorstellen aan, welke tot doel hebben het voluntariaat te bevorderen ; zij raadt de Regeering aan, er nog meer te doen.

Zij vereenigt zich met de vervanging van het stelsel der loting door het stelsel « één zoon per gezin ».

Zij eischt dat het contingent der lichting door de wet wordt bepaald en stelt vast hoe men over het mogelijk te veel beschikken zal.

Zij acht dat deze voorstellen, waarvan de beginselen zijn ontleend aan het ontwerp ingediend door de Regeering, den huidige toestand onbetwistbaar verbeteren zoowel in maatschappelijk als in militair opzicht.

Met 4 stemmen tegen 2 en 1 onthouding, verzoekt zij de Kamer ze aan te nemen.

Zij uit den wensch dat men te gelijker tijd zou overgaan tot de behandeling en van de wet op het contingent voor 1910 en van deze organieke wet.

III.

HET ONTWERP DER REGEERING.

BEHANDELING EN STEMMINGEN IN DE AFDEELINGEN EN IN DE MIDDENAFDEELING

Wijziging wat den vorm aangaat. — Grondslag van de werving. — Bron van de militieplicht. — Vrijstellingen. — Gemiddelde getalsterkte met soldij. — Verkorting van den dienstdienst. — Vrijwillige dienstnemen. — Andere wijzigingen. — Stemmingen in de afdeelingen en in de Middenafdeeling.

Als bijlage wordt medegedeeld de tabel van de voorstellen der Middenafdeeling benevens de daarmee overeenstemmende wetsbepalingen en de voorstellen der Regeering.

Deze tabel moet in twee deelen gesplitst worden.

Het eerste behelst de gewichtige wijzigingen gebracht in de militiewet; het tweede betreft enkel den vorm. Het zijn de voorstellen die slechts ten doel hebben den bestaanden tekst overeen te brengen met de nieuwe bepalingen.

De gewichtige wijzigingen betreffen vooral de artikelen 1, 26, 27, 85 en 100 der wet.

Nagenoeg al de wijzigingen van louteren vorm, alsmede die welke onbetwistbaar voortspruiten uit het nieuwe stelsel, werden opgesomd door de Regeering in haar antwoord aan de Middenafdeeling.

VRAAG.

Het wetsontwerp luidt :

« ART. 2. — *Worden ingetrokken de bepalingen van de wet op de militie welke strijdig zijn met deze wet.* »

De Middenafdeeling verlangt dat de volledige opsomming van de bepalingen der huidige wet, die de Regeering beschouwt als zijnde afgeschaft door haar ontwerp, haar worde medegedeeld.

ANTWOORD.

I. — *Volledige opsomming van de bepalingen der huidige militiewet die de Regeering beschouwt als zijnde afgeschaft door haar ontwerp.*

ART. 5. — Wordt weggelaten.

ART. 6. — Weglating der woorden : « Ten einde deel te nemen aan de loting... »

ART. 9. — Weglating der woorden : « Om aan de loting deel te nemen ».

ART. 10. — Weglating der woorden : « die in de loting begrepen werd ».

ART. 12. — Weglating der woorden : « vóór de in artikel 16 vermelde sluiting », der woorden : « waarvan spraak in artikel 22 » en der woorden : « zonder mede te tellen in het door zijn kanton te verstrekken contingent ».

ART. 15. — Weglating der woorden : « en wier nummer begrepen was in het contingent van het jaar waarin zij geloot hebben ».

ART. 16 tot 22. — Ingetrokken.

ART. 27, 6°. — Weglating der woorden : « en wier nummers bereikt zijn door de vorming van het contingent » en der woorden : « en de familie alsdan maar één zoon aan het leger moet leveren ».

ART. 27, 7°. — Weglating der woorden : « lotings(lijt) ».

ART. 28. — Ingetrokken.

ART. 31, A, B, en C. — Ingetrokken.

ART. 54 (B). — Weglating der woorden : « lotings(lijt) » en der woorden : « de loting ».

ART. 58, 1^o. — Weglating van het woord : « lotings(lijst) ».

ART. 44. — Weglating van het woord : « lotings(lijst) ».

ART. 46, A. — Weglating der woorden : « die in het contingent door andere miliciens dienen vervangen ».

ART. 46, B. — Weglating der woorden : « het nummer der loting ».

ART. 49, F. — Weglating der woorden : « door artikel 31 ».

ART. 66, 1^o. — Weglating der woorden : « Is hij aangenomen » tot en met inbegrip van de woorden : « op de lijst der ingeschrevenen gebracht ».

ART. 70. — Ingetrokken.

ART. 81. — Weglating der woorden : « een afzonderlijke staat vermeldt de tot den dienst opgeroepen ingeschrevenen van de lichte van het jaar die van inlijving ontslagen zijn ».

ART. 83. — Afgeschaft.

ART. 84. — Weglating der woorden : « tot aanvulling van het contingent ».

ART. 85. — Weglating der woorden : « te doen binnen de 24 maanden na de oproeping onder de wapens.
. te doen binnen de 39 maanden na de oproeping onder de wapens.

. te doen binnen de 30 maanden na de oproeping onder de wapens.

. te doen binnen de 24 maanden na de oproeping onder de wapens.

. te doen binnen de 34 maanden na de oproeping onder de wapens.

. te doen zonder onderbreking. »

ART. 91. — Weglating der woorden : « den dag der loting, onmiddellijk na deze verrichting » en der woorden « binnen de tien dagen ».

ART. 95, 2^o. — Weglating der woorden : « wegens zijn nummer in het contingent zijner klasse begrepen ».

ART. 98. — Weglating der woorden : « door de loting ».

ART. 100, G, H en I. — De woorden « vrijwilligers van het contingent » worden weggelaten en vervangen door de bepaling der nieuwe wet betreffende de militievrijwilligers.

Deze wijzigingen van louteren ^{*} ^{*} ^{*} vorm werden zonder bespreking aangenomen (1). De gewichtige wijzigingen gaven aanleiding tot de gedachtenwisselingen en de uitleggingen welke wij hieronder beknopt mededeelen.

(1) De Middenafdeeling voegde eene of andere wijziging bij die, aldus door de Regering voorgesteld. Aldus, aangezien het getal belanghebbenden zeer verminderd was, liet zij bij artikel 46 de bekendmaking weg van den staat der vrijgestelden. Die bekendmaking was soms nutteloos vernederend voor dezen en gaf aanleiding tot betreurenswaardige uitleggingen. Voortaan zal die staat alleen ter beschikking van de belanghebbenden worden gehouden.

HOOFDSTUK I. — *Samenstelling van het leger.*

Daar de Middenafdeeling beslist had dat het voorstel van den heer Bertrand betreffende de afschaffing van de plaatsvervanging slechts na het voorstel der Regeering zou behandeld worden, stelde een lid een amendement voor op artikel 1 van de wet, luidende: « Het werven van het leger geschiedt door vrijwillige dienstnemingen en jaarlijksche oproepingen; de opgeroepen manschappen zijn gehouden hunnen dienst in persoon waar te nemen. »

Dit amendement werd verworpen met 5 stemmen tegen 2.

Sommige leden stelden voor, den tegenwoordigen tekst van artikel 1 der wet te wijzigen. 't Is, zegde men, de openbare denkwijze op een dwaalspoor brengen te verkonden dat « de werving van het leger geschiedt » door vrijwillige dienstnemingen, terwijl, bij voorkomend geval, door » jaarlijksche oproepingen wordt voorzien in de ontoereikendheid van » het getal dezer dienstnemingen ». 't Is het tegendeel dat bestaat: de lichtingen zijn de grondslag der werving; de vrijwillige dienstnemingen zijn slechts de aanvulling daarvan.

Dat is wel zoo, indien men het getal manschappen in aanmerking neemt. Onbetwistbaar zijn er in het Belgische leger meer gedwongen soldaten dan vrijwilligers.

Dit artikel vertolkt echter heel duidelijk het doel dat de wetgever wenscht te bereiken; zijn ideaal is de werving door vrijwillige dienstnemingen. Dat ideaal is niet verwezenlijkt; men moet dus voorzien in de ontbrekende vrijwillige dienstnemingen.

De gemengde Commissie van 1900 sprak overigens niet anders.

« De werving van het leger geschiedt door middel van vrijwillige dienstnemingen en, voor het overige, door middel van jaarlijksche lichtingen. » Dit werd aangenomen met algemeene stemmen zoowel door de katholieke als door de liberale leden der Commissie.

Eene wijziging in de bewoordingen der wet zou beteekenen dat de Middenafdeeling ervan afziet, dat het voluntariaat den bijzondersten grondslag der werving zou uitmaken. Wij hebben gezegd dat zulks het geval niet is, integendeel, en dat zij er den hoogsten prijs aan hecht die wervingswijze te zien toenemen.

De huidige tekst der wet werd dus gehandhaafd met 5 stemmen tegen 2.

Verscheidene bezwaren werden aangevoerd tegen den tekst, door de Regeering voorgesteld ter aanvulling van artikel 1.

Onafhankelijk van het beginsel zelf der wet, waarvan wij daareven spraken en dat door de Middenafdeeling werd goedgekeurd, werden bezwaren aangevoerd tegen den vorm waarin dat beginsel was vertolkt.

Het ontwerp der Regeering komt zich plaatsen naast eene wet die een geordend geheel uitmaakte en op andere beginselen steunde. Het volstaat niet, nieuwe bepalingen te plaatsen naast vroegere bepalingen; men moet ze daarenboven samensmelten. In hoofdstuk VI legt de militiewet de verplichting op, zich te doen inschrijven voor de lichting van het contingent. Benevens deze verplichting staat de bekrachti-

ging. Hij die niet ingeschreven is, wordt geacht weerspanning te zijn. In hoofdstuk III duidt de wet de wijze aan, volgens welke de ingeschrevenen voor den dienst zullen aangewezen worden : deze wijze is de loting. Maken, volgens artikel 19, deel uit van het contingent, de ingeschrevenen die de laagste nummers trekken. In dat artikel 19 ligt, eenerzijds, de bron van het recht voor den Staat om den jongeling op te roepen ; anderzijds, de bron der verplichting voor den jongeling om den oproep van den Staat te beantwoorden. Opdat een ingeschrevene geacht worde verplicht te zijn tot den dienst, volstaat het te bewijzen dat hij een der laagste nummers getrokken heeft tot het vereischte getal in te lijven lotelingen. Vraagt die ingeschrevene eene vrijstelling, dan moet hij zelf bewijzen dat hij daarop recht heeft.

Gansch dit hoofdstuk III, dat de bron is der militieverplichting, vervalt ten gevolge van het ontwerp. Er moet dus eene andere oorzaak van verplichting voor den jongeling, van recht voor den Staat, uitgedrukt worden. Die nieuwe bron van verplichting en van recht is aangewezen in artikel 1 van het ontwerp. « Deze oproepingen strekken zich uit tot alle jongelingen, » van wien geen broeder een militietermijn vervult of heeft vervuld. »

Bijgevolg zou de Regeering, die een man oproept, voortaan moeten bewijzen dat de jongeling, wiens inlijving hij vordert, geen broeder heeft, die een militietermijn vervult of heeft vervuld.

Deze tekst schijnt overigens geen andere reden tot vrijstelling in aanmerking te nemen.

Hij kwam dus onvoldoende en onnauwkeurig voor.

Theoretisch gesproken, ware de echte plaats van het nieuw artikel achteraan het Hoofdstuk der Inschrijving. In de eerste plaats, verplichting tot inschrijving; vervolgens, aanduiding van de wijze waarop men kiest onder de ingeschrevenen.

Het scheen echter nuttig, van af het eerste artikel, de wet haren titel, haar opschrift te geven, behoudens de bronnen der verplichting nader te bepalen in een ander artikel.

De Middenafdeeling nam dus een dubbel besluit. Het beginsel zelf der wet wordt uitgedrukt in artikel 1 : « De militaire dienst mag niet aan meer dan één zoon per gezin worden opgelegd. »

De toepassing van het beginsel en de bron der verplichting staan bovenaan het hoofdstuk IV : « Elke ingeschrevene wordt tot den dienst geroepen, tenzij hij werd uitgesloten, indien hij niet bewijst dat hij recht heeft op voorloopige of bepaalde vrijstelling uit kracht van de bepalingen dezer wet. »

Dan volgt de opgave der redenen van vrijstelling.

Wordt, onder andere, bepaald vrijgesteld, hij van wien een broeder een dienst van acht jaar heeft vervuld, onder dienst is overleden of enkel ophield deel uit te maken van het leger ten gevolge van feiten onafhankelijk van zijnen wil of buiten zijne schuld.

Wordt, onder andere, voorloopig en voor één jaar vrijgesteld, hij van wien een broeder een dienst van acht jaar vervult.

Dat is het beginsel van één zoon per gezin, nader ontwikkeld en bepaald.

De volgende paragraaf van artikel 1 legt de verplichting op, ieder jaar het contingent der volgende lichting vast te stellen. Daarin wordt bepaald dat het niet door de uitvoerende macht wordt vastgesteld, maar door de wetgevende macht.

It is eigenlijk de handhaving van wat tot nog toe steeds geschiedde. Deze bepaling werd aangenomen met 4 stemmen tegen 2.

Een lid der Middenafdeeling wenschte dat het goed bepaald worde dat het aldus vastgesteld contingent een maximum is. *Quod abundat non vitiat.*

HOOFDSTUK IV. — *Vrijstellingen*

De hoofdstukken van het ontwerp betreffende de vrijstellingen en ontheffingen gaven aanleiding tot vragen.

Eerst en vooral eene vraag van algemeen aard :

VRAAG.

Welke bepalingen regelen in Duitschland, Frankrijk, Nederland en Zwitserland de ontheffingen en de tijdelijke of definitieve vrijstellingen?

ANTWOORD.

DUITSCHLAND (wet van 1888).

Krijgsverplichtingen.

- » De dienst wordt persoonlijk opgelegd aan elken Duitschen burger.
- » Duur der krijgsverplichtingen : 25 jaar, te weten :

<i>Actieve leger</i>	2 jaar.
Cavalerie, artillerie te paard	3 —
Trein : 4/7 van het effectief	1 —
<i>Reserve van het actieve leger</i>	5 —
Cavalerie, artillerie te paard	4 —
Trein : 4/7 van het effectief	6 —
<i>Landwehr, 1^e ban</i>	5 —
Cavalerie, artillerie te paard	3 —
<i>Landwehr, 2^e ban</i>	7 —
Cavalerie, artillerie te paard	9 —
<i>Landsturm, 2^e ban</i>	6 —

Definitieve vrijstelling.

- » De jongelingen die wegens lichamelijke of verstandelijke gebreken ongeschikt voor elken dienst zijn verklaard.

Uitstellen.

- » De verdaging kan worden uitgesproken :
- » 1^o OM REDEN VAN TIJDELIJKE UITSLUITING.

» Jongelingen, veroordeeld hetzij tot verlies van hunne burgerlijke rechten, hetzij tot eene straf die vrijheidsverlies voor meer dan zes weken medebrengt, hetzij tot eene daarmede gelijkstaande boete, worden vóór het einde hunner straf niet toegelaten tot den dienst.

» Personen, die tot deze soort behooren, kunnen achtereenvolgens worden uitgesteld gedurende vijf jaar; op dat oogenblik moet er voorgoed worden beslist over hun lot. Nochtans kunnen mannen, beroofd van hunne burgerlijke rechten, doch die ze in het 5^e jaar terugkrijgen, reeds het 4^e jaar worden ingelijfd; dan worden zij voorloopig opgenomen in de afdeelingen der werkers, soort van tuchtcompagnieën, in sommige vestingen ingericht.

» 2^o WEGENS LICHAAMELIJKE ONGESCHIKTHEID.

» Deze kan voortspruiten uit een zwak gestel, te kleine gestalte, langduurende ziekte, enz.

» De gemiddelde lengte voor den dienst onder de wapens is 1^m54; geen minimum is gesteld voor den dienst zonder wapens (baardragers, werklieden buiten rang).

» De verdaging wegens lichamelijke ongeschiktheid kan niet voor meer dan drie jaar worden uitgesproken.

» 3^o OP AANVRAAG VAN DE BETROKKENEN OF VAN HUNNE FAMILIE, WEGENS REDEKENEN VOORTSPRUITENDE UIT ZEKERE BURGERLIJKE TOESTANDEN, ALS DAAR ZIJN :

» a) Onontbeerlijke steun van familie (ouders, groot-ouders of zusters die hun brood niet kunnen verdienen) ;

» b) Zoon van grondeigenaars, pachters of nijveraars, ongeschikt om zelf te werken of toezicht te houden, indien de zoon de eenige en onontbeerlijke helper is voor het beheer van het eigendom, de hofstede of de nijverheid ;

» c) Tweede broeder van een voor den vijand gesneuveld of aan zijne wonden bezweken soldaat, of niet in staat om zijn brood te verdienen wegens verwondingen, indien de verdaging eene werkelijke verlichting bezorgt aan het gezin van dien soldaat ;

» d) Man die, bij erfenis of legaat, eigenaar of pachter van grondeigendommen is geworden, indien hij leeft van het bedrijf van die goederen of indien het beheer niet op eene andere wijze kan worden verzekerd ;

» e) Eigenaars van fabrieken, nijverheidsondernemingen, aanzienlijke handelshuizen met talrijke werklieden, mits de onderneming hun ten deel viel het jaar vóór den aanvang van hunnen dienstplicht en niet kan worden verzekerd op eene andere wijze.

» Over het lot der jongelingen, begrepen in de vijf voorgaande soorten, moet voorgoed worden beslist in het derde jaar van hunnen dienstplicht, indien de reden tot verdaging op dat oogenblik nog wordt ingeroepen.

» f) Jongelingen die zich toeleggen op sommige beroepen, eene kunst bestudeeren, een ambacht aanleeren en waarvoor eene onderbreking ernstig nadeelig zou zijn, alsmede de jongelingen behorende tot den roomsch-katholieken godsdienst, die studeeren in de godgeleerdheid.

» De verdaging kan worden uitgesproken tot het vijfde jaar van den dienstplicht voor de eersten, tot 1 April van het zevende jaar voor de tweeden.

» g) Jongelingen die in den vreemde verblijven; zij kunnen worden verdaagd tot 25 September van het derde jaar van hunnen dienstplicht.

» *h*) Jongelingen die het schippersbedrijf uitoefenen en zij die behooren tot de zeelieden; zij kunnen worden verdaagd tot het vierde jaar na hunnen dienstplicht.

» *i*) Jongelingen die de zeevaartschool bezoeken; zij kunnen worden verdaagd tot het einde der leergangen.

» 4^o **WEGENS HET TEVEEL VAN HET GETAL JONGELINGEN GESCHIKT TOT DEN DIENST.**

» De jongelingen, geschikt tot den dienst bevonden, doch overschietend wanneer het door het contingent bepaald getal is bereikt, worden verdaagd tot het volgende jaar; nochtans kunnen, ingeval van nood, de manschappen van die soort op elk tijdstip des jaars worden opgeroepen.

» De verdaging kan maar worden uitgesproken tot 1 Februari volgende op het derde jaar van den dienstplicht; dan wordt er voorgoed over beslist.

» Na afloop van den tijd hunner verdaging worden de jongelingen aangewezen hetzij voor het actieve leger, hetzij voor de wervingsreserve, hetzij voor den landstorm 2^{de} ban.

» **WORDEN OPGENOMEN IN DE WERVINGSRESERVE (*Ersatzreserve*) (1).**

» 1^o Vooreerst de manschappen, verdaagd wegens het teveel van het getal tot den dienst geschikte jongelieden, die niet werden ingelijfd vóór 1 Februari na afloop van hun derde jaar dienstplicht.

» 2^o De verschillende soorten verdaagden, na afloop van den tijd hunner verdaging, te beginnen met de verdaagden om redenen van familie- of van maatschappelijke, toestanden om te eindigen met de verdaagden wegens lichamelijke ongeschiktheid.

» 3^o De jongelingen, aangedaan door lichte gestelsgebreken, die men acht weinig geschikt te zijn tot den dienst.

» 4^o De onderdiakens van den roomsch-katholieken godsdienst; deze jongelingen zijn vrij van elk oefeningstijdperk.

» Nagenoeg een duizendtal manschappen der wervingsreserve genieten onderricht als ziekenverpleger gedurende drie tijdvakken van 10, 6 en 4 weken, verdeeld over de eerste drie jaren. Vervolgens worden deze manschappen, na 12 1/2 jaren, ingelijfd bij den 2^{de} ban der landwehr. Zij, die dergelijk onderricht niet erlangden, gaan, na 12 1/2 jaar te zijn opgenomen in de wervingsreserve, over naar den landstorm 1^o ban en hebben geene militaire verplichtingen in vreedstijd.

» *Ontheffing.*

» Actieve dienst der eenjarige vrijwilligers.

» Jongelingen met zekere geleerdheid, die de middelen bezitten om zich te kleeden, uit te rusten en te voeden tijdens hunnen krijgsdienst, doen slechts één jaar actieven dienst en worden nadien opgenomen in de reserve van het actieve leger.

(1) Ieder jaar bestemt men voor de Ersatzreserve zoodanig getal jongelingen, dat men met zeven klassen kan voorzien in de eerste eischen der mobielmaking, hetzij nagenoeg 88,000 per jaar.

» Deze jongelingen moeten in 't bezit zijn van een bewijs van algemeen onderricht, afgeleverd door zekere inrichtingen welke de Regeering aanduidt, of met goed gevolg het daarmede gelijkstaand examen afleggen voor eene daartoe aangestelde militaire commissie.

» De jongelingen, die zich onderscheiden in een vak van wetenschap, kunst of werktuigkunde, kunnen uitzonderlijk worden ontheven van het bewijs-schrift van onderricht. Zij behoeven slechts een examen af te leggen over de vakken van de programma's der lagere school.

» Onderwijzers en kandidaten-onderwijzers dienen insgelijks slechts één jaar, zonder zich op eigen kosten te moeten voeden en uitrusten.

» **FRANKRIJK** (wet van 1905).

» *Militaire verplichtingen.*

» Naar luid van de artikelen 1 en 2 der wet van 21 Maart 1905, is elke Franschman persoonlijk dienstplichtig. De dienst is voor allen gelijk. Behalve het geval van lichamelijke ongeschiktheid, is er geene ontheffing.

» *Duur van den dienstplicht : 25 jaren, te weten :*

Actieve leger	2 jaar.
Reserve van 't actieve leger	11 —
Territoriaal leger	6 —
Reserve van het territoriaal leger	6 —

» *Definitieve vrijstelling.*

» Volgens artikel 18, zijn vrij van allen krijgsmilitaire dienst, hetzij gewapenden dienst, hetzij hulpdienst, zij bij wie een algemeen slecht gestel of zekere gebrekkelijkheden een gedeeltelijk of gansch onvermogen verwekken.

» Jongelingen, die betrekkelijk gebrekkelijk zijn zonder dat hun algemeen gestel twijfelachtig is, worden aangewezen voor den hulpdienst (S. A.).

» *Verdaaging.*

» Jongelingen met te zwak lichaamsgestel worden verdaagd tot het volgende jaar. Dan worden zij voorgoed vrijgesteld ofwel verplicht tot twee jaren dienst bij het actieve leger of bij den hulpdienst. Zij, die zijn gerangschikt in den hulpdienst, kunnen worden verdaagd tot 25 jaar, zoo zij vragen om, ingeval van lichamelijke geschiktheid, later te worden aangenomen in den gewapenden dienst.

» De manschappen van den hulpdienst krijgen maar een oppervlakkig militair onderricht. Nadien worden zij ingedeeld onder de legerkorpsen en de gestichten, en gebruikt als secretaris, werkmans, magazijnbewaarders, ordonnansen van niet bereden officieren die geen deel uitmaken van de veldtochtvorming, enz.

» *Uitstel.*

» Uitstel, vernieuwbaar van jaar tot jaar tot den leeftijd van 25 jaar, kan op hunne aanvraag worden verleend aan jongelingen die, hetzij omdat zij

steun van een gezin zijn, hetzij in 't belang van hunne studiën, hetzij voor hunnen leertijd, hetzij ten behoeve van de landbouw-, nijverheids- of handelsonderneming die zij bedrijven voor eigen rekening of voor hunne ouders, hetzij wegens verblijf buitenslands, niet kunnen onttrokken worden aan hunne werkzaamheden.

» De reservisten, vader van vier in leven zijnde kinderen, gaan van rechtswege over naar het territoriaal leger, en vaders van zes in 't leven zijnde kinderen worden opgenomen in de reserve van het territoriaal leger.

» Militairen, die ten minste drie jaren werkelijken dienst hebben uitgedaan, zijn ontheven van een der twee oefeningen bij de reserve; wie ten minste vier jaren werkelijken dienst uitdoet, is ontheven van de beide oefeningen.

» NEDERLAND.

» Militaire verplichtingen.

» De krijgsdienst moet in persoon worden waargenomen.

» Het jaarlijksch contingent van 17,500 man wordt verkregen door loting.

» » *De militaire verplichtingen duren 18 jaren, te weten :*

Militie.	8 jaar.
Landweer	7 —

» De werkelijke dienst duurt 84/2 maanden (4 maanden voor 3,200 jongelingen die het getuigschrift van voorbereidende militaire opleiding bezitten, of, bij onststentenis daarvan, de hoogste nummers trekken bij de loting) bij het voetvolk, en 18 maanden bij de bereden troepen.

» Een deel van het contingent van het voetvolk wordt nadien onder de wapens gehouden of opnieuw binnengeroepen voor 2 of 4 maanden, en gansch het contingent bereden troepen wordt 6 maanden gehandhaafd bij het blijvend gedeelte.

» Definitieve vrijstelling.

» Zijn voorgoed vrij van dienst :

» 1^o Jongelingen ongeschikt wegens gebrekkelijkheden of te kleine gestalte (min dan 1^m.55).

» 2^o De helft van de mannelijke kinderen; de kleinste helft, zoo het getal oneven is.

» Ontheffing.

» Volgens artikel 113 der militiewet van 1901 zijn, op hun verzoek, *ontheven van den dienst in vredetijd* :

a) « De geestelijke, de bedienaar van den godsdienst, de zendeling-
 » leeraar en de broeder-diaken van eene godsdienstige vereeniging, alsmede
 » de student in de godgeleerdheid en de zendelingkweekeling, die aan
 » eene inrichting van onderwijs tot geestelijke, tot bedienaar van den gods-

» dienst of tot zendelingleeraar wordt opgeleid; de proefbroeder die tot
 » broeder-diaken van eene godsdienstige vereeniging wordt opgeleid; de
 » Roomsche-katholieke ordebroeder, die tot eene binnen het Rijk gevestigde
 » kloosterinrichting behoort. »

» De onderrichtingen, uitgevaardigd ter uitvoering van voormeld artikel 113, strekken het voordeel der vrijstelling uit tot de geestelijken, kerkbedienaars en leerlingen in de godgeleerdheid voor de verschillende secten van den hervormden, van den katholieken en van den israëlitischen eeredienst, tot de broeders-diakens van de geestelijke genootschappen, rechtspersonen zijnde, die geloften aflegden en zekere zieken verplegen; tot de zendingen van gelijkaardige genootschappen, die zich uitsluitend toewijden aan hunne zending, alsmede tot de zendingen-kweekelingen derzelfde gestichten; en eindelijk, tot de broeders van eene orde, congregatie of vereeniging van den roomsch-katholieken godsdienst, die na hun noviciaat geloften afleggen.

» B. Jongelingen die in een bijzonderen toestand verkeeren, en namelijk steun zijn van familie of van hiermede gelijkgestelde personen, die door afwezigheid van den steun ten laste van de openbare liefdadigheid vallen. Voor elke van die ontheffingen is er een met redenen omkleed koninklijk besluit noodig, dat in het Staatsblad wordt opgenomen.

» De ontheffing voor de reeksen A en B, van jaar tot jaar vernieuwd tot en met het 8^e jaar, wordt onttrokken aan de miliciens die niet meer beantwoorden aan de vereischten.

» In dat geval zijn zij verplicht den werkelijken dienstdienst te doen, evenals de miliciens van hunne klas.

» C. Studenten in de geneeskunde en in de veeartsenijkunde, opgeroepen tot den dienst bij de militie, die onderteekenen: 1^o eene vrijwillige verbintenis voor tien jaren; 2^o de verplichting om te blijven ter beschikking van den Minister van Oorlog gedurende acht jaar, te rekenen van den dag hunner benoeming tot officier van gezondheid of tot officier-paardenarts, bij de reserve. (Deze tijd kan, bij voorkomend geval, worden verlengd met vijf jaren voor de paardenartsen, en voor de geneesheeren tot het oogenblik waarop zij hunne verplichtingen in de landweer vervulden.

» Zij die geen beroepsdiploma verwierven, die uit de hoogeschool werden weggezonden of worden onwaardig geoordeeld om den graad van reserve-officier te bekleeden, evenals zij die hunne studiën staken zonder wettige reden, worden, tenzij er andere bepalingen worden genomen bij koninklijk besluit, teruggeroepen voor acht maanden of één jaar ten hoogste, naar gelang zij leergangen der veeartsenij of der geneeskunde volgden.

» Zijn in vredes- en in oorlogstijd ontheven van den dienst bij de landweer:

» De hoofden van ministerieele departementen, de leden van beide Kamers, van de provinciale Staten, de ambtenaren en beambten van sommige besturen.

» Zijn in oorlogstijd ontheven van den dienst bij de landweer:

» De ambtenaren en beambten van sommige instellingen en van verscheidene openbare diensten.

» *Uitstel.*

» Drie uitstellen van binnenroeping voor één jaar worden verleend aan de miliciens uit hoofde van studiën, beroep of familietoestand.

ZWITSERLAND.*Dienstplicht.*

» Luidens de wet van 12 April 1907 is elke Zwitser dienstplichtig.

» De dienstplicht duurt 28 jaar, te weten :

Keurtroepen	12 jaar (10 jaar bij de cavalerie).
Landwehr	8 jaar (10 jaar bij de cavaleeie).
Landsturm	8 jaar.

Duur van den werkelijken dienst.

Keurtroepen . . .	Infanterie en genie	65 dagen.
a) 1 ^o onderricht . .	Cavalerie	90 dagen.
	Artillerie en vestingtroepen	75 dagen.
	Trein, gezondheids- en voedingsdienst	60 dagen.
	Cavalerie, 8 oefeningen van	11 dagen.
b) Jaarlijksche oefeningen.	Artillerie en vestingtroepen, 7 oefeningen van	14 dagen.
	Andere troepen, 7 oefeningen van	11 dagen.
	Al de troepen, behalve de cavalerie, oefening van	11 dagen.
» c) Landwehr . . .		

Bepaalde vrijstelling.

» De jongelingen, die wegens lichamelijk letsel ongeschikt zijn tot den dienst.

» *Ontheffing.*

» De jongelingen, niet geschikt tot den gewapenden dienst, doch die in oorlogstijd kunnen gebruikt worden tot den vervoerdienst, den gezondheidsdienst, enz., worden benuttigd bij de *hulpdiensten* en zijn niet gehouden onderrichtsoefeningen te volgen in vreedestijd.

» *Gedeeltelijke vrijstellingen.*

» Ten einde de belangen van openbare orde te vrijwaren, en de bestuursdiensten van den Bond te verzekeren, verleent de legerwet tijdelijke vrijstellingen van dienst aan ambtenaren en beambten van deze diensten en besturen, *alook aan de geestelijken die niet als aalmoezenier in het leger dienen.*

» Allen moeten echter eene rekrutenschool bijwonen en worden ingelijfd bij een legërkorps, waar zij op het naamregister voorkomen.

» *Militaire taxe.*

» Zij die, om welke reden ook, in eigen persoon den krijgsdienst niet volbrengen, moeten, tot den leeftijd van 40 jaar, eene militaire taxe betalen. »

*
* *
*

De Middenafdeeling besloot daarenboven vragen te stellen betreffende de nieuwe vrijstellingen, welke de Regeering voorstelt.

Ziehier die vragen :

EERSTE VRAAG :

Artikel 1, § 2, B, luidt als volgt : « De zendelingen, die zich op voortdurende wijze aan een zendingswerk wijden, met uitsluiting van alle andere niet geestelijke ambten, overeenkomstig de regels van eene kloosterorde, in het binnenland gevestigd en erkend door de officieele geestelijke overheid van den betrokken eeredienst. »

De Middenafdeeling verlangt te weten wat de Regeering verstaat :

a) *Door de woorden : « de zendelingen die zich op voortdurende wijze aan zendingswerk wijden », en namelijk of priesters, die zich toewijden aan zendingswerken binnenlands, voorgoed vrijgesteld zijn ;*

b) *Door de woorden : « met uitsluiting van alle anderen niet geestelijke ambten » ;*

c) *Door de woorden : « geestelijke orde » ;*

d) *Door de woorden : « officieele geestelijke overheid van den betrokken eeredienst. »*

ANTWOORD.

« De voorgestelde tekst is overgenomen uit de Nederlandsche wet (art. 113), doch uitgebreid, rekening gehouden met de uitlegging, aan dien tekst gegeven door de onderrichtingen des bestuurs. Door aldus den aan de Kamer voorgestelden tekst duidelijker te maken, is het optreden van de Regeering in deze zaken beperkt, wat schijnt te strooken met onze politieke gebruiken.

» a) Dit artikel betreft niet den katholieken godsdienst, waarin alle zendelingen priester en derhalve vrijgesteld zijn als bedienaars van den eeredienst. De uitdrukking « bedienaars van den eeredienst » begrijpt trouwens, in het ontwerp, evenals onder de militiewet van 1870, al wie onderdiaken is gewijd, zonder onderscheid tusschen de wereldlijke orde en de kloosterorde.

» Men moest rekening houden met de protestantsche zendingen, waarbij leden, niet gebonden door geloften, zich toewijden aan zendingen. Zendingen binnenlands geven recht tot vrijstelling evengoed die in den vreemde.

» b) Door niet geestelijk ambt moet men verstaan een ambt dat niets te maken heeft met het werk van den zending, bij voorbeeld, handel uit louter persoonlijk winstbejag.

» Onderwijs, ziekenverpleging, landbouw, als bijkomende werken van evangelisatie, kunnen de zendelingen, die zich daarop toeleegen, niet berooven van de vrijstelling.

» c) Het geldt elke vereeniging van mannen, onderworpen aan gemeenschappelijke godsdienstige regelen om, onder het officieel gezag van den godsdienst waartoe zij behooren, een geestelijk of menschlievend doel te beoogen.

» d) In de praktijk zijn er in België drie eerediensten : de katholieke, de protestantsche, de israëlitische, welker godsdienstige overheden onderscheidenlijk zijn :

- » De bisschoppen ;
- » (De Heilige Stoel voor sommige orden) ;
- » De bestuurder van de evangelische synode ;
- » De voorzitter van het anglikaansch middencomiteit ;
- » De voorzitter van den bestuursraad der liberale protestantsche kerk ;
- » De opperrabbijn. »

2^e VRAAG.

De Middenafdeeling verlangt te weten hoe de Regeering de regelen der geestelijke orden kan kennen ?

ANTWOORD.

« Om de regelen der geestelijke orden te kennen, zal de Regeering, voor zooveel het haar noodig is, zich wenden tot de officieele geestelijke overheden van de betrokken belijdenis. »

3^e VRAAG.

De Middenafdeeling verlangt te weten welke de geloofsbelijdenissen zijn, welke zendelingen kunnen vrijgesteld worden ?

ANTWOORD.

« Volgens de Grondwet, zullen alle geloofsbelijdenissen op den zelfden voet geplaatst worden. »

4^e VRAAG.

Artikel 1, § 3, A, van het wetsontwerp luidt :

« De personen die deel uitmaken van eene kloosterorde, congregatie, vereeniging, gevestigd in het land, waarvan de leden, na proeftijd, zich door geloften verbinden. »

De Middenafdeeling verlangt te weten hoe de Regeering de kloosterorden kan erkennen, wier leden de bij het artikel bedongen vereischten vervullen.

ANTWOORD.

» De Regeering zal zich wenden tot de hierboven aangeduide overheden.

5^e VRAAG.

Hoe zal men, ten gevolge van de vrijstellingen voorzien bij het eerste artikel, in oorlogstijd den ambulantiendienst en het vervoer van de gekwetsten inrichten ?

ANTWOORD.

» Thans zijn de ambulantiendienst en het vervoer van de gekwetsten ingericht als volgt :

» 1^o *Op de strijdlinie wordt de dienst verzekerd door de baardragers der*

korpsen. Deze militairen erlangen te dien einde, tijdens hun werkelijken diensttermijn, een bijzonder onderricht, gegeven door de *regimentsdokters*; zij worden niet beschermd door de overeenkomst van Geneve; ze dragen een oranjegelen armstrik gedurende hunnen dienst als baardrager;

: » 2° *In de veldhospitalen, op de verbandplaatsen ingericht door de ambulantiëcolonnes op het slagveld en in de hospitalen der versterkte plaatsen,* door soldaten van het bataljon van administratie (ziekenverplegers) en door de in vreedstijd vrijgestelden (nagenoeg 2,000) bestuursgewijs verbonden aan het bataljon van administratie.

» Deze vrijgestelden erlangen te dien einde een bijzonder onderricht als baardrager en ambulancier, hetzij in de normaalscholen, hetzij in de godsdienstige onderwijsgestichten. Zij dragen den armstrik der overeenkomst van Geneve (rood kruis op witten grond) en worden beschermd door de overeenkomst van Geneve.

» Onder de nieuwe wet zullen er geene vrijgestelden in vreedstijd meer zijn; anderdeels zal het contingent hooger zijn dan thans. Derhalve moeten en kunnen al de posten van baardrager en ambulancier worden geleverd door militairen dienstplichtig in vreedstijd, namelijk manschappen van het bataljon van administratie. In de versterkte plaatsen kan het Roode Kruis in zekere mate optreden om ziekenverplegers te leveren aan de hospitalen binnenslands en aan de verblijfplaatsen der genezenden. »

*
* *

Als gevolg op die antwoorden stelde een lid der Middenafdeeling voor, paragraaf 2° van artikel 26 en paragraaf 1° van artikel 27, betreffende de vrijstelling van zendelingen en kloosterlingen, te doen luiden op eene klare, bondigere wijze, die beter zou strooken met de inzichten van de onderteekenaars zelf van het ontwerp.

De Middenafdeeling heeft dezen nieuwen tekst aangenomen.

Een lid merkte aan, dat in de Memorie van Toelichting geene rechtvaardiging hoegenaamd voorkomt van de wijzigingen voorgesteld in de bestaande wet, wat aangaat de vrijstelling van geestelijken en kloosterlingen; hij is van meening dat het onnoodig is nieuwe bepalingen in te voeren, vermits de plaatsvervangng behouden wordt.

Men weet dat, in strijd met wat werd gezegd, de vrijstelling der geestelijken, volgens het stelsel der wet, slechts een gering getal soldaten aan het land ontnemt, vermits de gezinnen, wier oudste zoon is vrijgesteld wegens zijne geestelijke roeping, een anderen zoon aan het leger leveren.

Weliswaar, zouden enkele soldaten aan het leger kunnen onttrokken worden, namelijk de vrijgestelden die geen broeder hebben om hen te vervangen, hetzij zij eenige zoon zijn, hetzij hunne broeders ongeschikt zijn voor den dienst.

Overtuigd dat de katholieke priesters en de bedienaars van eerediensten als een eer zouden eischen hun ambt uit te oefenen op het slagveld, wetende zelfs dat zij aldus hunne wenschen te gemoet gaan, besliste de Midden-

afdeeling dat wie als geestelijke op vrijstelling aanspraak kan maken, alleen dan zal vrijgesteld worden, wanneer een broeder in zijne plaats dient. De anderen zullen enkel van den dienst vrijgesteld zijn in vreedstijd, zooals thans gebeurt.

Men zou echter het beginsel, dat aan het hoofd der wet is geschreven : één zoon per gezin, schenden, wanneer men den dienst zou opleggen, zelfs in oorlogstijd, aan den priester, aan den bedienaar van een eeredienst, zelfs wanneer een zijner broeders in zijne plaats werd ingelijfd. De afdeeling nam het niet aan.

De tekst, door de Regeering voorgesteld voor n° 5° van artikel 27, werd gewijzigd in de redactie : de Middenafdeeling achtte het verkieslijker, den tekst van artikel 21, paragraaf 2, der Fransche wet van 1905 onveranderd aan te nemen. De zin is dezelfde gebleven. Sommige leden van de afdeeling wenschten dat deze uitstellen zouden uitgebreid worden, opdat de jongelingen niet zouden verplicht zijn hunne studiën te onderbreken na drie jaar. Er werd echter geen tekst voorgesteld.

De Middenafdeeling besliste, op voorstel van een lid, vrijstelling te verleenen aan hen die op onafgebroken wijze in dienst van den Staat zijn in de kolonie.

Door een antwoord van de Regeering wordt gewezen op een van de gevolgen van sommige tijdelijke vrijstellingen.

VRAAG.

Ingeval het ontwerp zou aangenomen worden, zou men het stelsel, waarvan de jongelingen genieten die hogere studiën doen, behouden, en, bij voorkomend geval, ten bate van welke soorten militairen?

ANTWOORD.

« Onder het beheer van de voorgestelde wet, zou de milicien zijne indiensttreding kunnen uitstellen tot aan zijn 24^{ste} jaar. Verder zou men den jongelingen, welke door het onderbreken hunner studiën zeer benadeeld zouden worden, ruime tijdelijke vrijstellingen toestaan.

» Onder deze nieuwe omstandigheden, zou men de universitaire compagnieën, welke overigens sinds 1902 maar tijdelijk bleven bestaan, kunnen afschaffen, overeenkomstig artikel 85 B van de wet op de militie. »

Naar aanleiding van de vrijstellingen werd nog eene vraag gericht tot de Regeering.

VRAAG.

Zou er bezwaar tegen zijn eene mindere gestalte te bepalen voor de jongelingen, om tot den actieven dienst te worden toegelaten?

ANTWOORD.

« De verlaging van de minimumgestalte in zekere landen had oorspron-

kelijk ten doel, het getal inlijvingen, dat scheen af te nemen, te vermeerderen.

» Deze toestand bestaat bij ons niet; en daarom, aangezien de omstandigheden het toelaten, moet men, onder de ingeschrevenen, diegenen kiezen welke het meest geschikt zijn om eene keurbende te vormen.

» De grootte is een van de bestanddeelen die uit dat oogpunt in aanmerking moeten komen, en de ondervinding bewijst dat, in ons land, verre van het minimum te verlagen, het leger er slechts bij winnen kan het te verhoogen. »

Het is dit artikel 27, dat door de Middenafdeeling gewijzigd werd, zooals hierboven is gezegd, teneinde het teveel te kunnen gebruiken.

HOOFDSTUK X. — *Van verlof.*

Vóór om 't even welke behandeling van artikel 85, waaraan de Middenafdeeling het 6^o van artikel 1 van het ontwerp voegde, werd door een lid het verlangen uitgedrukt dat aan de Regeering de volgende vragen werden gesteld.

VRAAG.

N^o 6^o van het eerste artikel luidt :

« De inrichting van het leger is gegrond op eene gemiddelde getalsterkte » van 42,800 man met soldij. »

a) Wat verstaat men door de woorden « gemiddelde getalsterkte met soldij »?

b) Op welke grondslagen wordt die getalsterkte berekend?

c) Meer bepaald, worden in die getalsterkte begrepen de vrijwilligers van allen slag, de pupillen, de gemilitariseerde burgers, de manschappen met verlof, de manschappen met bepaald verlof, de terechtstaanden, de zieken in de gasthuizen?

d) Zal de gemiddelde getalsterkte met soldij berekend worden op de grondslagen van de onderrichting van 10 September 1902?

ANTWOORD.

« a) Door de woorden « gemiddelde getalsterkte met soldij » moet men verstaan het dagelijksch gemiddeld getal manschappen « aanwezig bij hunne eenheid, met klein verlof van minder dan eene maand, in het gasthuis, gedetacheerd in de tucht- en in de strafcompagnie ».

*» Worden onder dit effectief niet begrepen: de ontbrekende manschappen, de terechtstaanden, de gevangenen in de burgerlijke gevangenhuisen, de verlofgangers voor meer dan eene maand, de herstellende zieken met verlof. (Zie verklaring van den Minister van Oorlog ter Kamerzitting van 24 November 1908. *Handelingen*, bl. 87; bijlagen I en II van het verslag der Onderzoekcommissie, bl. 79, vraag van den heer Segers, en bl. 96, vraag van den heer Hymans.)*

» b) Dit gemiddeld effectief zal, evenals voorheen, de uitslag zijn van

de gegevens van den toestand der effectieven dagelijks opgesteld volgens de dagverslagen der eenheden, daarna maandelijks in de korpsen en saamgebracht in het Ministerie van Oorlog.

» De uitslag wordt verkregen maandelijks en jaarlijks door de deeling van het bedrag der dagelijksche opgaven door het getal dagen van de maand of van het jaar. (Zie verklaring van den Minister van Oorlog ter Kamerzitting van 24 November 1908, *Handelingen*, bl. 87; bijlagen I en II van het verslag van de Commissie van Onderzoek, bl. 72, algemeene uiteenzetting der grondslagen van de berekening aangenomen tot vaststelling van den toestand der effectieven, en, bl. 79, vraag van den heer Segers. Zie ook het verslag, opgesteld namens de Onderzoekscommissie door den heer Poulet, bl. 2 en 13.)

» c) Ja, onder dit effectief worden begrepen de vrijwilligers van allen slag, de pupillen, de gemilitariseerde burgers, de manschappen met verlof van minder dan eene maand, en de zieken in de gasthuizen; doch niet de manschappen met verlof voor meer dan eene maand, noch de terechtstaanden. (Het getal dezer laatsten bedroeg, in het dienstjaar 1907-1908, slechts 33.)

» d) De onderzoekscommissie heeft overigens erkend dat deze wijze van berekening waarlijk het juiste mathematisch middelgetal opgeeft van de in het jaar aanwezige manschappen, want dit gemiddeld getal wordt afgeleid uit het gezamenlijk getal aanwezige manschappen, vastgesteld op elke der 365 dagen van het jaar.

» (Algemeene uiteenzetting der grondslagen van berekening aangenomen voor de vaststelling der effectieven: bijlagen I en II van het verslag, bl. 74); verslag van den heer Poulet, bl. 13.) »

VRAAG.

Nr 7^o van het eerste artikel luidt:

« Buiten de terugroepingen wordt de werkelijke dienst achtereen uitgedaan. »

A. Onder welke voorwaarden en voor hoelang zal verlof gegeven worden aan militieplichtigen en vrijwilligers van allen slag?

B. Op welk tijdstip van het jaar zal hun verlof gegeven worden?

C. Zullen de verlofgangers den datum van hun verlof mogen kiezen en kunnen zij er van afzien?

ANTWOORD.

» A. De militieplichtigen en vrijwilligers van allen slag zullen evenals vroeger verlof kunnen krijgen overeenkomstig de artikelen 85 en 100 der militiewet van 1902.

» B. Het verleen van verlof wordt geregeld door de korpsoversten, ten einde het onderricht niet te schaden en den dienst niet te ontredderen.

» Buiten het verlof van Kerstmis, Nieuwjaar en Paschen, wordt aan de manschappen der nieuwe lichting enkel verlof verleend na het eerste tijdperk van onderricht.

» (Bl. 83 van bijlagen I en II van de Onderzoekscommissie, en § 34 van de algemeene onderrichting van 2 April 1903, gehecht aan het reglement voor militairen met verlof.)

» C. Als grondbeginsel wordt verlof verleend aan de militairen die hun eerste onderricht uitgedaan hebben, op de tijdstippen die hun het voordeligst voorkomen voor hun ambacht, zoo de vereischten van den dienst en van het onderricht der troepen zulks toelaten.

» Anderdeels kan elke soldaat, zoo hij zulks verlangt, afzien van verlof.

» (Bl. 84 van de bijlagen I en II van het verslag der Onderzoekscommissie.) »

VRAAG.

Ingeval het gemiddeld effectief met soldij 42,800 man zou te boven gaan, volgens welke regelen zouden dan worden aangewezen :

a) *De manschappen die de twee derden van hunnen dienst volbracht hebben en, voldaan hebbende aan de examens voor het bekomen van den graad van korporaal of van brigadier, in onbeperkt verlof zouden worden gezonden;*

b) *Het oogenblik waarop dit verlof zou worden verleend?*

ANTWOORD.

« a) Volgens het bedrag van het contingent en de opbrengst van het volontariaat zouden de korpshoofden den maatregel geheel of gedeeltelijk toepassen, en, in dit laatste geval, rekenschap houden met de uitslagen der onderstane examens en met het gedrag;

» b) Het met verlof heenzenden zou geschieden wanneer het noodig zou worden om het bepaalde vredeseffectief niet te boven te gaan. »

De paragraaf van het ontwerp, luidende : « De inrichting van het leger is » gegrond op eene gemiddelde getalsterkte van 42,800 manschappen met » soldij », gaf aanleiding tot eene korte bespreking. Een lid vroeg dat men de Regeering zou verzoeken, de huidige rechtvaardiging der getalsterkte van 42,800 manschappen te verstrekken. Met zes stemmen tegen ééne weigerde de Middenafdeeling die vraag te stellen, daar de redenen, welke de Regeering hebben aangezet die getalsterkte aan te nemen en te handhaven, reeds gekend zijn sedert de behandeling der wet van 1902.

De Middenafdeeling acht echter dat die getalsterkte van 42,800 manschappen niet vermeld moet worden in de organieke wet, maar, bij voorkomend geval, in de wet op het contingent. 't Is het getal manschappen welke de Regeering mag behouden met soldij zonder de tusschenkomst der Wetgevende Kamers.

Niemand beweert dat het vermelden van dat getal in de wet op het contingent verplichtend is. Maar de Middenafdeeling acht dat, indien men het in eene wet opneemt, het zijne geschikte plaats vindt in de wet op het contingent.

De Middenafdeeling achtte dat de uitvoerende macht niet mocht bevoegd zijn om den duur van den werkelijken dienst te verlengen. Alhoewel de Memorie

van Toelichting er niets van zegt en de zaak niet scheen overeen te stemmen met de inzichten der Regeering, kende het ontwerp der Regeering aan een koninklijk besluit de macht toe, niet alleen om den duur te verkorten, maar ook om dien te verlengen.

De nieuwe voorgestelde tekst heeft ten doel, aan de Regeering enkel de macht te laten om den dienstduur te verkorten. Daar, anderzijds, niemand dat recht kan ontnemen aan de Wetgevende Macht, volgt daaruit dat de verkorting voortaan op tweeërlei wijze zal kunnen ingevoerd worden : door de wet en door een koninklijk besluit.

Sommige leden der Middenafdeeling verlangden dat de wet van stonden aan eene verkorting zou invoeren.

Een amendement bepaalde den werkelijken dienstduur op zes maanden met behoud van twee terugroepingen van ééne maand voor de infanterie, de vestingartillerie, de bijzondere artilleriecompagnieën, de genie, het bestuursbataljon, en op één jaar, zonder terugroeping, voor de cavalerie, de bereden artillerie, de artillerie te paard en den trein. Dat amendement werd verworpen met 6 stemmen tegen 1.

De Middenafdeeling is van meening dat het onmogelijk is een degelijk soldaat te vormen op zoo korten tijd.

Een lid behield zich het recht voor om zich te vereenigen met eene grootere verkorting en stelde tevens voor, den duur van den dienst te verkorten tot vijftien maanden, cijfer der Middenafdeeling van 1901, en, werd dit niet aangenomen, tot achttien maanden, zooals is aangeduid in het antwoord van de Regeering aan de Middenafdeeling. Deze amendementen werden verworpen met 3 stemmen tegen 2 en 1 onthouding, als zijnde voorbarig. Vermits de duur van den dienstduur innig in verband staat met het bedrag van het contingent en bedoeld bedrag onbekend is, schijnt het volkomen onlogisch, van stonden aan reeds te beslissen dat de dienstduur zal verkort worden.

De stemming der Middenafdeeling over die twee laatste amendementen heeft dus niet meer dezelfde beteekenis als hare stemming over het eerste. De Middenafdeeling verwerpt *a priori* den dienst van zes maanden; zij verwerpt niet in beginsel den dienst van vijftien of achttien maanden.

HOOFDSTUK XIII. — *Vrijwillige dienstneming.*

De paragraaf van artikel 100, betreffende de vrijwilligers van het contingent, moet ingetrokken worden, vermits dat soort volontariaat jongelingen onderstelde, die verplicht zijn deel te nemen aan de loting, en deze nu afgeschaft is.

Daarentegen voorziet het ontwerp twee nieuwe soorten van vrijwilligers, welke het militievrijwilligers heet. Het zijn de broeders die willen dienen in de plaats van hunne broeders, en het zijn de jongelingen die bewijzen dat het, om de redenen in de wet vermeld, onontbeerlijk is dat ze ingelijfd worden vóór den tijd hunner inschrijving.

De afdeeling besliste dat al deze vrijwilligers, naar 't getal, zullen gere-

kend worden in het contingent van het jaar, waarin hun militietermijn een aanvang neemt.

Een lid wenschte de volgende vraag te stellen betreffende de reservevrijwilligers.

VRAAG.

Zullen de reserve-vrijwilligers behouden blijven zooals zij thans bestaan?

ANTWOORD.

« Het wetsontwerp behoudt de reserve-vrijwilligers zooals zij thans bestaan, doch deze klasse vrijwilligers zal van geen nut meer zijn, wanneer het leger, dank zij de voorgestelde bepalingen, zijn oorlogseffectief volledig zal hebben. »

Overgangsbepaling.

Deze bepaling gaf aanleiding tot de volgende vraag :

In de Memorie van Toelichting leest men :

« Elk gezin, waarvan een zoon vóór 1910, dit is tot en met 1909, voor de militie ingeschreven werd, zal van alle militaire verplichting vrijgesteld zijn. De wet zal hoegenaamd geene terugwerkende kracht hebben ; de vrijstelling is zelfs toepasselijk op de gezinnen waarvan geen enkele zoon gediend heeft. Uit dien hoofde zullen voortaan ongeveer 39,500 gezinnen geenszins meer om de toekomst behoeven bezorgd te zijn. »

1^{ste} VRAAG.

Hoe komt men tot het cijfer van 39,500 gezinnen?

ANTWOORD.

« Het getal 39,500 gezinnen of miliciens op de militielijst gebracht, is slechts bij benadering berekend, want men weet niet hoeveel ingeschrevenen er voor 1910 zullen zijn.

» Zie hier hoe men tot dit getal kwam :

» In de laatste drie jaren waren er gemiddeld 64,500 ingeschrevenen.

» Gesteld dat het getal ingeschrevenen het volgend jaar dit gemiddeld getal nabijkomt, en dat men op dit getal slechts de eerste ingeschrevenen van elk gezin neemt voor de militielichting ten getale van ongeveer 26,500, dan zouden de overige, of $64,500 - 26,500 = 38,000$, vrijgesteld zijn.

» Men kan er ten minste 1,500 eenheden bijvoegen voor de uitgestelden der drie vroegere lichten, die nog kunnen ingelijfd worden : daaruit volgt dat 39,500 miliciens onmiddellijk van elken dienstplicht zouden vrij zijn. »

2^e VRAAG.

Hoeveel gezinnen zullen voordeel trekken uit artikel 3 zonder dat een enkel der broeders een militietermijn volbrengt of heeft volbracht?

ANTWOORD.

« Het zou moeilijk zijn vast te stellen hoeveel, onder de gezinnen der 39,500 vrijgestelden, er zouden zijn die reeds een zoon aan het leger verschaft hebben.

» Dit getal kan bij benadering geraamd worden als volgt :

» Thans worden er op 24,000 onderzochte miliciens ongeveer 3,000 vrijgesteld omdat zij een broeder in het leger hebben; de verhouding is dus 12.50 t. h.

» Indien het volstond, om vrijstelling in te roepen, dat een broeder in dienst is geweest, welk ook het getal broeders zij, dan zou het getal vrijgestelden wegens dienst van een broeder hooger zijn dan thans, want nu lijst men 2 broeders in op 4, enz.

» Laten wij onderstellen dat de vrijstellingen alsdan 15 t. h. zouden bedragen in stede van 12.50 t. h., en dat dezelfde verhouding gevonden wordt in het gezamenlijk getal voor de lichting ingeschreven miliciens, dan zou men bekomen : $\frac{65,000 \times 15}{100} = 9,750$ miliciens die een broeder bij het leger hebben.

» Op de 39,500 vrijgestelde gezinnen — waarvan 38,000 van de lichting van 1910 — zouden er dus $38,000 - 9,750 = 28,250$ zijn, die in 1910 voordeel zouden trekken uit artikel 3, zonder dat een enkel der broeders eenen militietermijn zou volbrengen of hebben volbracht.

» Merken wij aan dat, in de jaren na 1910, er nog een groot getal gezinnen zullen zijn die vrijgesteld zullen worden zonder een zoon aan het leger te hebben verschaft. Dit getal zal afnemen naarmate het nieuwe stelsel zal toegepast worden op een grooter getal gezinnen. »

3^e VRAAG.

Zouden deze getallen kunnen opgegeven worden per provincie of per militiekanton?

ANTWOORD.

» Bovenstaande getallen steunen op vermoedens en zijn dus slechts bij benadering berekend; derhalve schijnt het van weinig nut ze vast te stellen per provincie of per militiekanton, daar het getal ingeschrevenen voor 1910 onbekend is.

» Het gemiddeld getal ingeschrevenen verandert weinig over geheel het land, doch de schommelingen van het eene jaar tegen het andere worden veel gevoeliger, wanneer men slechts een gedeelte van het grondgebied op 't oog heeft. »

*
* *

Die overgangsbepaling werd hevig bestreden; de oppositie beschouwde ze als eene kieskuiperij en deed opmerken dat deze bepaling zekere gezinnen vrijstelt van elken militairen last mits eene kleine formaliteit : de inschrij-

ving, terwijl het ontwerp aan andere de verplichting oplegt, een hunner leden voor den werkelijken dienst te leveren; deze maatregel stelt eene niet te rechvaardigen ongelijkheid vast.

Het heeft de meerderheid toegeschenen dat zij in beginsel volkomen gewettigd is, vermits de 39,500 uit dien hoofde vrijgestelde gezinnen voldeden aan wat tot nog toe de militieverplichting was : hunne zonen doen inschrijven en hen laten deelnemen aan de loting.

Feitelijk, indien 39,500 gezinnen voortaan vrij zijn van elken last, zonder dat, anderzijds, 's lands verdediging er door te lijden heeft, moet zulks enkel verheugend heeten.

De bepaling werd aangenomen met vijf stemmen tegen twee.

*
* * *

De Middenafdeeling ontkende het niet dat er nog andere deelen der militiewet dienden gewijzigd te worden.

In hoofdstuk II over de inschrijving, zal de toepassing der vroeger aangenomen beginselen onvermijdelijk aanleiding geven tot wijzigingen. De militieraden onderzoeken feitelijk thans maar een zeer gering deel der opgeroepen ingeschrevenen. Een overgroot getal zijn door hun nummer ontheven van elke verschijning. Volgens het ontwerp zal dit voortaan niet meer gebeuren. De militieraad zal de stukken der 68,000 ingeschrevenen moeten onderzoeken om te bepalen wie vrijstelling geniet. Er zal dus meer tijd noodig zijn. En daar men denkt tot de inlijving over te gaan op 1 Mei, zal de datum voor het vergaderen van de raden moeten vervroegd worden en diensvolgens ook de verrichtingen der inschrijving.

Wil, anderzijds, de Regeering de wet op het contingent slechts overleggen na inlichtingen te hebben ingewonnen over het getal ingeschrevenen, dan moet zij den datum der inschrijving vervroegen tot omtrent 1 October.

Wordt littera B van artikel 16 ingetrokken, dan voorziet geen enkele bepaling de eindelijke sluiting der alphabetische lijsten, noch de kennisgeving aan de belanghebbenden dat sommige aanvragen tot tijdelijke of bepaalde vrijstelling aan het gemeentebestuur moeten gezonden worden binnen een bepaalden tijd. Dat is eene leemte.

Bij hoofdstuk V, betreffende de militieraden, wenschten sommige leden wijzigingen voor te stellen. De Commissie van onderzoek had gevraagd, onder andere, dat het recht van den herzieningsraad om de militieplichtigen in observatie te doen stellen, ook aan de militieraden zou verleend worden.

Men deed opmerken dat, indien men zaken te berde bracht die eigenlijk vreemd zijn aan de ingediende voorstellen, er geen reden bestond om niet al de 114 artikelen der militiewet artikelsgewijze te onderzoeken.

De Middenafdeeling heeft dan ook beslist elk voorstel van de hand te wijzen, dat geen amendement zou zijn op de voorstellen die werden ingediend of daarvan niet het logische gevolg zouden zijn.

*
* * *

Het verslag heeft de opmerkingen, in de afdeeling gewisseld, voldoende uiteengezet.

De verklaringen der linkerzijde en die van leden der meerderheid werden overigens woordelijk opgenomen.

't Is echter belangwekkend, de uitgebrachte stemmingen in herinnering te brengen.

Het ontwerp der Regeering werd :

Aangenomen.	Verworpen.	met	Stemmen voor	Stemmen tegen	Onthoudingen.
	In de 1 ^e afdeeling.	—	9 —	12 —	4
In de 2 ^e afdeeling.		—	14 —	11 —	
	In de 3 ^e afdeeling.	—	8 —	15 —	
In de 4 ^e afdeeling.		—	14 —	11 —	
	In de 5 ^e afdeeling.	—	6 —	20 —	1
	In de 6 ^e afdeeling.	—	12 —	12 —	
In 't geheel			63 stemmen voor.	81 stemmen tegen.	5 onthoudingen.

In de Middenafdeeling werd het ontwerp van de Regeering aangenomen met 4 stemmen tegen 2 en 1 onthouding.

Deze schijnbare strijdigheid verklaart zich als volgt :

Het ontwerp van de Regeering werd in de afdeelingen verworpen door sommige leden die geen gunstige stemming wilden uitbrengen, alvorens zeker te zijn dat sommige bepalingen van het ontwerp zouden gewijzigd worden en dat de plaatsvervanging zou gehandhaafd worden. Andere leden onthielden zich om dezelfde redenen. Zij hebben naar de Middenafdeeling verslaggevers gezonden met last om in het ontwerp der Regeering wijzigingen te brengen, welke het de gewoonte niet is in de afdeelingen voor te dragen.

De Middenafdeeling heeft het ontwerp aldus gewijzigd. Zij hoopt bijgevolg dat het eene meerderheid zal bekomen.

De Verslaggever,

A. MÉLOT.

De Voorzitter,

COOREMAN.



**Tabel van overeenstemming der wet
met de voorgestelde wijzigingen.**

WET OP DE MILITIE.

TE WIJZIGEN ARTIKELEN.

ART. 1. — De aanwerving van het leger geschiedt bij vrijwillige dienstnemingen.

Door jaarlijksche oproepingen wordt, zoo daartoe redenen zijn, voorzien in de ontoereikendheid van het getal dezer dienstnemingen.

ART. 5. — *a)* Het contingent wordt verdeeld door den Koning over de provinciën en door den provincie-gouverneur over de militiekantons, bestaande hetzij uit ééne, hetzij uit onderscheidene naburige gemeenten, welke tot een zelfde bestuursarrondissement behooren.

b) De verdeeling geschiedt naar verhouding van het getal ingeschrevenen der lichting.

Er wordt, aan elke provincie en aan elke lotingscircumscription, rekening gehouden van de gunstige of ongunstige breuken der verdeeling van het voorgaande jaar.

c) De door het kanton verstrekte vrijwilligers van beroep worden bovenaan de lotingslijst ingeschreven, wanneer de wet hen verplicht tot inschrijving voor de militie.

d) Overtreft hun getal het door het kanton, in een gezamenlijk bedrag van achttienhonderd vrijwilligers, te verstrekken aandeel, dan wordt het overschot, naar het getal, medegerekend in het contingent.

e) Indien, in een militiekanton, het getal van de in het contingent mede te rekenen vrijwilligers, naar het getal, gelijkstaat met of hooger is dan het door het kanton te verstrekken contingent, wordt tot de loting niet overgegaan.

f) Het mogelijk overschot wordt aan de aangrenzende kantons toegekend, te beginnen met dat dezer kantons waar het minst vrijwilligers ontbreken om het contingent van het kanton te volledigen.

Dat overschot vermindert in gelijke verhouding het door de kantons, waaraan het toegekend wordt, te verstrekken getal miliciens.

WET OP DE MILITIE.**WIJZIGINGEN, DOOR DE
REGEERING VOORGESTELD.**

I. Het 2^{de} lid van artikel 1 wordt aangevuld als volgt :

Deze oproepingen strekken zich uit tot alle jongelingen waarvan geen militietermijn door een broeder wordt of werd vervuld.

ART. 5. — Ingetrokken..

**WIJZIGINGEN, DOOR DE MIDDEN-
AFDEELING VOORGESTELD**

Artikel 1 wordt aangevuld als volgt :

De militaire dienst mag niet aan meer dan één zoon per gezin worden opgelegd.

Het getalingeschrevenen die worden opgeroepen om het contingent der volgende lichting uit te maken, wordt elk jaar door de wet vastgesteld.

Het mag niet overschreden worden.

ART. 5. — Ingetrokken.

ART. 6. — a) Alle Belg is er toe verplicht, in het jaar waarin hij zijn 19^e jaar volbracht heeft, zich te doen inschrijven *ten einde deel te nemen aan de loting* voor de lichting van het contingent des volgenden jaars.

ART. 9. — De inschrijving kan altijd van ambtswege door den burgemeester gedaan worden.

Zij heeft plaats, voor degenen wier ouderdom niet vastgesteld kan worden, op het tijdstip waarop zij, volgens de openbare bekendheid, verondersteld worden den vereischten ouderdom te hebben bereikt *om aan de loting deel te nemen*.

ART. 10. — Hij, *die in de loting begrepen werd* en beweert *niet te moeten ingeschreven zijn*, kan een bezwaar indienen bij den militieraad, die beslist zooals in zake van vrijstelling. Indien zijn bezwaar ingewilligd wordt, zal hij voor een jaar uitgesteld of voorgoed vrijgesteld verklaard worden, naarvolgens hij al of niet nog aan de inschrijving kan onderworpen worden.

ART. 12. — (a) De inschrijving geschiedt op aanzoek van den vader, de moeder, den voogd of den ingeschrevene zelven, volgens het onderscheid vastgesteld in het voorgaande artikel.

(b) Geene enkele reden stelt van de inschrijving vrij.

(c) Wordt als weerspannige beschouwd, hij die niet op de alphabetische lijst ingeschreven is *voor de in artikel 16 vermelde sluiting*.

(d) De gouverneur stelt de verplichting der inschrijving vast en laat den niet ingeschrevene weten dat hij hem op het register der weerspanningen heeft gebracht.

(e) Binnen de acht dagen na deze aanzegging, kan de belanghebbende, zijn vader, zijne moeder of zijn voogd, volgens het onderscheid vastgesteld in artikel 11, zich in beroep voorzien vóór het Hof van Beroep, dat, zoo het dit beroep aanvaardt, de schrapping van den belanghebbende of zijne gelijkstelling met den milicien, *waarvan spraak in artikel 22*, kan bevelen.

(f) Zoo het beroep niet te bekwamer tijd ingesteld of zoo het verworpen is, wordt er, overeenkomstig artikel 82, overgegaan tot het lichamelijk onderzoek van den weerspannige. Indien hij tot den dienst geschikt wordt verklaard, wordt hij, binnen de twee maanden, ingelijfd voor eenen termijn van acht jaar, *zonder mede te tellen in het door zijn kanton te verstrekken contingent*. Nochtans kan de Koning hem met de miliciens gelijkstellen, met het oog op verlof en plaatsvervanging.

(g) De weerspanningen mogen maar opgezocht worden tot den vollen ouderdom van 36 jaar.

ART. 15. — Er wordt eene lijst opgemaakt van de ingeschrevenen uit de drie voorgaande jaren, die uitgesteld werden *en wier nummer begrepen was in het contingent van het jaar waarin zij geloot hebben*.

Art. 6. — Artikel 6 wordt gewijzigd als volgt :

Elke Belg is verplicht, in het jaar waarin hij zijn 19^e jaar volbracht heeft, zich te doen inschrijven voor de lichte van het volgende jaar.

Art. 9. — Aan 't slot, de woorden : « om aan de loting deel te nemen », te doen wegvallen.

Art. 10. — De woorden : « die in de loting begrepen werd », te doen wegvallen.

Art. 12. — Zooals hiernevens.

c) De woorden : « vóór de in artikel 16 vermelde sluiting » te doen wegvallen.

e) De woorden : « waarvan spraak in artikel 22 », te doen wegvallen.

f) De woorden : « zonder mede te tellen in het door zijn kanton te verstrekken contingent », te doen wegvallen.

Art. 15. — De woorden : « en wier nummer was begrepen in het contingent van het jaar waarin zij

Art. 6. — Zooals in het ontwerp der Regeering.

Art. 9. — Zooals in het ontwerp der Regeering.

Art. 10. — Het begin van het artikel wordt gewijzigd als volgt :

« Hij die beweert wederrechtelijk te zijn ingeschreven, kan een bezwaarschrift indienen... ». (Het overige zooals in de wet.)

Art. 12. — Zooals hiernevens.

c) Zooals in het ontwerp der Regeering.

e) Zooals in het ontwerp der Regeering.

f) Zooals in het ontwerp der Regeering.

Art. 15. — Zooals in het ontwerp der Regeering.

HOOFDSTUK III.

Van de loting.

Artikelen 16, 17, 18^{bis}, 19, 20, 21, 22.

HOOFDSTUK IV.

Van vrijstelling, ontslaging (van inlijving) en uitsluiting.

ART. 26. — Worden voorgoed vrijgesteld :

1° Hij, die niet langer is dan één meter vier honderd millimeter en hij die, op 31 December van het loopend jaar, zijn drie en twintigste jaar volbracht heeft en kleiner is dan één meter vijf honderd vijftig millimeter ;

2° Hij, die door ongeneesbare lichaamsgebreken voor den krijgsdienst ongeschikt is ;

3° Hij, wiens broeder gedurende acht jaar gediend heeft, bij den dienst overleden is, of slechts uit den dienst ontslagen werd ten gevolge van feiten, buiten zijnen wil of zijne schuld.

ART. 27. — Worden vrijgesteld voor één jaar :

geloot hebben », te doen wegvallen. (Cursief gedrukte woorden).

HOOFDSTUK III.

Ingetrokken.

Aan artikel 26 worden de volgende alinea's toegevoegd en zullen daarvan de nummers 1° en 2° uitmaken :

a) De ministers der eerediensten;

b) De zendelingen, die zich op voortdurende wijze aan een zendingswerk wijden, met uitsluiting van alle andere niet geestelijke ambten, overeenkomstig de regels van eene kloosterorde, in het binnenland gevestigd en erkend door de officieele geestelijke overheid van den betrokken eeredienst;

Aan artikel 27 worden de volgende alinea's toegevoegd en zullen daarvan de nummers 1° tot 5° uitmaken :

HOOFDSTUK III.

Ingetrokken.

HOOFDSTUK IV.

Aan 't hoofd van hoofdstuk IV wordt het volgende artikel ingevoegd :

Elke ingeschrevene wordt tot den dienst geroepen, tenzij hij werd uitgesloten, indien hij niet bewijst dat hij recht heeft op voorloopige of bepaalde vrijstelling uit kracht van de bepalingen dezer wet.

ART. 26. — Aan dit artikel worden de volgende alinea's toegevoegd en zullen daarvan n^{rs} 1° en 2° uitmaken :

1° De bedienaars der eerediensten;

2° Zij, die zich uitsluitend en op voortdurende wijze wijden aan een zendingswerk, goedgekeurd door de aangestelde overheden van een der eerediensten bedoeld in artikel 117 der Grondwet.

De eerste woorden van alinea 3° worden gewijzigd als volgt :

« Hij, van wien een broeder... »
(Het overige, zooals in de wet.)

ART. 27. — Artikel 27 der wet wordt gewijzigd als volgt :

I. Worden vrijgesteld voor één jaar:

1^o Degene wiens lichaamsgestalte niet één meter vijf honderd vijftig millimeter bereikt ;

2^o Degene die, door geneesbare lichaamsgebreken aangedaan, niet be-

1^o De personen die deel uitmaken van eene kloosterorde, congregatie, vereeniging, gevestigd in het land, waarvan de leden, na proeftijd, zich door geloften verbinden, op voorwaarde dat deze orde erkend weze door de officieele geestelijke overheden van den betrokken eeredienst;

2^o Zij die, na hunne middelbare studiën, zich bestemmen tot den geestelijken stand of tot de zendingen en leerlingen in de godgeleerdheid zijn in een door de wet erkende inrichting, zoo deze voor hunnen eeredienst bestaan.

Worden gelijkgesteld met de leerlingen, in de godgeleerdheid, de studenten in de wijsbegeerte, die zich aan den geestelijken staat wijden, zoolang zij hun twee en twintigste jaar niet bereikt hebben ;

3^o Zij die zich voorbereiden tot het lager onderwijs of tot het middelbaar onderwijs van den lagere graad, in de Staatsnormaalscholen of in de normale inrichtingen, aan het toezicht van den Staat onderworpen ;

4^o De uit deze inrichtingen komende leerlingen, voorzien van een bekwaamheidsdiploma, wanneer zij gehecht zijn aan eene inrichting onderworpen aan het bestuur of aan het toezicht van den Staat. Te rekenen van de aflevering van het diploma, wordt een tijd van twee jaar vergund om deze voorwaarde te vervullen ;

1^o Zij, die deel uitmaken van eene geestelijke gemeente, in het land gevestigd en welker statuten en samenstelling zijn goedgekeurd door de aangestelde overheden van een der eerediensten bedoeld in artikel 117 der Grondwet ;

2^o Zooals in het ontwerp der Regeering.

3^o Zooals in het ontwerp der Regeering.

4^o Zooals in het ontwerp der Regeering.

5^o Zij die op onafgebroken wijze in dienst van den Staat zijn, in de Kolonie ;

6^o Degene wiens lichaamsgestalte niet één meter vijf honderd vijftig milimeter bereikt ;

7^o Degene die, door geneesbare

kwaam wordt geacht te dienen vóór den 1ⁿ October van het loopende jaar ;

3^o Degene, die het enig wettig kind of de eenige wettige afstammeling is van eenen nog levenden persoon, tenzij hij tot eene bemiddelde familie behoort ;

4^o Degene die de onmisbare steun is : a) van zijnen vader en van zijne moeder of van een dezer ; b) indien deze laatsten overleden zijn, van zijne grootouders of van een dezer ; c) van één of van verscheiden broeders of zusters ;

5^o De vader die weduwnaar is gebleven met één of verscheiden kinderen ;

6^o Degene wiens broeder een termijn van acht jaren dienst vervult.

De oudste der broeders, die gezamenlijk geroepen zijn om deel van een lichting uit te maken *en wier nummers bereikt zijn voor de vorming van het contingent*, stelt zijn broeder vrij alsof hij onder dienst was, wanneer hij voorgoed aangewezen is en de familie alsdan maar één zoon aan het leger moet leveren.

Wanneer de voorrang van ouderdom tusschen tweelingbroeders niet blijkt uit de geboorteakten, wordt hij vastgesteld door den voorrang van inschrijving op de registers van den burgerlijken stand ;

7^o Het enig onecht, wettelijk erkend kind, dat de onmisbare steun is van zijne moeder, die geen wettig kind heeft, mits de vrouw, van welke de erkenning is uitgegaan, in de geboorteakte als de moeder is aangegeven, en de erkenning werd gedaan vóór den ambtenaar van den burgerlijken stand, ten minste één jaar voor de bekendmaking van de *lotingslijst* der klasse tot welke de belanghebbende milicien behoort.

In n^o 6 der wet, de woorden : « en wier nummers bereikt zijn door de vorming van het contingent » te doen wegvallen.

In n^o 7 der wet, het woord : « lotings » (lijst) te doen wegvallen.

lichaamsgebreken aangedaan, niet bekwaam wordt geacht te dienen vóór den 1^o October van het loopende jaar;

8^o Degene die het eenig wettig kind of de eenige wettige afstamming is van eenen nog levenden persoon, tenzij hij tot eene bemiddelde familie behoort;

9^o Degene die de onmisbare steun is : a) van zijnen vader en van zijne moeder of van een dezer; b) indien deze laatsten overleden zijn, van zijne grootouders of van een dezer; c) van één of van verscheidene broeders of zusters;

10^o De vader die weduwnaar is gebleven met één of verscheidene kinderen;

11^o Degene van wien een broeder een termijn van acht jaren dienst vervult.

De oudste der broeders, die gezamenlijk geroepen zijn om deel van eene lichting uit te maken, stelt zijn broeder vrij alsof hij onder dienst was, wanneer hij voorgoed aangewezen is en de familie alsdan maar één zoon aan het leger moet leveren.

Wanneer de voorrang van ouderdom tusschen tweelingbroeders niet blijkt uit de geboorteakten, wordt hij vastgesteld door den voorrang van inschrijving op de registers van den burgerlijken stand;

12^o Het eenige onechte, wettelijk erkende kind, dat de onmisbare steun is van zijne moeder, die geen wettig kind heeft, mits de vrouw, van welke de erkenning is uitgegaan, in de geboorteakte als de moeder is aangegeven, en de erkenning werd gedaan vóór den ambte-

naar van den burgerlijken stand, ten minste één jaar voor de bekendmaking van de lijst der klasse tot welke de belanghebbende milicien behoort.

II. Kunnen vrijgesteld worden voor één jaar :

Zij, die bewijzen dat hun loon bijdraagt tot het onderhoud : hetzij 1° van hunne echtgenoot, met of zonder kind ; hetzij 2° van hun vader en moeder of van één dezer ; hetzij 3° van hunne grootouders of van één dezer ; hetzij 4° van hunne broeders en zusters of van een dezer.

De militierechtsmachten bepalen welke ingeschrevenen aan die vereischten voldoen.

Vrijstelling wordt uit dien hoofde slechts verleend, wanneer het getal voor den dienst aangewezen en bepaald in werkelijken dienst getreden manschappen het bij de wet vastgesteld contingent overschrijdt.

Het getal vrijgestelden van dit soort mag dat teveel niet te boven gaan.

De vrijstelling wordt uitgesproken naar volgorde van de opsomming voorkomende in de wet, eerstelijk ten voordeele van den echtgenoot met of zonder kinderen, vervolgens ten voordeele van den zoon en zoo voorts.

Indien het getal van hen, die aan de vereischte voorwaarden voldoen om de weldaad van deze bepaling te genieten, hooger is dan het teveel, worden, bij loting aangewezen, onder hen die de steun van hunne familie zijn in de reeks waartoe men aldus in gekomen, degenen waarop de vrijstelling van toepassing is.

Indien het getal van hen, die aan

ART. 28. — a) De ministers der eerediensten zijn in vrede-tijd van den dienst ontslagen.

b) Zijn insgelijks ontslagen, tenzij ze tot eene bemiddelde familie behooren:

1° Zij die, na hunne middelbare studiën, zich bestemmen tot het geestelijk ambt en leerlingen zijn in de godgeleerdheid in een door de wet erkend gesticht, indien er voor hunnen eeredienst bestaan. Zijn met de leerlingen in de godgeleerdheid gelijkgesteld de studenten in de wijsbegeerte die zich tot den geestelijken staat bestemmen, zoolang zij hun twee en twintigste jaar niet voleind hebben ;

2° Zij die zich voorbereiden tot het lager onderwijs of tot het middelbaar onderwijs van den lagere graad in 's Rijks normaalscholen of in de normale gestichten die aan het toezicht van den Staat zijn onderworpen ;

5° De ingeschrevenen die, zonder een ernstig nadeel te ondergaan, hunne studiën of hun leertijd niet kunnen onderbreken, of tijdelijk de landbouw-, nijverheids- of handelsinrichting verlaten welke zij voor eigen rekening of voor die hunner ouders exploiteeren. De vrijstelling uit dien hoofde kan niet worden uitgesproken ten bate van den ingeschrevene van het langstverloopen jaar, gebracht op de bij artikel 15 voorziene lijst.

Art. 28. — Ingetrokken.

de vereischte voorwaarden voldoen om onder de toepassing van deze bepaling te vallen, minder hoog is dan het teveel, worden de jongsten van de ingeschrevenen der lichting tot het volgende jaar uitgesteld ten bedrage van gezegd teveel.

De bepalingen van artikel 30 der wet zijn niet van toepassing op die soorten vrijgesteld.

Het behoud van de eenmaal uitgesproken vrijstelling hangt enkel af van het voortduren der voorwaarden vereischt om daarvan te kunnen genieten.

Een koninklijk besluit regelt de toepassing van deze bepalingen.

III. — Uitstel van inlijving, voor een geheelen duur van drie jaren en vatbaar voor vernieuwing van jaar tot jaar, wordt door de militierecht machten verleend aan hen die bewijzen dat, hetzij in het belang hunner studiën, hetzij voor hun leertijd, hetzij voor de behoeften der landbouw-, nijverheids- of handelsonderneming waarop ze zich toelagen voor eigen rekening of voor die hunner ouders, hetzij wegens hun verblijf in den vreemde, het volstrekt noodzakelijk is dat ze niet aan hunne werkzaamheden worden onttrokken.

Art. 28. — In afwijking van artikel 26, § 1°; artikel 26, § 2°, voor zooveel het betreft de zendelingen die zich wijden aan een zendingswerk binnen het land; artikel 27, §§ 1°, 2°, 3° en 4°, worden de in deze paragrafen bedoelde vrijgesteld, van wien geen broeder een militietermijn vervult of heeft vervuld, opgeroepen tot den dienst ongeval van mobielverklaring en

3° De leerlingen, komende uit die gestichten, voorzien van een bekwaamheidsdiploma, wanneer zij gehecht zijn aan een gesticht dat aan het bestuur of aan het toezicht van den Staat is onderworpen. Te rekenen van de aflevering van het diploma, wordt een tijdsbestek van twee jaren verleend om deze voorwaarde te vervullen.

c) Gedurende de acht eerste jaren van hunnen dienstdienst, moeten de miliciens dezer drie laatste soorten jaarlijks vóór de militieraden bewijzen, dat zij, bij voortduring, de vereischte voorwaarden vereenigen om het voordeel van dit artikel te genieten. Hij, die zich niet meer in deze voorwaarden bevindt, is, van dan af, onderworpen aan den werkelijken normalen dienst en wordt, voor het overige, behandeld als de miliciens zijner klas.

d) Wanneer hij, die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij de twee eerste paragrafen van dit artikel, insgelijks eene reden van vrijstelling kan doen gelden, gegrond op de samenstelling der familie of op eene lichamelijke ongeschiktheid, waarvan de vaststelling geen lichamelijk onderzoek vordert, wordt de vrijstelling uitgesproken, zelfs van ambtswege, opdat de belanghebbende nooit kunne geteld worden in afrekening van het contingent.

e) Ingeval van marschvaardigmaking, worden de miliciens dezer onderscheidene soorten tot den dienst geroepen en gebruikt bij nuttige diensten in het leger (staf, gestichten, ziekenhuizen, veldhospitalen, enz.). Zij ontvangen geene krijgssuitrusting.

f) Hun dienst verschaft aan hunnen broeder geen recht op vrijstelling.

ART. 51. — a) De vrijstellingen wegens dienstneming van broeders worden naar de volgende regelen vastgesteld :

b) De dienst verschaft de noodige vrijstellingen opdat het getal diensten, van eene familie gevegd, de helft van het gezamenlijk getal zonen niet overtreffe en nooit drie diensten te boven ga. Zoo mag, in de familiën waar de zonen in even getal zijn, slechts de helft tot den dienst geroepen worden; wanneer het getal der zonen oneven is, heeft de helft en één daarboven recht op vrijstelling.

c) De aanwijzingen wisselen met de vrijstellingen af, tenware dat, ten gevolge van vrijstellingen, van ontslagingen of van nummers die niet in het contingent begrepen zijn, de familie aan den Staat het getal mannen niet hebbe geleverd dat hem verschuldigd is.

d) De jaarlijksche vernieuwing der vrijstelling is alleen ondergeschikt aan de voortzetting van den dienst die er aanleidend toe heeft gegeven.

ART. 54. — a) Wordt niet tot den dienst toegelaten :

1° Wie vóór eene krijgssrechtbank eene in kracht van gewijsde gegane veroordeeling beloopt heeft

gebruikt bij voor het leger nuttige verrichtingen.

Zij ontvangen geene militaire uitrusting.

ART. 31. — De paragrafen *a*, *b* en *c* te doen wegvallen.

ART. 31. — De paragrafen *a*, *b*, *c* te doen wegvallen.

Paragraaf *d* te wijzigen als volgt:

De jaarlijksche vernieuwing der vrijstelling, uitgesproken wegens dienst van een broeder, is alleen ondergeschikt... (Het overige zooals in de wet.)

ART. 34. — *a*) Zooals hiernevens.

ART. 34. — *a*) Zooals hiernevens.

b) Werd hij, bij vergissing, op de *lotingslijst* gehandhaafd of heeft hij slechts na *de loting* de uitsluiting beloopen, zoo wordt hij door den militieraad onbekwaam tot den dienst verklaard.

ART. 58. — Moeten vóór den militieraad verschijnen :

1^o De ingeschrevenen van het jaar en de bovenaan de *lotingslijst* geplaatste uitgestelden ;

2^o Zij die tijdelijke ontslaging van dienst verkregen hebben.

ART. 44. — De beslissingen van den raad worden in openbare zitting bekendgemaakt, in het *lotingsregister* opgeteekend en door den voorzitter geparafeerd.

ART. 46. — a) Na elken zittijd zendt de arrondissements-commissaris, zonder uitstel, aan de gemeentebesturen eene opgave van de door den raad vrijgestelde of uitgesloten manschappen van het kanton, *die in het contingent door andere miliciens dienen vervangen*.

b) Deze opgave behelst een algemeen volgnummer, *het nummer der loting*, de namen en voornamen der ingeschrevenen, over wier lot beslist werd, de gemeente waar ze verblijven en de reden hunner uitstelling of hunner bepaalde vrijstelling van dienst.

c) Deze opgave wordt bekendgemaakt en aangeplakt in elke gemeente van het kanton, op de twee Zondagen volgende op de ontvangst er van.

d) De akten tot bekendmaking worden in een daartoe bestemd register ingeschreven.

ART. 49. — f) Bevindt de bestuursoverheid dat eene dwaling werd begaan bij het toepassen van de regels vastgesteld door artikel 31 voor de vrijstellingen wegens het dienen van broeders, dan kan de Minister van Binnenlandsche Zaken zijn verhaal nemen bij het Hof van Beroep tot op den dag der oproeping voor den werkelijken dienst. Dat verhaal wordt schriftelijk ingediend en tot den procureur-generaal bij het Hof van beroep gericht : het wordt vrijgesteld van alle andere formaliteiten.

ART. 66. — Bij uitzondering op de artikelen 64^{bis}, 64^a, 64⁷ en aan nummer 1^o van het vorig artikel :

1^o Mag een broeder, zoodra hij zijn negentiende jaar volbracht heeft, voor zijn nog niet ingelijfden broeder dienen. *Is hij aangenomen, dan wordt, bij de loting waaraan hij naar zijn leeftijd deel moet nemen, de broeder, dien hij vervangen heeft, in zijne plaats op de lijst der ingeschrevenen gebracht ;*

2^o Mogen de manschappen, die deel van het leger hebben uitgemaakt, zich als plaatsvervanger aanbieden, zoo zij op 31 December te voren hun zes en dertigste jaar niet volbracht hebben.

ART. 70. — De toelating van een tot de lichting van het jaar behoorenden plaatsvervanger wordt, zoo hij wegens zijn lotingsnummer dienen moet, beschouwd als niet bestaande.

b) Het woord *lotings*(lijst) te doen wegvallen en de woorden : « na de loting », te vervangen door het woord : « nadien ».

ART. 38. — Het woord *lotings*(lijst) te doen wegvallen.

ART. 44. — Het woord : *lotings*(lijst) te doen wegvallen.

ART. 46. — a) De woorden : « die in het contingent door andere miliciens dienen vervangen ».

b) De woorden : « het nummer der loting », te doen wegvallen.

ART. 49. — f) De woorden : « door artikel 31 » te doen wegvallen.

ART. 66. — In nr 1^o vervallen de woorden : « Is hij aangenomen .. » tot en met inbegrip van de woorden : « op de lijst der ingeschrevenen gebracht ».

ART. 70. — Ingetrokken.

b) Zooals in het ontwerp der Regeering.

ART. 38. — Zooals in het ontwerp der Regeering.

ART. 44. — Zooals in het ontwerp der Regeering.

ART. 46. a) — Zooals in het ontwerp der Regeering.

b) Zooals in het ontwerp der Regeering.

De litt. c en d der wet te vervangen door de volgende bepaling :

Deze staat wordt in elke gemeente ter beschikking van de belanghebbers gehouden.

ART. 49. — f) Zooals in het ontwerp der Regeering.

ART. 66. — Nr 1^o van artikel 66 vervalt. (Zie, in artikel 100, de bepaling die dat nummer vervangt.)

ART. 70. — Ingetrokken.

HOOFDSTUK IX.

Van inlijving.

ART. 81. — a) *De Regeering bepaalt het tijdstip waarop de voor den dienst aangewezen manschappen aan de militaire overheid afgeleverd worden.*

b) *De aflevering geschiedt ter provinciehoofdplaats door den gouverneur, die een staat der afgeleverden opmaakt, hierbij inzonderheid wijzende op de in de vorige contingenten begrepen miliciens, wier ontslaging of tijdelijke ontheffing niet werd gehandhaafd. Een afzonderlijke staat vermeldt de tot den dienst opgeroepen ingeschrevenen van de lichting van het jaar, die van inlijving ontslagen zijn. Ieder belanghebbende ontvangt vooraf een bevel van vertrek vanwege den gouverneur.*

c) *Zoodra de miliciens hunne gemeente verlaten om naar de hoofdplaats overgebracht te worden, komen de kosten van hunne voeding en huisvesting ten laste van den Staat.*

ART. 85. — a) *Wanneer eene uitspraak van het beroepshof of van den revisieraad eene aanwijzing voor den dienst vernietigt, levert het kanton, op vordering van den gouverneur, en naar de orde der nummers, onverwijld een anderen man om zijn contingent voltallig te maken.*

b) *Dit is mede het geval, wanneer een voor den dienst aangewezen milicien sterft vóór den dag, bepaald voor de aflevering van het contingent aan de militaire overheid.*

c) *Wanneer eene vrijstelling door het beroepshof of den revisieraad vernietigd is, wordt, naar de orde der nummers, de laatst opgeroepene van het kanton, indien hij boven het contingent dient, vervangen door hem wiens vrijstelling niet werd gehandhaafd.*

WET VAN 21 MAART 1902.

ART. 84. — *Geene oproeping tot aanvulling van het contingent mag na 30 September plaats hebben.*

Er wordt echter van dezen regel afgeweken wanneer beslissingen over vraagstukken van stand, leeftijd of burgerlijke rechten, of beslissingen genomen ten gevolge van, overeenkomstig artikel 49 (LIT. F), door den Minister van Binnenlandsche Zaken aangeteekend beroep, of van arresten van het Hof van Cassatie, de oorspronkelijke orde der oproepingen onder de wapens wijzigen.

HOOFDSTUK X.

Van verlof.

ART. 88. — a) *De miliciens, de vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers worden met onbepaald verlof naar huis gezonden, wanneer zij, te rekenen van den dag der oproeping onder de wapens van hun contingent, werkelijk dienst hebben gedaan gedurende den hierna bepaalden tijd :*

ART. 81. — Littera *a* van artikel 81 wordt opgesteld als volgt :

De Regeering bepaalt elk jaar de indeeling der manschappen over de verschillende wapens, alsmede het tijdstip waarop de voor den dienst aangewezen manschappen worden overgegeven aan de militaire overheid.

In littera *b* vervallen de met cursief letter gedrukte woorden.

ART. 83. — Ingetrokken.

ART. 84. — De cursief gedrukte woorden te doen wegvallen.

HOOFDSTUK X.

Van verlof.

ART. 85. — 1. De volgende alinea's worden in artikel 85 ingevoegd :

De inrichting van het leger is ge-

ART. 81. — Zooals in het ontwerp der Regeering.

ART. 83. — Ingetrokken.

ART. 84. — Zooals in het ontwerp der Regeering.

In het 2^{de} lid, de woorden : « de oorspronkelijke orde der oproepingen onder de wapens wijzigen » te vervangen door de woorden : « Na dien datum worden verleend. »

HOOFDSTUK X.

Van verlof.

ARTICLEL 85 wordt opgesteld als volgt :

Infanterie : twintig maanden, *te doen binnen de vier en twintig maanden na de oproeping onder de wapens* ;

Cavallerie en rijdende artillerie : zes en dertig maanden, *te doen binnen de negen en dertig maanden na de oproeping onder de wapens* ;

Bereden artillerie en trein : acht en twintig maanden, *te doen binnen de dertig maanden na de oproeping onder de wapens* ;

Vestingartillerie en bijzondere compagnieën artillerie : twee en twintig maanden, *te doen binnen de vier en twintig maanden na de oproeping onder de wapens* ;

Genie : twee en twintig maanden, *te doen binnen de vier en dertig maanden na de oproeping onder de wapens* ;

Bataljon van administratie : vier en twintig maanden, *te doen zonder onderbreking*.

b) Niemand mag van deze verplichting afgetrokken en buiten de gelederen der compagnieën, eskadrons of batterijen gebruikt worden, gedurende de maanden werkelijken dienst tot welke hij door dit artikel verplicht is.

c) De miliciens, de vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers hebben evenwel recht elk op gemiddeld vijftien dagen verlof per jaar gewonen werkelijken dienst.

d) Deze termijn zal op eene maand gebracht worden wanneer het getal vrijwilligers en militairen van allen aard, die opnieuw dienst genomen hebben, het cijfer van 18,500 bereikt heeft.

De manschappen wier werkelijke dienst twintig maanden duurt, zijn gehouden tot eene terugroeping voor eene maand in den loop van het derde of van het vierde jaar van hunnen militietijd.

grond op eene gemiddelde getalsterkte van 42,800 man met soldij.

Buiten de terugroepingen, wordt de werkelijke dienst achtereen uitgedaan. Een koninklijk besluit bepaalt jaarlijks den duur er van voor de verschillende wapens, in de mate overeenstemmend met de vereischten van het onderricht, derwijze dat de voorziene gemiddelde getalsterkte niet overschreden wordt.

Bij voorkomend geval, kunnen bovendien met onbepaald verlof gezonden worden, de militievrijwilligers, de miliciens en de plaatsvervangers van broeders, die twee derden van hun dienst hebben uitgedaan en voldeden aan de proeven opgelegd tot het bekomen van den graad van korporaal of van brigadier.

2. — De cursief gedrukte woorden te doen wegvallen.

Buiten de terugroepingen, wordt de werkelijke dienst achtereen uitgedaan. Een koninklijk besluit bepaalt jaarlijks den duur ervan voor de verschillende wapens, in de mate overeenstemmend met de vereischten van het onderricht, derwijze dat de gemiddelde getalsterkte, voorzien bij de wet op het contingent, niet overschreden wordt.

Echter worden de miliciens, de militievrijwilligers, de vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers met onbepaald verlof naar huis gezonden, wanneer zij, te rekenen van den dag der oproeping onder de wapens van hun contingent, werkelijk dienst hebben gedaan gedurende den hierna bepaalden tijd :

Infanterie : twintig maanden ;

Cavalerie en rijdende artillerie : zes en dertig maanden ;

Bereden artillerie en trein : acht en twintig maanden ;

Vestingartillerie en bijzondere compagnieën artillerie : twee en twintig maanden ;

Genie : twee en twintig maanden ;

Bataljon van administratie : vier en twintig maanden ;

Niemand mag van deze verplichting afgetrokken en buiten de geleiden der compagnieën, eskadrons of batterijen gebruikt worden, gedurende de maanden werkelijken dienst tot welke hij door dit artikel verplicht is.

Echter hebben de miliciens, de militievrijwilligers, de vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers recht elk op gemiddeld vijftien dagen verlof per jaargewonen werkelijken dienst.

Deze termijn zal tot op ééne

ART. 91. — In al de kantons hoeven de met redenen omkleede aanvragen om getuigschriften rakende den vermogenstoestand der familie, mondeling of schriftelijk gericht, 't zij tot den arrondissementscommissaris, *den dag der loting, onmiddellijk na deze verrichting*, 't zij aan het gemeentebestuur, *binnen de tien dagen*. Er wordt den belanghebbende akte van zijne verklaring gegeven.

ART. 95. — Wordt gestraft met gevangenzitting van acht dagen tot twee jaar :

1°

2° Wie, *wegens zijn nummer in het contingent zijner klasse begrepen*, middelen heeft aangewend om ziekten of lichaamsgebreken te doen ontstaan of te ontwikkelen, om vrijstelling van dienst te bekomen, of zich met dit doel heeft verminkt of laten verminken, 't zij de vrijstelling toegestaan, 't zij ze geweigerd werd. Na afloop der straf, wordt hij, voor 8 jaar, ter beschikking van den Minister van Oorlog gesteld.

ART. 98. — Wordt als deserteur beschouwd, de *door de loting* voor den dienst aangewezen Belg, die later het land verlaat om de inlijving te ontgaan.

maand gebracht worden wanneer het gezamenlijk getal vrijwilligers en militairen van allen aard, die opnieuw dienst namen, het cijfer van 18,300 bereikt heeft.

Bij voorkomend geval, kunnen bovendien met onbepaald verlof gezonden worden, de militievrijwilligers, de miliciens en de plaatsvervangers van broeders, die twee derden van hun dienst hebben uitgedaan en voldeden aan de proeven opgelegd tot het bekomen van den graad van korporaal of van brigadier.

De manschappen, wier werkelijke dienst twintig maanden duurt, zijn gehouden tot eene terugroeping voor ééne maand in den loop van het derde of van het vierde jaar van hunnen militietijd.

ART. 91. — De cursief gedrukte woorden te doen wegvallen.

ART. 91. — Zooals in het ontwerp der Regeering.

ART. 95. — 2° De cursief gedrukte woorden te doen wegvallen.

ART. 95. — 2° Zooals in het ontwerp der Regeering.

ART. 98. — De cursief gedrukte woorden te doen wegvallen.

ART. 98. — Zooals in het ontwerp der Regeering.

HOOFDSTUK XIII.

Van vrijwillige dienstneming.

ART. 100. — a) I. Een koninklijk besluit bepaalt de vereischten tot aan-neming van de vrijwilligers.

Het bepaalt ook welke voordeelen, andere dan die voorzien bij de wet, hun verleend kunnen worden.

b) De nog niet tot het leger behorende minderjarige moet eerst bewijs leveren van de toestemming van zijn vader of zijne moeder-weduwe of, zoo hij wees is, van zijn voogd. Laatstgemelde hoeft daartoe bij beraadslaging van den familieraad gemachtigd.

c) De vrijwilligers van al de soorten verkrijgen, evenals de miliciens, de hoedanigheid van militair door het feit van hunne inlijving en van de hun gehouden voorlezing der krijgswetten.

Vrijwilligers van beroep.

d) Dienstnemingen kunnen voor den duur van ten minste één militie-termijn worden gesloten door elken Belg die ten minste 16 jaar en ten hoogste 35 jaar oud is, zoo hij nog niet heeft gediend, ten hoogste 40 jaar, zoo hij reeds heeft gediend.

e) Dienstnemingen kunnen ook worden aangegaan door de vreemdelingen die militieplichtig zijn en door hen die het recht hebben de Belgische nationaliteit te kiezen.

f) Te rekenen van den leeftijd van 18 jaar, worden de vrijwilligers van beroep gelijkgesteld met de miliciens, in het opzicht van de wederoproepingen en de verlofdagen. Zij worden echter eerst met onbepaald verlof naar huis gezonden na vijf jaar werkelijken dienst, zoo zij dienst namen vóór den leeftijd van 17 jaar, na vier jaar, zoo zij dienst namen vóór den leeftijd van 18 jaar, en na drie jaar, zoo zij dienst namen na den leeftijd van 18 jaar.

ART. 100. — In artikel 100 worden de volgende bepalingen ingevoegd:

ART. 100. — De volgende paragraaf wordt achter littera c ingevoegd:

De vrijwilligers van alle soorten worden naar 't getal berekend in het contingent van het jaar waarin hun militietijd een aanvang neemt.

Militievrijwilligers.

Worden gemachtigd om als vrijwilligers dienst te doen van af hun 18^{de} jaar, de jongelingen die een ernstig nadeel zouden kunnen ondergaan door te wachten tot op het tijdstip hunner inschrijving. Zij worden gelijkgesteld met de miliciens der lichting waarbij zij zich door hunne dienstneming aansluiten.

Een broeder mag dienst doen voor zijn nog niet ingelijfden broermaakt, mag dienst nemen tot den leeftijd van 30 jaren.

Worden gemachtigd om als militievrijwilligers dienst te doen van af hun 18^{de} jaar: 1^o de jongelingen die bewijzen dat, om de redenen vermeld in artikel 27, van deze wet, het volstrekt noodzakelijk is dat zij worden ingelijfd vóór het tijdstip hunner inschrijving;

2^o De broeder die dient voor zijn nog niet ingelijfden broeder. De broeder, die van dat recht gebruik der, indien hij ten minste 18 jaar en ten hoogste 30 jaar oud is.

Vrijwilligers van het contingent.

g) *De jongelingen, gehouden deel te nemen aan de loting voor de eerstkomende lichting, die verlangen opgeroepen te worden om er het contingent van te vormen, mogen dienst nemen voor één militietermijn.*

h) *Deze vrijwilligers van het contingent worden op de lotingslijsten gebracht vóór de uitgestelden der vroegere lichtingen.*

i) *Zij worden gelijkgesteld met de miliciens in het opzicht van den werkelijken dienst, de wederoproeping en de verlofdagen.*

Reserve-vrijwilligers.

j) *De vrijwilligers van al de soorten, de miliciens en de plaatsvervangers kunnen, op het oogenblik van hun vertrek met onbepaald verlof, gemachtigd worden den datum hunner afdanking uit de reserve voor twee of voor vier jaar uit te stellen; eene bij koninklijk besluit te bepalen vergelding kan hun toegestaan worden.*

Vrijwilligers met premie en plaatsvervangers.

(k) *De vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers zijn gelijkgesteld met de miliciens voor den duur van den werkelijken dienst, de wederoproeping en de verlofdagen.*

De vergelding, bedoeld in artikel 75^{bi}, lid 2, verschilt volgens het wapen waarbij de vrijwilliger met premie dient.

De militievrijwilligers worden gelijkgesteld met de miliciens der lichting waarbij zij zich door hunne dienstneming aansluiten.

Vrijwilligers van het contingent

Vrijwilligers van het contingent.

De paragrafen *g*, *h* en *i* vervallen.

Zooals in het ontwerp der Regearing.

Bijzondere bepalingen

Bijzondere bepalingen.

Worden ingetrokken de bepalingen van de wet op de militie, welke strijdig zijn met deze wet, met name artikel 3, hoofdstuk II, artikel 28, artikel 31 (*a*) (*b*) (*c*), en artikel 83.

Worden nutteloos.

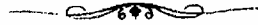
De Regearing wordt gemachtigd de bepalingen van deze wet in verband te brengen met die van de wet op de militie, welke van kracht blijven.

Overgangsbepaling.

Worden vrijgesteld van allen militairen dienst, de niet ingelijfde jongelingen, die een broeder hebben of gehad hebben, ingeschreven bij de militie vóór het in werking treden van deze wet, met uitsluiting van den weerspanning.

Overgangsbepaling.

Zooals in het ontwerp der Regering.





Voorstel van de Regeering.

—

Amendementen van de Middenafdeeling.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Les modifications ci-après sont apportées à la loi sur la milice :

De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet op de militie :

1° Il est ajouté un article 1^{bis} disposant : Ces appels s'étendent à tous les jeunes gens dont un frère n'a complit pas ou n'a pas accompli un terme de milice.

1° Er wordt een artikel 1^{bis} bijgevoegd, beschikkende : Deze oproepingen strekken zich uit tot alle jongelingen waarvan geen militie-termijn door een broeder wordt of werd vervuld.

2° Sont exemptés définitivement :

- a) Les ministres des cultes ;
- b) Les missionnaires se consacrant de façon continue à une œuvre de mission, à l'exclusion de toutes autres fonctions non ecclésiastiques, conformément aux règles d'un ordre religieux fixé à l'intérieur du pays et reconnu par les autorités

2° Zijn voorgoed vrijgesteld :

- a) De ministers der eerediensten ;
- b) De zendelingen, die zich op voortdurende wijze aan een zendingswerk wijden, met uitsluiting van alle andere niet geestelijke ambten, overeenkomstig de regels van eene kloosterorde, in het binnenland gevestigd en erkend door

Propositions de la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Les modifications ci-après sont apportées à la loi sur la milice :

ART. 1^{er}. — *L'article 1^{er} est complété de la manière suivante :*

Le service militaire ne peut être imposé à plus d'un fils par famille.

Le nombre des inscrits qui seront appelés à former le contingent de la levée suivante est fixé chaque année par la loi.

Il ne peut être dépassé.

ART. 22^{bis}. — *Tout inscrit est appelé au service, à moins qu'il n'ait encouru l'exclusion, s'il n'établit qu'il a droit à la libération provisoire ou définitive en vertu des dispositions de la présente loi.*

ART. 26. — *Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 26 dont elles formeront les numéros 1^o et 2^o :*

Sont exemptés définitivement :

1^o Les ministres des cultes ;

2^o *Ceux qui se consacrent exclusivement et de façon continue aux travaux d'une œuvre de mission approuvée par les autorités attitrées d'un des cultes visés à l'article 117 de la Constitution.*

Voorstellen van de Middenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet op de militie :

ART. 1. — *Artikel 1 wordt aangevuld als volgt :*

De militaire dienst mag niet aan meer dan één zoon per gezin worden opgelegd.

Het getal ingeschrevenen die worden opgeroepen om het contingent der volgende lichting uit te maken, wordt elk jaar door de wet vastgesteld.

Het mag niet overschreden worden.

ART. 22^{bis}. — *Elke ingeschrevene wordt tot den dienst geroepen, tenzij hij werd uitgesloten, indien hij niet bewijst dat hij recht heeft op voorloopige of bepaalde vrijstelling uit krachte van de bepalingen dezer wet.*

ART. 26. — *De volgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 26, waarvan zij nummers 1^o en 2^o zullen uitmaken :*

Worden voorgoed vrijgesteld :

1^o De bedienaars der eerediensten ;

2^o *Zij, die zich uitsluitend en op voortdurende wijze wijden aan de werkzaamheden van een zendingswerk, goedgekeurd door de aangestelde overheden van een der eerediensten bedoeld in artikel 117 der Grondwet.*

Projet de loi.

officielles religieuses de la confession intéressée.

3° Sont exemptés pour une année :

a) Les personnes qui font partie d'un ordre religieux, congrégation, association fixée dans le pays, dont les membres, après noviciat, se lient par des vœux, à condition que cet ordre soit reconnu par les autorités officielles religieuses de la confession intéressée ;

b) Ceux qui, après leurs études moyennes, se destinent au ministère ecclésiastique ou aux missions et sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par la loi, s'il en existe pour leur culte.

Sont assimilés aux élèves en théologie, les étudiants en philosophie qui se vouent à l'état ecclésiastique, tant qu'ils n'ont pas accompli leur vingtdeuxième année ;

c) Ceux qui se préparent à l'enseignement primaire ou à l'enseignement moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou dans les établissements normaux soumis à l'inspection de l'État ;

d) Les élèves sortis de ces institutions munis d'un diplôme de capacité, lorsqu'ils sont attachés à un établissement soumis à la direction ou à l'inspection de l'État. A partir de la délivrance de ce diplôme, un délai de deux ans est accordé pour remplir cette condition.

Wetsontwerp.

de officieele geestelijke overheid van den betrokken eeredienst.

5° Zijn vrijgesteld voor één jaar :

a) De personen die deel uitmaken van eene kloosterorde, congregatie, vereeniging, gevestigd in het land, waarvan de leden, na proeftijd, zich door geloften verbinden, op voorwaarde dat deze orde erkend weze door de officieele geestelijke overheden van den betrokken eeredienst ;

b) Zij die, na hunne middeelbare studiën, zich bestemmen tot den geestelijken stand of tot de zendingen en leerlingen in de godgeleerdheid zijn in een door de wet erkende inrichting, zoo deze voor hunnen eeredienst bestaan.

Worden gelijkgesteld met de leerlingen in de godgeleerdheid, de studenten in de wijsbegeerte, die zich aan den geestelijken staat wijden, zoolang zij hun twee en twintigste jaar niet bereikt hebben ;

c) Zij die zich voorbereiden tot het lager onderwijs of tot het middelbaar onderwijs van den lageren graad, in de Staatsnormaalscholen of in de normale inrichtingen, aan het toezicht van den Staat onderworpen ;

d) De uit deze inrichtingen komende leerlingen, voorzien van een bekwaamheidsdiploma, wanneer zij gehecht zijn aan eene inrichting onderworpen aan het bestuur of aan het toezicht van den Staat. Te rekenen van de aflevering van het diploma, wordt een tijd van twee

Propositions de la section centrale.

Voorstellen van de Middenafdeeling.

Art. 27. — *L'article 27 de la loi est modifié comme suit :*

I. Sont exemptés pour une année :

1^o *Ceux qui sont partie d'une communauté religieuse fixée dans le pays et dont les statuts et la composition sont approuvés par les autorités attitrées d'un des cultes visés à l'article 117 de la Constitution ;*

2^o *Ceux qui, après leurs études moyennes, se destinent au ministère ecclésiastique ou aux missions et sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par la loi, s'il en existe pour leur culte.*

Sont assimilés aux élèves en théologie, les étudiants en philosophie qui se voient à l'état ecclésiastique, tant qu'ils n'ont pas accompli leur vingt-deuxième année ;

3^o *Ceux qui se préparent à l'enseignement primaire ou à l'enseignement moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou dans les établissements normaux soumis à l'inspection de l'État ;*

4^o *Les élèves sortis de ces institutions munis d'un diplôme de capacité, lorsqu'ils sont attachés à un établissement soumis à la direction ou à l'inspection de l'État. A partir de la délivrance de ce diplôme, un délai de deux ans est accordé pour remplir cette condition ;*

Art. 27. — *Artikel 27 der wet wordt gewijzigd als volgt :*

I. Worden vrijgesteld voor één jaar :

1^o *Zij, die deel uitmaken van eene geestelijke gemeente, in het land gevestigd en welker statuten en samenstelling zijn goedgekeurd door de aangestelde overheden van een der eerediensten bedoeld in artikel 117 der Grondwet ;*

2^o *Zij die, na hunne middelbare studiën, zich bestemmen tot den geestelijken stand of tot de zendingen, en leerlingen in de godgeleerdheid zijn in eene door de wet erkende inrichting, zoo deze voor hunnen eeredienst bestaan.*

Worden gelijkgesteld met de leerlingen in de godgeleerdheid, de studenten in de wijsbegeerte die zich aan den geestelijken staat wijden, zoolang zij hun twee en twintigste jaar niet bereikt hebben ;

3^o *Zij, die zich voorbereiden tot het lager onderwijs of tot het middelbaar onderwijs van den lagere graad, in de Staatsnormaalscholen of in de normale inrichtingen, aan het toezicht van den Staat onderworpen ;*

4^o *De uit deze inrichtingen komende leerlingen, voorzien van een diploma van bekwaamheid, wanneer zij gehecht zijn aan eene inrichting onderworpen aan het bestuur of aan het toezicht van den Staat. Te rekenen van de afgifte van het diploma, wordt een tijd van twee jaar*

Projet de loi.

Wetsontwerp.

jaar vergund om deze voorwaarde
te vervullen.

Propositions de la section centrale.

5° *Ceux qui sont de façon continue au service de l'État dans la colonie.*

6° Celui dont la taille n'atteint pas un mètre cinq cent cinquante millimètres;

7° Celui qui, atteint d'infirmités curables, n'est pas jugé capable de servir avant le 1^{er} octobre de l'année courante;

8° Celui qui est, soit l'unique enfant, soit l'unique descendant légitime d'une personne encore vivante, à moins qu'il n'appartienne à une famille qui soit dans l'aisance;

9° Celui qui est l'indispensable soutien : a) de ses père et mère ou de l'un d'eux ; b) si ces derniers sont décédés, de ses aïeuls ou de l'un d'eux ; c) d'un ou de plusieurs frères ou sœurs ;

10° Le père resté veuf avec un ou plusieurs enfants ;

11° Celui dont *un* frère remplit un terme de huit années de service.

L'aîné des frères appelés ensemble à faire partie d'une levée exempte son frère comme s'il était au service, lorsqu'il est définitivement désigné et que la famille ne doit alors fournir qu'un fils à l'armée.

Lorsque la priorité d'âge entre des frères jumeaux ne résulte pas des actes de naissance, elle est dé-

Voorstellen van de Middenafdeeling.

vergund om deze voorwaarde te vervullen ;

5° *Zij, die op onafgebroken wijze in dienst van den Staat zijn in de Kolonie.*

6° Degene wiens lichaamsgestalte niet één meter vijf honderd vijftig milimeter bereikt ;

7° Degene die, door geneesbare lichaamsgebreken aangedaan, niet bekwaam wordt geacht te dienen vóór den 1^o October van het loopende jaar ;

8° Degene, die het eenig wettig kind of de eenige wettige afstamming is van eenen nog levenden persoon, tenzij hij tot eene bemiddelde familie behoort ;

9° Degene die de onmisbare steun is : a) van zijnen vader en van zijne moeder of van een dezer ; b) indien deze laatsten overleden zijn, van zijne grootouders of van een dezer ; c) van één of van verscheidene broeders of zusters ;

10° De vader die weduwnaar is gebleven met één of verscheidene kinderen ;

11° Degene van wien *een* broeder een termijn van acht jaren dienst vervult.

De oudste der broeders, die gezamenlijk geroepen zijn om deel van eene lichting uit te maken, stelt zijn broeder vrij alsof hij onder dienst was, wanneer hij voorgoed aangewezen is en de familie alsdan maar één zoon aan het leger moet leveren.

Wanneer de voorrang van ouderdom tusschen tweelingbroeders niet blijkt uit de geboortekten, wordt

Projet de loi.

—

Wetsontwerp.

—

Propositions de la section centrale.

terminée par la priorité d'inscription aux registres de l'état civil;

12^o L'enfant naturel unique, légalement reconnu, qui est le soutien indispensable de sa mère n'ayant pas d'enfant légitime, pourvu que la femme de qui la reconnaissance est émanée soit désignée dans l'acte de naissance comme étant la mère, et que la reconnaissance ait été faite devant l'officier de l'état civil, un an au moins avant la publication de la liste de la classe à laquelle appartient le milicien intéressé.

II. — Peuvent être exemptés pour une année :

Ceux qui établissent que leur salaire contribue à soutenir : soit 1^o leur épouse avec ou sans enfant ; soit 2^o leur père et mère ou l'un d'eux ; soit 3^o leurs aïeuls ou l'un d'eux ; soit 4^o leurs frères et sœurs ou l'un d'eux.

Les juridictions de milice déterminent les inscrits qui réunissent ces conditions.

L'exemption n'est prononcée de ce chef que si le nombre d'hommes désignés pour le service et effectivement entrés au service actif, dépasse le contingent fixé par la loi.

Le nombre des exemptés de cette catégorie ne peut être supérieur à cet excédent.

L'exemption est prononcée en suivant l'ordre d'énumération de la loi, d'abord en faveur de l'époux avec ou sans enfant, ensuite en faveur du fils et ainsi de suite.

Voorstellen van de Middenafdeeling.

hij vastgesteld door den voorrang van inschrijving op de registers van den burgerlijken stand ;

12^o Het eenig onechte, wettelijk erkende kind, dat de onmisbare steun is van zijne moeder, die geen wettig kind heeft, mits de vrouw, van welke de erkenning is uitgegaan, in de geboortekte als de moeder is aangegeven, en de erkenning werd gedaan voor den ambtenaar van den burgerlijken stand, ten minste één jaar vóór de bekendmaking van de lijst der klasse tot welke de belanghebbende milicien behoort.

II. — Kunnen vrijgesteld worden voor één jaar :

Zij, die bewijzen dat hun loon bijdraagt tot het onderhoud : hetzij 1^o van hunne echtgenoot, met of zonder kind ; hetzij 2^o van hun vader en moeder of van één dezer ; hetzij 3^o van hunne grootouders of van één dezer ; hetzij 4^o van hunne broeders en zusters of van een dezer.

De militierechtsmachten bepalen welke ingeschrevenen aan die vereischten voldoen.

Vrijstelling wordt uit dien hoofde slechts verleend, wanneer het getal voor den dienst aangewezen en bepaald in werkelijken dienst getreden manschappen het bij de wet vastgesteld contingent overschrijdt.

Het getal vrijgestelden van dit soort mag dat teveel niet te boven gaan.

De vrijstelling wordt uitgesproken naar volgorde van de opsomming voorkomende in de wet, eerstelijk ten voordeele van den echtgenoot met of zonder kinderen, vervolgens ten voordeele van den zoon en zoo voorts.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

e) Les inscrits qui ne peuvent, sans subir un préjudice grave, interrompre leurs études ou leur apprentissage, ou abandonner momentanément l'établissement agricole, industriel ou commercial qu'ils exploitent pour leur compte ou pour celui de leurs parents. L'exemption de ce chef ne peut être prononcée en faveur de l'inscrit de la plus ancienne année porté sur la liste prévue par l'article 15.

e) De ingeschrevenen die, zonder een ernstig nadeel te ondergaan, hunne studiën of hun leertijd niet kunnen onderbreken, of tijdelijk de landbouw-, nijverheids- of handelsinrichting verlaten welke zij voor eigen rekening of voor die hunner ouders exploiteeren. De vrijstelling uit dien hoofde kan niet worden uitgesproken ten bate van den ingeschrevene van het langstverloopen jaar, gebracht op de bij artikel 15 voorziene lijst.

Propositions de la section centrale.

Si le nombre de ceux qui réunissent les conditions requises pour bénéficier de la présente disposition est supérieur à l'excédent, un tirage au sort détermine parmi les soutiens de famille de la catégorie à laquelle on sera ainsi arrivé, les bénéficiaires de l'exemption.

Si le nombre de ceux qui réunissent les conditions requises pour bénéficier de la présente disposition est inférieur à l'excédent, les plus jeunes inscrits de la levée sont ajournés à l'année suivante jusqu'à concurrence dudit excédent.

Les dispositions de l'article 30 de la loi ne sont pas applicables à ces catégories d'exemptés.

Le maintien de l'exemption une fois prononcée n'est subordonné qu'à la continuation des conditions requises pour pouvoir en être bénéficiaire.

Un arrêté royal règle l'application de ces dispositions.

III. — *Des sursis d'incorporation d'une durée totale de trois ans et renouvelables d'année en année, sont accordés par les juridictions de milice à ceux qui établissent que soit dans l'intérêt de leurs études, soit pour leur apprentissage, soit pour les besoins de l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale à laquelle ils se livrent pour leur compte ou pour celui de leurs parents, soit à raison de leur résidence à l'étranger, il est indispensable qu'ils ne soient pas enlevés à leurs travaux.*

Voorstellen van de Middenafdeeling.

Indien het getal van hen, die aan de vereischte voorwaarden voldoen om de weldaad van deze bepaling te genieten, hooger is dan het teveel, worden bij loting aangewezen, onder hen die de steun van hunne familie zijn in de reeks waartoe men aldus is gekomen, degenen waarop de vrijstelling van toepassing is.

Indien het getal van hen, die aan de vereischte voorwaarden voldoen om onder de toepassing van deze bepaling te vallen, minder hoog is dan het teveel, worden de jongsten van de ingeschrevenen der lichting tot het volgende jaar uitgesteld ten bedrage van gezegd teveel.

De bepalingen van artikel 30 der wet zijn niet van toepassing op die soorten vrijgesteld.

Het behoud van de eenmaal uitgesproken vrijstelling hangt enkel af van het voortduren der voorwaarden vereischt om daarvan te kunnen genieten.

Een koninklijk besluit regelt de toepassing van deze bepalingen.

III. — *Uitstel van inlijving, voor een geheel duur van drie jaren en vatbaar voor vernieuwing van jaar tot jaar, wordt door de militierechtmachten verleend aan hen die bewijzen dat, hetzij in het belang van hunne studiën, hetzij voor hun leertijd, hetzij voor de behoeften der landbouw-, nijverheids- of handelsonderneming waarop ze zich toeleggen voor eigen rekening of voor die hunner ouders, hetzij wegens hun verblijf in den vreemde, het volstrekt noodzakelijk is dat ze niet aan hunne werkzaamheden worden onttrokken.*

Projet de loi.

4° Un frère a la faculté de servir pour son frère non encore incorporé, s'il est âgé de 18 ans au moins et de 30 ans au plus.

5° Sont autorisés à servir comme volontaires de milice à partir de 18 ans, les jeunes gens qui pourraient subir un grave préjudice en attendant l'époque de leur inscription. Ils sont assimilés aux miliciens de la levée à laquelle ils se rattachent par leur engagement.

6° L'organisation de l'armée est basée sur un effectif moyen en solde de 42,800 hommes.

Un arrêté royal détermine chaque année la répartition des effectifs dans les diverses armes.

Wetsontwerp.

4° Een broeder mag dienst doen voor zijn nog niet ingelijfd broeder, indien hij ten minste 18 jaar en ten hoogste 30 jaar oud is.

5° Worden gemachtigd om als militievrijwilligers dienst te doen van af hunne 18 jaar, de jongelingen die een ernstig nadeel zouden kunnen ondergaan door te wachten tot op het tijdstip hunner inschrijving. Zij worden gelijkgesteld met de miliciens der lichting waarbij zij zich door hunne dienstneming aansluiten.

6° De inrichting van het leger is gegrond op eene gemiddelde getalsterkte van 42,800 man met soldij.

Een koninklijk besluit bepaalt elk jaar de indeeling der manschappen over de verschillende wapens.

Propositions de la section centrale.

Voorstellen van de Middenafdeeling.

(Voir à l'art. 100 les modifications proposées par la section centrale aux 4° et 5° du projet du Gouvernement).

(Zie, in artikel 100, de wijzigingen door de Middenafdeeling voorgesteld in de n° 4° en 5° van het ontwerp der Regeering.)

ART. 28. — *Par dérogation à l'article 26, paragraphe 1°; à l'article 26, paragraphe 2° en ce qui concerne les missionnaires qui se consacrent à une œuvre de mission à l'intérieur du pays; à l'article 27, paragraphes 1°, 2°, 3° et 4°, sont appelés au service, en cas de mobilisation, et employés à des offices utiles à l'armée, les exemptés visés dans ces paragraphes dont aucun frère n'accomplit ou n'a accompli un terme de milice.*

Ils ne reçoivent pas d'équipement militaire.

ART. 28. — *In afwijking van artikel 26, § 1°; artikel 26, § 2°, voor zooveel het betreft de zendelingen die zich wijden aan een zendingswerk binnen het land; artikel 27, §§ 1°, 2°, 3° en 4°, worden de in deze paragrafen bedoelde vrijgestelden, van wien geen broeder een militietermijn vervult of heeft vervuld, opgeroepen tot den dienst ingeval van mobielverklaring en gebruikt bij voor het leger nuttige verrichtingen.*

Zij ontvangen geene militaire uitrusting.

Projet de loi.

7° En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée. Un arrêté royal en détermine annuellement la durée pour les diverses armes, dans une mesure compatible avec les nécessités de l'instruction, de manière à ce, que l'effectif moyen prévu ne soit pas dépassé.

Wetsontwerp:

7° Buiten de terugroepingen, wordt de werkelijke dienst achtereen uitgedaan. Een koninklijk besluit bepaalt jaarlijks den duur ervan voor de verschillende wapens, in de mate overeenstemmend met de vereischen van het onderricht, derwijze dat de voorziene gemiddelde getalsterkte niet overschreden wordt.

Propositions de la section centrale.

ART. 85. — En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée. Un arrêté royal en détermine annuellement la durée pour les diverses armes dans une mesure compatible avec les nécessités de l'instruction, de manière que l'effectif moyen prévu par la loi du contingent ne soit pas dépassé.

Toutefois, les miliciens, les volontaires de milice, les volontaires avec prime et les remplaçants sont envoyés en congé illimité lorsqu'ils ont passé effectivement au service actif, à partir du jour de l'appel sous les armes de leur contingent, le temps ci-après déterminé :

Infanterie : vingt mois ;

Cavalerie et artillerie à cheval : trente-six mois ;

Artillerie montée et train : vingt-huit mois ;

Artillerie de forteresse et compagnies spéciales d'artillerie : vingt-deux mois ;

Génie : vingt-deux mois ;

Bataillon d'administration : vingt-quatre mois.

Nul ne peut être distrait de cette obligation et employé hors des rangs des compagnies, escadrons ou batteries, pendant les mois de service actif auxquels il est astreint par le présent article.

Toutefois, les miliciens, les volontaires de milice, les volontaires avec prime et les remplaçants ont droit chacun à quinze jours de congé en moyenne par année de service actif normal.

Ce terme sera porté à un mois lorsque le total des volontaires et des

Voorstellen van de Middenafdeeling.

ART. 85. — Buiten de terugroepingen, wordt de werkelijke dienst achtereen uitgedaan. Een koninklijk besluit bepaalt jaarlijks den duur ervan voor de verschillende wapens, in de mate overeenstemmend met de vereischten van het ondericht, derwijze dat de gemiddelde getalsterkte, voorzien bij de wet op het contingent, niet overschreden wordt.

Echter worden de miliciens, de militievrijwilligers, de vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers met onbepaald verlof naar huis gezonden, wanneer zij, te rekenen van den dag der oproeping onder de wapens van hun contingent, werkelijk dienst hebben gedaan gedurende den hierna bepaalden tijd :

Infanterie : twintig maanden ;

Cavalerie en rijdende artillerie : zes en dertig maanden ;

Bereden artillerie en trein : acht en twintig maanden ;

Vestingartillerie en bijzondere compagnieën artillerie : twee en twintig maanden ;

Génie : twee en twintig maanden ;

Bataljon van administratie : vier en twintig maanden.

Niemand mag van deze verplichting afgetrokken en buiten de gelederen der compagnieën, eskadrons of batterijen worden gebruikt gedurende de maanden werkelijken dienst tot welke hij door dit artikel verplicht is.

Echter hebben de miliciens, de militievrijwilligers, de vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers recht elk op gemiddeld vijftien dagen verlof per jaar gewonen werkelijken dienst.

Deze termijn zal tot op ééne maand worden gebracht wanneer het gezamen-

Projet de loi.

Wetsontwerp.

.. Éventuellement, pourront en outre être renvoyés en congé illimité : les volontaires de milice, les miliciens et les remplaçants de frère qui auront accompli les deux tiers de leur service et qui auront satisfait aux épreuves imposées pour l'obtention du grade de caporal ou de brigadier.

Bij voorkomend geval, kunnen bovendien met onbepaald verlof gezonden worden : de militievrijwilligers, de miliciens en de plaatsvervangers van broeders, die twee derden van hun dienst hebben uitgedaan en voldeden aan de proeven opgelegd tot het bekomen van den graad van korporaal of van brigadier.

Propositions de la section centrale.

rengagés des différentes catégories aura atteint 18,300 hommes.

Eventuellement, pourront, en outre, être renvoyés en congé illimité les volontaires de milice, les miliciens et les remplaçants de frère, qui auront accompli les deux tiers de leur service et qui auront satisfait aux épreuves imposées pour l'obtention du grade de caporal ou de brigadier.

Les hommes dont le service actif est de vingt mois sont tenus à un rappel d'un mois dans le courant de la troisième ou quatrième année de leur terme de milice.

ART. 100. — *Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 100 de la loi :*

I. Après le litt. c :

Les volontaires de toutes catégories sont comptés numériquement dans le contingent de l'année à laquelle leur terme de milice prend cours.

II. Après le litt. f :

VOLONTAIRES DE MILICE.

Sont autorisés à servir comme volontaire de milice, à partir de 18 ans : 1° les jeunes gens qui établissent que, pour les raisons énoncées à l'article 27, III, de la présente loi, il est indispensable qu'ils soient incorporés avant l'époque de leur inscription ;

2° le frère qui sert pour son frère non encore incorporé. Le frère qui

Voorstellen van de Middenafdeeling.

lijk getal vrijwilligers en militairen van allen aard, die opnieuw dienst namen, het cijfer van 18,300 bereikt heeft.

Bij voorkomend geval, kunnen bovendien met onbepaald verlof gezonden worden, de militievrijwilligers, de miliciens en de plaatsvervangers van broeders die twee derden van hun dienst hebben uitgedaan en voldeden aan de proeven opgelegd tot het bekomen van den graad van korporaal of van brigadier.

De manschappen, wier werkelijke dienst twintig maanden duurt, zijn gehouden tot eene terugroeping voor ééne maand in den loop van het derde of van het vierde jaar van hunnen militietijd.

ART 100. — *De navolgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 100 van de wet :*

I. Achter litt. c.

De vrijwilligers van alle soorten worden naar 't getal berekend in het contingent van het jaar waarin hun militietijd een aanvang neemt.

II. Achter litt. f :

MILITIEVRIJWILLIGERS.

Worden gemachtigd om als militievrijwilligers dienst te doen van af hun 18^{de} jaar : 1° de jongelingen die bewijzen dat, om de redenen vermeld in artikel 27, III, van deze wet, het volstrekt noodzakelijk is dat zij worden ingelijfd vóór het tijdstip hunner inschrijving;

2° De broeder die dient voor zijn nog niet ingelijfden broeder. De

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 2.

Sont abrogées les dispositions de la loi sur la milice qui sont contraires à la présente loi, notamment l'article 5, le chapitre III, l'article 28, l'article 31 (a) (b) et (c) et l'article 83.

ART. 2.

Worden ingetrokken de bepalingen van de wet op de militie, welke strijdig zijn met deze wet, met name artikel 5, hoofdstuk III, artikel 28, artikel 31 (a) (b) en (c) en artikel 83.

Propositions de la section centrale.

use de cette faculté peut s'engager jusqu'à l'âge de 30 ans.

Ils sont assimilés aux miliciens de la levée à laquelle ils se rattachent par leur engagement.

ART. 2.

I. Les articles suivants de la loi sur la milice sont ainsi modifiés pour être coordonnés avec les dispositions de la présente loi :

ART. 6, *litt. a.* — Tout Belge est tenu, dans l'année où il a 19 ans accomplis, de se faire inscrire pour la levée de l'année suivante.

ART. 9. — Les mots « pour concourir au tirage au sort » sont supprimés.

ART. 10. — Celui qui prétend avoir été indûment inscrit peut réclamer devant le conseil de milice, qui statue comme en matière d'exemption. Si sa réclamation est admise, il sera ou ajourné à un an ou déclaré définitivement exempt, selon qu'il peut encore ou ne peut plus être soumis à l'inscription.

ART. 12, *litt. c.* — Les mots « avant la clôture mentionnée à l'article 16 » sont supprimés.

Litt. e). Les mots « dont il s'agit à l'article 22 » sont supprimés.

Litt. f). Les mots « sans compter pour le contingent assigné à son canton » sont supprimés.

Voorstellen van de Middenafdeeling.

broeder, die van dat recht gebruik maakt, mag dienst nemen tot den leeftijd van 30 jaren.

Zij worden gelijkgesteld met de miliciens der lichting waarbij zij zich door hunne dienstneming aansluiten.

ART. 2.

I. De navolgende artikelen van de wet op de militie worden gewijzigd, zooals is aangeduid, ten einde ze in verband te brengen met de bepalingen dezer wet :

ART. 6, *litt. a.* — Elke Belg is verplicht, in het jaar waarin hij zijn 19^{de} jaar heeft volbracht, zich te doen inschrijven voor de lichting des volgende jaars.

ART. 9. — De woorden « om aan de loting deel te nemen » vervallen.

ART. 10. — Hij, die beweert wederrechtelijk te zijn ingeschreven, kan een bezwaarschrift indienen bij den militieraad, die beslist zooals in zake van vrijstelling. Indien zijn bezwaar ingewilligd wordt, zal hij of voor een jaar uitgesteld of voorgoed vrijgesteld verklaard worden, naar gelang hij al of niet nog aan de inschrijving kan onderworpen worden.

ART. 12, *litt. c.* — De woorden : « vóór de in artikel 16 vermelde sluiting » vervallen.

Litt. e). De woorden : « waarvan spraak is in artikel 22 » vervallen.

Litt. f.) De woorden : « zonder mede te tellen in het door zijn kanton te verstrekken contingent » vervallen.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Propositions de la section centrale.

ART. 15. — Les mots « et dont le numéro avait été appelé pour la formation du contingent de l'année où ils ont tiré au sort » sont supprimés.

ART. 26. — 5° Celui dont un frère a accompli un terme de huit années de service, est décédé au service ou n'a cessé de faire partie de l'armée que par suite de faits indépendants de sa volonté ou de sa faute.

ART. 31, *litt. d.* — Le renouvellement annuel de l'exemption prononcée en vertu du service d'un frère n'est subordonné qu'à la continuation du service qui y a donné lieu.

ART. 34 *litt. b.* — Les mots « du tirage au sort » et « cette opération » sont supprimés.

ART. 38. — 1° Les mots « de tirage » sont supprimés.

ART. 44. — Les mots « du tirage » sont supprimés.

ART. 46 *litt. a.* — Les mots « et qui doivent être suppléés dans le contingent par d'autres miliciens » sont supprimés.

Litt. b. — Les mots « le numéro du tirage » sont supprimés.

Litt. c et d. — Ces littéras sont remplacés par la disposition suivante :

« Cet état est tenu dans chaque commune à la disposition des intéressés. »

ART. 49, *litt. f.* — Les mots « par l'article 31 » sont supprimés.

ART. 81, *litt. a.* — Le Gouvernement détermine chaque année la répartition des effectifs dans les

Voorstellen van de Middenafdeeling.

ART. 15. — De woorden : « en wier nummer was begrepen in het contingent van het jaar waarin zij geloot hebben » vervallen.

ART. 26. — 5° Hij, van wien een broeder gedurende achtjaargediend heeft, bij den dienst overleden is of slechts uit den dienst ontslagen werd ten gevolge van feiten, onafhankelijk van zijnen wil of buiten zijne schuld.

ART. 31, *litt. d.* — De jaarlijksche vernieuwing der vrijstelling, uitgesproken wegens dienst van een broeder, is alleen ondergeschikt aan de voortzetting van den dienst, die er aanleiding toe heeft gegeven.

ART. 34, *litt. b.* — De woorden : « lotings » (lijst) en « na de loting » vervallen.

ART. 38. — 1° Het woord : « lotings » (lijst) vervalt.

ART. 44. — Het woord : « lotings » (lijst) vervalt.

ART. 46, *litt. a.* — De woorden : « die in het contingent door andere miliciens dienen vervangen » vervallen.

Litt. b. — De woorden : « het nummer der loting » vervallen.

Litt. c en d. — Deze litteras worden vervangen door de navolgende bepaling :

« Deze staat wordt in elke gemeente ter beschikking van de belanghebbenden gehouden. »

ART. 49, *litt. f.* — De woorden : « door artikel 31 » vervallen.

ART. 81, *litt. a.* — De Regeering bepaalt elk jaar de indeeling der manschappen over de verschillende

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Propositions de la section centrale.

diverses armes, et fixe l'époque à laquelle les hommes désignés pour le service sont remis à l'autorité militaire.

Litt. b. Cette remise se fait au chef-lieu de la province par le gouverneur, qui en dresse l'état en signalant spécialement les miliciens, compris dans les contingents antérieurs, dont la dispense n'a pas été maintenue. Chacun des intéressés reçoit préalablement du gouverneur un ordre de départ.

ART. 84, 1^{er} alinéa. — Les mots « pour compléter le contingent » sont supprimés.

2^o alinéa. — Les mots « modifient l'ordre primitif des appels sont les armes » par les mots « sont rendus après cette date ».

ART. 91. — Les mots « le jour du tirage au sort, immédiatement après cette opération » et les mots « dans les dix jours » sont supprimés.

ART. 95, 2^o. — Les mots « appelés par leur numéro à faire partie du contingent de leur classe » sont supprimés.

ART. 98. — Les mots « que le tirage au sort a » sont supprimés.

II. Sont abrogés : l'article 5, le chapitre III, l'article 51 a, b, c, l'article 66, 1^o, l'article 70, l'article 83, l'article 100 g, h, i, de la loi sur la milice.

Voorstellen van de Middenafdeeling.

wapens, alsmede het tijdstip waarop de voor den dienst aangewezen manschappen worden afgeleverd aan de militaire overheid.

Litt. b. — Deze aflevering geschiedt ter provinciehoofdplaats door den gouverneur, die een staat der afgeleverden opmaakt, hierbij inzonderheid wijzende op de in de vorige contingenten begrepen miliciens, wier ontheffing niet werd gehandhaafd. Ieder belanghebbende ontvangt vooraf een bevel van vertrek vanwege den gouverneur.

ART. 84, 1^{ste} lid. — De woorden : « tot aanvulling van het contingent » vervallen.

2^{de} lid. — De woorden : « de oorspronkelijke orde der oproepingen onder de wapens wijzigen » te vervangen door de woorden : « na dien datum worden verleend ».

ART. 91. — De woorden : « den dag der loting, onmiddellijk na deze verrichting » en de woorden : « binnen de tien dagen » vervallen.

ART. 95, 2^o. — De woorden : « wegens zijn nummer in het contingent zijner klasse begrepen » vervallen.

ART. 98. — De woorden : « door de loting » vervallen.

II. Artikel 5, hoofdstuk III, artikel 51, a, b, c, artikel 66, 1^o, artikel 70, artikel 83, artikel 100 g, h, i, van de wet op de militie worden ingetrokken.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 3.

ART. 3.

Disposition transitoire

Overgangsbepaling.

Sont exonérés de tout service militaire les jeunes gens non incorporés ayant ou ayant eu, à l'exclusion du réfractaire, un frère inscrit à la milice avant la mise en vigueur de la présente loi.

Worden vrijgesteld van allen militairen dienst, de niet ingelijfde jongelingen, die een broeder hebben of gehad hebben, ingeschreven bij de militie vóór het in werking treden van deze wet, met uitsluiting van den weerspanning.

ART. 4.

ART. 4.

Le Gouvernement est autorisé à coordonner les dispositions de la présente loi avec celles de la loi sur la milice qui restent en vigueur.

De Regeering wordt gemachtigd de bepalingen van deze wet in verband te brengen met die van de wet op de militie, welke van kracht blijven.

Voorstellen van de Middenafdeeling.

ART. 3.

Disposition transitoire.

Sont exonérés de tout service militaire les jeunes gens non incorporés ayant eu, à l'exclusion du réfractaire, un frère inscrit à la milice avant la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 4.

(Cet article vient à disparaître.)

Proposition de la section centrale

ART. 3.

Overgangsbepaling.

Worden vrijgesteld van allen militairen dienst, de niet ingelijfde jongelingen, die een broeder gehad hebben, ingeschreven bij de militie vóór het in werking treden van deze wet, met uitsluiting van den weerspanning.

ART. 4.

(Dit artikel vervalt)

